

## Conflits sociaux

■ Les personnels hospitaliers manifestent vendredi pour leurs conditions de travail

■ Le passage aux 35 heures perturbe les postiers

■ Les agents des finances protestent contre la réforme de Christian Sautter

Lire pages 6-7

## Autriche : l'extrême droite aux portes du pouvoir

- L'extrême droite xénophobe s'apprête à former un gouvernement avec la droite
- Son chef, Jörg Haider, appelait à respecter les Waffen SS et vantait la politique de l'emploi de Hitler
- Inquiétudes et protestations en Israël et parmi les partenaires européens de l'Autriche

LA PERSPECTIVE de l'entrée de l'extrême droite populiste et xénophobe dirigée par Jörg Haider dans un gouvernement de coalition en Autriche suscite une vague d'inquiétudes et d'indignation, en Europe et en Israël. A l'occasion du Forum international sur la mémoire de la Shoah, à Stockholm, plusieurs chefs de gouvernement, dont le chancelier allemand, Gerhard Schröder, ont exprimé leur préoccupation. Lionel Jospin s'est ému du « projet politique qui s'esquisse actuellement en Autriche ». A Bruxelles, le Parti des socialistes européens a lancé une pétition intitulée « L'Europe doit stopper Haider ! » et le premier ministre travailliste israélien, Ehoud Barak, a parlé d'un « signal extrêmement inquiétant pour chaque juif dans le monde ».

Quatre mois après les élections législatives, l'extrême droite et la droite classique continuent de négocier sur la formation du nouveau gouvernement. Conservateurs et



sociaux-démocrates se sont montrés incapables de reconduire la grande coalition au pouvoir depuis quatorze ans. Le chancelier social-démocrate sortant, Viktor Klima, n'ayant pu mettre sur pied un cabinet minoritaire, des pourparlers se sont engagés entre les conservateurs de Wolfgang Schüssel et les populistes de Jörg Haider. Un accord sur la répartition des ministères pourrait être trouvé d'ici au début du mois de février. Le président de la République, Thomas Klestil, a tout fait jusqu'à présent pour tenter d'éviter une telle alliance. Jörg Haider, qui avait, naguère, vanté les mérites de la politique de l'emploi d'Hitler et lancé des appels à la reconnaissance pour les Waffen SS, s'efforce de se donner une image de respectabilité. Il a fait savoir qu'il ne participerait pas lui-même au futur gouvernement.

Lire pages 2 et 3, notre éditorial page 17 et la chronique de Pierre Georges page 36



### ÉCONOMIE

## Coca-Cola licencie

Coca-Cola, dont la rentabilité baisse et dont l'action recule, a annoncé, mercredi 26 janvier, la plus grande vague de suppressions d'emplois de son histoire : 20 % de ses effectifs dans le monde. C'est un coup dur dans la « vieille économie » américaine. Mais la « nouvelle » connaît aussi ses ratés : dans la riche Silicon Valley californienne, les sans-abri se comptent par milliers, comme le raconte le quatrième volet de notre série sur le miracle américain. p. 12 et 20

## Ecole : le plan antiviolence

■ CLAUDE ALLÈGRE, Ségo-lène Royal et Claude Bartolone ont présenté, jeudi 27 janvier, la phase II du plan de lutte contre la violence à l'école. 7 000 personnes supplémentaires (parmi lesquels 4 000 aides éducateurs et 2 000 emplois-jeunes ouvriers) seront affectées dans 470 établissements du second degré. 75 établissements bénéficieront d'un dispositif de sécurité renforcé dès la rentrée des vacances de février : un correspondant ilôtier y assurera la surveillance des entrées et sorties. Parce que « l'exclusion sociale mène à l'exclusion scolaire et à la violence », Claude Allègre considère que ce plan est partie intégrante « de la lutte pour l'égalité des chances ».

Lire page 9

## Comment Tarik B. pourrait devenir un réfugié politique

LE SORT de Tarik B. pourrait changer. Pour l'heure, cet Algérien de vingt et un ans, originaire de la région de Tipaza, est indésirable en France. Il y est arrivé en janvier 1999, après une errance de douze mois autour du bassin méditerranéen. Il fuyait la guerre ravageant son pays. Il fuyait des drames comme celui que sa famille connut le 13 février 1995. C'est une famille juive algérienne. Elle vivait dans une ferme isolée, au cœur d'une des régions les plus touchées par la guerre civile. Elle était l'objet d'incessantes menaces et d'avertissements de la part des innombrables groupes armés écumant la région : chiens égorgés, bétail abattu. Et puis, ce soir du 13 février, des hommes en armes, cagoulés, se ruent dans la ferme, entrent dans la pièce où dorment Tarik B., son grand-père et un oncle de passage. La ferme est pillée. On pousse les trois hommes dehors. L'oncle et le grand-père sont ligotés, égorgés, puis décapités devant Tarik B., qui, lui, réussit à s'enfuir.

Après plusieurs heures d'errance, il gagne une caserne de la sécurité militaire. Il sera hospitalisé six mois dans un établissement

psychiatrique, avant d'être hébergé chez sa mère. Mais celle-ci craint pour sa vie : elle est militante des droits de l'homme ; elle défend les familles des victimes d'attentats. Tarik B. est alors ballotté au gré des parents et amis qui l'hébergent. Il quitte l'Algérie, gagne la Jordanie via la Syrie, sollicite à Amman le consulat d'Israël, qui ignore cet Algérien en fuite. Le périple se poursuit : Turquie, Italie, puis Paris, enfin, le 23 janvier 1999.

Il y demande l'asile politique, documents à l'appui de l'horreur qu'il a vécue dans la guerre civile algérienne : certificat du médecin légiste attestant avoir « examiné le corps sans tête, égorgé à l'arme blanche » d'un homme de soixante-trois ans (le grand-père de Tarik) ; procès-verbal du sergent-chef de la gendarmerie constatant « l'enlèvement suivi d'assassinat » du grand-père et de l'oncle ; acte de « reconnaissance de la qualité de victime du terrorisme » du wali (préfet) de Tipaza ; attestations d'anciens professeurs et éducateurs spécialisés expliquant le drame et l'exil de Tarik...

C'est clair : Tarik B. a bel et bien fui une forme d'oppression politique. Mais le 5 août,

il reçoit l'avis de rejet de sa demande d'asile, suivi trois semaines plus tard d'une invitation à quitter le territoire. Explication : au regard de la loi Chevènement sur l'immigration, le jeune Algérien ne peut revendiquer l'asile puisque l'oppression qu'il a subie n'est pas le fait d'un gouvernement, mais d'un groupuscule de guérilleros plus ou moins identifiés.

Or, c'est cette conception restrictive de l'oppression politique que vient de casser le Conseil d'Etat dans un arrêt rendu le 26 janvier, censurant la circulaire du ministère de l'intérieur : l'oppression politique, dit la Haute Cour administrative, doit s'entendre de façon plus large. Tarik B. a déposé un recours hiérarchique le 18 octobre. Aujourd'hui clandestin, il vit entre son petit boulot dans une boutique de souvenirs à Saint-Michel, son studio dans le 15<sup>e</sup> arrondissement et ses séances chez le psychologue. L'arrêt du Conseil d'Etat pourrait changer son sort.

Sylvia Zappi

Lire nos informations page 10



### TCHÉTCHÉNIE

## Photos de guerre

Eric Bouvet a suivi l'offensive russe, Laurent Van der Stockt a vécu deux mois avec les combattants tchétchènes (photo). Grozny, ville fantôme, c'est « Mad Max City », dit Van der Stockt. L'offensive russe, c'était, au début, « le désert des Tartares », dit Bouvet. Les deux photographes français affirment que les Russes ne peuvent pas gagner la guerre. p. 14-15

## La pub privée d'enfants



MARITA ULVSKOG

LES ANNONCEURS français sont très inquiets : le projet d'interdiction de la publicité télévisée destinée aux enfants de moins de douze ans, prônée par la ministre suédoise de la culture, Marita Ulvskog, rencontre de plus en plus d'échos favorables dans les gouvernements européens.

Lire page 22

### POINT DE VUE

## Shoah, l'histoire en jugement par David Cesarani

PARFOIS, dans son actuelle bataille juridique en Haute Cour, l'historien négationniste anglais David Irving, homme d'allure naturellement martiale, ressemble à un général de la Wehr-

macht, encerclé dans quelque poche perdue sur le front de l'Est, qui tente désespérément de repousser les hordes judéo-bolcheviques. Du moins le soupçonne-t-on de plutôt voir les choses ainsi. Il est debout ou bien assis, seul,

d'un côté de la salle d'audience, tandis que le camp nombreux de la défense occupe presque tout ce qui reste des lieux. Lors de son exposé des faits, il a plusieurs fois mentionné l'existence d'une « volonté à l'échelle internationale » de

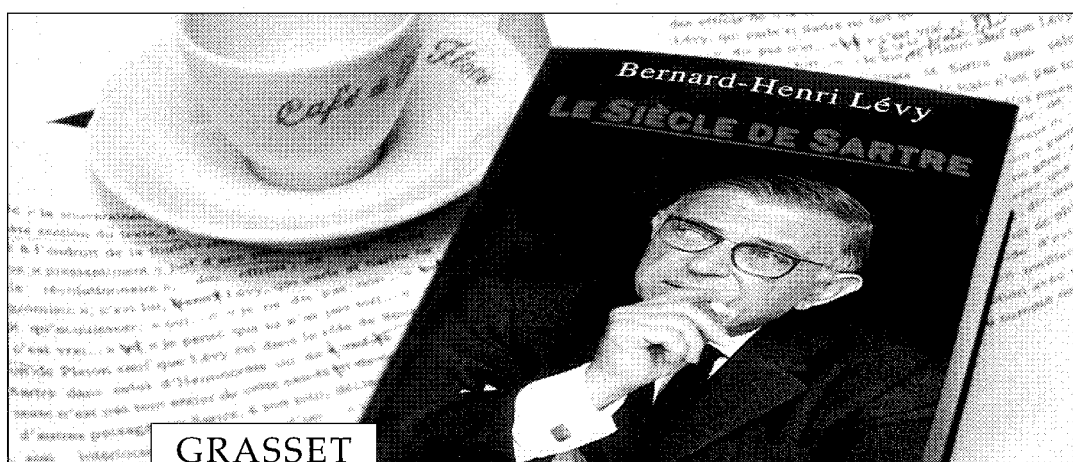
détruire son nom et sa carrière d'écrivain. Il a assuré d'un ton de menace que « la communauté juive, sa réputation et sa richesse, jouent un rôle essentiel dans ces actes ».

De peur qu'on ne doute tant soit peu de ce rôle, il déclare avoir été « la cible de menées secrètes internationales », qui avaient pour but de le réduire au silence. Irving a désigné la Ligue juive américaine contre la diffamation et ses homologues en Grande-Bretagne, au Canada et en Australie. Si bizarre que cela puisse être, ces accusations résonneront par-delà la poignée de ses partisans regroupés près d'Irving, dans la partie de la salle réservée au public.

Pour le jeune homme vêtu d'une parka noire, d'un chandail noir à col roulé, de pantalons noirs et coiffé d'une casquette de base-ball noire, qui est assis au milieu d'eux, l'idée - si paranoïaque soit-elle - d'un complot juif international visant à abattre un héros de l'extrême droite apparaîtra parfaitement sensée.

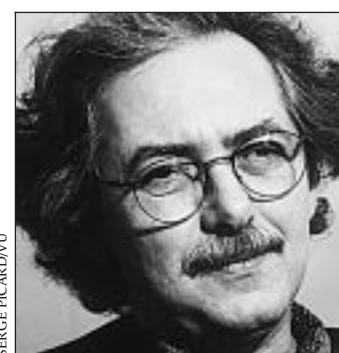
Lire la suite page 16 et nos informations page 3

David Cesarani enseigne l'histoire juive moderne à l'université de Southampton.



GRASSET

Le 28 janvier à Bouillon de culture PAR BERNARD-HENRI LEVY



### LITTÉRATURE

## Marseille perd Izzo

Il avait fait de Marseille un personnage, le personnage central, même, de ses romans policiers à succès. Peu d'auteurs avant lui avaient réussi à parler de cette ville - qui semblait le désespérer mais qu'il savait pour toujours généreuse et gonflée d'humanité - avec autant de justesse. Jean-Claude Izzo est mort, mercredi 26 janvier. A Marseille, bien sûr. p. 31

International	2	Aujourd'hui	27
France	6	Jeu-concours	28
Société	9	Météorologie	30
Régions	11	Jeux	30
Horizons	12	Culture	31
Entreprises	20	Guide culturel	33
Communication	22	Kiosque	34
Tableau de bord	23	Abonnements	34
Carnet	26	Radio-Télévision	35









# La conférence de Stockholm sur la Shoah s'est ouverte par des appels à la vigilance

La montée du parti de Jörg Haider soulève une inquiétude générale

La première journée du chancelier autrichien, Viktor Klima, en Suède, mercredi 26 janvier, a été mouvementée, car l'ensemble des politiciens et

des médias rassemblés à Stockholm pour une conférence sur la Shoah ont exprimé leur inquiétude devant la possibilité de voir l'extrême droite

de Jörg Haider entrer dans le prochain gouvernement autrichien. Lionel Jospin s'est voulu plus prudent, se gardant des « amalgames ».

## STOCKHOLM

de notre correspondant  
L'ombre de l'Autrichien Jörg Haider a rôdé dans les couloirs de la Maison du peuple de Stockholm. Et si le nom du leader d'extrême droite n'a pas été mentionné à la tribune même, les appels à la vigilance lancés par de nombreux orateurs de la Conférence sur l'éducation, la mémoire et la recherche sur la Shoah, mercredi 26 janvier, ont résonné d'un accent on ne peut plus actuel.

La veille, les conservateurs autrichiens avaient entamé des pourparlers pour créer une coalition gouvernementale avec la formation de M. Haider, connu pour ses prises de position xénophobes et ses dérapages verbaux pronazis. « Notre passé deviendra-t-il le futur de nos enfants ? », s'interrogea Elie Wiesel, prix Nobel de la paix, dans le discours le plus dramatique de la première journée du forum, dont il est le président d'honneur.

A l'extérieur de l'hémicycle, le premier ministre israélien, Ehud Barak, voyait dans les nouvelles provenant de Vienne un « signal très perturbant ». La désormais possible formation d'un gouver-



nement comprenant le Parti de la liberté de M. Haider « influencera notre position vis-à-vis de l'Autriche », a-t-il averti.

## PROPOSITIONS ALLEMANDES

Lionel Jospin, s'est voulu plus prudent, se gardant des « amal-

games » et soulignant que « les périodes ne sont pas les mêmes ». « Le projet politique qui s'esquisse est, pour le gouvernement français que je représente ici, un sujet de préoccupation très grande », a-t-il néanmoins estimé. Le premier ministre français avait l'intention d'évoquer la question avec le chancelier autrichien sortant, Viktor Klima, présent à Stockholm, et d'« examiner cette situation d'un point de vue français et européen ».

Quant au dirigeant allemand, Gerhard Schröder, il « espérait encore » que la route du pouvoir puisse être barrée à l'extrême droite autrichienne. Son discours, prononcé lors de la séance d'ouverture du forum, fut parmi les moins abstraits, en terme de propositions d'actions communes à entreprendre contre les néonazis. Alors que ceux-ci utilisent l'Internet pour répandre leur idéologie, dit-il, « il faut améliorer la coopé-

ration internationale pour lutter contre leur propagande haineuse et leur glorification de la violence ». Et le chancelier social-démocrate de proposer d'« intensifier les mesures policières, ainsi que notre approche éducative ».

Rappelant que la Shoah était depuis longtemps partie intégrante de l'enseignement pratiqué dans les écoles ouest-allemandes, il a jugé « utile d'apprendre de la même façon à nos enfants » qu'il y eut des Allemands pour résister « sous la dictature » nazie. Cela doit être « une cause de fierté » pour ces jeunes, et pas seulement une incitation au souvenir. « Personne ne peut et ne veut tenir la jeunesse allemande d'aujourd'hui responsable des actes dont elle n'est pas responsable », affirma-t-il, en tant que représentant d'une nouvelle génération de dirigeants d'outre-Rhin.

M. Jospin cita à la fois le nom de Jacques Chirac et celui de François Mitterrand dans son discours, pour évoquer brièvement leur rôle dans « l'œuvre très importante » accomplie par les gouvernements français pour « reconnaître la responsabilité de l'Etat dans la persécution et la spoliation des Juifs de France ».

Un discours par ailleurs sans surprise, contrairement à la proposition d'Elie Wiesel d'instaurer un forum international annuel, à Stockholm, sur « la conscience et l'humanité ». Visiblement flatté et ému, le premier ministre suédois, Göran Persson, répondit du tac au tac qu'il était d'accord. Quasiment au même moment, à Göteborg, dans le sud de la Suède, six jeunes néonazis entraient dans un lycée pour distribuer leur propagande en toute impunité, appelant les élèves à « se battre pour leur pays ».

A. J.

# Le Parlement européen examine la réforme des institutions de l'UE

La présidente de l'Assemblée émet des réserves

## BRUXELLES

(Union européenne)

de notre envoyé spécial

Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, et son commissaire en charge de la réforme des institutions, Michel Barnier, ont présenté leur avis sur la réforme des institutions européennes (Le Monde du 27 janvier) à la conférence des présidents de groupe du Parlement européen, réunie mercredi 26 janvier, à Bruxelles. A l'issue de cette séance, qui était ouverte à tous les députés, la présidente du Parlement, Nicole Fontaine, a diffusé un communiqué qualifiant le document de la Commission d'« ambitieux », mais précisant qu'« il mérite d'être enrichi ».

M<sup>me</sup> Fontaine a rendu hommage à la Commission, parce que cette dernière « a eu le courage de faire un certain nombre de propositions qui vont dans le sens de ce que souhaite le Parlement européen et qui ont le mérite d'ouvrir le débat ». L'élue a notamment cité la généralisation du vote à la majorité qualifiée, et par là même de la codécision du conseil des ministres avec le Parlement européen. Elle a également approuvé la proposition de vote à double majorité - Etats et population - qui « a le mérite de la clarté et de la simplicité », ainsi que l'application des « coopérations renforcées ». Mais elle a jugé « indispensable » que cette procédure permettant à des Etats d'aller plus loin dans certains domaines soit utilisée « dans le respect des pouvoirs » du Parlement.

En revanche, M<sup>me</sup> Fontaine aurait souhaité que la Commission se montre « plus déterminée » sur le

sujet « très sensible » de sa propre composition : or l'exécutif bruxellois s'est contenté de proposer deux options, sans prendre parti. La première option prévoit une limitation du nombre de commissaires et un système de rotation, l'autre la désignation d'un commissaire par Etat. M<sup>me</sup> Fontaine a également regretté que la Commission ne se soit pas prononcée pour l'intégration de la charte des droits fondamentaux dans les traités.

## LA PROVOCATION DE M. PASQUA

Charles Pasqua, président du groupe de l'Union pour l'Europe des nations, a, pour sa part, posé, de façon quelque peu provocatrice, la principale question que fait naître cette contribution aux travaux de la conférence intergouvernementale devant être lancés le 14 février : « Vous pouvez toujours proposer ; il n'en reste pas moins que les décisions seront prises à un autre niveau ! » Le point de vue des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze sera en effet déterminant, tant en ce qui concerne l'ordre du jour de la conférence que ses conclusions.

Romano Prodi s'est voulu rassurant : « Tout dépendra des efforts d'actions communes que sauront mener le Parlement et la Commission », a-t-il affirmé. « C'est vrai qu'il n'y a pas de gouvernement qui souhaite jouer les "locomotives" européennes », a admis le président de l'exécutif bruxellois. « Il y a donc des hésitations, pour ne pas parler de méfiance, mais il y a aussi un grand désir d'Europe », a-t-il toutefois fait observer.

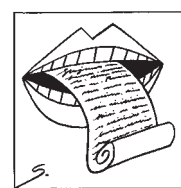
Laurent Zecchini

## « Il faut sortir des généralités », estime le CRIF

Le discours de Lionel Jospin a visiblement laissé sur sa faim le président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), qui fait partie de la délégation française à Stockholm. Henri Hajdenberg souhaite « que l'on sorte des généralités à caractère commémoratif et des exposés sur ce que chaque pays a réalisé dans sa propre société. Sinon, ajoute-t-il, il ne sert à rien de réunir à Stockholm quatorze chefs d'Etat et de gouvernement ». Pour le président du CRIF, « il faut maintenant proposer des directives à l'échelle européenne, saisir la Commission de Bruxelles pour qu'elle mette en œuvre un programme d'éducation à la Shoah commun à toute l'Europe ». M. Hajdenberg, qui a été élu récemment président du Congrès juif européen, met en avant deux projets, qui devraient être débattus au sein de la Task Force internationale : une plate-forme commune de formation des enseignants à l'échelon européen, et la création d'un institut européen de l'histoire de la Shoah. - (Corresp.)

## Le « devoir » de Lionel Jospin

EXTRAITS du discours du premier ministre Lionel Jospin, prononcé mercredi 26 janvier à Stockholm, lors de la conférence internationale sur l'éducation, la mémoire et la recherche sur la Shoah :



### VERBATIM

(...) L'enseignement de la Shoah, la compréhension des causes qui l'ont permise, l'hommage rendu à ceux qui l'ont combattue, constitue un devoir. En France, nous souscrivons désormais pleinement à ce devoir de mémoire et d'éducation. Si les gouvernements français ont tardé à reconnaître la responsabilité de l'Etat dans la persécution et la spoliation des Juifs de France pendant la deuxième guerre mondiale,

l'œuvre accomplie en quelques années est très importante. Le 3 février 1993, le président François Mitterrand a institué une Journée nationale de commémoration des persécutions racistes et antisémites ; elle a lieu le dimanche suivant le 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver. En juillet 1995, le président Jacques Chirac a reconnu la responsabilité de l'Etat dans les persécutions survenues en France pendant la période 1940-1944.

Nous continuons de faire la lumière sur les pages les plus douloureuses de notre passé. Une commission présidée par Jean Matteoli - lui-même ancien déporté - a été instituée pour étudier les spoliations dont furent victimes les Juifs résidant en France durant la guerre. (...)

A l'issue du rapport définitif que me rendra bientôt cette commission, la France réparera ce

qui doit encore l'être. J'ai déjà proposé au gouvernement de créer une commission d'indemnisation des victimes. De même, nous avons décidé de participer largement au financement des travaux d'extension du Mémorial du martyr juif inconnu, qui abrite le Centre de documentation juive contemporaine. Nous allons également mieux encore développer l'enseignement de la Shoah à l'école. Je sais qu'un éditeur français se propose de distribuer dans l'ensemble des écoles un ouvrage consacré à la Shoah. Il bénéficiera du soutien de l'Etat. Nous avons l'intention de créer une fondation dont le souci essentiel sera l'enseignement de la Shoah. Pareille fondation ne peut espérer une véritable audience si l'aide et le concours de l'Etat ne lui sont pas acquis durablement. Ils le seront. (...)

## TROIS QUESTIONS À...

VOLKHARD KNIGGE

1 Historien et directeur du musée du camp de concentration de Buchenwald, pourquoi êtes-vous critique à l'égard de l'attitude du gouvernement de Berlin vis-à-vis du forum de Stockholm, alors même que vous faites partie de la délégation allemande ?

Je trouve que la participation allemande à cette conférence a été mal organisée. La délégation, à laquelle on ne m'a convié que tardivement, ne comprend pas les meilleurs spécialistes en la matière. Je ne sais pas si c'est le résultat de l'ignorance de bureaucrates ou celui d'une stratégie allemande de minimisation de la valeur du sujet abordé. Par ailleurs, je ne comprends pas que le gouvernement ait créé l'impression que nous ayons besoin d'importer en Allemagne une sorte de modèle pédagogique sur la mémoire de la Shoah. Car la culture de la mémoire chez nous est l'une des plus avancées d'Europe.

2 Comment l'initiative de la Suède est-elle perçue en Allemagne ?

Elle est très longtemps restée inaperçue du grand public. Quant aux « professionnels » du sujet, dont je

fais partie, ils sont presque tous un peu irrités par l'esprit missionnaire qui anime les Suédois. Cela n'est pas un mal en soi qu'ils aient découvert la Shoah, ni qu'ils prennent au sérieux l'extrême droite et les néonazis. Mais si j'étais cynique, je dirais que j'ai l'impression que les Suédois pourraient tout aussi bien avoir contacté les Italiens en leur disant : « Nous venons de découvrir la Renaissance, je vous invite à voir ce que nous avons trouvé »...

3 Quelle appréciation portez-vous sur la finalité d'un tel forum ?

Je suis un peu sceptique quant à l'idée de créer une pédagogie universelle de la Shoah. C'est un crime unique, et penser que l'on puisse établir, à partir de cela, une éducation généralisée contre les violations des droits de l'homme et les crimes contre l'humanité est une erreur. Les gens veulent et ont besoin de se confronter à leurs propres expériences, comme les Arméniens à leur génocide. D'un point de vue politique, ce genre de conférences est parfois nécessaire, en tant que symbole. Mais la pédagogie est tout autre chose : c'est comme un marathon, cela demande beaucoup de temps et de patience.

Propos recueillis par Antoine Jacob

## Démission du ministre des finances de Rhénanie du Nord-Westphalie

### BERLIN

de notre correspondant

Heinz Schleusser, ministre social-démocrate (SPD) des finances du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, a démissionné, mercredi 26 janvier, emporté par une affaire de billets d'avions. La WestLB, banque détenue à 43,2 % par le Land, a payé depuis dix ans une centaine de vols sur jet privé à des hommes politiques du gouvernement régional, dont M. Schleusser. Ce dernier a bénéficié d'une cinquantaine de vols : il affirmait jusqu'à présent que ceux-ci étaient professionnels, à l'exception de deux vols dont il avait réglé la facture. Mais mardi, M. Schleusser, soixante-trois ans, a dû reconnaître qu'il avait réalisé en 1990 et 1991, deux voyages en Yougoslavie en galante et jeune compagnie, laquelle n'avait pas payé le prix de ses voyages. Ce mensonge a rendu sa démission inéluctable.

Le président de la République fédérale, le social-démocrate Johannes Rau, ministre-président de la région pendant près de vingt ans, est également visé. Il a bénéficié de quarante-cinq vols mais affirme qu'aucun ne fut de nature privée. Le président de

la République, sans réel pouvoir politique, est avant tout une autorité morale. Le pays ne peut donc accepter que son prestige soit écorné. M. Rau avait déjà été mis en cause en décembre, quand on a appris que la WestLB avait aussi subventionné à hauteur de 150 000 deutschemarks son soixante-cinquième anniversaire, où quelque 1 800 personnalités avaient été invitées.

Ces affaires révèlent l'imbrication malsaine des milieux SPD qui règnent sans partage sur la région depuis la guerre et de la WestLB, bras séculier de la politique industrielle du gouvernement régional. A cinq mois des élections régionales, l'affaire est un coup dur pour le ministre-président de la région, Wolfgang Clement (SPD), qui a succédé en 1998 à M. Rau. A l'automne, le parti de Gerhard Schröder avait perdu les élections municipales. Les scandales se multipliaient dans cette région. En septembre, le candidat SPD à la mairie de Cologne avait dû se retirer de la course pour avoir commis un délit d'initié, ce qui avait permis à la ville de basculer à droite.

Arnaud Leparmentier

L'accélérateur du savoir

# Science & Vie

## Découverte Du nouveau sur la mémoire

### Des chercheurs mettent en évidence les cinq mémoires de notre cerveau

Et aussi

- Pharmacologie Le Viagra des femmes arrive
- Astrophysique La population stellaire vieillit
- Sida La relève des trithérapies
- Banc d'essai Les assistants numériques personnels

En vente chez tous les marchands de journaux











## FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

**SOCIAL** Le mécontentement des personnels des hôpitaux, révélé en décembre 1999 par de premiers mouvements à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, s'étend à de nom-

breuses régions et mobilise la quasi-totalité des catégories professionnelles. Une unité syndicale sans précédent s'est formée pour appeler à une journée d'action nationale,

vendredi 28 janvier, avec manifestation à Paris, notamment. Martine Aubry rencontrera les syndicats le 2 février. ● LE CLIMAT social se dégrade aussi à La Poste, où les conditions de

passage aux 35 heures sont contestées par les syndicats. A la RATP, un mot d'ordre de grève de 24 heures a été lancé pour le 1<sup>er</sup> février. ● AUX FINANCES, la réforme des services, ex-

posée par Christian Sautter, mercredi, aux cadres et, jeudi, aux syndicats, provoque déjà des grèves dans les centres des impôts et les agences du Trésor (*lire page 7*).

# L'hôpital est au centre des préoccupations sociales du gouvernement

La surcharge de travail et les restrictions budgétaires provoquent un mouvement qui réunit la quasi-totalité des personnels hospitaliers, appelés à une journée d'action nationale vendredi 28 janvier. Le malaise gagne aussi La Poste, la RATP et les finances

**POUR** les syndicats, c'est un « événement », pour le gouvernement un indicateur certain du degré de mobilisation : vendredi 28 janvier, la CFDT, la CGT, FO, la CFTC, la CGC, l'UNSA et SUD-CRC ont appelé les personnels hospitaliers à faire grève et à manifester. A Paris, le cortège partira le matin de la place Denfert-Rocheureau pour se diriger vers Matignon. Une telle unité, assurent les fédérations syndicales de santé, ne s'était pas vue depuis 1974. Fait rarissime aussi, les médecins soutiennent le mouvement. Depuis quelques jours, réunions et assemblées générales se succèdent dans les établissements.

L'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH), bien implanté dans la profession, a mobilisé, dès jeudi, ses adhérents, dont l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUHF), qui a lancé un appel à rejoindre les cortèges vendredi. La

Coordination syndicale des médecins, biologistes et pharmaciens d'hôpitaux (CMH) s'est, elle aussi, ralliée à cette journée. « Une alliance d'une telle ampleur entre les personnels hospitaliers et les médecins est une première en France », affirme Gérard Vincent, délégué général de la Fédération hospitalière de France (FHF).

Déjà confronté à des mouvements sociaux importants à La Poste et aux finances (*lire ci-dessous et page 7*), le gouvernement n'a pas tardé à réagir. Mercredi soir, les syndicats ont été contactés par le ministère de l'emploi et de la solidarité. Une rencontre commune avec Martine Aubry et la secrétaire d'Etat à la santé, Dominique Gillot, a été fixée au 2 février. L'intersyndicale, pour l'heure bien soudée, s'est retrouvée à deux reprises, le 6 et le 17 janvier, au siège de la CGT, à Montreuil, pour préparer la journée de vendredi, et une nouvelle réunion était planifiée

pour le 3 février : autant d'indices inquiétants pour le ministère. Il y a plus : ce mouvement qui affecte les hôpitaux, et dont personne ne peut prévoir l'ampleur ni la persévérance, n'est pas catégoriel.

Tous les salariés, à la réserve des cadres administratifs, sont impliqués dans cette vague de mécontentement, du psychiatre jusqu'à l'infirmière, de l'urgentiste au personnel d'entretien. Et tous les types d'établissements sont touchés, le CHU comme le petit hôpital de proximité. Parti fin 1999 de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), le mouvement s'est étendu, de façon disparate il est vrai, en province. Mercredi soir, la direction des hôpitaux avait identifié une trentaine d'établissements où se manifestent de sérieuses tensions. Les conseils d'administration de nombre d'entre eux, comme à l'AP-HP, ont d'ailleurs refusé de voter les budgets qui leur étaient proposés. Le même jour, les délégués

régionaux, réunis à la FHF, ont témoigné d'un réel malaise. « Un peu comme les lycéens, les hospitaliers disent aujourd'hui qu'ils veulent mieux travailler », rapporte son président, Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines. « L'hôpital est confronté à une révolution culturelle. Il a été fortement sollicité par la grippe, la tempête et le bogue de l'an 2000 dans un contexte de surcroît d'activité. Il doit aujourd'hui se réorganiser en réseaux et jouer de la complémentarité. En même temps, pour la cinquième année consécutive, les tensions budgétaires s'aggravent », analyse M. Larcher.

#### PÉNURIE MASQUÉE

Le paradoxe, c'est que cette restructuration n'est pas remise en question. Les schémas d'organisation sanitaire (SROS) établis dans chaque région ont été, dans leur principe, plutôt bien accueillis ; mais, de l'avis général, les moyens d'accompagnement font défaut. La

répartition de l'enveloppe budgétaire (270 milliards de francs en 2000), au profit des régions les moins bien loties jusqu'à présent, a déséquilibré les riches hôpitaux, sans mettre assez de beurre dans les épinards des autres. « Les établissements sont obligés de jouer sur le volet emploi », déclare François Chêrèque, secrétaire général de la fédération CFDT. « Il faut des moyens et des effectifs supplémentaires », renchérit son homologue de la CGT, Jean-Luc Gibelin.

Les médecins dénoncent, eux aussi, les conditions de travail. « Il existe 20 % de postes vacants. Cette pénurie est aujourd'hui masquée par les médecins contractuels étrangers. Nous avons toujours soutenu les réformes, mais là, aujourd'hui, ça craque », témoigne Rachel Bocher, présidente de l'INPH. « La fermeture de lits, oui. Sans accompagnement, non. L'hôpital manque d'essence, on ne lui fournit pas le carburant pour se restructurer »,

souligne François Aubart, patron de la CMH.

Ce constat n'est pas contesté par M<sup>me</sup> Aubry, mais ses marges de manœuvre financière sont étroites. Aussi la ministre a-t-elle annoncé l'ouverture de négociations sur les 35 heures, promettant des créations d'emploi. « Ce ne peut pas être la seule réponse. C'est maintenant qu'il faut des moyens, pas dans dix-huit mois, quand les négociations auront abouti dans les établissements », répond Patrick Alloux (SUD-CRC). Le ministère envisage aussi de puiser dans les réserves des fonds sociaux et d'investissement. Selon les estimations de la FHF, il faudrait que la réduction du temps de travail s'accompagne de 6 % à 7 % de créations d'emplois. Sur cette base, c'est 10 à 12 milliards de francs qui seraient nécessaires par an pour la mise en place de cette réforme.

Isabelle Mandraud

## Pour les médecins urgentistes, une situation d'insécurité alarmante

« JE N'AI JAMAIS VU un tel marasme ! Depuis le début de l'année, nous avons des malades qui stagnent dans le service d'urgence, attendant sur des brancards et souffrant parfois d'affections graves. Tous les hôpitaux parisiens avec lesquels nous travaillons habituellement sont dans la même situation que nous, et c'est à qui sera le plus fûté pour trouver des lits disponibles, que ce soit dans le public ou dans le privé. Nous avons, pour notre part, la chance de travailler avec des médecins militaires, mais nous avons néanmoins dû, faute de places, envoyer des malades jusqu'à Orléans. » Comme la plupart de ses confrères travaillant dans les services d'urgence, le docteur Alain Fisch, à l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges (450 lits), dans le Val-de-Marne, explique qu'il n'est plus en mesure de soigner correctement ses malades.

« Nous avons tous conscience que la charge de travail imposée à l'ensemble de l'équipe soignante n'est plus compatible avec la sécurité et, pour la première fois, nous avons une revendication commune qui n'a rien de salarial ou de statutaire : nous ne voulons plus, tout simplement, que nos malades soient en danger », affirme ce médecin urgentiste. « Et, dans le même temps, ajoute le docteur Fisch, nous sommes totalement démunis. Nous ne sommes pas des travailleurs postés. Pour la direction, les infirmières se disent officiellement en grève, mais, bien évidemment, elles continuent à soigner. Ainsi gèreront-elles moins tout en travaillant plus ! »

Afflux massif de patients aux urgences, bouleversement des programmes opératoires et des admissions programmées, hospitalisation dans

des services ne correspondant nullement aux affections dont souffrent les malades : la quasi-totalité des hôpitaux est confrontée aux mêmes difficultés. Les témoignages convergent pour dire la lassitude des soignants, médecins ou non, prenant conscience des limites d'un système hospitalier qui peine à remplir sa mission de service public.

### « La mauvaise ambiance est générale, et nous étudions la possibilité de faire grève »

« Chez nous, la situation s'est brutalement dégradée à partir des vacances de Noël, explique le docteur Ida Tonolli, chef adjoint des urgences à l'Hôpital-Nord de Marseille (700 lits). Nous accueillons habituellement entre quatre-vingt-dix et cent malades par jour, et cela commence à devenir difficile à partir de cent vingt. Or nous sommes, depuis un mois, à cent trente, avec une proportion anormalement élevée de patients souffrant d'affections imposant une prise en charge lourde et spécialisée. En pratique, les personnes arrivant le matin et devant être hospitalisées attendent sur des brancards jusqu'à la fin de la soirée, lorsque l'on peut prendre les lits des malades sortants. »

Pour le docteur Tonolli, la situation actuelle ne résulte nullement de l'épidémie de grippe, qui n'a pratiquement pas touché la région marseillaise. « Tout a commencé avec, du fait des va-

cances, une présence un peu plus faible des médecins généralistes, ce qui se traduit toujours par une augmentation immédiate de l'activité de notre service, dit-elle. Les hôpitaux ont ensuite rapidement atteint leur taux de saturation et, aujourd'hui, le phénomène s'auto-entretient : pour obtenir les hospitalisations qui avaient été prévues, mais qui sont déprogrammées faute de place, les médecins libéraux adressent leurs patients aux urgences. Et, pour notre part, quand nous réussissons à trouver des lits, ils ne sont généralement pas dans les services qui conviendraient. On recule ainsi des interventions chirurgicales ou des chimiothérapies. La mauvaise ambiance est générale, et nous étudions la possibilité de faire grève. »

Selon le docteur Nicolas Simon, responsable des urgences à l'hôpital de Poissy-Saint-Germain (près d'un millier de lits), dans les Yvelines, et président du Syndicat des urgences hospitalières, les mêmes problèmes de sécurité des patients et des personnels soignants se posent dans l'ensemble des hôpitaux. « Le climat actuel est malsain, et nous ne pourrions pas gérer indéfiniment une telle situation, prévient-il. Il est difficile de comprendre que nous ayons pu nous organiser correctement face au risque de bogue informatique, cette catastrophe annoncée qui n'a pas eu lieu, et que nous soyons totalement dépassés face à une augmentation du nombre des admissions aux urgences. Si rien n'est mis en place, il est clair que le même phénomène se reproduira, l'an prochain, dans des proportions peut-être plus importantes encore. »

Jean-Yves Nau

## Henri-Mondor se mobilise pour l'« éthique » et le service public

SITÔT passé les portes vitrées, couvertes d'affichettes et de coupures de presse, le hall du CHU Henri-Mondor de Créteil, dans le Val-de-Marne, fait songer à une

#### REPORTAGE

Toutes les catégories participent à un mouvement dont l'enjeu est la santé

sorte de « parking » où une quarantaine de lits vides, comme « en panne », sont hérissés de banderoles, confectionnées avec les fameux draps jaunes de l'Assistance publique. Avec ses 965 lits répartis sur quinze étages et ses 2 748 agents non médicaux, Henri-Mondor – deuxième établissement de l'Île-de-France, derrière la Pitié-Salpêtrière – est un énorme navire, caréné convenablement, en 1967, mais qui vieillit mal. Depuis une semaine, il tangue comme un bateau ivre. Le mouvement de grève lancé, le 19 janvier, par l'ensemble des syndicats des personnels non médicaux et suivi par 38 % d'entre eux, loin d'une mutinerie catégorielle, met en avant le manque global d'effectifs et de moyens dont auraient à pâtir, prioritairement, les patients.

« C'est aux malades et à la quali-

té de notre relation avec eux que nous pensons d'abord », affirment d'une même voix Valérie et Antoine, infirmière et aide-soignant aux urgences, qui ont pris le relais du mince piquet de grève, tandis que la plupart des grévistes « assignés » assurent normalement leur travail avec une étiquette « en grève » épinglée sur leur blouse. « Nos conditions de travail sont devenues telles que la communication avec les patients n'existe plus, expliquent les deux urgentistes. Elle se réduit souvent à un simple « bonjour » avant les soins ou avant la toilette. Vous imaginez les conséquences que cela peut avoir, par exemple, dans un service de cancérologie... Le relâchement d'un soutien moral, essentiel, est encore plus net lorsqu'il faut assurer un dépannage dans une autre unité, où les malades sont alors complètement désorientés. Cette discordance avec notre éthique et notre idée du service public n'est plus tolérable. »

Sous la triple influence d'une forte poussée démographique dans les banlieues est de Paris et dans la ville nouvelle de Mame-la-Vallée, d'une fermeture continue des petites structures d'urgence – notamment celle du Centre hospitalier intercommunal de Créteil, désormais spécialisé en maternité et pédiatrie – et d'un désengagement progressif des médecins de ville des permanences de nuit,

Henri-Mondor subit un accroissement des demandes que les syndicats évaluent, au niveau des urgences, à près de 35 % sur quatre ans. « Certains jours de pointe, trois infirmières et deux aides-soignants doivent faire face à cent vingt ou cent quarante consultations urgentes », affirment Valérie et Antoine. Les récents effets de l'épidémie de grippe ont agi comme un révélateur.

#### AU-DELÀ DU CORPORATISME

Alors que la première assemblée générale réunissait deux cents agents, ils seraient désormais plus de six cents à participer à ces réunions, chaque après-midi, et, selon les responsables syndicaux, « toutes les catégories de personnel sont dans le mouvement, des infirmières anesthésistes aux laborantins, des psychologues aux ouvriers de l'entretien, des services administratifs à la réanimation chirurgicale, des assistantes sociales aux cuisiniers ». Avec une revendication essentielle : la création d'une centaine de postes – la direction admet la nécessité de trente à quarante recrutements – et l'attribution de moyens budgétaires pour faire face aux rénovations et modernisations nécessaires, dans un hôpital qui regroupe toutes les spécialités à l'exception de la gynécologie et de la pédiatrie.

La mobilisation intercatégorielle

est une tradition bien ancrée à Henri-Mondor. Selon les responsables du syndicat SUD-CRC – le plus représentatif, avec 40 % aux élections internes –, « le débat syndical dépasse depuis longtemps les corporatismes » pour s'assigner un rôle de « garde-fou » sur les grandes questions concernant la santé. Les grévistes de Créteil espèrent élargir encore leur mouvement après l'assemblée générale régionale qui doit conclure, vendredi 28 janvier, la manifestation prévue entre Denfert-Rochereau et Matignon.

Robert Belleret

**OSP** PUBLICATIONS JUDICIAIRES  
Office Spécial de Publicité  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

Par Jugement du 16 septembre 1998, la 1<sup>ère</sup> Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS a condamné Monsieur Thierry JEAN-PIERRE et les Editions FIXOT à payer à Monsieur Joël MONPERT des dommages et intérêts pour l'avoir diffamé dans le livre "Crédit Lyonnais : l'enquête".

## Le passage aux 35 heures à La Poste perturbe la distribution

**APRÈS** une grève de dix jours en Loire-Atlantique et d'importants mouvements à Lyon et Villeurbanne, le conflit provoqué par la mise en place des 35 heures à La Poste touche désormais, essentiellement, l'Hérault, la Gironde, Besançon et plusieurs bureaux en région parisienne. La direction le minimise. « Il y a moins de 1 000 grévistes sur 320 000 postiers, soit moins de 0,3 % de grévistes et ce nombre est plutôt en diminution », explique Martin Vial, directeur général. Sans contester formellement ces chiffres, la CGT, à l'origine de la semaine d'action en cours, relève deux caractéristiques de ce mouvement : depuis le début de la semaine, affirme-t-elle, il y a eu 130 grèves locales, et ces arrêts affectent presque exclusivement la distribution, ce qui est nouveau.

#### NORMES DE TRAVAIL REVUES

De fait, alors que les grèves trouvent souvent leur origine dans les centres de tri, où la CGT et SUD-PTT sont particulièrement bien implantés, les mouvements actuels concernent la distribution, c'est-à-dire les facteurs. Les syndicats se plaignent de la surcharge de travail, traditionnelle en ce début d'année, mais amplifiée par la réduction du temps de travail. « Il y a des pressions de la hiérarchie pour que les facteurs fassent deux tournées au lieu d'une et, à la distribution, la direction a profité des 35 heures pour recalculer le temps de travail effectif des postiers », explique Jean-Paul Desaux (SUD-PTT). « La Poste a revu à la hausse les normes de la distribution, en imposant, par exemple, des cadences plus élevées lors du tri du courrier qui précède la tournée du facteur », ajoute Jean-Yves Segard (CGT).

Pour M. Vial, « les 35 heures sont un exercice de vérité. Des accompagnateurs ont analysé, en 1999, 90 % des tournées. Nous nous

sommes rendu compte que certains facteurs faisaient plus de 39 heures et d'autres moins », explique le directeur général, qui précise : « Suite à l'accord sur les 35 heures conclu en 1999, tous les postiers qui étaient à 39 heures restent payés sur la base de 39 heures, mais quand ils en effectuent plus de 35, ils perçoivent en plus des heures supplémentaires, y compris les fonction-

#### Grève à la RATP

le 1<sup>er</sup> février

**CGT, CFDT, autonomes, indépendants et FO de la RATP ont déposé des préavis pour une grève de vingt-quatre heures mardi 1<sup>er</sup> février. Principal syndicat, la CGT réclame « l'embauche d'effectifs supplémentaires, l'augmentation des salaires de tous les agents et une véritable réduction du temps de travail ». Les revendications des autonomes, majoritaires chez les conducteurs de métro, portent sur « les rémunérations et les conditions de travail ». Les indépendants, très représentés dans les bus, s'opposent à « une réduction du temps de travail qui induit le gel des salaires sur trois ans, des effectifs insuffisants et une productivité-flexibilité accrue ». FO « s'inscrit dans la grève » lancée par sa confédération, en revendiquant « des effectifs supplémentaires », en « refusant la modulation salariale » et en « réclamant le maintien du régime spécial de retraite ». La CFDT a axé ses revendications sur les 35 heures et le dialogue social.**

naires. » Néanmoins, la direction est suffisamment perturbée par les conflits en cours pour tenter de les désamorcer rapidement. « La direction cède du terrain en accordant des jours de compensation et des embauches supplémentaires. C'est donc qu'elle a des marges de manœuvre. Pourquoi attend-elle des conflits pour négocier ? », demande M. Segard.

Ces conflits montrent la difficulté de mise en œuvre des 35 heures. Sur 11 000 sites chargés de négocier et d'appliquer l'accord national, 1 200 sont passés aux 35 heures : 750 après la signature d'un accord (dont 107 signés par la CGT), 450 sans accord. Interrogé à l'Assemblée nationale, mercredi, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, a déclaré que « la démarche de La Poste doit être assise – et c'est le cas actuellement – sur le dialogue social au niveau de chaque établissement ».

Frédéric Lemaitre







## CFDT et CGT donnent le ton de la réponse syndicale à l'offensive du Medef

Elles dénoncent les « pressions inacceptables »

UN LIEU : la vieille Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, à Paris, renvoyant à la tradition historique des organisations ouvrières. Une arrivée : celle de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, et de Nicole Notat, numéro un de la CFDT, s'engouffrant ensemble dans le hall. La réunion unitaire des cinq confédérations syndicales, mercredi 26 janvier, se devait d'être chargée de symboles, à défaut de pouvoir – du moins pour le moment – mettre au point une réponse à la hauteur du tir d'artillerie lourde déclenché par le Medef lors de son assemblée générale, le 18 janvier.

Après trois heures et demie de discussions, les cinq centrales ont mis au point une déclaration commune qui dénonce « les pressions inacceptables » de l'organisation patronale et signifie leur volonté commune de « s'opposer à toute offensive patronale qui viserait à remettre en cause les garanties collectives ». Elles ont néanmoins confirmé leur présence à la réunion du 3 février, organisée par le Medef et qui doit lancer le grand chantier de la refondation sociale. Décidé à quitter, au plus tard le 31 décembre, les organismes sociaux paritaires s'il n'obtient pas satisfaction, le Medef a présenté un programme de discussions qui revient à faire table rase des règles existantes pour l'assurance-maladie, les retraites, l'indemnisation du chômage, les négociations collectives ou les contrats de travail.

Outre M. Thibault et M<sup>me</sup> Notat, le président de la CFTC, Alain Deleu, avait fait le déplacement, mercredi, tandis que FO et la CGC étaient représentés par leurs numéros deux respectifs, Claude Jenet et Jean-Louis Walter. Les cinq centrales ont

indiqué qu'elles comptent se rendre à la réunion du 3 février, « porteuses de leurs exigences », sans « passer par les voies et objectifs décidés par le Medef » et en demandant « le respect du droit égal de chaque partie à décider des thèmes, du contenu, de la méthode et du calendrier ».

Une déclaration commune, donc, mais pas de mobilisation dans l'imédiat. Les organisations syndicales ont néanmoins affirmé qu'elles se reverront, après le 3 février, « afin d'apprécier les suites à donner ». FO, qui a plaidé pour que les autres centrales se joignent à sa journée d'action du 1<sup>er</sup> février, n'a pas obtenu gain de cause, mais s'est dit « satisfait » d'avoir obtenu l'engagement d'actions communes éventuelles après le 3 février. Pour la CGT, M. Thibault a déclaré que la rencontre constituait un « événement », dont le « Medef aurait tort de sous-estimer la portée ». « Ce jour marque une évolution dans le paysage syndical français », a renchéri M<sup>me</sup> Notat.

Les sujets qui fâchent – la représentativité syndicale, la place de la loi et de la convention collective – ont été évacués. La déclaration commune apporte néanmoins une indication importante : elle confirme la volonté de la CFDT de ne pas se laisser entraîner trop loin par un Medef qui la courtise. La secrétaire générale promet une position « centriste » en interne. Certains de ses camarades, pourtant, à l'instar de Jean-Marie Spaeth, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, souhaitent saisir l'occasion que leur offre le Medef de devenir, à la fois, le nouveau « Constituant » social et l'interlocuteur privilégié des relations sociales à venir.

Caroline Momnot

## L'opposition cherche des candidatures alternatives à celle de Jean Tiberi à Paris

Le maire de Paris confirme qu'il ira « jusqu'au bout »

Après la décision de Bertrand Delanoë (PS) de se porter candidat aux élections municipales de 2001, Jean Tiberi a aussitôt confirmé sa détermi-

nation. Il refuse la procédure de désignation du chef de file du RPR annoncée par Michèle Alliot-Marie. François Fillon a jugé que Philippe Séguin

« ferait un grand maire de Paris ». L'UDF voudrait peser dans le choix de la droite, en dépit du forfait de Philippe Douste-Blazy.

adhérents à bulletin secret ». « Comme à gauche », souligne-t-il, en prévenant qu'il ne « s'inclinera pas ». Même sentiment à l'égard du souhait formulé par M<sup>me</sup> Alliot-Marie de le voir se démettre de son mandat de secrétaire départemental du RPR. Il trouve cette requête « stupéfiante », « inimaginable », sans doute « suscitée par des arrière-pensées ».

A droite, des voix s'élèvent surtout pour appuyer ou encourager d'autres candidatures. François Fillon, conseiller politique du RPR, a souhaité, mercredi, que son parti « se donne du temps » pour désigner son candidat à la mairie de Paris tout en

estimant que M. Séguin « ferait un grand maire de Paris ». Claude Goasguen, porte-parole de DL, qui plaide pour l'union de la droite, a affirmé qu'il serait « suicidaire » de demander aux Parisiens de choisir entre deux candidats de droite. Il a ajouté qu'il ne verrait « aucun inconvénient » à la candidature de Françoise de Pannafieu, adjointe (RPR) de M. Tiberi, qui, selon M. Goasguen « représente la modernité de Paris » et serait « un très bon candidat ».

Séverement attaquée, mercredi, par M. Tiberi qui l'a encouragée à « rester adjointe aux espaces verts », M<sup>me</sup> de Pannafieu s'était exprimée, le

matin même, dans *Le Parisien*. Sans poser formellement sa candidature mais en exprimant sa « passion pour Paris », elle souhaite « respecter les règles du jeu », attend que des « perspectives » soient tracées avec « les alliés » du RPR, notamment sur « de nouvelles méthodes de gestion » de la ville. Elle prendra, ensuite, sa décision, quand la course sera officiellement lancée.

Du côté de l'UDF, enfin, la question d'une candidature a été évoquée, mercredi matin, lors d'une réunion du comité exécutif. Philippe Douste-Blazy ayant décidé de briguer la mairie de Toulouse (*lire page 36*), plusieurs noms ont été évoqués parmi lesquels ceux d'Anne-Marie Idrac, députée des Yvelines, de Jean-Louis Borloo, député du Nord et maire de Valenciennes, et de Gérard Longuet, président du conseil régional de Lorraine. Pour l'UDF, l'objectif est surtout d'accréditer l'idée que les centristes ont les moyens de peser sur le choix final. Le président de l'UDF, François Bayrou, s'est engagé à ce qu'une procédure soit rapidement mise en place, afin de désigner un chef de file en avril.

Christine Garin et Jean-Baptiste de Montvalon

### Les Verts parisiens temporisent

Machine arrière, toute ! Alors que Denis Baupin, l'un des porte-parole des Verts, semblait officieusement désigné comme chef de file des Verts parisiens pour les municipales de 2001 (*Le Monde* du 26 janvier), les Verts de la capitale ont publié, mercredi 26 janvier, un « rectificatif » indiquant que « Denis Baupin n'est en rien la tête de file des Verts ». Le communiqué précise que « la décision n'a pas été prise et interviendra (...) le 25 mars par un choix de tous les adhérents en assemblée générale ». Il dénie également le droit à Dominique Voynet de désigner un candidat pour ce rôle. Jean-Luc Bannahmias, secrétaire national des Verts, confie qu'il pourrait y avoir « deux chefs de file, un homme et une femme », tandis que M. Baupin assure que la campagne sera « de toute façon un travail collectif ». Les Verts parisiens semblent décidés, pour leur part, à ne pas se laisser imposer une décision.

## Les députés indifférents au sort des sénateurs

LES SÉNATEURS devront se rendre à l'évidence : à l'occasion de l'examen par l'Assemblée nationale, mercredi 26 janvier, du projet de loi réformant leur mode d'élection, ils n'ont guère suscité que l'indifférence. En commission des lois, les députés de gauche avaient fait mine de vouloir leur tailler des croupières en durcissant le texte présenté par le gouvernement (*Le Monde* du 17 janvier). L'opposition, de son côté, menaçait vaguement de multiplier les motions de procédure pour défendre l'honneur du Sénat.

A l'heure dite, il ne se trouva, dans l'hémicycle, qu'un ministre de l'Intérieur pressé d'en finir – Jean-Pierre

Chevènement poussant l'inadvertance jusqu'à s'adresser à « mesdames et messieurs les sénateurs... » sans faire sursauter l'Assemblée –, quatre députés de droite assurant le service minimum et six députés de gauche soutenant ce texte « sans enthousiasme », selon la formule de Guy Hascoët (Verts, Nord), ou regrettant, comme Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), l'« excessive timidité » de la réforme engagée.

C'est donc presque à la sauvette que les députés ont, pour l'essentiel, rétabli le texte initialement présenté par le gouvernement et que les sénateurs avaient largement amendé en première lecture (*Le Monde* du

25 juin 1999). Ainsi, l'Assemblée a voté le principe de l'élection des sénateurs au scrutin proportionnel dans les départements comptant au moins trois sièges de sénateur (contre cinq sièges actuellement et quatre dans le texte voté par le Sénat). Cette disposition, destinée à « améliorer la représentativité du Sénat », selon Marc Dolez (PS), rapporteur de la commission des lois, portera à 211 sur 321 le nombre des sénateurs élus à la proportionnelle (contre 98 aujourd'hui).

De même, la composition des collèges électoraux des sénateurs – essentiellement formés de délégués de communes – sera simplifiée et

élargie, afin de corriger la surreprésentation des petites communes rurales. Le texte du gouvernement prévoyait la désignation d'un grand électeur sénatorial par tranche de 500 habitants ; le Sénat avait rétabli le système actuel pour les communes de moins de 9 000 habitants et accepté, pour les autres, le principe d'un grand électeur (conseiller municipal ou délégué de commune) par tranche de 700 habitants. En dépit des vives réserves de M. Chevènement, qui a souligné la lourdeur et les difficultés techniques qu'entraînerait cet amendement, les députés ont abaissé le seuil et voté le principe d'un délégué de commune par tranche de 300 habitants.

Jean-Luc Warsmann (RPR, Ardennes) eut beau fustiger les « arrière-pensées médiocres » de la majorité qui, a-t-il noté, « regrette d'avoir parfois affaire à un Congrès qui lui résiste parce que l'opposition y détiendrait les trois cinquièmes des sièges » et dont « [le] seul but est d'accroître le nombre des sénateurs de gauche » ; Pascal Clément (DL, Loire) eut beau dénoncer le « siphisme » de la majorité selon lequel « un mode de scrutin est mauvais parce qu'il n'y a pas d'alternance » et déplorer l'application du principe de la parité homme-femme pour l'élection des sénateurs, qui va « provoquer une petite guerre civile dans chaque département » : rien n'y a fait. En trois petites heures, la messe était dite.

Alain Beuve-Méry

Gérard Courtois

## Des communistes mettent en garde M. Hue contre « l'immobilisme »

IL Y A différentes manières d'être « huïste » pendant la préparation du 30<sup>e</sup> congrès. Dressant, mercredi 26 janvier, un panorama de l'action des 35 députés communistes, Alain Bocquet, président du groupe de l'Assemblée nationale, l'a fait à sa façon : les communistes sont à l'aise au gouvernement, comme dans la rue, mais ceux qui croient que « l'union repose forcément sur une histoire d'amour se trompent », a-t-il expliqué, en aparté, lors de ses vœux. L'union avec le PS reste un combat, donc. Le sort réservé aux propositions de loi communistes, en janvier, sont là pour en témoigner. Saluant d'un côté « l'acquis » de la proposition de loi de M. Hue sur le contrôle des fonds publics, il a déploré, de l'autre, la mise en échec, par les socialistes, de la volonté du PCF de renforcer la législation sur les licenciements économiques. Cela démontre, a ajouté M. Bocquet, que « l'action à l'Assemblée nationale est importante, mais a ses limites » et qu'elle doit être accompagnée par « l'action du mouvement populaire ». Cette thèse est aussi celle de M. Hue.

Transformer un échec en succès, Sylviane Ainardi s'y est aussi employée. A la petite fête organisée, jeudi, pour le lancement du bimestriel *Bouge l'Europe* !, la députée européenne devait expliquer devant M. Hue et Marie-George Buffet comment la campagne des européennes a bousculé sa « manière de voir, de comprendre et de faire de la politique ». « Il faut que ça bouge. En disant cela, je pense évidemment à Robert Hue dont je tiens à saluer le courage politique, l'inventivité, la détermination à faire entendre une voix neuve, explique-t-elle. Etre uniquement protestataire me paraît être une attitude régressive pour le mouvement progressiste. »

Le congrès de Martigues, en mars, sera donc « fondateur » ou ne sera pas, de l'avis de tous. Une trentaine d'élus communistes ou ex-commu-

nistes de Meurthe-et-Moselle ont décidé de mettre leur poids dans la balance. Parmi eux, Alain Amicable, ancien membre du comité national et ex-secrétaire de la fédération, Roland Favaro, président du groupe communiste du conseil régional de Lorraine et membre du comité national, Patrick Hatzig, secrétaire de la fédération, les trois vice-présidents communistes du conseil général, ainsi que les principaux maires et premiers adjoints communistes ou ex-communistes du département. Dans une adresse au 30<sup>e</sup> congrès intitulée « Soyons réalistes, exigeons le changement ! », ces élus jugent que « l'ambition » d'un congrès fondateur « ne saurait s'accommoder de demi-mesures ». « L'immobilisme,

comme toute tentative de retour au passé, sont suicidaires », lancent-ils.

Le dernier carré de la résistance à la construction d'un « nouveau Parti communiste » se bat, lui, en faveur d'un report du congrès. A l'initiative de Jean-Pierre Page, membre du comité national, 70 signataires, parmi lesquels quatre secrétaires généraux de fédérations de la CGT (travailleurs de l'Etat, ports et docks, bois, agroalimentaire) ainsi que Marie-Claude Baudeau, sénatrice du Val-d'Oise, le département de M. Hue, ou des personnalités historiques du parti, comme Léo Figuière ou André Tolle, appuient cette démarche.

Alain Beuve-Méry

Gérard Courtois

### Une journée à Clermont-Ferrand

Le Monde vous invite à

Rencontrer  
Les responsables  
de la rédaction  
du Monde

Cahier Spécial  
«Vivre à  
Clermont-Ferrand»  
dans  
Le Monde  
daté du 3 février

Découvrir  
Le Monde  
et ses publications  
L'espace Interactif

Débattre  
à 18 heures  
«Vivre à Clermont-Ferrand»  
Un débat public avec  
les questions des Clermontois

Jeudi 3 février 2000  
À LA MAISON DES CONGRÈS  
à partir de 14 heures  
Rue Abbé de l'Épée  
63000 Clermont-Ferrand  
Entrée libre dans la limite  
des places disponibles.

Posez vos questions sur l'avenir de Clermont-Ferrand

A retourner à : Le Monde - Arnaud Rayroles  
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris cedex 05  
Fax : 01 42 17 21 45 - E-mail : rayroles@lemonde.fr



# SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

**ÉDUCATION** Claude Allègre, Ségolène Royal et Claude Bartolone ont présenté, jeudi 27 janvier, la phase 2 du plan de lutte contre la violence à l'école. Ce dispositif

concerne, pour l'essentiel, 470 établissements du second degré, auxquels seront affectées 7 000 personnes supplémentaires. 75 établissements-cibles bénéficieront dès

février d'un dispositif de sécurité renforcé. ● EN SEINE-SAINT-DENIS, une formation a été mise en place afin que les aides-éducateurs ne se retrouvent pas démunis face aux si-

tuations tendues. Le plan antiviolen- ces doit étendre cette mesure à tous les départements concernés. ● REPORTAGE au standard de SOS Violences où une vingtaine d'appels

par jour brosent la chronique des tensions quotidiennes dans les établissements scolaires. Depuis la rentrée, 73 signalements ont été envoyés aux rectorats.

## Violences scolaires : Claude Allègre ajourne le traitement de fond

Le ministre de l'éducation nationale a présenté, jeudi 27 janvier, la phase 2 du plan de lutte contre la violence à l'école. 7 000 personnes supplémentaires seront affectées aux 470 établissements du second degré concernés par ce dispositif

« **LE COMBAT** contre la violence a commencé, nous devons et nous pouvons le gagner », a déclaré Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, lors de la présentation, jeudi 27 janvier, de la phase 2 du plan de lutte contre la violence à l'école, pendant que de nombreux établissements restaient paralysés par des grèves. Aux côtés de Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, de Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, du directeur de cabinet du ministre de l'intérieur et de celui de la garde des sceaux, il a rappelé que, sur ce sujet, « l'éducation nationale ne peut pas tout seule ». Parce que « l'exclusion sociale mène à l'exclusion scolaire et l'exclusion scolaire à la violence », Claude Allègre considère que ce plan est partie intégrante « de la lutte pour l'égalité des chances ».

● **Les chiffres.** « Globalement, sur tout le territoire, au cours de l'année scolaire 1998-1999, le signalement de faits de violence grave se stabilise », estime Claude Allègre. Les établissements du second degré ont, en moyenne, « fait remonter 40 000 déclarations d'incidents, de toute nature, par trimestre ». Parmi elles, 2,6 % correspondent à des faits graves (1 000 agressions sur des personnes, 1 750 actes graves sur des biens). Les auteurs de ces faits sont à 86 % des élèves et à 12 % des personnes extérieures aux établissements. Quant aux victimes, 77 % sont des élèves et 22 % des personnels. De fortes disparités sont observées d'un dé-



partement à l'autre : à Lille, « la tendance est à la baisse » ; dans l'Oise, la violence diminue de 40 % dans le site expérimental antiviolen- ce et de 4,5 % en dehors ; en Seine-Saint-Denis, « la baisse est estimée à 5 %, mais les faits graves augmentent et les agresseurs sont plus jeunes » ; dans le Rhône, - 20 % dans le site ; dans les Bouches-du-Rhône, - 27 % dans le site et - 15 % en dehors ; dans le Vaucluse, - 40 % dans le site, mais + 27 % dans les collèges.

● **Les moyens.** Cinq nouveaux sites sont créés dans les académies de Versailles, Lille, Strasbourg, Rouen et Toulouse. Désormais,

470 établissements du second degré sont concernés par le plan contre 411 depuis 1998. En outre, 7 000 personnes supplémentaires, prévues au budget 2000, seront affectées par anticipation dans ces établissements : 100 infirmières, 800 surveillants à mi-temps, 100 conseillers principaux d'éducation (CPE), 4 000 aides-éducateurs et, nouveauté, 2 000 emplois-jeunes ouvriers. De niveau CAP-BEP, ces derniers seront recrutés sur des fonctions de technicien ou ouvrier de service (ATOS). De plus, 1 000 « adultes-relais de la politique de la ville » interviendront pour « assurer le lien

avec les familles et apporter aux élèves un encadrement éducatif dans les temps non scolaires ».

● **Le suivi de la violence.** La mission confiée par le ministre à l'inspecteur général André Husse- net est renforcée. Elle travaillera avec un commissaire de police et un magistrat. Trois inspecteurs gé- néraux seront affectés au suivi du plan en Ile-de-France. Un groupe « conseil » de chefs d'établisse- ment sera constitué. Chaque zone violence disposera d'un anima- teur, disposition déjà prévue dans le plan I. Un point de rencontre interministériel bimensuel doit être institué. Un nouveau logiciel de saisie des déclarations d'inci- dents « est en cours de développe- ment et sera implanté dans tous les établissements ». L'évaluation du plan 2 sera rendue publique à la fin de cette année scolaire et à l'is- sue de chaque trimestre.

● **L'apprentissage de la mo- rale civique.** La refonte des textes réglementaires sur les procédures disciplinaires et les sanctions (*Le Monde* daté 23-24 janvier) dans les collèges et les lycées n'est pas achevée. « La discussion se pour- suit. L'objectif est de disposer de textes pour la rentrée prochaine ». Des clubs antiviolen- ce « permet- tant un dialogue entre adultes et jeunes seront mis en place dans tous les établissements », et leur suivi assuré par Georges Charpak, Prix Nobel de physique. A l'école pri- maire, « des pratiques nouvelles en matière de discipline seront propo- sées [après une] discussion large avec les partenaires concernés [et]

une plus grande place sera faite à l'apprentissage de la morale ».

● **L'intégration des élèves en difficulté.** Les classes relais (250 budgétées en 2000) et les opérations école ouverte sont ap- pelées à se développer. Des classes de ville sont à l'étude. Les expé- riences pédagogiques « devront être soutenues par les recteurs ».

● **Les partenariats institu- tionnels.** Une instruction de la garde

Une nouvelle « circulaire générale de cadrage du partenariat entre l'éducation nationale et la police » est signée. La première, la cir- culaire Lang-Quilès, date de 1992. ● **Les personnels.** Un plan de développement des capacités d'assistance juridique des recto- rats « fera l'objet d'une communi- cation en mars ». Les jeunes ensei- gnants des zones difficiles bénéficieront, comme cela était

### Des îlotiers pour surveiller les établissements

« **Le gouvernement va faire ce que la majorité précédente a refusé de faire, c'est-à-dire, dans les établissements difficiles, permettre à la po- lice d'intervenir et de faire en sorte que la violence soit réprimée à ce moment-là** », a lancé Claude Allègre, mercredi 26 janvier, à l'Assem- blée nationale. Dans les faits, le plan antiviolen- ce prévoit que 75 établissements-cibles, dont la liste ne sera pas communiquée « dans un souci d'efficacité », bénéficieront d'un dispositif de sécurité renforcé dès la rentrée des vacances de février : un correspondant îlotier assurera la surveillance des entrées et sorties des élèves, et une liaison d'urgence avec la police sera instaurée. Une circulaire devait être adressée aux préfets et aux autorités académiques en ce sens dès le 27 janvier. Un dispositif similaire sera mis en place avec la gendarmerie « pour permettre un suivi par un correspondant jeun- esse et des interventions d'urgence ». Testé dans l'académie de Ver- sailles, il concernera 150 établissements à la fin de l'année scolaire.

des sceaux sera adressée à tous les parquets dès la rentrée de février, pour leur rappeler « la priorité qu'ils doivent accorder au traite- ment des actes de violence dans et autour de l'école ». Elle ne fera que remettre l'accent sur la loi du 17 juin 1998, qui fait obligation aux parquets d'informer les chefs d'établissement des suites don- nées aux procédures engagées.

prévu au budget 2000, d'une prime d'installation et d'une boni- fication de carrière. Un dispositif de formation « pour l'ensemble des personnels des établissements du plan » est promis. Celle des aides-éducateurs est engagée (*lire ci- dessous*).

Sandrine Blanchard et Nathalie Guibert

## Une vingtaine d'appels par jour au standard de SOS-Violences

« **M<sup>lle</sup> X** a été agressée en sep- tembre dans la cour de son lycée par un élève. Après lui avoir de- mandé une cigarette qu'elle n'avait pas, il l'a bousculée alors qu'elle était assise en hauteur. Elle a chuté la tête la première, est tombée dans le coma et a eu plusieurs fractures au visage. Passé en conseil de discipline, l'auteur de l'agression a été renvoyé. M<sup>lle</sup> X vient de re- prendre les cours et dit être encore victime d'injures et de menaces de la part d'autres élèves, amis de l'agresseur. D'après elle, le provi- seur et le conseiller d'éducation ne prennent pas ses plaintes au sé- rieux. » Ainsi est rédigée la fiche de signalement envoyée au rectorat de l'académie concernée par une écoute de SOS-Violences.

Créé en 1997, lors de la cam- pagne anti-bizutage lancée par Sé- golène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, ce stan- dard s'est élargi, depuis sep- tembre 1998, à l'ensemble des vio- lences en milieu scolaire. Rattachée à la direction des af- faires juridiques du ministère de l'éducation nationale, cette cellule d'écoute est assurée par une équipe de huit stagiaires conseil- lers principaux d'éducation volon- taires. En moyenne, SOS-Violences reçoit une vingtaine d'appels par jour : violences physiques ou ver- bales entre élèves, bizutage, comportement à problèmes d'en- seignants, racket ou tentative de racket, agression à l'extérieur de l'établissement, violences sexuelles... Depuis la rentrée, 73 si- gnalements, faisant suite à des ap- pels « sérieux », ont été envoyés auprès des rectorats.

« Pour des questions de hiérar- chie, nous ne contactons jamais le chef d'établissement mais les cabi- nets des recteurs, à qui nous deman- dons de nous tenir informés de la suite donnée aux affaires - sanctions disciplinaires ou enquêtes admini- stratives », explique Solange de Serre, animatrice de la cellule. « Ce sont surtout des parents qui ap- pellent. Beaucoup parce qu'ils n'osent pas parler au chef d'établisse- ment ou à l'inspecteur d'acadé- mie, d'autres parce qu'ils estiment ne pas avoir été entendus par les responsables éducatifs. Mais de plus

en plus, on nous dit que tout le monde sait ce qui se passe dans l'établissement mais que personne ne parle, par peur de représailles », poursuit-elle. Si la majorité des ap- pels concernent des collèges ou des lycées, environ 24 % touchent des écoles primaires. « Ce sont des histoires de violence pendant les ré- créations, de grands contre des pe- tits, qui perturbent beaucoup les en- fants », constate M<sup>me</sup> de Serre.

### FICHE DE SIGNALEMENT

Le téléphone sonne. C'est une mère qui ne supporte plus que son fils subisse des brimades et reçoive des coups de la part d'élèves de sa classe qui, de plus, détériorent ré- gulièrement son matériel de classe et ses affaires personnelles. Elle a alerté le proviseur et le CPE mais, affirme-elle, « le problème n'est pas pris au sérieux. Le proviseur me dit que je dramatise la situation ». Selon elle, « les brimades continuent et il est de plus en plus pénible pour mon fils de se rendre au lycée ». Une fiche de signalement est rédigée et envoyée.

Puis c'est un père qui raconte que son fils, âgé de onze ans, s'est fait agresser pour la troisième fois, mais cette fois-ci avec un couteau, à la sortie de l'école primaire par six jeunes également âgés de onze

ans. La réponse faite par le direc- teur de l'école - « Je vais mener une enquête » - ne le satisfait pas. Une autre mère se dit « très inquiète ». Sa fille subirait régulièrement des agressions physiques et verbales dans son lycée professionnel et la dernière aurait eu lieu « dans les toilettes ». Une mère encore, furieuse au téléphone, veut que l'ins- titutrice de sa fille lui fasse « des excuses publiques ». L'enseignante avait prêté un livre à sa fille et lui a demandé de le rembourser parce qu'il était abîmé. Mais, assure la mère, « le livre était déjà endomma- gé quand l'institutrice l'a prêté. Lorsque je suis venue lui dire, elle m'a mise dehors devant ma fille ». L'écouter tinte de la calmer, la mère lui raccroche au nez.

« Il faut souvent parler longtemps pour mesurer le vrai du faux, pour déceler le degré d'amplification ou pour séparer ce qui relève de l'école de ce qui relève de problèmes fami- liaux ou personnels », soulignent les écoutantes qui renvoient certains appels sur des services « plus psy- chologiques ».

S. Bl.

★ **SOS-Violences : 00-801-55-55-00, tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures.**

### COMMENTAIRE

#### EN ATTENDANT

#### LA PHASE 3

« Il ne s'agissait pas de mettre en place un énième plan », a rappelé Claude Allègre. Et pourtant, tout, dans la présentation de cette phase 2, y ressemble : les dix têtes de chapitres incantatoires qui l'or- ganisent - d'une « nouvelle organi- sation pour une mobilisation géné- rale » à « faire vivre dans toute sa plénitude l'école du respect » -, les renvois à des décisions à venir « après discussion avec les part- naires concernés », les traditionnels appels à un meilleur travail inter- ministériel, le énième renforce- ment du partenariat école-police- justice... Cette « priorité des priori-

tés », qui ne concerne selon le ministre que 5 à 10 % des établisse- ments scolaires, et qui n'en touche, n'a-t-il cessé de rappeler, que 339 sur 7 492 collèges et lycées publics, en est-elle vraiment une ?

La méthode, défend Claude Al- lègre, est inédite, « évacuant les ef- fets d'annonce sans lendemains » : une phase expérimentale évaluée par des chercheurs, un bilan « dans la transparence », la continuité des principes - pas de « saupoudrage des moyens », entre autres. Mais que penser du thermomètre choisi pour mesurer le phénomène ? D'un côté, des chiffres nationaux qui ne développent que le contenu des 2,6 % de faits graves, évacuant la violence ordinaire qui mine pourtant le moral des personnels et des familles ; de l'autre, une éva- luation de l'impact du plan 1 dans

## En Seine-Saint-Denis, une formation prépare les aides-éducateurs à faire face aux tensions

DEPUIS près de trois ans, les éta- blissements scolaires situés en zone difficile ont absorbé 16 000 des 60 000 aides-éducateurs recrutés par l'éducation nationale. Jetés dans le bain sans aucune préparation particu- lière, ces jeunes ont été confron- tés à des situations parfois tendues qu'ils ont dû traiter à leur manière : empirique, affective ou intuitive. Le plan de lutte contre la violence an- noncé jeudi comprend un volet des- tiné à corriger cette relative impro- vision.

Recrutés dans des collèges et ly- cées du département de Seine- Saint-Denis ces dernières semaines, les premiers aides-éducateurs spé- cifiquement chargés de la prévention de la violence ne seront pas, eux, to- talement livrés à eux-mêmes. Ils suivent, depuis début janvier et jus- qu'au mois de mai, une formation (200 heures sont réparties sur cinq semaines en alternance) montée spécialement pour eux. Dans la fou- lée, des « anciens », en poste dans des établissements difficiles depuis un ou deux ans, en bénéficient égale- ment.

Se démarquant d'une logique sé- curitaire, le dispositif n'est pas desti- né à « fabriquer des flics » made in

éducation nationale », prévient le chargé de mission violence au mi- nistère. « Pas question qu'on me considère comme un vigile, confirme Bouzid, en poste depuis trois se- maines dans un lycée de Villepinte. Je veux pouvoir recevoir les jeunes qui posent le plus de problèmes, comprendre pourquoi ils passent par des phases violentes et les faire revenir dans un cadre normal. »

« Il s'agit de donner aux aides-édu- cateurs des clés pour comprendre et analyser les phénomènes de violence, les aider à identifier les multiples par- tenaires de l'école sur ces sujets (jus- tice, police, services sociaux, conseil général...), ou à monter des budgets pour mettre en place des projets », énumère Pierre Joyeux, directeur de l'Association départementale des Francas, association complémen- taire de l'école, chargée, avec la Fé- dération des œuvres laïques (FOL), du déroulement de la formation.

« C'est vrai que, lorsqu'on dé- barque, il est difficile de nouer des contacts, d'identifier toutes les res- sources que l'on a à disposition et de s'adresser aux bonnes personnes », reconnaît Jean-Philippe, chargé de- puis novembre de coordonner les aides-éducateurs prévention vio- lence sur onze établissements et qui sera amené, à ce titre, à monter des actions en partenariat. « Par rapport à l'an dernier, le phénomène de ba- garre s'amplifie, témoigne de son cô- té Didier, en poste depuis deux ans et demi dans un collège de Bobigny. J'ai besoin qu'on m'aide à analyser cette situation afin de l'enrayer. »

La formation fait aussi la part belle à des informations sur le sys- tème éducatif, les dispositifs existant déjà (classes-sas, comité d'éduca- tion à la santé et à la citoyenneté...) ainsi qu'aux apports théoriques sur l'agressivité, le rapport à la loi, la maltraitance, la civilité, la protection des mineurs, la toxicomanie, le racket, la résolution de conflits, le conseil de discipline et les sanc- tions... Ces derniers sujets appa- raissent extrêmement sensibles aux aides-éducateurs, qui répugnent à endosser un rôle de répression.

« Notre fonction est d'être médiateur entre le sanctionneur et le sanctionné,

tout en essayant de rester neutre », résume Didier.

Un autre de leurs soucis, soufflé par les chefs d'établissement, est d'améliorer le suivi des élèves exclu- des classes ou des établissements. « Moi, par exemple, je me suis tou- jours demandé si l'exclusion apporte vraiment quelque chose à l'élève, à l'établissement. Alors, j'en ai parlé avec les formateurs, puis, en revenant dans l'établissement, avec les ensei- gnants », explique Halima, en poste dans un collège du Blanc-Mesnil. Un échange qu'elle n'avait jamais eu, malgré ses trois ans passés dans le collège.

### 30 MILLIONS DE FRANCS

Afin de favoriser ce type de dis- cussions, la formation, conçue dans un premier temps pour les aides- éducateurs, va être ouverte à tous les personnels des établissements scolaires. « Il faut sensibiliser l'en- semble de la communauté éducative aux problèmes de violence ; le choix de l'alternance (une semaine pleine en formation puis un retour en éta- blissement) va dans ce sens », as- surent les formateurs. Des forma- tions consacrées à ces thèmes existent déjà dans les plans de for- mation continue des enseignants, mais elles leur sont exclusivement réservées.

D'ici à la fin de l'année scolaire, 350 aides-éducateurs de Seine- Saint-Denis devraient bénéficier de la formation expérimentée dans le département. Elle sera progressive- ment étendue aux autres départe- ments concernés par le plan de lutte contre la violence, lorsque ceux-ci auront obtenu les autorisations de recruter de nouveaux aides-éduca- teurs. A terme, elle devrait donc toucher les 5 000 emplois-jeunes prévus par le budget 2000, ainsi que les 5 000 jeunes recrutés dans le cadre de la première phase du plan anti-violence de 1998. La formation revient à 10 000 francs par jeune. Claude Allègre a annoncé que 30 millions de francs étaient dispo- nibles pour assurer les premiers fi- nancements.

Stéphanie Le Bars







## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

## Les autorités n'ont pas encore choisi la technique de pompage de l'« Erika »

Le protocole d'accord signé par l'Etat et TotalFina, mercredi 26 janvier, laisse en suspens les questions du traitement de l'épave et de sa cargaison encore en soute. A Marseille, une exposition décrit l'univers sordide des marins embarqués sur des navires battant pavillon de complaisance

## BREST

de notre correspondant

L'Etat et le PDG de TotalFina, Thierry Desmarest, ont signé un protocole d'accord, mercredi 26 janvier, en vue de traiter les deux morceaux d'épave du pétrolier *Erika* qui gisent par 120 mètres de fond au sud de Penmarch (Finistère). Ce texte, commenté le soir même à Brest par Paul Roncière, secrétaire général de la mer placé auprès du premier ministre, prévoit la création d'un comité de pilotage, qui se réunira pour la première fois lundi 31 janvier. Il associera les divers ministères concernés, ainsi que le préfet maritime de l'Atlantique, Yves Naquet-Radiguet. C'est à ce comité, qui décidera en dernier ressort, que TotalFina sera chargé de faire une proposition, avec deux impératifs : ne pas tarder, et protéger le milieu.

## PROFITER DE L'ÉTÉ

Le comité de pilotage pourra faire appel à un comité d'experts, également mis en place. Localement, une cellule de coordination sera installée pour suivre l'évolu-

tion des opérations. « L'idéal serait que soit mise à profit la période estivale », a estimé, prudemment, M. Roncière.

De la même manière, s'il a évoqué la technique du pompage, le secrétaire général de la mer a expliqué que citer seulement celle-ci était « aller un peu vite en besogne ». On comprend ces précautions, quand on se souvient du pompage du tanker malgache *Tanio*, qui s'était cassé en deux, le 7 mars 1980 au large de l'île de Batz, au nord du Finistère. Les opérations de récupération de 6 500 tonnes de pétrole dans la partie avant, par 87 mètres de fond, s'étaient étalées sur 432 jours. Il en avait coûté aussi 270 millions de francs de l'époque, pour une estimation initiale de... 47 millions. C'est ce qui ressort d'une étude effectuée par le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre) et remise à M. Roncière.

Le Cedre recense les différentes méthodes utilisées jusqu'ici. Plus récemment que pour le *Tanio*, des

opérations de pompage ont eu lieu à deux reprises, en 1998, en Corée du Sud sur les pétroliers *Yuil 1* et *Osung 3*, par 70 à 80 mètres de fond. Des engins télécommandés avaient alors été

porteur de produits chimiques, le *Brigitta Montanari*, en Yougoslavie, ou encore, en 1996, pour une barge pétrolière, le *Irwing Whale*, au Canada.

Libérer une cargaison d'hydro-

sable ; une partie de l'épave avait d'ailleurs été recouverte de pierres. L'ensevelissement du navire et de sa cargaison est une autre possibilité, mais qui, selon le Cedre, n'a jamais été mise en œuvre par grande profondeur. Dans le cas de l'*Erika*, rien n'est arrêté pour l'instant, la solution du pompage paraît la plus probable, ce qui n'exclut pas des formules mixtes.

## SOUS SURVEILLANCE

Sur l'enveloppe de 1,2 milliard de francs qui sera attribuée par le Fonds d'indemnisation des pollutions par les « hydrocarbures » (Fipol), TotalFina pourrait récupérer une partie de la somme qui ne serait pas dépensée, le pétrolier ayant déjà annoncé qu'il prendrait en charge le traitement des épaves et des résidus de fioul ramassés sur les côtes.

Revenant sur les circonstances du naufrage de l'*Erika*, M. Roncière a estimé que « certaines informations ont manifestement très mal circulé » dans les heures qui ont précédé l'accident, entre le samedi 11 et le dimanche 12 dé-

cembre, mais s'est refusé à « accuser les uns et les autres ». Il a cependant rappelé que, « le pétrolier ayant annulé son message de détresse, il n'était pas possible d'envoyer une mission ».

Depuis, les navires qui relâchent à Brest sont sous surveillance. D'autant que la cargaison d'ammonitrate d'un navire « pou-belle », le *Junior M*, à quai depuis octobre 1999, n'est qu'en partie traitée. Le *Santana 3*, un navire-citernes de vingt-sept ans battant pavillon maltais, classé comme l'*Erika* par la société italienne Rina, arrivé de Bordeaux pour se rendre à Falmouth, en Angleterre, a été tenu à bout de gaffe dans la rade pendant plusieurs jours. Il a pu partir lundi 24 janvier, accompagné d'un remorqueur anglais. L'*Oceano Atlantico*, battant pavillon cubain, n'a pu appareiller que le 26 janvier au soir, après avoir satisfait aux demandes des contrôleurs des Affaires maritimes. Mais, observe un professionnel, « si on pinailait, un navire sur trois aurait des problèmes ».

Vincent Durupt

## Le « Global-Mariner », navire-exposition et pavillon de l'effroi

## MARSEILLE

de notre correspondant régional

C'est ce qu'on appelle un « general cargo » de 162 mètres de long, avec ses trois mâts de charge jaunes. Le *Global-Mariner* arbore sur sa coque noire un énorme sigle ITF, de l'International Transport Fédération (Syndicat international des travailleurs des transports), qui l'a armé. Parti en juillet 1998 de Grande-Bretagne avec un équipage de trente marins, il achève son tour du monde de plus de 80 escales par une halte de trois jours à Marseille, avant de rallier Londres par Barcelone et Valence.

Dans ses cales réaménagées, il présente une exposition contre les pavillons de complaisance qui fait froid dans le dos. Première cale sombre, glaciale, musique obscure, la descente des échelles de coupée se termine devant des photos immenses de huit mètres sur six : la salle des machines du *Safina-E-Ismael*, propriétaire et pavillon pakistanais, où les jambes des marins sont brûlées de fuel. En face, d'autres panneaux : les toilettes crasseuses du *Lito*, propriétaire grec, pavillon maltais, et du *Nikolas*, propriétaire étatsunien, pavillon chypriote.

Plus loin, le canot de sauvetage troué du *Litsa*, pavillon chypriote pour armateur grec, ou les cuisines sordides et l'écœurant rata de l'*Ilgloo-Finn*, propriétaire et pavillon norvégiens. On est presque saisi de nausée par ces images simplement légendées, qui donnent le nom du navire, celui de l'armateur et son adresse, et celui du capitaine quand il s'est révélé être un cruel « garde-chiourme ». Dans la cale suivante, un marin aux doigts sectionnés dans une opération de bûchage

vous regarde, avant d'arriver dans une salle entièrement consacrée aux naufrages et incendies meurtriers, comme celui du *Haven*, propriétaire monégasque, pavillon de Chypre.

L'ITF, qui regroupe cinq cents syndicats pour plus de cinq millions de syndiqués, présente ensuite ses actions contre les *flag of convenience* (pavillons de complaisance) et son fameux certificat bleu, accordé aux armateurs ou *manning agencies* (agences de main-d'œuvre) sur la base d'un respect de normes sociales minimales. Car si la bataille contre le développement des pavillons de complaisance lancée il y a vingt ans a été perdue, ce syndicat à l'américaine, basé à Londres, « croit toujours que le meilleur moyen pour les travailleurs du transport de créer des structures mondiales consiste à soutenir les autres travailleurs dans leur lutte ».

## VENDEURS DE MAIN-D'ŒUVRE

Ses inspecteurs, en France membres de la CFDT, s'emploient à traquer les navires poubelles, à venir en aide aux marins surexploités, à faire intervenir les contrôles officiels afin de faire céder les armateurs ou vendeurs de main-d'œuvre cachés derrière des sociétés et des pavillons écrans. Le dernier couloir d'exposition montre encore les luttes contre les « listes noires » que les *manning agencies* philippines, qui emploient à elles seules 10 % des marins de toutes les mers, établissent pour affamer les marins récalcitrants et leur familles. « Dans le maritime, dit un marin militant, il n'y a pas de limites au sordide. »

Michel Samson

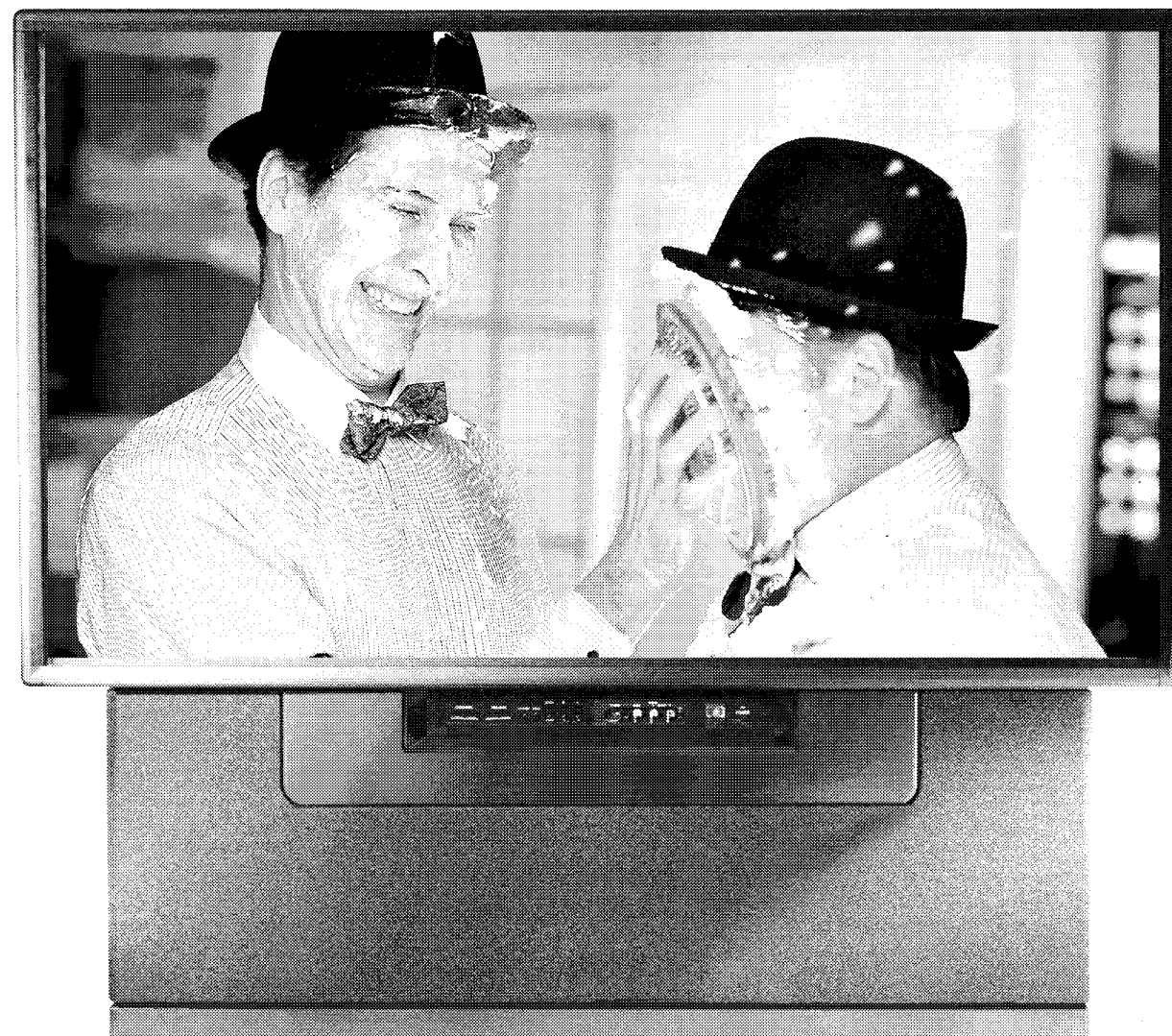
## DÉPÊCHES

■ **PARIS : une alerte à la pollution de l'air par le dioxyde d'azote a été déclenchée**, jeudi matin 27 janvier, pour l'agglomération parisienne. Le seuil d'information a été déclenché, a annoncé Airparif, le réseau de surveillance de la qualité de l'air pour la région parisienne.

■ **HAUTE-NORMANDIE : mercredi 26 janvier, le préfet de la région Haute-Normandie, Bruno Fontenaist, a souhaité « ardemment que les parties s'entendent »** pour entériner le contrat de plan Etat-région dont le vote au conseil régional a été repoussé au 31 janvier, faute d'un accord des élus de droite. L'exécutif de cette assemblée, présidée par Alain Le Vern (PS), ne dispose que d'une majorité relative.

■ **POLYNÉSIE : l'Etat a fixé à 1,12 milliard de francs sa participation au prochain contrat de développement** de la Polynésie française pour les années 2000 à 2003, a annoncé, mercredi 26 janvier, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne. Ce montant représente, en termes d'enveloppes annuelles, une progression de 11 %. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie, s'est déclaré « un peu déçu » mais « d'accord avec le ministre » sur les priorités retenues par l'Etat.

■ **AGRICULTURE : un recensement général de l'agriculture sera effectué dans les départements** entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 28 février 2001, au terme d'un décret publié au Journal officiel du 26 janvier. Seront recensés les structures d'exploitation, les modes d'utilisation du sol, l'équipement en matériel, le cheptel, l'environnement économique de l'exploitation, l'état civil des exploitants, la main-d'œuvre, la formation professionnelle.



La télévision haute définition, les décodeurs, les lecteurs DVD, la télévision numérique autant de domaines en pleine expansion. Quel que soit votre choix de programme, la technologie microélectronique vous permet de le regarder sur des téléviseurs plus intelligents, avec des écrans plus larges et de meilleure qualité.



STMicroelectronics est le leader mondial de la technologie MPEG-2 pour la télévision numérique haute définition. ST est le premier fournisseur de circuits dédiés pour les décodeurs de télévision par câble et par satellite, et l'un des premiers au monde pour le marché du DVD.

Beaucoup d'autres innovations se préparent. Restez sur la chaîne.

**Nous ajoutons partout plus d'intelligence.**

STMicroelectronics (anciennement SGS-THOMSON) - Leader mondial des semi-conducteurs pour l'électronique grand public, l'automobile, les télécommunications, les périphériques informatiques, et les systèmes de contrôle - Quatre-vingt quinze sites répartis sur cinq continents - www.st.com



## 4 LA NOUVELLE ÉCONOMIE AMÉRICAINE

**La ruée vers la Silicon Valley a entraîné une pénurie de logements et une inflation des prix de l'immobilier dans les grandes villes californiennes. Les oubliés du boom économique viennent gonfler les rangs des sans-abri et des demandeurs d'aides alimentaires**

*Ancien drogué et sans-abri, George Smith, aujourd'hui tiré à quatre épingles, est responsable du dossier des SDF à la municipalité de San Francisco.*



## George Smith, coordonnateur des sans-abri

**L**E tremblement de terre de San Francisco, en 1989, a été une sorte de bénédiction pour George Smith. Un tournant, en tout cas. Drogué et sans-abri depuis un an, il commençait à toucher le fond. Ce jour-là, se souvient-il, « je sortais de la soupe populaire, où j'étais allé chercher mon déjeuner. A l'époque, il y avait ces deux bretelles d'autoroute superposées et comme il faisait chaud ce jour-là, je me suis assis à l'ombre, sur le bord de l'autoroute d'en bas. Et j'étais là, mon poulet dans une main, mon Coca dans l'autre, quand la terre a commencé à trembler ».

Dans un grand fracas, la bretelle d'autoroute s'est affaissée. « Moi, mon poulet et mon Coca, on est tombés. J'ai eu une trouille d'enfer. » Mais le cauchemar devait tourner à l'aubaine, car les fonds affluant de toutes parts, les services d'urgence ont ouvert plusieurs abris pour les gens qui avaient perdu leur maison. Alors George Smith a raconté que son immeuble s'était effondré – « D'accord, j'étais SDF, mais bon, il fallait bien en profiter un peu » – et s'est vu attribuer non seulement un abri, mais aussi un volontaire pour s'occuper de son cas. Providentiel, le volontaire a pris George Smith en main – « Il était super, il travaillait 24 heures sur 24, il parlait avec moi, m'emmenait prendre des cafés » – et sept mois plus tard, le SDF victime du séisme travaillait comme gardien. « Le job le plus mortel que j'aie jamais eu », mais un emploi quand même, qui lui permit de quitter l'abri et de se loger, « une chambre, une salle de bains, un micro-ondes et une télé, vraiment cool ». Deux ans plus tard, George Smith, qui n'est plus SDF mais toujours drogué, accepte d'entrer en cure de désintoxication, devient clean, reprend des études tout en travaillant dans le refuge qui l'avait autrefois hébergé, s'installe en ménage avec une jeune femme qui a un enfant : bref, il se « stabilise ».

Aujourd'hui, à quarante-deux ans, George Smith est de nouveau en première ligne, mais derrière un bureau, sur lequel il a aligné une rangée de stylos et un paquet de cartes de visite : « George J. Smith, III. Homeless Coordinator ». « Coordonnateur des sans-abri », en quelque sorte. Il est le responsable du dossier des SDF à la municipalité de San Francisco, dont le maire, Willie Brown Jr., un démocrate noir qui vient d'être réélu, lui avait demandé, il y a trois ans, de rejoindre l'équipe chargée de travailler sur cette question. Dans le bureau de George Smith, tiré à quatre épingles dans un élégant costume, trône sa bicyclette : « Oui, explique-t-il, je venais travailler à vélo, jusqu'à ma promotion à la tête de cette équipe, en juillet dernier. »

Aurait-il hérité d'une voiture ? D'un chauffeur peut-être ? Pas du tout. Tout juste de l'obligation de porter un costume – « Et vous avez déjà essayé de faire du vélo en costume ? »

Costume ou vélo, le poste de George Smith est en tout cas un poste politiquement très exposé, tant le problème des sans-abri a pris de l'ampleur à San Francisco, reflet exacerbé d'une tendance sensible à l'échelle nationale ; la conférence des maires américains s'en est d'ailleurs alarmée dans un rapport publié en décembre 1999 : 85 % des 26 grandes villes étudiées font état d'une aggravation du problème des sans-abri au cours de l'année écoulée, avec une augmentation moyenne de 12 % des demandes d'hébergement d'urgence. Parallèlement, la demande d'aide alimentaire d'urgence est elle aussi en augmentation. Premiers coupables désignés : la pénurie de logements à prix modérés et la rédu-

**Les SDF de la Silicon Valley ont un emploi d'agent de nettoyage ou d'employé dans la restauration, travaillent le jour et, pour certains, dorment dans le bus 22, qui relie toute la nuit Menlo Park à San José. Cela ne vaut pas un lit mais c'est propre, calme, chauffé, le tout pour trois dollars**

tion de l'aide alimentaire fédérale, distribuée sous forme de coupons, dans le cadre de la vaste réforme de l'aide sociale lancée il y a quatre ans.

Sans doute le problème est-il plus criant à San Francisco parce qu'il y symbolise l'un des paradoxes du boom économique américain : berceau de cette nouvelle économie de la fin des années 90, la Silicon Valley est à la source d'une création de richesses sans précédent et a provoqué une deuxième ruée historique en Californie, vers le silicium cette fois. Mais la construction de logements n'a pas suivi et, entre l'augmentation de la demande et celle des hauts revenus, les prix de l'immobi-

lier ont littéralement explosé jusqu'à San Francisco, devenue une cité-dortoir de luxe pour entrepreneurs, ingénieurs et programmeurs de la Vallée. George Smith peut en témoigner : son père, un natif d'Alabama qui a participé au débarquement de Normandie, et sa mère ont acheté une petite maison à San Francisco en 1976 pour 30 000 dollars ; aujourd'hui, elle en vaut plus de 600 000. Le loyer moyen d'un appartement comprenant une chambre est de 1 400 dollars (9 000 francs) par mois. Selon la National Association of Home Builders, qui a comparé les revenus moyens des ménages et les prix moyens de l'immobilier, à peine une famille sur dix à San Francisco, peut envisager d'acheter un logement aux prix actuels. Dans le comté de San Mateo, qui relie San Francisco à la Silicon Valley, pour dix-neuf emplois créés l'an dernier,

fé, le tout pour 3 dollars. Une nouvelle catégorie de sans-abri est apparue, les familles avec enfants : ces familles constituent aujourd'hui un tiers environ de la population sans abri de San Francisco, observe George Smith : « Oui, les familles, c'est un élément nouveau, et c'est énorme. »

Levonna Martin, qui dirige un centre d'aide prénatale pour futures mères sans abri, Homeless Prenatal, et aide les familles à trouver un hébergement et à se stabiliser, relève un doublement pur et simple du nombre de cas traités par son centre en deux ans : 550 familles en 1997, un millier l'an dernier. Cette nouvelle vague de familles oubliées par le boom, c'est par exemple Sheila Buchanan, trente-huit ans, ex-employée de la poste, enceinte de quatre mois, venue demander l'aide de ce centre avec son compagnon et ses deux enfants de cinq ans et seize mois : sans abri depuis neuf ou onze mois, elle ne sait plus très bien, elle est actuellement hébergée dans un refuge catholique où la famille passe la nuit dans un dortoir d'une trentaine de personnes et doit évacuer les locaux le jour. Le fils aimé, Darwin, qui ne tient plus en place à tuer le temps dans la salle d'attente, ne va pas à l'école, car il n'a pas d'adresse fixe. « Oui, je sais, c'est ironique », sourit Sheila Buchanan, épuisée et résignée, à l'évocation de ces deux communautés à San Francisco, celle des nouveaux millionnaires et celle des nouveaux sans-abri, qui se côtoient en s'ignorant. A San José, au cœur de la Silicon Valley, la municipalité vient d'édicter une limite à ce que les administrés appellent « les maisons-monstres », qui défigurent le paysage : désormais les propriétaires ne pourront plus faire construire de maisons occupant plus de 65 % de la superficie du terrain.

L'autre nouveauté, c'est l'intolérance des habitants des grandes villes à l'égard de cette montée des sans-abri, même à San Francisco, municipalité de gauche longtemps considérée comme un havre pour les marginaux de tout poil. « On les appelle les "NIMBies" : Not in my backyard » (« pas dans ma cour »), ironise Joyce Miller, l'une des bonnes âmes de la Coalition on

Homelessness de San Francisco : même le légendaire quartier de Haight Ashbury, où les hippies ont cédé la place aux jeunes prodiges de l'Internet, ou dot-com yuppies, refuse aujourd'hui l'ouverture de nouveaux refuges, et l'installation de toilettes publiques y est perçue comme une invitation à dormir dehors. La municipalité se trouve souvent prise entre les exigences des NIMBies de la population nantie et celles des services sociaux. Pour essayer de satisfaire les premiers, la ville de San Francisco a tenté, l'automne dernier, de récupérer les chariots des SDF, généralement volés aux supermarchés : l'opération a été un fiasco total. « A vrai dire, c'était une idée à moi, avoue, un brin gêné, George Smith. Pourtant, j'avais mis sur pied un bon programme, que j'ai planifié pendant plus d'un mois avec la police et les services de la voirie : on avait un entrepôt, j'avais acheté un millier de sacs de voyage (d'un grand placard il en sort un, noir, tout neuf encore dans son plastique), et on devait proposer aux sans-abri d'échanger leur chariot contre un sac. Si leurs affaires ne tenaient pas dans un sac, on leur offrait un garde-meuble gratuit dans l'entrepôt. Mais évidemment, la seule chose qui est sortie dans la presse, c'est qu'on allait confisquer les chariots, sans mention des sacs ! »

**A**USSI novateur fût-il, le projet a vite été abandonné devant la levée de boucliers générale. « Ah, c'était une idée de George !, s'exclame Joyce Miller, mi-amusée mi-atterrée, lorsqu'on lui rapporte la conversation. Ça, c'était pas une bonne idée ! Les gens étaient tellement outrés qu'ils nous envoyaient de l'argent pour acheter nous-mêmes des chariots aux sans-abri, et on les peignait en rouge pour bien montrer qu'ils étaient propriété privée, comme ça ils ne pouvaient pas être saisis. »

Philosophe, George Smith, qui en a vu d'autres dans sa vie, s'est remis de sa déception. Il digère moins bien, en revanche, l'hypocrisie de ceux qui appellent les services sociaux pour qu'on les débarasse des homeless devant leur porte, mais qui se révoltent si la police menace de les arrêter. Cette at-

titude représente, à ses yeux, « la collision frontale de notre héritage de gauche et de nos préoccupations conservatrices ». « Quelquefois, on nous appelle, mais lorsque nos travailleurs sociaux arrivent sur place, il ne s'agit même pas de sans-abri ! Peut-être ces gens-là ne sont-ils pas aussi propres qu'ils devraient l'être, mais ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on doit rester enfermé chez soi ! Les pauvres aussi, vous savez, ils aiment flâner dans la rue... »

Au bout du compte, le phénomène qui le préoccupe le plus, c'est ce qu'il appelle « les sans-abri invisibles », « cette masse de gens qui vivent dans l'ombre. Ce sont les gens qui dorment dans les refuges, les vieux, les familles, les gens que nos services prennent en charge en priorité. Ceux-là, on ne les voit pas ». Pour une raison bien simple, explique Levonna Martin : ceux qui n'ont pas trouvé d'endroit pour passer la nuit se cachent, car les enfants trouvés dormant dans la rue sont enlevés à leurs parents et placés dans des familles d'accueil. Les organisations caritatives ont pris conscience de l'ampleur du problème et s'organisent, s'efforçant de soutenir aux nouvelles fortunes de la Silicon Valley de quoi financer leurs activités.

George Smith, lui, est convaincu que le budget de San Francisco pour les sans-abri (60 à 80 millions de dollars) est suffisant, à condition de mieux orienter l'aide sociale vers leur réinsertion définitive plutôt que tout donner à l'aide d'urgence. « On a les ressources, on a les emplois, assure-t-il. Mais chacun doit faire sa part du chemin. Ces emplois sont mal payés ? On offre aussi des formations permettant d'accéder aux emplois mieux rémunérés, mais il faut saisir ces occasions. En Amérique, quand on veut quelque chose, il faut se donner la peine de le décrocher. Si vous ne vous battez pas pour votre place au soleil, vous n'y arrivez jamais. »

Sylvie Kauffmann

Photo : Gerardo Somosa / Acte 2 pour « Le Monde »

Prochain article : Dorothy Miller, mamie boursicoteuse





## Deux photographes français dans le conflit tchétchène

**Habillé en soldat russe pour ne pas se faire repérer, Eric Bouvet a suivi l'offensive russe à partir du Daghestan. Laurent Van der Stockt a vécu deux mois avec les combattants tchétchènes. Deux trajectoires opposées pour une même passion : témoigner avec des photographies**

**L**EUR histoire commune remonte à août 1996, lorsqu'ils étaient au coude à coude dans Grozny en ruine, libérée par les soldats tchétchènes. Eric Bouvet raconte : « Avec Laurent Van der Stockt, nous devions nous terrer dans les caves pour éviter les bombardements et les snipers. Un jour, on a vu des Russes ramasser leurs morts. Une habitante est apparue, promenant un bébé en poussette au milieu de l'apocalypse. C'était la fin de la guerre. »

Ces deux photographes chevronnés sont retournés pour la sixième fois en Tchétchénie à la fin de 1999. Pour cette deuxième guerre, les trajectoires sont opposées. Van der Stockt a passé deux mois avec les Tchétchènes, jusqu'à cette nuit du 28 décembre où il a réussi à s'extirper de Grozny bombardée. Eric Bouvet a été le seul journaliste à suivre, pendant deux mois, entre octobre et décembre, toute l'offensive russe à partir du Daghestan (république voisine). Un jour de décembre, ils étaient à 5 kilomètres l'un de l'autre. Bouvet dit d'une phrase tout ce qui les

sépare : « J'admire Laurent, mais ce qu'il a fait est à la limite de l'inconscience. »

Deux témoignages qui s'opposent sur un même conflit, mais qui en disent long, bien plus que des clichés de la ligne de front, sur la représentation de la guerre, ses moments forts et faibles. Deux expériences extrêmes, loin de ce que Bouvet appelle « les charters du bonheur » : des voyages organisés pour des « troupes de journalistes », durant lesquels des militaires galonnés montrent une place conquise, une opération bien huilée et des prisonniers bien traités.

La rançon de leur choix est sévère. De longues semaines sur le terrain ne donnent pas toujours des photos spectaculaires. Les images sont pourtant précieuses, prises par deux photographes proches des combattants, enrichies par leurs mots. Eric Bouvet, après avoir été arrêté puis relâché par le FSB (ex-KGB) quelque part à la frontière tchétchène, arrive à suivre l'offensive russe à partir du Daghestan, grâce à « trois ou quatre officiers », qui n'en réfèrent pas à Moscou. « Ils ont pris un risque énorme. Ils l'ont fait après

avoir vu mes photos de commandos russes, en 1996. » Bouvet est habillé en soldat, passant d'unité en unité pour ne pas être repéré comme photographe, cachant ses appareils, « volant » ses photos. Il ne parlait qu'à ses « contacts » et a accompagné une vingtaine de sorties en hélicoptère pour rejoindre le front mouvant. « J'étais comme un bandit pourchassé qui change de cache tous les soirs. »

Laurent Van der Stockt entre en Tchétchénie par la frontière (ouest) avec l'Ingouchie. Il lui faudra trois semaines et l'aide d'une cinquantaine de personnes – « des passeurs, des faux "collabos", des combattants » – pour entrer dans le pays en guerre et, après des nuits dans la neige et une prise en main par plusieurs groupes de rebelles, atteindre Grozny avec deux autres journalistes.

De ce périple « très, très dur », Van der Stockt tire un premier constat : « D'un côté, des combattants en groupes autonomes, qui se connaissent et dépendent de commandements de secteurs et d'un commandement central. Ils sont assez bien équipés, même s'ils manquent d'armes lourdes, ont des uniformes blancs pour les plaines

neigeuses et kaki pour les bois. Leur résistance physique est impressionnante. Ils ont un moral et une confiance inébranlables, partent combattre dans la bonne humeur – au contraire de ce que j'ai souvent vu en Bosnie –, évoquent "Ivan" chaque fois qu'une bombe tombe. De l'autre, une armée russe corrompue par les Tchétchènes. La moitié des officiers vont en Tchétchénie pour quadrupler leurs salaires. Les Tchétchènes en rigolent : ils disent qu'ils savent à l'avance ce que les Russes feront le lendemain. »

**V**AN DER STOCKT se souvient d'un tank russe passant à quelques mètres d'une cache où il se trouvait avec des combattants et des armes. « J'étais fébrile, mais eux ne s'en souciaient guère. » Il cite aussi le cas d'un Tchétchène, responsable d'une petite ville : « Le jour, c'est un supercollabo qui boit et négocie avec les Russes afin que sa ville ne soit pas trop touchée. La nuit, il organise les entrées d'armes dans Grozny. »

Van der Stockt gagne Grozny par un corridor où transitent les armes ; les victimes aussi, qui sont enterrées dans leur village natal. « Quand les Tchétchènes ont deux

**OCTOBRE SUR LE FRONT RUSSE. A 4 kilomètres à l'intérieur de la Tchétchénie. Il n'y a rien à l'horizon sur la ligne de front russe. Le sifflement des obus dans le ciel vient rappeler qu'il s'agit d'une guerre sans contacts réels. J'ai l'impression d'assister à des grandes manœuvres. L'aviation et l'artillerie semblent écouler leurs stocks. Les bombes sont si grosses qu'à 2 kilomètres, où je me trouve, le sol tremble.**

morts, les Russes en ont cent. » Il est frappé par l'état de ruine de la capitale, comme un retour à 1996 : « C'est Mad Max City. Les bombardements étaient incessants. Des immeubles éclatés par des bombes de 500 kg laissent la place à des cratères de 15 mètres de large, de véritables piscines. C'est une ville fantôme animée par de rares véhicules dégingués roulant à tombeau ouvert. La population se terre dans les caves construites pendant la guerre froide. Certains sortent de temps en temps. J'ai vu une fillette faire du roller. Un obus venait d'éclater à proximité. Elle n'a pas tourné la tête. »

Van der Stockt constate aussi le fossé entre le moral des rebelles tchétchènes et une population qui, souvent, « frise la folie ». Des vieux, des femmes. « Il y a beaucoup de tuberculeux à Grozny, des problèmes de nutrition. J'ai photographié des femmes qui se plaignaient auprès de combattants : "Que devenons-nous dans cette affaire ?" »

Le décalage est vertigineux entre la capitale tchétchène dévastée vue par Van der Stockt et, au même moment, la « drôle de guerre » vécue par Eric Bouvet avec les Russes, et qu'il surnomme son « désert des Tartares ». Il entend des centaines de départs de canons sans en constater les effets. Il n'y avait pas de résistance, jusqu'à mi-décembre, dans les plaines marécageuses. Les deux villes principales sur la route de Grozny, Goudermès, puis Argoun, ont été prises quasiment sans un coup de feu. Bouvet entre dans les villes avec les Spetznaz, les forces spéciales du ministère de l'intérieur, qui se surnomment les « nettoyeurs ».

« Les Russes étaient aux anges, raconte Eric Bouvet, ils avançaient la fleur au fusil, sans combattre, et sûrs de leurs droits. Par rapport à la guerre de 1994, les soldats sont mieux équipés, mieux organisés, ont des uniformes neufs, sont payés et bien nourris – viande, riz, blé, soupe et vodka. La population coopérait pour sauver les maisons et les gamins, mais ils n'en pensent pas moins. Les Russes arrivent avec de l'argent, rétablissent le gaz et l'électricité dans les villages. »

Eric Bouvet a vu deux blessés russes en deux mois. « Ils planquent leurs blessés et leurs morts. » Caché dans un véhicule, il assiste à une cérémonie en l'honneur d'une unité décimée – quatorze morts, deux officiers prisonniers – qu'il devait rejoindre le lendemain. Puis à la visite d'un général avec deux prisonniers tchétchènes, en présence d'une télévision russe. « Les prisonniers étaient propres, bien traités ; une vraie plaisanterie. »

Eric Bouvet a accompagné les Russes du front est jusqu'à 8 km de Grozny. « Des soldats n'en pouvaient plus de ne pas combattre, voulaient "bouffer" du Tchétchène et entrer dans la ville. » Mais des officiers lui affirment qu'ils ne vont pas répéter l'erreur de 1996 – envoyer de « la chair à canon », essayer beaucoup de pertes et avoir « les mères sur les bras » –, optant pour des bombardements lourds pendant deux mois. Trois jours après, les Russes tentent d'entrer dans Grozny. « On ne sait jamais à quoi s'attendre avec eux. »

Laurent Van der Stockt est sous ces bombardements. Il ne pourra rester que quatre jours à Grozny. « Les Tchétchènes craignaient qu'il



Photographies Eric Bouvet

**OCTOBRE. Près du Terek. Des soldats russes dans une maison réquisitionnée : nettoyage des armes, vodka, jeux de cartes. J'ai entendu des chants nazis dans un camp. La veillée d'armes est un mélange d'insouciance et de volonté de combattre. La nuit, des grenades et des mines sont installées autour des baraquements pour se protéger d'un ennemi invisible.**





**GROZNY 14 DÉCEMBRE.**  
L'ultimatum des Russes sur Grozny a expiré hier. A l'aube, le groupe compte une centaine de combattants tchétchènes accompagnés de quelques femmes. Ils ont marché toute la nuit, entre les lignes russes, pour aller défendre Grozny. Pause. Les hommes parlent entre eux.



**GROZNY 17 DÉCEMBRE.**  
Un combattant de Grozny nous entraîne à proximité d'une ligne de front pour nous montrer trois soldats russes tués et un prisonnier. Un des soldats n'a plus d'yeux. On dit que les combattants arracheraient les yeux des snipers. Les Russes auraient beaucoup d'autres pertes. Difficile à vérifier.



m'arrive un problème et que les Russes l'exploitent. » Une centaine de combattants seront mobilisés pour le sortir de la ville avec d'autres journalistes.

Les deux photographes font le même constat. Eric Bouvet : « Si Grozny tombe, il y aura des bunkers, des check-points, des attaques terroristes depuis les montagnes, et ce sera un pays en guerre jusqu'au jour où les Russes arrêteront un conflit qui leur coûte une fortune. » Laurent Van der Stockt : « Les combattants du Nord ne joueront pas les martyrs. Ils se replieront dans les montagnes quand ils perdront des hommes et quand le ravitaillement manquera. Mais les Russes ne contrôleront rien. Les Tchétchènes prendront en otage des régiments entiers. La question n'est pas de savoir si la Russie peut gagner – elle ne le peut pas – mais en quoi ce conflit aura une influence sur l'élection en Russie. »

**P**ENDANT ces longues semaines, les deux photographes ont pu dialoguer avec les combattants. « Les officiers n'arrêtaient pas de me dire qu'ils tenaient leur revanche, qu'ils allaient venger leurs copains morts en 1996. Ils invoquent la sainte et grande Russie et sont imprégnés d'un dicton pour les enfants qui dit : "Si tu ne manges pas ta soupe, le méchant Tchétchène va venir te manger." Ils estiment n'avoir aucune leçon à recevoir après les guerres du Golfe et du Kosovo. Si j'osais un avis inverse, ils s'indignaient. Mais ce qu'ils doivent ressentir aujourd'hui, c'est la réalité de la guerre. »

Laurent Van der Stockt a, lui, constaté l'islamisation grandissante des combattants tchétchènes par les wahhabites. « Lors du conflit de 1995, il n'y avait pas de méfiance de la part des tchétchènes. On profitait de leur tradition d'accueil, de la parole donnée. Les photographes allaient où ils voulaient. Tout a changé. Les fondamentalistes sont beaucoup plus présents, favorisés par la guerre russe. Des barbes ont poussé, les crânes rasés sont coiffés d'un bonnet avec sigles religieux. Des fondamentalistes, notamment étrangers, entourent jusqu'au commandant tchétchène, Chamil Bassaev. Nous devons compter avec les wahhabites, qui font des affaires, du trafic d'armes et peuvent vous kidnapper pour 2 millions de dollars. La majorité des wahhabites se sont regroupés dans la montagne. Les Tchétchènes les surnomment parfois les "Reclamchiki", des combattants d'opérette, que l'on ne voit plus quand les combats sont trop intenses.

« Ceux qui ont grandi dans les villes, les plus cultivés et ouverts, souhaitent que l'Occident regarde mes photos et résiste au wahhabisme. Mais les plus jeunes, qui n'ont connu que la guerre, ainsi que les habitants des campagnes, moins éduqués, sont les plus touchés par le fondamentalisme. Dès que je leur faisais remarquer que la religion a changé leur mode de vie, les coutumes, qu'ils ne peuvent même plus danser la zikra, leur danse des morts, que le statut de la femme se dégrade, alors ils se fermaient. Si les Russes arrêtent la guerre, les wahhabites s'en iront. Si les hommes continuent à combattre du matin au soir, l'avenir est sombre non pas pour la seule Tchétchénie, mais pour tout le Caucase. »

Michel Guerrin



**GROZNY 16 DÉCEMBRE.** Tombée de la nuit. Les rares personnes que l'on croise dans les rues de Grozny sont à la recherche d'eau ou de nourriture. Une femme m'emmène dans la cave de son immeuble délabré. Je l'observe sans bien la comprendre. La folie rode. Maquillage de fortune. Rouge à lèvres trop rouge, le même que sa petite fille. Elle me montre le lit sale et me dit « kharacho » (très bien), me montre les miches de pain, leur repas et me dit « kharacho ». Elle me montre le feu dans la cage d'escalier, la casserole d'eau chaude. Elle me redit « kharacho ». La petite fille sort. Les obus continuent de tomber dans un fracas qui résonne entre les immeubles.



Photographies  
Laurent Van der Stockt  
Gamma

**GROZNY 18 DÉCEMBRE.**  
Je suis dans une cave de Grozny que ce couple partage avec des amis. Elle est entrée à Grozny avec lui. La guerre dure, les années passent, mais ainsi ils sont ensemble. C'est la nuit. Lui va partir en opération et leurs visages se sont un peu assombris.



# Adriano Sofri ou le bouc émissaire

par **Antonio Tabucchi**

La phrase d’Orwell dans *La Ferme des animaux* me revient en mémoire : « *Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que les autres.* » Pourquoi Buscetta n’est-il pas crédible et pourquoi Marino est-il crédible ? De toute évidence parce que, même s’ils sont tous les deux des « *repentis* », Marino est plus repenté que Buscetta. Pour moi, le jugement qui vient d’être rendu apporte la confirmation de cette idée déjà largement répandue que « l’erreur » d’Adriano Sofri et de ses compagnons d’infortune a été leur loyauté face à l’Etat italien, avec lequel ils ont cru pouvoir livrer un duel chevaleresque pour prouver leur innocence.

Or, pour affronter un Etat tel que le nôtre, dont les institutions ont montré, en plus d’une occasion historique, de profondes et obscures déviations, on ne peut se fonder sur la loyauté. Du procès Caserio à l’assassinat d’Aldo Moro, cet Etat et sa justice inspirent méfiance et soupçon. Le réquisitoire de l’avocat général contre les accusés, tout comme les plaidoiries des avocats de la partie civile, s’est borné à survoler les éléments concrets qui sont le propre d’un procès, tels que témoignages et preuves à charge ou à décharge, préférant faire appel à des invectives qui ne dépareraient pas un tribunal de Téhéran ou de Kaboul. Quand on définit Sofri comme une « *incarnation du mal biblique* », on ne dit pas le droit, on parle comme le tribunal de l’Inquisition.

D’ailleurs le Vatican, qui est un Etat extra-communautaire au cœur de l’Italie comme de toute l’Union européenne, mais qui a toujours guidé et orienté les institutions italiennes, a constamment usé des mêmes accents millénaristes et fondamentalistes pour parler de Sofri, Bompresi et Pietrostefani. Je considère que ce jugement est la confirmation d’une injustice qui ne fait que creuser le hiatus entre le citoyen et l’Etat italien.

Pour ma part, si je n’en suis pas surpris, cela me trouble et m’in-

## Shoah, l’histoire en jugement

*Suite de la première page*

Plus alarmant, d’une certaine manière, elle risque d’alimenter l’exaspération grandissante devant ce qu’on appelle « *l’industrie de l’Holocauste* », qui, pour des raisons très différentes, est en train de s’emparer des grands médias et des milieux universitaires.

Peu de gens raisonnables contesteront aux juifs du Royaume-Uni et d’ailleurs le droit de s’unir à d’autres juifs, ainsi qu’à la multitude des non-juifs antifascistes, pour s’opposer au néonazisme et à la négation de l’Holocauste qui l’accompagne. Mais certains se demandent si la « *mémorialisation* » de l’Holocauste, de même que son étude dans les écoles et les universités, n’est pas aujourd’hui utilisée à tort, ou simplement en train de déraper.

Tandis qu’Irving conteste les faits reconnus concernant l’Holocauste et se pose en victime de forces puissantes directement intéressées dans la version établie, des écrivains sérieux, de part et d’autre de l’Atlantique, qui méprisent ses méthodes et ses arguments, remettent en question l’utilisation de ces faits. Ils se demandent si l’Holocauste doit vraiment occuper une place à part, bien gardée, dans la conscience collective.

En 1999, Tim Cole, universitaire britannique auteur d’une recherche novatrice sur le ghetto de Budapest pendant la guerre, publiait *Images de l’Holocauste : le mythe du « Shoah business »*, démolissant la représentation rédemptrice et kitsch qu’on trouve dans les films et les musées du monde entier. Cole qualifiait cela, peut-être imprudemment, de « *mythe* » de l’Holocauste.

Il n’est pas difficile de montrer que ce que nous connaissons sous le nom d’Holocauste, ou de Shoah,

quière. Que la confession de Marino n’ait pas été « *spontanée* » comme on a voulu le faire croire, que son « *travail spirituel* » (sa «  *nuit de la conversion* », comme il l’a écrit, avec un comique involontaire, dans son « acte de repentance ») soit en réalité le résultat d’une discrète fréquentation nocturne, plus d’une semaine durant, d’une caserne de carabiniers, ce procès l’a démontré sans l’ombre d’un doute.

Douze « nuits de la conversion », c’est mieux que dans *Les Fiancés* de Manzoni, mais cela ne nous donnera pas un nouveau chef-d’œuvre, tout juste le vulgaire roman-feuilleton d’une Italie dont le drapeau est constellé d’énormes trous : des trous noirs qu’il ne suffit pas de raccommoder en hâte, car il faut d’abord faire la lumière dessus.

### Ce jugement est la confirmation d’une injustice qui ne fait que creuser le hiatus entre le citoyen et l’Etat italien

Faisant toujours loyalement confiance au pouvoir judiciaire, Sofri continue à répéter que ce n’est pas à un complot mais à un concours de circonstances qu’il doit d’avoir été incriminé. Mais si ces circonstances sont formées d’éléments tels qu’une agence de la Banque de l’agriculture qui saute en 1969, un appareil d’Etat qui sait à l’avance qui il désignera comme coupables, un employé des chemins de fer qui, détenu illégalement par la police, tombe par la fenêtre, « *pris de malaise* »; si, après de longues investigations, certains magistrats réussissent à trouver les vrais responsables (c’est-à-dire l’extrême droite) ; si,

est un récit qui s’est construit au fil des ans et n’a acquis de popularité qu’à partir de la fin des années 60. Se fondant sur les travaux de l’érudit américain James Young, Cole affirme que l’Holocauste est investi de significations diverses selon la société qui le rappelle à son souvenir. Comme Young l’a montré, il aide à conter l’histoire d’une nation à travers l’expérience juive.

Cole, cependant, met l’accent sur l’usage qui est fait des expositions et des monuments commémoratifs dans la lutte contre la négation de l’Holocauste. « *Les musées comme l’Holocaust Memorial Museum aux Etats-Unis, ou des films comme La Liste de Schindler ont pour objectif délibéré non pas uniquement d’enseigner au grand public les leçons du passé, mais aussi de réfuter les déclarations des négationnistes.* »

C’est là une erreur à ses yeux, car « *cela aboutit à s’opposer à la mise en question de la réalité de l’“Holocauste” en offrant à la place une représentation qui ne fait que brouiller la distinction cruciale entre réalité et représentation.* » Pis, cela va à l’encontre du but recherché : « *Ce n’est que lorsqu’il apparaît comme un objet de culte qu’un événement est jugé digne d’être nié.* » La « mémorialisation » provoque le rejet.

Le choc en retour dans les milieux intellectuels a été plus important et plus problématique aux Etats-Unis. Le mois prochain sortira en Grande-Bretagne l’ouvrage du très respecté historien américain Peter Novick, *L’Holocauste dans la vie américaine*, où l’auteur affirme que c’est « *une initiative juive qui mit l’Holocauste à l’ordre du jour au Etats-Unis* ». L’histoire des martyrs juifs a été utilisée, dit-il, par les dirigeants juifs américains à partir des années 70 afin d’unir une communauté composite et d’empêcher l’assimilation. C’était aussi une façon commode de régler son compte à l’antisémitisme et de justifier le soutien américain à Israël.

Novick a découvert de nom-

au cours du procès, est démontrée la collusion entre l’extrême droite fasciste et ce que l’on appelle les services « *fourvoyés* » de l’Etat (pas si « *fourvoyés* » que cela, à bien y regarder, puisqu’ils sont parvenus à leurs fins) ; si un commissaire qui, tout en s’occupant des anarchistes et en recevant les insultes grossières et stupides de l’extrême gauche italienne, s’occupe aussi d’enquêter sur le trafic d’armes de l’extrême droite, est assassiné par des inconnus, que doit-on en déduire ?

Le livre d’un historien qui est aujourd’hui traduit en plusieurs langues, et que personne n’a jamais démenti (Carlo Guinzburg, *Le Juge et l’Historien*), a amplement démontré que les condamnations de Sofri, Bompresi et Pietrostefani ne sont pas fondées sur l’examen objectif et indiscutable de preuves, mais uniquement sur la parole douteuse de Marino (comme, par ailleurs, l’avait déclaré la Cour de cassation). Il s’agit donc d’un procès « autre » où, plus que les preuves objectives, semblent compter les orientations idéologiques, les spéculations beaucoup plus subjectives sur l’esprit humain et ses éventuels « péchés ».

De ces « péchés », Sofri est le bouc émissaire idéal, parce qu’il est un intellectuel critique qui n’a cessé de déranger au cours des dernières années. En un moment que, par bien des aspects, je crois grave pour la liberté de pensée et pour la civilisation européenne, l’Europe, qui n’est encore unie que par la seule monnaie, n’apparaît certes pas comme la meilleure des démocraties possibles. Je suis néanmoins convaincu que nos problèmes doivent être débattus par toute l’Europe. Même si les résultats d’un tel débat ne sont pas vraiment garantis.

**Antonio Tabucchi** est écrivain. Il s’exprime ici au nom du *Parlement international des écrivains*. © *La Repubblica* » (traduit de l’italien par François Maspéro).

breuses déclarations politiques faites par des dirigeants du Comité juif américain, du Congrès juif américain et de la Ligue contre la diffamation qui appuient sa thèse. Il s’est placé sur un terrain plus abstrait lorsqu’il a expliqué la réceptivité de la société américaine aux malheurs des juifs d’Europe, bien que ce soit là la partie la plus intéressante de sa démonstration. Les années 60 ont marqué le fin du melting-pot, symbole de la société américaine, et la naissance de la « *nouvelle ethnicité* ». Il était désormais bien vu d’avoir des origines étrangères. Ce « *particularisme* » a permis aux juifs américains, et notamment aux survivants de l’Holocauste, de raconter pour la première fois leur histoire. Ce qu’ils avaient vécu correspondait, en outre, à l’image que l’Américain voulait donner d’elle : un sanctuaire des victimes de l’His-

### Certains se demandent

### si la « mémorialisation » de l’Holocauste, de même que son étude dans les écoles et les universités, n’est pas aujourd’hui utilisée à tort, ou simplement en train de déraper

toire. Le statut de victime s’est révélé extrêmement profitable aux juifs américains désireux de défendre leurs privilèges face à d’autres groupes ethniques, les Afro-Américains en particulier, sans apparaître trop puissants ou avides.

Les Américains ont accepté la priorité accordée à l’Holocauste, parce que cela leur donnait bonne conscience : ils se tenaient coude à coude avec ceux qui, au XX<sup>e</sup> siècle, avaient souffert le pire. Se souvenir du génocide dans un « bel élan vertueux » permettait, en réalité, de ne rien faire d’autre à son sujet.

Ces arguments sont repris sous une forme plus sommaire par Norman Finkelstein dans son ouvrage à paraître, *L’Industrie de l’Holo-*

# Strasbourg, capitale de la technologie sécuritaire ?

par **Philippe Breton** et **Luc Gwiazdzinski**

PLUSIEURS centaines de milliers de visiteurs ont pu apprécier, en décembre dernier, Strasbourg et son désormais fameux « marché de Noël ». Strasbourg, capitale de l’Europe, de Noël, mais aussi des voitures incendiées, selon une tradition qui tend à s’enraciner dans ses banlieues. Derrière la façade touristique, la réalité sociale est celle d’une ville bourgeoise, où les inégalités sont plus criantes et plus génératrices de frustrations qu’ailleurs.

La municipalité est confrontée à l’insécurité, notamment dans les transports, dernier et souvent unique service public auquel les exclus ont recours. En rupture avec toute la tradition démocratique affichée par le Parti socialiste, le maire, Roland Ries, vient de faire voter un crédit de 12 millions de francs pour installer des caméras de vidéosurveillance partout dans les transports en commun (bus, trams et stations).

Cette réalisation est annoncée comme une première étape de la généralisation des caméras dans l’espace public strasbourgeois, y compris dans les établissements scolaires, au sujet desquels, selon le maire, « *des études sont en cours* ». La seule réaction de l’opposition municipale a été, outre de voter le projet, de se plaindre que ce soit la gauche qui l’ait réalisé, lui coupant ainsi l’herbe sous les pieds.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Qui aurait pu croire il y a quelques mois encore que la capitale européenne qui abrite le Palais des droits de l’homme deviendrait un jour le symbole d’une société sous contrôle ?

C’est inquiétant pour l’Europe, qui se construit aussi dans les enceintes strasbourgeoises. Bien que le combat pour les libertés et contre la vidéosurveillance ne soit guère à la mode en ce moment, il est essentiel de rappeler que la transformation de l’espace public en un lieu constamment sous le regard des forces de sécurité constitue une atteinte grave aux libertés les plus élémentaires. Comment peut-on mettre ainsi en

balance les valeurs supérieures qui fondent la démocratie et l’efficacité, par ailleurs douteuse, de techniques dont l’effet liberticide est par contre certain ? N’assistons-nous pas là à une dérive de la ville « à l’américaine »? Ceux qui regardent, horrifiés et critiques, les « villes privées » qui naissent outre-Atlantique, où les classes privilégiées ont choisi un développement séparé d’avec les classes défavorisées, doivent savoir que c’est bien la vidéosurveillance, et demain ses prolongements sur Internet, qui est l’outil de ce véritable *apartheid* social. Ces instruments commencent, depuis quelques années, à faire partie de l’environnement quotidien des Strasbourgeois.

### La transformation de l’espace public en un lieu constamment sous le regard des forces de sécurité constitue une atteinte grave aux libertés les plus élémentaires

Les caméras ont d’abord envahi les espaces privatifs (grandes surfaces et galeries marchandes) avant de s’installer aux carrefours ou dans certains tunnels pour surveiller la circulation. Dans un tel climat, où l’insécurité réelle se transforme en rumeurs et en fantasmes, certains passages et de nombreux porches ont été fermés par des grilles. Après 20 heures, de nombreuses maisons sont transformées en forteresses. Grilles, systèmes d’alarmes, digicodes, chiens de garde veillent sur les nuits de la cité de la peur.

La généralisation des bancs « anti-clochards » et des arrêtés

Auschwitz. Selon Irving, « *depuis 1949, l’Etat d’Israël a reçu spontanément de l’Allemagne de l’Ouest plus de 90 milliards de deutschemarks de réparations, en raison essentielle-ment des “chambres à gaz” d’Auschwitz* », dont il a déclaré qu’elles étaient un « *mythe* ».

Il y a, bien entendu, un monde entre ces déclarations et le malaise ressenti de nombreux côtés concernant la place prise par l’Holocauste dans la société, la culture et la politique aujourd’hui. Mais dans leur recherche des origines de l’« industrie » qui lui est liée, ses opposants tombent dans le piège qui consiste à prêter trop d’influence et de pouvoir aux juifs, tandis que les mobiles qu’ils trouvent aux organisations juives sont simplistes et pernicieux.

L’Holocauste fascine, à l’heure qu’il est, non pas seulement parce qu’il constitue un chapitre saisissant de l’Histoire, mais parce qu’il présente une stupéfiante actualité. Dans une Europe qui a récemment connu le « *nettoyage ethnique* », le passé est devenu le présent. Les événements du Rwanda l’ont montré, le génocide n’est pas un simple sujet de recherche universitaire. La violation quotidienne des droits de l’homme et le traitement à courte vue du problème des réfugiés évoquent inévitablement ce que fut le passé ; ils exigent que ce passé soit analysé et, toutes proportions gardées concernant l’ampleur et la nature des faits, qu’il soit appelé à la mémoire en avertissement.

Car il est trop facile de rejeter la référence à l’Holocauste comme un moyen commode de distinguer le bien du mal. Les questions qu’il soulève : racisme, eugénisme et politiques biologiques, sont précisément celles auxquelles nous sommes à l’heure actuelle confrontés.

Sur le marché mondial des valeurs morales, l’Holocauste semble fournir un exemple du mal devenu réalité sur lequel tout le monde peut s’accorder. La mondialisation de l’information en a fait un sujet omniprésent, mais qui

municipaux de plus en plus sévères semblent contredire l’idée même de la ville comme lieu d’échange. La déréglementation généralisée de l’économie, le recul de la sphère non marchande, l’apparition d’une agora virtuelle ont déjà suffisamment fragilisé le lien social.

La fragmentation de l’espace urbain en zones fonctionnelles et la ségrégation des flux de déplacement ont déjà réduit les zones de contact entre les personnes. Les cartes à puces et autres téléphones portables produisent déjà suffisamment de traces quotidiennes de nos itinéraires pour que l’on n’y ajoute pas encore l’œil électronique des caméras.

L’ouverture des « cybercentres » dans les banlieues résonne, dans un tel contexte, comme un appel à plus de ségrégation : que les jeunes de banlieues seraient bien aimables s’ils restaient désormais chez eux, dans leur quartier, à communiquer avec le monde entier sans déranger personne ! La vidéosurveillance et ses prolongements sur Internet apportent la pire réponse qui soit à la question du vivre ensemble. Ils constituent, avec le développement programmé du commerce électronique, qui désertifiera les centres urbains, une menace sur la ville, sur sa capacité à créer du lien social.

Nous ne souhaitons pas que Strasbourg soit l’avant-garde de cette évolution et reste dans la mémoire collective la ville qui a basculé dans la technologie sécuritaire. Dans quelle ville, dans quelle société souhaitons-nous vivre ? Une société de cohabitation et de lien social ou une société de ségrégation et d’isolement ? Souhaitons-nous l’intégration sociale ou la dérive sécuritaire ? Les réponses aux vraies questions de sécurité doivent-elles être données dans un cadre humain ou dans celui de la technologie ?

**Philippe Breton** est sociologue (CNRS, université Marc-Bloch de Strasbourg).

**Luc Gwiazdzinski** est géographe (université Louis-Pasteur de Strasbourg).

ne rallie pas tous les suffrages. Le combat mené pour obtenir des compensations à la servitude et au travail forcé durant la période nazie n’aurait pas trouvé les appuis qu’il a trouvés sans, en partie du moins, la tendance actuelle à considérer que les sociétés multinationales doivent répondre de la façon dont elles traitent leurs employés. Les normes éthiques qui sont la règle dans les grandes entreprises ont conduit à une même exigence en ce qui concerne le monde des affaires sous le III<sup>e</sup> Reich. Un tel souci existait à peine il y a quelques années.

Surtout, l’intolérance à la mémorialisation de l’Holocauste repose sur un ressentiment permanent, persistant, vis-à-vis de la différence juive. Derrière la critique de « *particularisme* » émise par Peter Novick se cache une volonté d’assimilation. Elle est on ne peut plus explicite dans l’antisionisme de Finkelstein. Les opposants anglais à la «  *journée de l’Holocauste* », qui réclament à la place une «  *journée du génocide* », semblent ne pas pouvoir, ou ne pas vouloir, comprendre la spécificité du sort des juifs au XX<sup>e</sup> siècle et le droit d’un peuple à évoquer sa souffrance après des décennies au cours desquelles elle est restée quasiment ignorée du monde.

Les juifs vivent encore dans la douleur de ce silence. Ils ne l’ont ni voulu ni choisi. Les manières de commémorer l’Holocauste capables d’annuler cette loi du silence sont un sujet de débat légitime, mais il y a danger d’une coalition fortuite entre celui qui se considère comme la victime de « *menées secrètes internationales* » et les opposants à l’« *industrie de l’Holocauste* » qui voient dans ce processus une manipulation au profit d’un groupe d’intérêts lié à un peuple et de l’Etat d’Israël.

**David Cesarani**

© David Cesarani (texte publié dans « *The Guardian* ») Traduit de l’anglais par Sylvette Gleize.



# L'affaire Elian, paravent de la répression à Cuba

**POUR** le gouvernement cubain et son *Lider Maximo*, l'année 1999 a été celle de tous les échecs diplomatiques. Mais La Havane a trouvé, selon de nombreux observateurs, une miraculeuse opportunité de revanche avec l'affaire Elian Gonzalez, cet enfant cubain naufragé, sauvé de la noyade sur les côtes de Floride, que l'opposition anticas-triste de Miami ne veut pas laisser regagner son île natale. A Cuba, les autorités ont accentué depuis deux mois la répression contre les opposants et les journalistes de la presse indépendante. Avec l'« affaire Elian », elles ont réactivé à peu de frais la fibre nationaliste et obtenu le soutien de la communauté internationale, à commencer par celui des Etats-Unis, dont les positions de l'administration en faveur d'un retour de l'enfant à Cuba sont mises en valeur par la presse officielle.

Sur le fond, il n'y a pas d'affaire Elian. L'administration Clinton a pris clairement position et ne cesse de réaffirmer qu'elle souhaite un retour rapide de l'enfant à La Havane. Et seules des péripéties propres aux Etats de droit, permettant à de simples citoyens d'exercer des recours auprès des tribunaux, retardent ce rapatriement.

Si l'acharnement des anticas-tristes de Miami est impressionnant, si leur manière d'utiliser l'enfant en le comblant de jouets, en lui offrant un chien ou encore un téléphone portable, est pour le moins ambiguë, la débauche d'énergie déployée à Cuba sur cette affaire se révèle tout aussi douteuse. Fidel Castro orchestre en personne l'opération « *de mobilisation des masses populaires* » dans la tradition des grandes « *manifestations spontanées* », organisées par les cadres du Parti et par les responsables des comités de défense de la révolution (CDR), auxiliaires de la police dans chaque quartier.

## INDIFFÉRENCE TOTALE

Sur le plan intérieur, la conséquence de ces huit semaines de crise, survenue quelques jours après le sommet ibéro-américain organisé à La Havane à la mi-novembre, a été un accroissement de la répression dans une indifférence totale, selon les organisations de défense des droits de l'homme.

Au total, 344 Cubains sont actuellement emprisonnés pour des motifs politiques, soit 20 de plus qu'il y a six mois, selon un rapport de la dissidence cubaine rendu public mardi 11 janvier. « *La situation des droits civiques et politiques à Cuba s'est aggravée en 1999, comparée à l'année précédente* », relève dans un rapport la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale (CCDHRN), dirigée par Eli-

zardo Sanchez. « *Sur les 262 dissidents arrêtés en novembre et décembre, 17 ont passé les fêtes de fin d'année en détention et 10 sont actuellement emprisonnés* », ajoute la CCDHRN. « *Deux cents autres ont été assignés à résidence et empêchés de se rendre à La Havane pour éviter leur participation aux activités de l'opposition* », précise le rapport.

Raul Rivero, le président de l'agence Cubapress, a indiqué que 20 journalistes indépendants ont été arrêtés et de nombreux autres ont fait l'objet de mesures d'intimidations. Selon M. Rivero, Fidel Castro, avec l'affaire Elian, « *a créé un sentiment nationaliste dans la majorité de la population cubaine, même chez ceux qui n'approuvent pas le gouvernement* ».

## ESPOIRS DÉÇUS

Avant le déclenchement de l'affaire Elian, le 25 novembre, le renforcement de la répression à Cuba aurait provoqué une réaction internationale, comme ce fut le cas en février 1999 lors de l'adoption par les autorités cubaines de lois répressives et, en mars, avec les condamnations à de lourdes peines de prison de quatre figures emblématiques de la dissidence. Mais la vague d'arrestations des deux derniers mois est passée inaperçue parce que le gouvernement cubain l'a effectuée en parallèle à la mobilisation provoquée sur l'affaire Elian.

Cuba a été condamné le 23 avril dernier, à Genève, par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. En juin dernier, les Quinze de l'Union européenne ont reconduit leur position commune, adoptée en 1997, qui lie le développement de la coopération avec Cuba à des progrès substantiels en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme. Et à la fin de ce même mois, lors de la conférence de Rio, qui réunissait les pays d'Amérique latine, des Caraïbes et l'Union européenne, les demandes de Cuba d'une condamnation des Etats-Unis n'ont pas été retenues, en raison de l'absence de réformes significatives dans le pays.

Il y a eu un affrontement avec le Canada avant et après les Jeux panaméricains de Winnipeg, fin juillet, qui n'a fait que confirmer la détérioration des relations que l'île caraïbe entretient avec un pays qui est son premier partenaire commercial. Ottawa a gelé ses relations bilatérales avec La Havane après l'adoption des lois répressives de février et les condamnations du mois de mars.

Mais le pire, pour Cuba, a été l'humiliation subie pendant le sommet ibéro-américain, dont l'organisation à La Havane devait consacrer le retour de l'île au sein du continent et marquer symboliquement l'échec de la politique

d'isolement suivie par Washington. Ce sommet a été, à bien des égards, celui de la dissidence, dont les dirigeants modérés, comme Eli-zardo Sanchez, ont été légitimés par les représentants de nombreux pays, le symbole le plus éclatant de cette reconnaissance étant la rencontre des dissidents avec le responsable de la diplomatie mexicaine, Rosario Green.

Ce renforcement de l'opposition, après le sommet de La Havane, n'a pas résisté à la pression des autorités. L'affaire Elian a don-

né à Fidel Castro l'opportunité de reprendre en quelques semaines ce qu'il avait perdu en quelques jours.

Ce constat ne fait que renforcer la désillusion qui avait suivi la visite du pape Jean Paul II dans l'île communiste en janvier 1998. Les espoirs d'une évolution de la société cubaine vers plus de démocratie avaient été déçus ; ils ne sont plus aujourd'hui à l'ordre du jour des chancelleries.

Alain Abellard

## Les gens, par Kerleroux



# Croatie : les batailles de l'après-Tudjman

« **LA CROATIE** vient d'écrire un nouveau chapitre démocratique. » Ces mots de Stipe Mesić sont plus qu'une formule convenue, lâchée dans l'euphorie de son incontestable victoire au premier tour de l'élection présidentielle du 24 janvier. En deux scrutins, celui de lundi après les législatives du 3 janvier, les Croates viennent de tourner la page du « tudjmanisme », ce mélange d'autoritarisme nationaliste et d'affairisme qui a isolé le pays et l'a conduit au bord de la faillite économique.

La décision est sans appel : après l'Assemblée et le gouvernement, l'ancienne opposition démocratique et plurielle héritera de la présidence, quelle que soit l'issue, le 7 février, du *round final* entre Drazen Budisa et Stipe Mesić.

L'un des motifs de satisfaction est la sérénité dans laquelle ce tremblement de terre politique se déroule. Bon perdant, Mate Granic, le candidat vaincu du HDZ (la Communauté démocratique croate, créée par Franjo Tudjman, au pouvoir depuis neuf ans), a reconnu sa défaite. Favori des sondages il y a quelques semaines encore, présenté par une partie de la presse comme « *le candidat des Américains* », l'ancien ministre des affaires étrangères, Mate Granic, a félicité les deux « finalistes ».

Certes, les caciques du HDZ ont sorti les couteaux. Mais c'est pour régler leurs propres comptes. « *Au cours de ces trois dernières années, durant la maladie du président Tudjman, des choses sont allées dans la mauvaise direction. Le gouverne-*

*ment n'a pas réagi aux affaires qui ont éclaté* », a expliqué Mate Granic. Son avenir au sein du HDZ n'est pas garanti. « *Je m'imagine dans ce parti seulement auprès de gens modernes, européens, sans compromis avec les radicaux* », a-t-il déclaré.

Cette bataille, qui n'est pas gagnée, ne déborde pas du HDZ. Le futur premier ministre, le social-démocrate Ivica Racan, a ainsi rencontré plusieurs fois son prédécesseur HDZ, Zlatko Matesa, pour organiser la transmission des dossiers.

Magnanimes, les nouveaux maîtres du jeu peuvent même promettre qu'il n'y aura pas de ces « chasses aux sorcières » dont ils ont eu à souffrir par le passé. Des certes rouleront pourtant. Celles de certains « hommes d'affaires », prévaricateurs, enrichis en une nuit grâce au clientélisme de Franjo Tudjman. On leur promet d'avoir à rendre des comptes à la justice. Le nouveau pouvoir aura soin de marquer symboliquement le changement en faisant des exemples. Mais il n'est pas pour autant question de « *terreur* » généralisée.

Les électeurs ont exprimé leur volonté de changer d'air et de style, d'oublier Franjo Tudjman. Et Stipe Mesić, maître dans l'art de sentir d'où souffle le vent, a exploité ce sentiment. A moins d'un retournement massif de l'opinion entre les deux tours, 14 points le séparent de Drazen Budisa : il a toutes les chances de succéder au « *père de l'indépendance* », son ancien compagnon de lutte, devenu l'un

de ses plus farouches adversaires. « *Les électeurs m'ont entendu et ont reconnu les raisons pour lesquelles j'avais quitté la politique : la partition en Bosnie, la politique d'isolement [du HDZ], le système présidentiel et les privatisations [fraudeuses] qui ont conduit à la catastrophe* », a lancé Stipe Mesić à ses partisans. Ce jour-là, les voix du HDZ comptent pour départager les deux candidats encore en lice.

## ATTAKES SOURNOISES

L'ascension fulgurante de Stipe Mesić a enterré les espoirs du HDZ. Elle embarrasse également son propre camp car elle ne figurait pas dans le scénario écrit, après les législatives, par les sociaux-démocrates (SDP) et les sociaux-libéraux (HSL), les deux « moteurs » de la victoire de janvier. En attendant, l'heure est à la mobilisation. Dès l'annonce des résultats, Ivica Racan, prochain chef du gouvernement, a renouvelé son soutien à son partenaire de coalition, Drazen Budisa. Celui-ci croit encore en ses chances. « *Il faut que les électeurs réfléchissent* », a-t-il dit, en précisant qu'il n'était pas question d'adapter son programme entre les deux tours ni de changer son image d'homme rigide et coincé.

Mais son discours pourrait se muscler. Depuis plusieurs jours déjà, son entourage distille quelques poisons. Les attaques les plus sournoises pourraient bien porter sur le financement de la campagne. Le HSL et une partie de la presse s'interrogent sur les mystérieux parrains de Stipe Mesić, vice-pré-

sident d'un parti minuscule (le HNS), qui ont pu payer la débauche d'affiches et d'achats d'espaces publicitaires dans tous les médias du pays.

Sur le fond, les programmes de Mesić et Budisa ne sont guère différents. Leurs partis sont liés par un contrat de gouvernement établi le 17 janvier. Et tous ont évalué le chemin parcouru depuis la mort, le 10 décembre 1999, de Franjo Tudjman, qui avait transformé le Parlement en chambre d'enregistrement de ses propres décisions et de celles de son armée de conseillers qui court-circuitaient le gouvernement. Les principaux candidats, y compris celui du HDZ de Franjo Tudjman, ont d'ailleurs promis de déplacer le centre de gravité du pouvoir du palais présidentiel au Parlement. Ce que Stipe Mesić résume avec son sens de la formule habituel : « *Si j'entre au palais présidentiel, je ne garderai que le cuisinier !* »

Christophe Châtelot

## PRÉCISION

### LOTTA CONTINUA

Dans l'éditorial consacré à la nouvelle incarcération de l'ancien militant d'extrême gauche italien Adriano Sofri (*Le Monde* du 26 janvier), une coupe malencontreuse a gravement altéré le sens de la conclusion. Il fallait lire : « *Lotta continua a été un mouvement radicalement critique mais n'a pas été un acteur sanglant des "années de plomb"* ».

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télfax : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

# Pour une Autriche européenne

**L'**AUTRICHE s'apprête à jouer une triste première dans l'Union européenne : la participation au gouvernement d'un parti populiste et xénophobe dont il n'y a pas si longtemps le chef faisait l'éloge de la « politique de l'emploi » menée sous le Reich hitlérien. Les Autrichiens, y compris beaucoup de citoyens au-dessus de tout soupçon, auront beau expliquer que les temps ont changé, que Jörg Haider, le chef du parti, appelé « *libéral* » sans doute par antiphrase, est revenu sur ses déclarations les plus scandaleuses, qu'à cinquante ans, il s'est assagi et n'a rien à voir avec un Le Pen, bref, que ce n'est pas l'extrême droite qui arrive au pouvoir à Vienne, le mal est fait. Et l'on ne se rassurera pas, bien au contraire, en constatant que les libéraux sont devenus aux dernières élections le deuxième parti d'Autriche derrière les sociaux-démocrates, en flattant les sentiments les plus primitifs d'une population qui jouit pourtant d'un des niveaux de vie les plus élevés d'Europe, mais qui ne supporte plus le trop long partage du pouvoir et de ses prébendes entre les socialistes et les conservateurs.

Les réactions des hommes d'Etat réunis à Stockholm pour la conférence sur la Shoah montrent que l'Autriche se prépare à des lendemains difficiles. Lionel Jospin a exprimé sa « *préoccupation* » ; son collègue suédois a souligné que le programme de Haider était contraire aux valeurs de l'Union européenne ; l'italien Massimo D'Alema a parlé d'un « *affront mo-*

*ral* » ; Israël a menacé de rappeler son ambassadeur à Vienne si Jörg Haider fait son entrée au gouvernement. On songe à l'affaire Waldheim. Dans les années 80 déjà, l'Autriche avait vécu comme un traumatisme l'ostracisme dont son président, Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU, avait été l'objet à l'étranger (sauf dans quelques pays arabes) à la suite des révélations sur son passé d'officier de la Wehrmacht. L'actuel président de la République autrichienne, Thomas Klestil, très conscient de ce danger, a tout essayé pour empêcher l'entrée du Parti libéral dans une coalition gouvernementale. En provoquant de nouvelles élections, il peut encore refuser l'alliance des libéraux et des conservateurs de Wolfgang Schüssel, trop content de pouvoir devenir chancelier pour comprendre qu'il joue les apprentis sorciers.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Tout laisse à penser que Jörg Haider sortirait encore renforcé d'un scrutin anticipé. A moins que les Autrichiens se ressaisissent. Qu'ils comprennent que l'appartenance à l'Union européenne, qu'ils ont rejointe après, il est vrai, bien des hésitations, signifie aussi une rupture radicale avec les tentations du passé, qu'elle est incompatible avec la haine de l'autre et des mesures discriminatoires envers les étrangers. Les progrès de l'intégration européenne ont fait disparaître les frontières entre la politique extérieure et les affaires intérieures. Ce qui se passe en Autriche concerne tous les Européens. Il est temps de la faire savoir haut et fort.

<b>Le Monde</b> est édité par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz ( <i>Editoriaux et analyses</i> ) ; Laurent Greilsamer ( <i>Suppléments et cahiers spéciaux</i> ) ; Michel Kajman ( <i>Débats</i> ) ; Eric Fottorino ( <i>Enquêtes</i> ) ;
Eric Le Boucher ( <i>International</i> ) ; Patrick Jarreau ( <i>France</i> ) ; Franck Nouchi ( <i>Société</i> ) ; Claire Blandin ( <i>Entreprises</i> ) ; Jacques Buob ( <i>Aujourd'hui</i> ) ; Josyane Savigneau ( <i>Culture</i> ) ; Christian Massol ( <i>Secrétariat de rédaction</i> )
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Nernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
<b>Le Monde</b> est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Défense atlantique

**LES ACCORDS** bilatéraux concernant l'aide militaire entre les Etats-Unis et les pays participant au pacte atlantique seront signés aujourd'hui à Washington. Il s'agissait de concilier la nécessité d'un certain contrôle des Etats-Unis sur l'emploi de l'aide qu'ils fournissent avec la souveraineté et les besoins particuliers des Etats secourus.

Le pacte atlantique est limité à la défense de certaines régions, et des pays comme la Grande-Bretagne et la France (de même la Belgique et les Pays-Bas), dont les territoires d'outre-mer sont parfois en dehors des limites ainsi fixées, peuvent se voir dans l'obligation d'employer leurs forces militaires sur ces territoires. Où et comment peuvent-ils utiliser le matériel militaire fourni par l'Amérique ?

Cette question semble résolue d'une façon assez libérale. Le ma-

tériel américain ne pourra être transféré qu'après demande préalable, mais les pays européens peuvent transférer où bon leur semble le matériel équivalent fabriqué chez eux.

Toutefois de telles distinctions ne pourront-elles être jugées un peu sophistiquées ? D'une part, il n'est pas douteux que tout matériel, quelle que soit son origine, transféré en dehors de la zone atlantique affaiblit la défense de cette zone. D'autre part, il est possible que la lutte commune exige ce transfert.

Dans l'état actuel du monde, il paraît peu probable qu'un conflit entre grandes puissances soit circonscrit à la zone atlantique ; et de ce point de vue, on se demandera si le pacte, à peine vieux d'un an, n'est pas déjà périmé ou du moins incomplet.

(28 janvier 1950.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

**MONDIALISATION** Cinquante jours après sa nomination à la tête de Coca-Cola, Doug Daft frappe un grand coup afin de redresser l'image auprès de ses actionnaires du numéro un

mondial des « *soft drinks* » (boissons non alcoolisées). ● LE VOLET le plus spectaculaire de cette restructuration est la suppression, à parts égales aux États-Unis et à l'étranger, de quelque

6 000 emplois, soit 21 % des effectifs mondiaux du groupe (29 000 personnes). ● AU SIÈGE de la société à Atlanta, ce sont 2 500 emplois, soit 40 % des salariés, qui doivent dispa-

raître. ● CETTE RESTRUCTURATION va au-delà de la simple réduction des coûts qu'entraîneront les licenciements. Elle s'accompagne d'une réévaluation générale de la stratégie, des

objectifs de croissance et du marketing. ● WALL STREET n'a pas semblé rassuré par cette annonce surprise. L'action Coca-Cola a perdu 2,8 % mercredi 26 janvier.

## Coca-Cola « dégraisse » pour retrouver la confiance de ses actionnaires

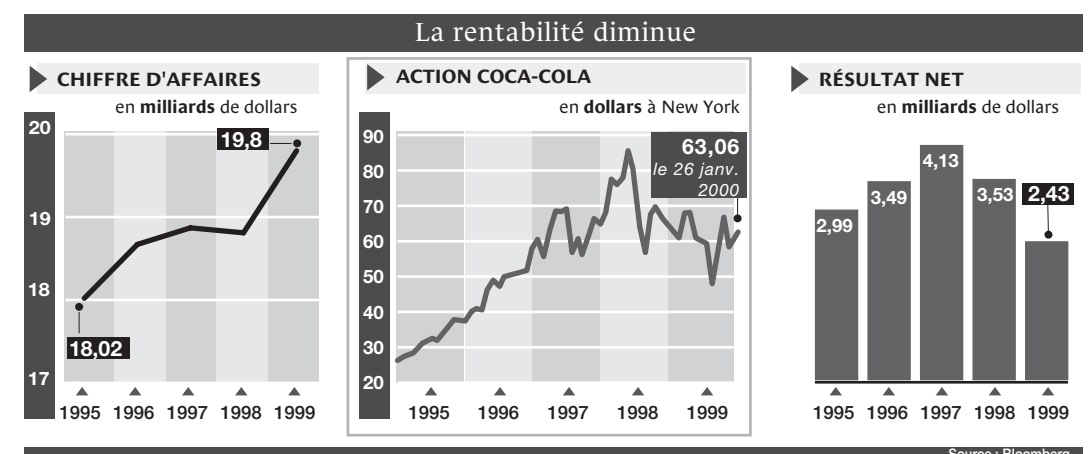
Archétype de la marque mondiale, le numéro un des boissons non alcoolisées doit faire face à une relative stagnation de ses ventes. Cinquante jours après sa nomination, le nouveau patron, Doug Daft, frappe un grand coup en supprimant 6 000 emplois, soit 20 % des effectifs

### NEW YORK

de notre correspondante

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Doug Daft ne perd pas de temps. Cinquante jours après sa nomination à la tête de Coca-Cola, à la suite de Doug Ivester dont le règne de deux ans et demi a été marqué par une succession d'échecs, le nouveau PDG a confirmé mercredi 26 janvier qu'un plan de restructuration majeure était en cours pour redonner tout son lustre au géant de la boisson gazeuse. Il s'agit au plus vite de rassurer les actionnaires et Wall Street, déçus par la croissance ralentie du groupe.

Le volet le plus spectaculaire de cette restructuration, la suppression à parts égales aux États-Unis et à l'étranger de quelque 6 000 emplois, soit 21 % des effectifs mondiaux de Coca-Cola (29 000 personnes), a fait l'effet d'une bombe tant à Wall Street qu'à Atlanta, siège de la société. Les licenciements n'étaient pas une surprise - ils étaient même attendus -, mais c'est l'ampleur du dégraissage qui a étonné : dans un rapport très remarqué, l'un des analystes les plus respectés de l'industrie des boissons non alcoolisées, Bill Pecoriello, de Sanford Bernstein, avait en effet prédit il y a une semaine 2 000 suppressions d'emplois, dont 600 à Atlanta. C'est finalement trois fois plus de licenciements qui ont été annoncés mercredi, et le personnel du siège est très durement frappé : à Atlanta, ce sont carrément 2 500 emplois, soit 40 % des effectifs au siège social, qui doivent être éliminés. Selon un communiqué de la société, Coca-Cola prélèvera une charge de 800 millions de dollars (5,2 milliards de francs) en 2000 et escompte que les réductions d'ef-



fectifs lui permettront d'économiser 300 millions de dollars par an. Wall Street, qui pourtant a pour habitude de saluer les annonces de dégraissage par une réévaluation immédiate du titre de l'entreprise concernée, n'a pas paru enthousiasmée mercredi par celle de Coca-Cola, dont l'action a perdu 2,8 %.

### « LE MONDE A CHANGÉ »

C'est le plus gros dégraissage de l'histoire de Coca-Cola qui, à vrai dire, n'en avait pas connu de massifs ; le dernier remonte à 1988, lorsque 200 emplois avaient été supprimés. A l'époque où l'industrie américaine dégraissait à tour de bras, lorsque, au début des années 90, le patronat américain éliminait cinq millions d'emplois pour transformer les entreprises et maintenir leur compétitivité, bref lorsque « *downsizing* » était le maître mot, Coca-Cola, elle, misait sur d'ambitieux objectifs de croissance et recrutait activement.

« *Le monde dans lequel nous opérons a changé de façon specta-*

*culaire et nous-mêmes devons changer pour réussir*, a expliqué mercredi Doug Daft dans un communiqué. *Cette réorganisation permettra à la compagnie de mieux répondre à l'évolution des besoins de ses clients et des consommateurs au niveau local.* Car la restructuration à laquelle préside le nouveau patron de Coca-Cola va bien au-delà de la simple réduction des coûts qu'entraîneront les licenciements : pour Bill Pecoriello, « *elle traduit un changement fondamental dans la façon de penser de la société et signifie que l'époque du statu quo est révolue* ». Lancée déjà sous le règne de Doug Ivester il y a six mois, une réévaluation générale de la stratégie, des objectifs de croissance et du marketing de Coca-Cola a récemment abouti à une série de mesures dont la suppression d'emplois est, selon l'expression de M. Daft, « *le point culminant* ».

Une autre mesure, selon plusieurs analystes, porte sur une révision des objectifs de croissance à la baisse. Coca-Cola est une entreprise dont le nom est traditionnel-

lement associé à une forte croissance et où l'augmentation des parts de marché tournait pratiquement à l'obsession. Ses objectifs actuels de croissance annuelle sont de 7 à 8 % en volume et de 15 à 20 % en bénéfices par action ; selon Andrew Conway, qui observe l'entreprise pour Morgan Stanley Dean Witter et commentait l'affaire mercredi sur CNBC, 12 à 14 %

### La maison mère fabrique seulement le concentré secret

Il y a plusieurs Coca-Cola. Celui qui licencie aujourd'hui est la maison-mère, The Coca-Cola Company (TCCC), créée en 1892. Elle fabrique le concentré secret à partir duquel sera élaboré le Coke, et elle développe la marque Coca-Cola, son principal actif, évalué en 1998 à 84 milliards de dollars (550 milliards de francs). L'embouteillage et la distribution des boissons sont assurés par de nombreuses entreprises de par le monde, plus ou moins liées capitalistiquement à Coca-Cola, dont certaines portent le nom.

Depuis 1986, TCCC a entrepris de concentrer ses embouteilleurs pour optimiser la logistique dans près de 200 pays. Parmi cette douzaine d'« *anchor bottlers* », le plus important est Coca-Cola Enterprises, qui couvre la quasi-totalité de l'Amérique du Nord et contrôle notamment l'embouteilleur français, Coca-Cola Entreprise SA. Celui-ci emploie ainsi 2 200 personnes alors que la filiale de la Compagnie, Coca-Cola Services France n'a que 85 salariés.

paraissent plus réalistes et tous ces chiffres devraient être ajustés dans les mois qui viennent. M. Daft a reconnu mercredi devant des analystes que les projections actuelles de croissance étaient « *un petit peu élevées* ». Si les objectifs de croissance sont révisés à la baisse, il est logique que Coca-Cola n'ait plus besoin d'effectifs aussi importants pour les réaliser. C'est, estime Bill Pecoriello, « *la fin de la croissance à tout prix* », et un calcul qui, en consacrant moins de ressources à de nouvelles usines ou à de nouveaux équipements, permettra un meilleur retour sur investissement.

### PRIORITÉ AU MARKETING

L'autre axe essentiel de ce tournant stratégique est celui de la décentralisation du processus de décision et des opérations dans une entreprise qui se veut mondiale. Il y a deux semaines, Doug Daft a fait savoir aux responsables des secteurs Asie et Europe qu'ils devraient quitter Atlanta et s'installer dans leurs régions respectives ; parallèlement en matière de marketing, les goûts locaux et les

marques locales devront davantage être pris en compte. M. Daft, cinquante-six ans, est lui-même un homme de terrain plutôt que d'Atlanta : d'origine australienne, il était le président du groupe Coca-Cola pour l'Asie jusqu'à ce qu'on lui demande de succéder à Doug Ivester. Il vient d'ailleurs de nommer comme responsable du marketing pour le groupe l'ex-numéro deux de Coca-Cola au Japon, Stephen Jones.

La réduction draconienne des effectifs du siège à Atlanta montre bien que, aux yeux de Doug Daft, les priorités pour Coca-Cola doivent désormais être ailleurs : « *Nous pensons que si nous voulons grandir efficacement, nous devons concentrer nos ressources sur le marketing*, a expliqué sur la chaîne financière de CNN Jack Stahl, que Doug Daft a choisi comme prochain directeur général de Coca-Cola. *Si nous cibons notre message plus efficacement et plus localement, nous parviendrons à avoir un lien beaucoup plus fort avec les gens qui boivent nos produits.* »

Comme Disney ou McDonald's avant eux, les dirigeants de Coca-Cola semblent donc renouer à leur tour une autre leçon de la mondialisation, celle de la décentralisation et de la nécessaire adaptation aux us et coutumes locaux. Quitte à ce que cela se fasse au détriment du siège social américain : « *A Atlanta, Coca-Cola est un peu comme une famille*, expliquait mercredi sur CNN (une autre « *famille* » d'Atlanta), Frederick Allen, auteur de *Secret Formula*, un livre sur Coca-Cola. *Et aujourd'hui, les gens s'aperçoivent que cette société n'est pas seulement de chez eux, elle est aussi de Wall Street, ou du monde entier.* »

Sylvie Kauffmann

## Décentralisation, nouveaux marchés et changement de culture, les trois défis de la multinationale d'Atlanta

**DOUG DAFT**, le nouveau dirigeant de Coca-Cola, vient d'infliger à la multinationale d'Atlanta une correction historique ! Sous sa houlette, l'entreprise plus que centenaire licenciera, en l'espace d'un an, 21 %

### ANALYSE

**Intoxication, rachat d'Orangina... ces affaires ont souligné la rigidité du système Coca-Cola**

de ses effectifs. Du jamais vu. Même lors de la grande crise des années 30, la marque rouge et blanche n'avait pas autant marqué le coup. Au siège à Atlanta, le coup de pied dans la fourmière est tout un symbole : 40 % des effectifs disparaîtront dans l'année 2000. Une façon brutale, pour le numéro un mondial des boissons sans alcool, d'aborder le nouveau millénaire. Doug Daft tente, par la manière forte, de redonner du souffle à sa « *World company* ». Présente dans plus de 160 pays, l'entreprise a réussi à se développer en mettant au point, puis en reproduisant à l'infini un « *modèle* » copié par de nombreux concurrents : un produit-phare, une image puissante, une publicité omniprésente, des efforts marketing inno-

vants et sophistiqués... Un modèle dont le succès a peu à peu donné au groupe un sentiment de toute-puissance. Pour preuve, l'incroyable déclaration de Doug Ivester en 1994, alors qu'il était encore directeur financier. Devant un parterre médusé de concurrents membres de l'Association américaine des industriels du soft-drinks, il avait déclaré : « *Je veux vos consommateurs, je veux vos emplacements dans les magasins. Je veux capter toutes les opportunités, même les plus infimes, de croissance sur ce marché.* » Un discours durant lequel il avait comparé certains concurrents à des « *moutons* » ou des « *parasites* », les opposant aux cadres-« *loups* » de Coca.

L'entreprise présentait alors des taux de croissance de 10 % à 15 % par an. Doug Ivester et Roberto Goizueta, le PDG, récoltaient le fruit de la nouvelle organisation du groupe pensée en 1986, date à partir de laquelle le groupe a entrepris de mondialiser son réseau d'embouteilleurs (*lire ci-dessus*). Le vent a tourné. Depuis 1997, Coca-Cola enregistre un ralentissement de ses ventes mondiales. Le groupe a subi de plein fouet la crise asiatique et le recul des marchés d'Europe de l'Est. Un retournement de tendance qui a précipité en décembre 1999 le départ de Doug Ivester, PDG depuis deux ans et pourtant l'un des artisans de la der-

nière décennie glorieuse. Le problème du géant d'Atlanta est structurel. Comment croître alors que le groupe a déjà des positions dominantes dans une grande partie du globe avec sa boisson fétiche, le Coca-Cola ? Face à des marchés financiers habitués à une croissance régulière, Doug Ivester avait imaginé la parade : racheter des boissons différentes qui puissent élargir la gamme de l'entreprise. Le rachat mondial de Schweppes, décidé en décembre 1998, a partiellement échoué : une partie de l'Europe, le Canada, l'Australie ont résisté au géant américain en invoquant sa position dominante. Plus récemment, l'achat d'Orangina a été refusé en France par les autorités de la concurrence. Bien qu'il s'en défende, le groupe a besoin de cette croissance externe : le tiers de la progression au quatrième trimestre 1999 du chiffre d'affaires vient de l'activité Schweppes partiellement acquise.

Dans ce contexte, Doug Daft cherche des moyens pour diminuer les coûts de structure, d'où la réduction drastique annoncée. L'entreprise, centralisée à Atlanta, avait adopté un fonctionnement bureaucratique, longtemps masqué par la croissance des ventes. « *En comparant aux autres acteurs du secteur, leurs effectifs étaient pléthoriques* », explique un concurrent. La ré-

ponse est immédiate. Au-delà de cette action spectaculaire, l'entreprise affronte trois défis majeurs. Tout d'abord repenser l'organisation. Le poulx de la compagnie bat à Atlanta. Une centralisation qui lui a joué des tours lorsque l'entreprise a dû faire face, en juin 1999, à un problème d'intoxication en Belgique. Les dirigeants locaux attendaient les déclarations officielles du siège pour s'exprimer. L'entreprise est apparue lente et lointaine. Même problème de distance lors de l'acquisition d'Orangina. L'opération, éminemment délicate, a été gérée d'Atlanta sans impliquer les équipes locales, pourtant plus au fait des spécificités françaises.

### REMISE EN CAUSE

Ces affaires ont fait éclater au grand jour la rigidité du système. Suivant les exemples de Unilever et McDonald's, l'entreprise veut, sous l'impulsion de Doug Daft, devenir « *multi-locale* » pour que les dirigeants ne soient plus coupés des réalités du terrain. Doug Daft vient de mettre en place une nouvelle structure européenne pour prendre mieux en compte les attentes des consommateurs locaux. Le chantier est donc en cours.

Le deuxième grand défi est de trouver, un relais de croissance autre que la boisson

Coca-Cola. Le temps où l'entreprise comparait la consommation de cola par habitant aux États-Unis, pour se fixer des objectifs de croissance un peu partout dans le monde, semble dépassé. Toutes les études prouvent que les consommateurs demandent des boissons plus naturelles. Elles pronostiquent un engouement massif pour les boissons sans bulles. Une grande bataille future se fera sur l'eau. Coca-Cola, sous l'impulsion de M. Ivester, y est déjà présent. A charge pour M. Daft de mener à bien cette nouvelle orientation.

Enfin, Coca-Cola a grandi en se pensant maître du monde. « *Le monde est notre jardin* », ont coutume de dire les dirigeants du groupe. N'est-ce pas cette entreprise qui, en 1931, pour une campagne publicitaire, a « *reloqué* » le Santa Claus germanique pour en faire un personnage débonnaire « *jovial et rubicond* » devenu l'image-référence du Père Noël dans le monde. Son histoire et son rayonnement planétaire n'aident pas Coca-Cola à se remettre en cause. Ce formidable modèle de croissance s'est enrayé et le changement devra venir de l'intérieur. Un vrai changement de culture. Un changement humain. Ce n'est pas le moindre des défis.

Laure Belot

## Ford pourrait fermer des usines en Europe

« **NOS RÉSULTATS** en Europe sont inacceptables. » Le directeur financier de Ford, Henry Wallace, n'est pas allé par quatre chemins pour fustiger les médiocres résultats de sa filiale européenne, lors de la présentation des résultats 1999 du groupe. Le remède est à la hauteur du constat : Ford envisage de fermer des usines en Europe pour « *retrouver des résultats satisfaisants* ».

Même s'il a enregistré en 1999 des bénéfices records de 7,2 milliards de dollars, le groupe connaît des situations contrastées d'un continent à l'autre. Ainsi l'Amérique du Nord a procuré 85 % des bénéfices pour 57 % des ventes. En Europe, le bénéfice a chuté de 85 % à 28 millions de dollars. Sur le dernier trimestre,

Ford a même affiché une perte de 55 millions de dollars. La direction explique ces résultats par le coût d'un plan social et des ventes en baisse. La marque Ford détenait 10 % du marché européen en 1998, contre 9,3 % en 1999. En Allemagne, ses ventes ont reculé de plus de 12 %.

### EN POLOGNE ET AU PORTUGAL

L'état-major du groupe a souligné que l'Europe avait un problème de coûts et que certains modèles devaient être modernisés. Un premier plan de restructuration est en cours avec la fermeture prochaine de deux usines en Pologne et au Portugal. Des mesures jugées insuffisantes par la direction, qui envi-

sage aujourd'hui la fermeture d'autres sites. Le *Wall Street Journal* évoquait mercredi 26 janvier les sites de Genk, en Belgique, et de Dagenham, en Angleterre. Ford possède notamment des usines en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, France et Espagne, qui emploient au total un peu plus de 100 000 personnes.

En France, Ford fabrique des transmissions à Bordeaux. L'usine de Charleville-Mézières (Ardennes) spécialisée dans la plasturgie et les éléments thermiques est désormais dans le giron de la filiale équipementière, Visteon, qui doit être séparée du groupe en 2000.

Stéphane Lauer

## Bob Eaton quitte DaimlerChrysler

### FRANCFORT

de notre correspondant

C'est une demi-surprise : le coprésident américain de DaimlerChrysler, Bob Eaton, a annoncé, mercredi 26 janvier, son départ à la retraite. Agé de 60 ans, il quittera le groupe le 31 mars, avec un pactole de plus de 24 millions de dollars (157 millions de francs), et laissera les commandes à son homologue allemand Jürgen Schrempp. Au moment de la fusion de Daimler et de Chrysler, en novembre 1998, M. Eaton avait indiqué vouloir se retirer dans les trois prochaines années, en fonction des progrès réalisés dans l'intégration des deux entreprises. La présence de Bob Eaton, qui a re-

dressé Chrysler, dont il devint président voici sept ans, rassurait des salariés américains qui n'appréhendaient pas toujours de passer sous la coupe d'un européen.

Après son départ, DaimlerChrysler sera définitivement dominée par les managers allemands. Ils sont huit, y compris Jürgen Schrempp, parmi les treize membres du directoire, après le réaménagement survenu fin 1999 qui avait déjà vu le départ d'une autre peinture de Chrysler, Thomas Stallkamp, chargé de superviser les efforts d'intégration.

Jürgen Schrempp avait déjà pris le pas sur son homologue, comme l'illustre l'attitude des deux hommes lors de leurs apparitions

communes : Bob Eaton se lançait souvent dans des généralités sur la fusion, tandis que Jürgen Schrempp délivrait les informations financières et stratégiques. Ces derniers jours, le coprésident américain avait même commis une « *gaffe* », qui a peut-être accéléré son départ, en évoquant le recentrage de la multinationale sur le secteur automobile, avec la cession d'activités secondaires comme la construction ferroviaire (Adtranz), les services téléphoniques (Debitel), informatiques et financiers (Debis), ou la microélectronique (Temic). Des propos démentis par le siège de Stuttgart.

Philippe Ricard



# France Télécom renforce son dispositif international en rachetant Global One

Ses anciens partenaires, Sprint et Deutsche Telekom, recevront 28,5 milliards de francs

En 1996, France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain Sprint avaient créé Global One, une filiale commune spécialisée dans les services télé-

phoniques internationaux aux grandes entreprises. La mésentente des trois actionnaires entravait le fonctionnement de cette alliance. En

prenant le contrôle total de ce réseau, France Télécom récupère un actif indispensable à sa stratégie internationale.

**AU TERME** de négociations complexes, l'opérateur téléphonique français a pris le contrôle complet de Global One, une filiale commune créée en janvier 1996 par France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain Sprint. Cette alliance, destinée à satisfaire les besoins en télécommunications des grandes entreprises internationales, était devenue ingérable depuis la rupture, en avril 1999, des accords entre Deutsche Telekom et France Télécom suivie, en octobre, du rachat de Sprint par son compatriote MCI WorldCom.

MCI WorldCom étant un concurrent direct de Global One, le désengagement de Sprint était programmé. L'américain détenait 42 % du capital de Global One. Mais, parallèlement, France Télécom et Deutsche Telekom détenaient chacun 10 % du capital de Sprint. En échange de l'assurance que les deux opérateurs européens ne feraient pas obstacle à sa fusion avec MCI WorldCom, Sprint a accepté de céder sa part dans Global One au prix minimal de 1,4 milliard de dollars (dettes comprises). En revanche, Deutsche Telekom n'avait aucun intérêt à faire de cadeau à son ancien allié et désormais rival. L'opérateur allemand a donc cédé ses 29 % dans Global One au prix de 2,94 milliards de dollars (dettes comprises).

Pour France Télécom, le prix de revient total s'élève donc à 5,34 milliards de dollars comprenant les 4,34 milliards (28,5 milliards de francs) déboursés pour acheter les parts de ses anciens alliés, plus le milliard de dollars investi depuis le début de Global One. Pour Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier de France Télécom, « ce prix est très raisonnable, il valorise Global One à seulement cinq fois son chiffre d'affaires (1,1 milliard de dollars pour 1999) alors qu'un concurrent direct comme Equant, aussi gros en terme

de ventes, est valorisé en Bourse à 22 milliards de dollars ». Michel Bon, président de France Télécom, souligne que l'accord renforce la stratégie suivie, consistant à « être à la fois un opérateur centré sur l'Europe mais disposant par ailleurs d'une offre mondiale de services téléphoniques. Si nous avions perdu Global One, une grande partie de notre clientèle nationale de grandes entreprises aurait pu passer à la concurrence ».

## Cette alliance à trois était devenue ingérable depuis 1999

France Télécom a l'intention de reprendre Global One en main. Première mesure, Daniel Caclin, ancien dirigeant de Transpac, filiale de France Télécom, remplace Michel Huet à la tête de Global One. Deuxième mesure, « intégrer Global One au réseau paneuropéen de 20 000 kilomètres déployé par France Télécom. Les services internationaux de Global One pourront être proposés aux clients de nos quinze filiales en Europe », explique Jacques Champeaux, directeur général chargé de la clientèle entreprises.

Toutefois, acquérir un réseau international comme Global One sans implantation forte aux Etats-Unis, premier marché mondial des télécommunications, ni en Allemagne, premier marché européen, n'aurait aucun sens. France Télécom a donc obtenu de Sprint et Deutsche Telekom une période transitoire de deux années, durant lesquelles les clients apportés par l'américain et par l'allemand resteraient au sein de Global One. « Ces clients repré-

sentent entre 20 et 25 % du chiffre d'affaires total de Global One », précise Jacques Champeaux. Global One devra mettre à profit ces deux années de répit pour acquérir ou louer des infrastructures téléphoniques aux Etats-Unis et en Allemagne (seul pays européen où France Télécom est absent) et surtout pour renforcer dans ces pays sa propre force commerciale.

Pour cela, Global One pourrait nouer de nouveaux partenariats aux Etats-Unis avec des opérateurs régionaux comme Bell South, « voire des sociétés de services informatiques », précise M. Bon. Mais France Télécom a retenu la leçon des déboires de Global One. « La répartition des rôles devra être claire. Nous maîtriserons les réseaux et services et le partenaire ne sera qu'un simple distributeur », souligne M. Champeaux. Enfin, pour tenir compte de la croissance des besoins en Asie, Global One devra également nouer des partenariats dans cette région. Au Japon, l'émergence d'Internet change profondément la donne. « Pour nous implanter dans l'Archipel, nous pourrions acquérir

un fournisseur d'accès à Internet », poursuit M. Champeaux.

La reprise de Global One marque la fin des grandes alliances internationales nouées dans les années 90, comme Unisource, World Partners ou British Telecom-MCI WorldCom, qui ont toutes capoté. Global One n'a pas échappé à la règle. En trois ans, l'alliance a accumulé 2,7 milliards de dollars de pertes. Une partie s'explique par les investissements dans la construction d'un réseau homogène. Mais l'exploitation même posait problème. Les négociations tarifaires entre les trois maisons mères et Global One étaient inextricables, chacun des protagonistes voulant accaparer la valeur ajoutée. Global One possède désormais un portefeuille de près de 30 000 clients, mais vise surtout les 2 000 multinationales. Un marché très concurrentiel qui bénéficie de la forte montée des volumes de transmissions de données (plus de la moitié du chiffre d'affaires de Global One) mais qui souffre d'une intense guerre des prix.

Enguérand Renault

## Le fabricant d'ordinateurs Dell révisé ses résultats à la baisse

DELL, le nouveau numéro un américain et britannique des fabricants d'ordinateurs, spécialiste de la vente directe par téléphone et Internet, a annoncé, mercredi 26 janvier, que son chiffre d'affaires et son bénéfice de l'exercice s'achevant fin janvier seraient inférieurs aux attentes des analystes. Dell devrait enregistrer une croissance de son chiffre d'affaires inférieure à 40 %, à 25 milliards de dollars (autant d'euros), alors qu'il avait habitué les investisseurs à un rythme de croissance compris entre 45 % et 50 %. Le résultat devrait augmenter de moins de 30 %, à environ 1,8 milliard de dollars. Dell, qui travaille en flux tendu, a été davantage touché par la hausse du prix des semi-conducteurs et des mémoires que les autres constructeurs. Il constate également un « rebond plus lent que prévu » des ventes aux entreprises et aux clients institutionnels après le passage à l'an 2000. Mais Dell estime que les ventes directes d'ordinateurs personnels continuent à enregistrer une « croissance robuste » et que les ventes de serveurs sont alimentées par une augmentation de la demande en provenance des sociétés Internet.

## Bank of Scotland relève son offre sur NatWest

LA BANQUE écossaise Bank of Scotland (BoS) a relevé, jeudi 27 janvier, son offre d'échange hostile sur la troisième établissement britannique National Westminster (NatWest), valorisé désormais à 24,3 milliards de livres (39,8 milliards d'euros). La banque a modifié l'une des composantes de son offre initiale, lancée en septembre 1999, qui était le versement d'un dividende spécial pouvant aller jusqu'à 1,20 livre par action NatWest. Celui-ci a été remplacé par une action à dividende prioritaire qui donnera droit au versement, soit de 1,26 livre le 30 novembre 2000, soit de 1,325 livre le 30 juin 2001. Les autres éléments de l'offre restent les mêmes. L'offre de BoS est concurrencée depuis novembre par celle d'une autre banque écossaise, Royal Bank of Scotland, alliée au groupe espagnol BSCH et à l'assureur Commercial General Union (CGU). Les deux établissements écossais ont une taille nettement inférieure à celle de leur proie, NatWest, mais ils possèdent une rentabilité largement supérieure.

Merci Luc, merci Bertrand, merci Sylvain, merci Franck, merci Eric, merci Gilles, merci Thierry, merci Fabrice, merci Benoît, merci Pierre, merci Frédéric, merci Christophe, merci Ronan, merci Dimitri, merci Christian, merci Romain, merci Nicolas...

Merci à l'équipe de France pour l'America's Cup 2000.



CHIFFRE PHOTO: AGENCE VU - Guillaume FLASSON, Hong & Robinson France 2000

## Dernière étape pour TotalFina avant la fusion avec Elf

**LE RAPPROCHEMENT** entre TotalFina et Elf, qui débouchera sur la naissance du quatrième pétrolier mondial, « sera opérationnel dès l'accord de la Commission européenne, attendu au plus tard le 18 février », a souligné, mercredi 26 janvier, Thierry Desmarest, en présentant les résultats 1999 de TotalFina. Le bénéfice net du groupe a progressé de 14 %, à 1,51 milliard d'euros (9,9 milliards de francs). Les comptes n'intègrent pas les 700 millions de francs que le pétrolier a prévu de payer pour lutter contre les conséquences de la marée noire provoquée par l'Erika (Le Monde du 22 janvier).

« Je crois que nous avons présenté des propositions qui satisfont la Commission et je suis très confiant sur le résultat de la décision de Bruxelles », a indiqué M. Desmarest. Après une enquête approfondie d'une durée de quatre mois, les autorités de la concurrence demandent au futur groupe de se dessaisir d'actifs en France, en raison de sa position dominante. Quatre secteurs sont visés : les stations d'autoroute, la distribution de GPL (gaz de pétrole liquéfié), la logistique et les dépôts, et l'avitaillement des aéroports de Toulouse et Lyon. Ces désengagements demandés par Bruxelles représentent 1 % des actifs du futur ensemble.

Sa forte présence dans la distribution d'essence sur autoroutes, avec 60 % du volume de carburants vendus, préoccupe les services de la Commission. Sur un réseau autoroutier national de 330 stations, TotalFina dispose de 128 enseignes, et Elf en apporte 86. Dans ses offres d'engagements à la Commission européenne, déposées le 19 janvier, le groupe envisage de céder 70 stations.

A lui de trouver le ou les acquéreurs intéressés, mais son choix devra être entériné par Bruxelles, soucieux d'éviter qu'un autre groupe se trouve en position dominante. Les cessions seront aussi étudiées par les autorités fran-

çaises de la concurrence, qui devront, en outre, se prononcer sur les conséquences du rapprochement sur le marché du stockage des produits pétroliers dans les zones autour de Port-La-Nouvelle (Aude).

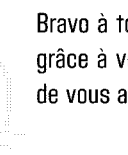
D'ores et déjà, Michel-Edouard Leclerc, co-président du groupe Leclerc, s'est mis sur les rangs pour les stations service. Son groupe n'en compte qu'une, sur l'aire de Dijon-Bronnion. D'autres distributeurs, comme Carrefour-Promodès et Auchan, auraient été contactés ainsi que BP, Esso et Agip.

### DIALOGUE AVEC LES SYNDICATS

Pour la première fois dans une telle opération, les syndicats ont été entendus. Les autorités de la concurrence ont répondu favorablement à la demande du comité d'entreprise européen d'Elf. Vendredi 21 janvier, des représentants des deux groupes ont été reçus à Bruxelles. « Nous avons eu un vrai dialogue avec les membres de la Commission et nous avons fait valoir les conséquences des cessions sur l'emploi, sur la sécurité et sur l'aménagement du territoire », raconte Marc Blanc, secrétaire du comité de groupe. Ces cessions peuvent « conduire à de fortes destructions d'emplois sur les 7 000 concernés », redoute la CFDT. En tant que « tiers » les syndicats ont demandé l'accès au dossier pour être à nouveau entendus par les services de la concurrence. Le temps presse, car les auditions devraient être terminées le 2 février.

Une fois le feu vert européen obtenu, le rapprochement des équipes pourra s'engager. Concernant le siège, à la Défense près de Paris, les opérations s'étaleront de mars à mai. La direction générale et l'exploration-production du futur groupe s'installeront dans l'actuelle tour Elf, tandis que le raffinage et le marketing occuperont la tour Total.

Dominique Gallois



Bravo à toute l'équipe pour ces merveilleux moments. Des premières régates jusqu'aux demi-finales, nous avons vécu grâce à vous tous une magnifique aventure. Encore bravo : mission accomplie ! Bouygues Telecom est fier et heureux de vous avoir soutenus.



## La fin de la publicité télévisée pour les enfants en Europe se dessine

Les annonceurs français s'inquiètent de voir que la législation très restrictive de la Suède – qui prendra la présidence de l'Union européenne en janvier 2001 – rencontre de plus en plus d'échos favorables auprès des gouvernements

LA PUBLICITÉ TÉLÉVISÉE destinée aux enfants de moins de douze ans sera-t-elle interdite en France, comme dans le reste de l'Europe ? L'Union des annonceurs (UDA) s'est inquiétée, mardi 25 janvier, lors d'une table ronde qu'elle organisait dans le cadre du congrès Topcom à l'Unesco, à Paris, du durcissement possible de la législation européenne relative à la publicité pour enfants lorsque celle-ci est diffusée à la télévision (Le Monde du 25 septembre 1999).

Même si officiellement la Suède n'a pas encore décidé de faire figurer ce projet à l'ordre du jour de sa prochaine présidence de l'Union

### La législation suédoise

L'article 4 du chapitre VII de la loi sur la radio et la télévision adoptée par la Suède en 1996 stipule que « les publicités à la télévision ne devraient pas avoir pour objectif d'attirer les enfants de moins de douze ans ». Cet article, qui interdit aussi, spécifiquement, l'utilisation des personnages ou personnes qui jouent « un rôle important dans les émissions télévisées pour enfants », est complété par un code de bonne conduite mis en place par l'Agence nationale de la consommation. Le code de bonne conduite s'intéresse à la fois aux produits ou services promus, à la composition de la publicité et au contexte dans lequel cette publicité est diffusée. Les contrevenants à la loi, annonceurs, agences de publicité, producteurs et chaînes de télévision, « peuvent être sanctionnés sous forme d'amendes ». Ces règles s'appliquent aux télévisions hertziennes uniquement, les autorités suédoises ne parvenant pas à imposer leur législation aux chaînes diffusées par câble et satellite.

(en janvier 2001), la ministre de la culture suédoise, Marita Ulvskog, a récemment réaffirmé qu'il s'agissait, pour elle, d'une priorité. Lors du Conseil européen des ministres de la culture, le 23 novembre 1999, M<sup>me</sup> Ulvskog a appelé ses homologues européens à soutenir son projet de remise à plat globale du traitement des enfants par les médias. En arguant du fait que « des intérêts communs peuvent être protégés par l'autodiscipline, d'autres pas », elle a affirmé que « la publicité télévisée qui cible les enfants constitue de façon évidente un sujet de discussion ». « Une nouvelle législation sera absolument nécessaire dans le futur. (...) [Car] l'exploitation commerciale des enfants est en augmentation », a-t-elle déclaré.

Ses arguments semblent rencontrer davantage de succès que lors des discussions qui ont préparé, entre 1992 et 1994, la directive Télévision sans frontières, qui sera revue au printemps 2001. Selon certaines sources à Bruxelles, la Suède aurait obtenu le soutien de la France – soupçonnée d'y trouver là une monnaie d'échange pour ne pas être ennuyée sur le dossier de la loi Evin – et du Danemark – qui tente déjà de transposer au niveau national la loi suédoise. « J'avais soulevé cette question en 1995 et n'avais reçu aucun soutien », a déclaré en sortant du conseil M<sup>me</sup> Ulvskog. Quand j'ai reposé cette question aujourd'hui, j'ai eu le sentiment d'être davantage appuyée. » A Paris, le ministère de la culture et de la communication ne confirme pas défendre la ministre suédoise : « Notre position est différente », affirme-t-on dans l'entourage de Catherine Trautmann, sans plus de précisions.

Une étude, commanditée par la Commission européenne, sera lancée la semaine prochaine pour mesurer le plus précisément possible l'influence de la publicité té-

lévisée sur les enfants. Les deux cabinets de conseil mandatés par la direction générale Education et culture remettront le résultat de leurs recherches dans six mois. La nervosité gagne les professionnels, publicitaires, annonceurs et diffuseurs, car la publicité télévisée qui vise les enfants est un enjeu économique.

Les annonceurs dépensent en France 4 milliards de francs chaque année, soit 20 % du marché européen, en achat d'espace publicitaire pour toucher les moins de douze ans (jouets, céréales, sucreries, etc.). Les plus jeunes conditionnent 43 % des dépenses familiales (500 à 600 milliards de francs), sans compter les achats effectués directement par les sept à douze ans (environ 10 milliards de francs par an). Pour réaliser des économies d'échelle, les entreprises bataillent pour pouvoir faire passer une campagne d'un pays à l'autre. Elles appréhendent donc de voir des législations de plus en plus restrictives : après la Grèce, le Danemark et la Pologne, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne veulent désormais contrôler, voire interdire, la pub télévisée destinée aux plus jeunes.

Il s'agit de contrôler ce que l'enfant voit lorsqu'il passe, comme en France, deux heures à regarder la

télévision en moyenne chaque jour, dont 8 % de temps publicitaire. En Suède, on rappelle que la publicité, selon les règles édictées par la Chambre de commerce internationale, doit facilement être distinguée d'un programme.

### Pour réaliser des économies d'échelle, les entreprises bataillent pour pouvoir faire passer une campagne d'un pays à l'autre

Or, « la plupart des enfants n'arrivent pas à faire cette distinction avant l'âge de six à huit ans, même si certains y parviennent dès trois ou quatre ans, et ce n'est que vers dix ans que tous les enfants ont acquis cette faculté ». Et il faut attendre douze ans pour qu'« ils comprennent que le but d'une publicité est de leur donner envie d'acheter les produits montrés ».

Depuis un an, les études commandées par les lobbyistes de l'industrie ou par leurs détracteurs

fleurissent. Mais l'influence exacte de la publicité sur les enfants reste, pour l'heure, difficile à évaluer. Aux Etats-Unis, on a remarqué qu'environ la moitié des demandes d'enfants pour des produits vus à la télévision aboutissait à un achat. Selon d'autres recherches effectuées en Grande-Bretagne, en Allemagne et au Danemark notamment, la publicité conditionnerait 7 % des achats de la famille, mais influencerait 10 % des demandes de nourriture. L'influence de la pub sur les enfants pèserait davantage aux yeux qu'aux yeux des mères, qui, selon GKF, au Danemark, « ne pensent pas avoir un problème si l'enfant réclame quelque chose vu à la télévision ».

En France, Joël-Yves Le Bigot, président de l'Institut de l'enfant, qui travaille actuellement avec le Syndicat national de la publicité télévisée, tempore : « Les enfants sont beaucoup moins vulnérables qu'on ne le pense, parce qu'ils réagissent moins à l'impulsion (...), et qu'un enfant de douze ans sait aujourd'hui beaucoup plus de choses que ses parents au même âge ». Face à cette confusion, le projet d'interdiction de la publicité destinée aux enfants semble devenu, avant tout, une question de choix politique.

Florence Amalou

## Les annonces françaises qui seraient interdites

QU'EST-CE qu'une « publicité télévisée destinée aux enfants de moins de douze ans » ? Pour tenter d'évaluer la modification dans le paysage audiovisuel français que susciterait une interdiction, à l'échelle de l'Europe, de ces publicités, voici une traduction des règles suédoises réalisées par l'ambassade de Suède en France. Leur transposition (virtuelle) montre

que bon nombre de publicités actuellement diffusées en France seraient interdites en Suède.

Il serait, par exemple, interdit d'utiliser les personnages que les enfants de moins de douze ans voient habituellement dans leurs émissions : « Il n'aurait pas été possible pour Dorothea, à l'époque où elle faisait des émissions pour enfants, de faire de la publicité, même pour un parfum. Il ne serait pas non plus possible d'utiliser, par exemple, Oui-Oui dans une publicité. »

### NI RIRE NI VOIX

L'interdiction n'est pas liée au type de produit vanté. Prenons l'exemple du chocolat, un produit qui est mangé par tous : « Les publicités pour Kinder qui sont montrées à la télévision française seraient, selon la loi suédoise, en raison de leur composition, considérées comme des pubs pour enfants, même s'il y a aussi des adultes qui mangent du chocolat Kinder. En revanche, la publicité pour les chocolats Pyrénéens, qui s'adresse moins aux enfants, ne le serait probablement pas. »

Les jouets, eux, sont « toujours considérés comme des produits pour enfants » et leur pub est absolument interdite. Sauf, par exemple, dans le cas d'un « puzzle de mille

pièces avec une image du château de Versailles ». De la même façon, « une lessive, qui n'est normalement pas un produit pour enfants, le devient dès que l'on y rajoute un jouet "bonus". Elle est alors interdite. »

L'interdiction est systématique quand la pub montre un enfant, fait simplement entendre son rire ou sa voix (ou utilise un mode d'expression proche de celui des enfants), et s'il y a de la musique pour enfants dans la bande-son : « Les publicités pour l'eau Evian avec les bébés qui nagent, ou celle de l'enfant qui dit "Kangoo" au lieu de "kangourou", ou encore la publicité pour la lessive Omo avec les singes seraient classées comme des publicités destinées aux enfants, même si les produits ne le sont pas. »

Elles seraient interdites à la télévision pendant la journée, mais « pourraient être montrées tard le soir, c'est-à-dire après 21 heures du lundi au jeudi ou une à deux heures plus tard le samedi et le dimanche soir ». Les écrans publicitaires qui entourent les programmes de divertissement familial (comme « Fa si la chanter », sur France 3) ou les émissions de sport seraient très surveillées.

Fl. A.

## Bénéfices record pour TF 1

LA PREMIÈRE chaîne généraliste française a passé, en 1999, le cap du milliard de francs de bénéfices. Selon les résultats provisoires publiés mercredi 26 janvier, TF 1 a dégagé un bénéfice net consolidé estimé à 1,05 milliard de francs (160,3 millions d'euros), contre 716 millions de francs (109,1 millions d'euros) en 1998. Soit un bond de 46,8 %. Les recettes publicitaires nettes sont en hausse de 10,2 %, à 8,864 milliards de francs (1,35 milliard d'euros). Le chiffre d'affaires a progressé de 11,6 % pour atteindre 12,165 milliards de francs (1,854 milliard d'euros). A l'exception de la chaîne documentaire Odyssee, les chaînes thématiques du groupe sont rentables, et LCI, la chaîne d'information en continu, a atteint l'équilibre financier. Seule ombre au tableau, le bouquet numérique TPS (Télévision par satellite) accuse encore des pertes.

## Progression de « Ouest France » en 1999

OUEST-FRANCE fait état d'une diffusion totale de 252 300 000 exemplaires en 1999, en hausse de 6,5 %. Cette progression est liée pour partie à l'édition *Dimanche Ouest-France*, lancée fin 1997, qui a franchi le cap des 200 000 exemplaires diffusés courant 1999, un an avant l'objectif. Hors *Dimanche Ouest-France*, la progression de la diffusion est de 2,3 %. Elle est due à la parution du quotidien, pour la première année, certains jours fériés, et au succès du supplément *TV Magazine*, lancé lui aussi fin 1997, qui a augmenté les ventes du vendredi de 40 000 exemplaires. L'Office de justification de la diffusion (OJD) devrait donc afficher une hausse pour 1999, renversant la tendance constatée en 1998.

### DÉPÊCHES

■ **INTERNET : le groupe britannique de communication et d'édition Pearson a procédé**, mercredi 26 janvier, à une augmentation de capital de 250 millions de livres (420 millions d'euros) pour développer ses activités dans l'Internet. Les fonds levés devraient notamment servir à relancer l'édition en ligne du *Financial Times*, qui a connu un démarrage difficile.

■ **TÉLÉVISION : imagination, information, nouvelles technologies, innovation et création** : tels sont les thèmes de la campagne de publicité lancée par France Télévision, depuis le 26 janvier, sous forme d'affichage, de presse et de télévision. Elle précède une campagne sur les programmes de France 2 et France 3.

■ **PRESSE : le mensuel Pleine vie a franchi le cap du million d'exemplaires**, a annoncé son PDG, Antoine Adam, mercredi 26 janvier. La diffusion payée France aurait été de 1,032 million d'exemplaires en janvier, alors que la diffusion totale payée en 1999 est estimée à 935 000 exemplaires en moyenne (contre 825 084 en 1998). Le magazine vendait 588 800 exemplaires en 1996, avant son changement de formule et de titre. Créé en 1981 sous le titre *Le Temps retrouvé*, *Pleine vie* a été racheté en 1999 par le groupe britannique Emap.

■ **Le Progrès de Lyon a un nouveau directeur de la rédaction**. Il s'agit de Jean-Paul Lardy, qui était jusqu'à présent rédacteur en chef, et qui remplace Jean-Louis Dousson.

■ **RADIO : Deutsche Welle (DW), la radio-télévision internationale allemande, a annoncé vouloir se séparer**, d'ici à 2003, de 460 salariés permanents et 226 collaborateurs occasionnels. Cette réduction du personnel fait suite à la suppression de six programmes en langues étrangères de la DW. - (AFP)

www.nouvelobs.com

le nouvel **Observateur**

**LES ADOS ET LE SEXE**

ENQUÊTE SUR UNE GÉNÉRATION PRÉCOCE ET DÉBOUSSOLÉE

**ELF : QUAND MITTERRAND FINANÇAIT KOHL**

**Aujourd'hui tout s'achète, tout se vend. Mais plus comme avant.**

LE NOUVEL **Economiste**

À NOUVELLE ÉCONOMIE, NOUVEL ÉCONOMISTE.

NOUVELLE FORMULE | LE 28 JANVIER |







VALEURS EUROPÉENNES

Les valeurs des télécommunications ont été bien orientées, mercredi 26 janvier. Deutsche Telekom s'est octroyé 4,90 %. L'action Vodafone a grimpé de 6,10 %.

fin 1999 en Allemagne et en France, mais qu'il prévoyait toujours une hausse de 10 % de son résultat net en 1999.

Table of stock prices for various companies including BOC GROUP PLC, CELEANESE N, CIBA SPEC CHEM, etc.

Table of stock prices for various companies including ASTRAZENECA, AVENTIS/RM, ELAN CORP, etc.

Table of stock prices for various companies under the 'AUTOMOBILE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'PHARMACIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BANQUES' category.

Table of stock prices for various companies under the 'ÉNERGIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'TÉLÉCOMMUNICATIONS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'CONSTRUCTION' category.

Table of stock prices for various companies under the 'PRODUITS DE BASE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'CONSUMMATION CYCLIQUE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'ASSURANCES' category.

Table of stock prices for various companies under the 'CHIMIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'ALIMENTATION ET BOISSON' category.

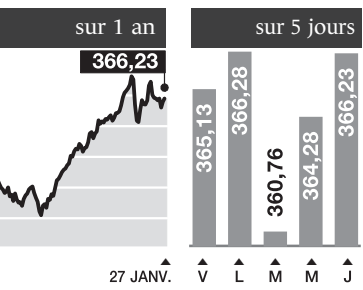
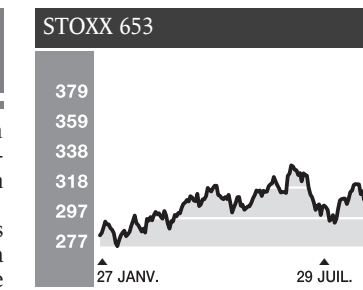


Table of stock prices for various companies including PERSIMMON PLC, PREUSSAG AG, RANK GROUP, etc.

Table of stock prices for various companies including SUN LF & PROV H, SWISS LIFE REG, TOPDANMARK, etc.

Table of stock prices for various companies under the 'BIENS D'ÉQUIPEMENT' category.

Table of stock prices for various companies under the 'MEDIAS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BIENS DE CONSOMMATION' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BRUXELLES' category.

Advertisement for DEXIA featuring the headline 'Réussite de l'OPES\* 98,45%' and '10 février'.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

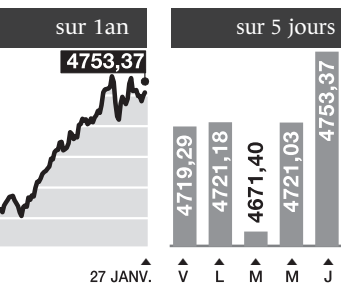
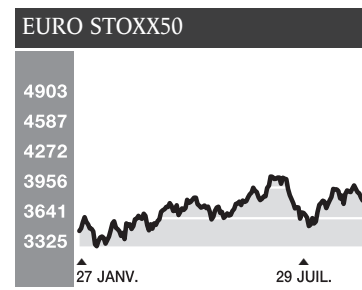


Table of stock prices for various companies including PERSIMMON PLC, PREUSSAG AG, RANK GROUP, etc.

Table of stock prices for various companies including SUN LF & PROV H, SWISS LIFE REG, TOPDANMARK, etc.

Table of stock prices for various companies under the 'BIENS D'ÉQUIPEMENT' category.

Table of stock prices for various companies under the 'MEDIAS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BIENS DE CONSOMMATION' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BRUXELLES' category.

Advertisement for DEXIA featuring the headline 'Réussite de l'OPES\* 98,45%' and '10 février'.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

Table of stock prices for various companies under the 'SERVICES FINANCIERS' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for various companies under the 'EURO NOUVEAU MARCHÉ' category.

Table of stock prices for various companies under the 'BRUXELLES' category.

Table of stock prices for various companies under the 'FRANCFORT' category.

Table of stock prices for various companies under the 'COMMERCE DISTRIBUTION' category.

Table of stock prices for various companies under the 'COMMERCE DISTRIBUTION' category.

Table of stock prices for various companies under the 'HAUTE TECHNOLOGIE' category.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.



VALEURS FRANÇAISES

Après avoir été réservée à la baisse, l'action Cap Gemini perdait 12,52 %, à 220,2 euros, jeudi matin 27 janvier. La société a annoncé un bénéfice net en hausse de 41,5 %, à 266 millions d'euros, soit 3,63 euros par action (+ 27,8 %), et a repoussé à la fin du premier semestre 2000 un accord avec Ernst & Young. Les résultats de la société sont inférieurs à ce qu'attendaient certains courtiers anglo-saxons.

Le titre France Télécom grimpeait de 4,61 %, à 133,8 euros, jeudi, lors des premières transactions. L'opérateur a annoncé mercredi soir le rachat de Global One pour 4,346 milliards de dollars (autant d'euros). (Lire aussi page 21.)

L'action Immoibal n'était pas cotée, jeudi, cinquante minutes après l'ouverture de la séance. A l'issue de l'OPA amicale de Sovabail (groupe Affine) sur Immoibal, clôturée le 14 janvier, Sovabail détient 78,41 % du capital (soit 1 603 175 actions) et des droits de vote.

L'Oréal a annoncé le rachat de la société Ylang, leader du maquillage de grande diffusion en Argentine, avec une part de marché de 25 %. L'action du numéro un mondial des cosmétiques progressait de 1,04 %, à 680 euros, lors des premiers échanges jeudi.

Le titre Renault s'ajugeait 1,6 %, à 54 euros, jeudi matin. Le constructeur automobile a publié un chiffre d'affaires 1999 en hausse de 1,1 % pour l'année 1999.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 27 JANVIER

Cours relevés à 9 h 50

Liquidation : 22 février

Table of French stock market data including columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Compensation (I)'. Lists various companies like B.N.P. (T.P.), RENAULT (T.P.), and others.

Main table of stock market data with columns for company names and their corresponding values. Includes sections for 'France', 'International', and 'ABRÉVIATIONS'.

Table titled 'International' showing stock market data for various international companies like AMERICAN EXPRESS, BARRICK GOLD, etc.

Table titled 'ABRÉVIATIONS' and 'SYMBOLES' providing abbreviations and symbols for various companies and markets.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 26 JANVIER

Cours relevés à 17 h 35

Table of 'Nouveaux Marchés' data with columns for 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Compensation (I)'. Lists companies like ADL PARTNER, ACCESS COMME, etc.

Advertisement for SAS (Scandinavian Airlines) featuring the slogan 'Voyager différemment' and an image of a man looking out a window. Includes text about routes and contact information.

Table titled 'SECOND MARCHÉ' showing stock market data for various companies like APPLIGENE ON, R2I SANTE, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 26 janvier

Table of SICAV and FCP data with columns for 'Émetteurs', 'Valeurs unitaires\*\*', and 'Date cours'. Lists various investment funds and their performance.

Table of bank and financial institution data including CIC, CREDIT AGRICOLE, CFC BANQUES, and CFC PARIS. Lists various services and their associated values.

Table of 'Fonds communs de placements' and 'SG ASSET MANAGEMENT' data. Lists various investment funds and their performance metrics.



26 / LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

**DISPARITION**

# Norbert Régina

## Journaliste et écrivain exigeant

**LE JOURNALISTE** et écrivain Norbert Régina est mort d'un cancer, samedi 22 janvier, à l'hôpital Cochin à Paris. Il était âgé de cinquante-deux ans.

Né à Oran en 1947, Norbert Régina a dix-sept ans quand, en 1964, il quitte l'Algérie avec sa famille. Journaliste à *Nice-Matin*, il entre à *L'Express* où il rejoint l'équipe de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. Secrétaire général de la rédaction, il y sera longtemps le relecteur scrupuleux de la copie des autres, traqueur de barbarismes, solécismes, faux sens et à-peu-près. La qualité d'écriture du journal devait beaucoup à son amour ombrageux de la langue française. Cette activité, qu'il exerçait avec gourmandise, n'allait pas sans quelques éclats que son humour et sa culture savaient apaiser. Après avoir quitté *L'Express* en 1987, Norbert Régina exerça cette fonction, indispensable dans un journal – mais qui tend à disparaître –, à *Globe Hebdo* d'abord, puis à *Sciences et Vie* depuis plusieurs années.

Norbert Régina avait laissé une grande part de lui-même de l'autre côté de la Méditerranée,

mais en parlait sans amertume, juste ce qu'il faut de nostalgie qui cachait une vraie tristesse : celle des occasions perdues. De sa jeunesse oranaise, il tira la meilleure part de son œuvre d'écrivain. Après un livre de politique-fiction (*Les Rives du Potomac*, Mazarine, 1980), un autre d'introspection (*Vincent à double tour*, Stock, 1985), il publie, chez Flammarion, trois romans remarqués sur l'Algérie : *Ils croyaient à l'éternité* (1989), *Les Crépuscules d'Alger* (1991) et *La Femme immobile* (1992). Les deux premiers, fresques aux personnages multiples et attachants ; le dernier, où il menait son récit à travers l'agonie d'une femme paralysée par la maladie de Charcot, qui était aussi l'agonie d'une époque. Par cette manière de trilogie, aux antipodes du mani-chéisme, Norbert Régina a donné une image sensible et nuancée de l'Algérie pied-noir, débarrassée des clichés qu'il haïssait, mais dont il savait pourtant, en d'autres occasions, amuser les autres. Ses romans resteront parmi les plus justes témoins de cette époque.

*Jacques Buob*

<b> AU CARNET DU «<span> </span>MONDE<span> </span>»</b>
<b> Naissances</b>
<b>Virginie et Antoine MAGNANT</b> ont la joie d'annoncer la naissance de <p><b>Joséphine,</b></p> à Paris, le 24 janvier 2000.
<b> Anniversaires de naissance</b>
– Paris. Mailliezais. Montpellier.
<b> Bengalinette,</b>
pour une éternelle jeunesse, et pour une éternité d'amour.
J.-C., P.-F., J.-Ph. et J.-F.
<b> Décès</b>
– M. Hafedh Ben Aleya, son époux, M <sup>me</sup> Jeanne Dechaseaux, sa mère, M. et M <sup>me</sup> Jean-Marc Rossi, ses enfants et son petit-fils, ont l'immense douleur de faire part du décès de
<b>M<sup>me</sup> Hafedh BEN ALEYA,</b> née <b>Jacqueline HEURTAULT</b>
survenu le mardi 25 janvier 2000.
<p>Selon son désir, elle sera incinérée au crématorium du Père-Lachaise, le mardi 1<sup>er</sup> février à 9 heures.</p>

– M <sup>me</sup> Pierre Chevillard, son épouse, Et ses enfants, Les familles Chevillard, Roussin et Guichard, ont la tristesse de faire part du décès, survenu à l'âge de soixante-quatorze ans, de
<b>Pierre CHEVILLARD,</b> ingénieur général de l'armement, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.
<p>Les obsèques auront lieu dans la Drôme.</p> <p>À Paris, une célébration aura lieu le samedi 5 février, à 15 heures, au temple de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13<sup>e</sup>.</p>

– Simone Crécy, sa compagne, Michelle Lewandowski, sa fille, Patrick Le Corvec, Martine Le Corvec, sa fille, Juliette Cerf, sa belle-sœur, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 25 janvier 2000, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, de

**Pierre CERF,** officier e. r., croix de guerre 39-45, prisonnier 40-45 Stalag 4B, ancien du Stade français, section rugby,

Les obsèques suivies de l'inhumation auront lieu vendredi 28, à 15 heures précises, au cimetière du Montparnasse.

On se réunira à l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

14, rue Bellenot, 92700 Colombes.

– Eva Weil, Albert Herszkowicz, et Sultane Gunel, Sandrine, Ariel, Elise, Léa, ont le chagrin d'annoncer le décès de leur père et grand-père,

**Henri Haïm Israël HERSZKOWICZ,**

le 6 janvier 2000, à Paris.

Ils y associent le souvenir de

**Didier WEIL,**

décédé le 26 septembre 1995,

de leur mère et grand-mère,

**Haya Rachel HERSZKOWICZ,**

décédée le 5 mai 1991,

et celui de tous leurs proches, massacrés par les nazis.

<b> CARNET DU MONDE</b>
<b> Fax<span> </span>: 01-42-17-21-36</b>
<b> e-mail: carnet@mondepub.fr.</b>

**NOMINATIONS**

**MOUVEMENT PRÉFECTORAL**

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres de mercredi 26 janvier a procédé au mouvement préfectoral suivant : **Michel Diefenbacher** est nommé préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, en remplacement de Pierre Steinmetz, nommé le 12 janvier directeur général de la gendarmerie nationale. **Pierre Mutz** lui succède comme préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, et ce dernier est remplacé par **Denis Prieur** comme préfet de l'Essonne. **Yves Guillot**, inspecteur général de la police nationale, est nommé préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense sud-est, préfet de la région Rhône-Alpes, en remplacement de Pierre Guinot-Deléry, nommé le 5 janvier préfet du Lot.

[Né le 15 juillet 1947 à Sarrebourg (Moselle), **Michel Diefenbacher** est, à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration (ENA, promotion Simone Weil, 1972-1974), directeur du cabinet du directeur des territoires d'outre-mer, puis secrétaire général adjoint aux affaires économiques de la Polynésie française de 1976 à 1979, avant d'être nommé sous-préfet de Marmande. Directeur du cabinet du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur de 1981 à 1984, il est ensuite détaché comme sous-directeur des affaires politiques

– M<sup>me</sup> Léon Deleau-Malbrun, son épouse, Maryvonne et Claude Samuel-Deleau, Anne Deleau † ses enfants, Pierre-Henri Deleau, son neveu, Toute la famille, ses amis, Son médecin et tout le personnel soignant, ont la douleur de faire part du décès du, **docteur Léon DELEAU,**

décédé à Croix le 25 janvier 2000 dans sa soixante-dix-huitième année.

Ses funérailles seront célébrées le lundi 31 janvier, à 10 h 30, en l'église du Sacré-Cœur à Villeneuve-d'Ascq, 136, avenue de Flandre, 59290 Wasquehal.

– Les familles Depecker, Sallerin, Couret, Etienne, Posokhov, Samodourov, ont la tristesse de faire part du décès de

**Fernande DEPECKER-SALLERIN,** épouse d'**Henri DEPECKER (1911-1956)**

survenu le 24 janvier 2000 dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 28 janvier, à 10 heures, en l'église de Gazeran (Yvelines), suivie de l'inhumation à 12 h 30 au cimetière du Montparnasse.

9, avenue Denfert-Rochereau, 94210 La Varenne.

**Alix LEBRIZE,**

notre grand-mère adorée.

nous a quittés le 17 janvier 2000.

Elle aimait la vie, la campagne, les oiseaux et les fleurs. Elle nous a donné à tous amour et tendresse et nous a appris les sens de la liberté. Nous ne l'oublierons jamais.

Christel Monclerc et Nicolas Aerts, Sandrine et Frédéric Lefebvre Monclerc.

– M<sup>me</sup> André Piquard, son épouse, Ses enfants, Toute la famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**André PIQUARD,** officier de la Légion d'honneur, et de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 39-45, ancien élève de l'ENA, ancien contrôleur civil au Maroc, conseiller commercial de France (E. R.)

survenu le 25 janvier 2000, dans sa quatre-vingt-unième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Alexandre-Dumas, 45100 Orléans-la-Source.

**CARNET**

des départements d'outre-mer, avant de devenir sous-directeur du corps préfectoral, des administrateurs civils et des tribunaux administratifs au ministère de l'intérieur de 1986 à 1988. Nommé préfet, adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Rhône en octobre 1989, Michel Diefenbacher devient préfet du Lot-et-Garonne (1992-1994), puis préfet de la région Guadeloupe (1994-1996), avant d'être nommé préfet de la Haute-Vienne, préfet de la région Limousin, en octobre 1996. ]

[Né le 15 novembre 1942 à Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne), saint-cyrien, **Pierre Mutz** a commencé sa carrière comme officier, avant de devenir directeur du cabinet du préfet des Pyrénées-Atlantiques (1980-1981), directeur du cabinet du haut-commissaire en Polynésie française (1982-1983), puis sous-préfet de Sedan. Nommé chef de cabinet du préfet de police de Paris en juillet 1986, il est ensuite sous-directeur du personnel de la préfecture de police de 1989 à 1993, date à laquelle il devient directeur du cabinet de Philippe Massoni, préfet de police de Paris. Depuis octobre 1996, Pierre Mutz était préfet de l'Essonne.]

[Né le 14 mars 1946 au Havre, **Denis Prieur** intègre le ministère de l'intérieur à sa sortie de l'ENA (promotion Charles de Gaulle, 1970-1972). Il est directeur du cabinet du préfet de l'Isère (1972-1974), puis de celui du Val-de-Marne (1974-1975), avant d'être secrétaire général de la préfecture du Cantal, puis de celle de l'Yonne (1977-1978). Chargé de mission à la Datar (1978-1980), puis chef de mission auprès du préfet de la région Corse (1980-1982), il est nommé directeur du cabinet du préfet de la région Pays-de-la-Loire, sous-préfet de Boulogne-sur-Mer (1984-1985), directeur adjoint

du cabinet de Pierre Joxe au ministère de l'intérieur (avril-septembre 1985), sous-préfet de Montmorency (Val-d'Oise), puis préfet de la Mayenne (1989-1991). Directeur général de l'administration au ministère de l'agriculture et de la forêt de 1991 à 1994, il est ensuite préfet de Saône-et-Loire. Depuis février 1998, Denis Prieur était préfet du Haut-Rhin. ]

[Né le 16 octobre 1944, **Yves Guillot** est commissaire de police depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1971. En poste notamment à Grenoble (1973-1979), puis à Toulon (1979-1981), il est ensuite chef de la sûreté urbaine de Marseille (1981-1983), puis directeur départemental des polices urbaines de la Savoie et commissaire central de Chambéry (1983-1985), avant de rejoindre la préfecture de police de Paris à partir de juin 1985, d'abord comme chef du premier district à la direction de la sécurité publique, puis comme adjoint au directeur de la sécurité publique (1988-1993). De 1993 à 1999, il est chargé de la coordination des services à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Depuis mars 1999, Yves Guillot était directeur central de la police aux frontières (PAF) à la direction générale de la police nationale.]

**DÉFENSE**

**Jean-Marie Poimboeuf**, ingénieur général de l'armement, a été nommé directeur des constructions navales au ministère de la défense par le conseil des ministres de mercredi 26 janvier. Il remplace Rodolphe Greif, qui a été nommé par le conseil des ministres extraordinaire.

[Né le 16 janvier 1944 à Amagne (Ar-

**Anniversaires de décès**

– Malgré l'opacité tenace délibérée, l'an 2000 décuple en nous la volonté de ne jamais l'oublier.

Comme pour d'autres fonctionnaires de l'Etat, la France doit aussi se souvenir de l'assassinat, le 28 janvier 1993, de son ambassadeur à Kinshasa.

Veuillez partager ce jour le rayonnement éternel de

**Philippe,**

au sein de sa famille et de ses amis.

M<sup>me</sup> Philippe Bernard, Anne, Luc.

**Souvenir**

– Le 27 janvier 1998.

**Jacques OVAERE,** ancien élève de l'ENA, et de l'Ecole des sciences politiques quittait sa famille et ses amis.

*» Une voix monte des fers et parle des lendemains »* Aragon.

**Avis de messe**

– En souvenir de

**Michel PERICARD,** Député et maire de Saint-Germain-en-Laye

Une messe sera célébrée le mercredi 2 février 2000, à 19 h 15, en l'église de Saint-Germain-en-Laye, place Charles-de-Gaulle.

Sa famille et ses amis demandent de se joindre à eux par la prière ou la pensée.

**Hommages**

**Hommage à Léon Askénazi (Manitou)** dimanche 30 janvier 2000 à 15 heures. Témoignages avec David Messas, Adam Loss, Richard Marienstam, Gérard Israël, David Saada. Leçon de Armand Abécassis, « L'esprit d'Orsay » sous la présidence de Moïse Cohen. 18 h 30 : rencontre « Les racines de la pensée de Léon Askénazi (Manitou) » sous la présidence de Claude Sultan, avec Marcel Goldmann, sur le thème « Lire Gordin », Benjamin Gross, sur le thème « L'héritage du Rav Kook » ; 19 h 30 : leçon de Georges Hansel, « Léon Askénazi et Lévinas : de la distance à la proximité... » ; 20 h 30 : table ronde : « La troisième Maison d'Israël, la Terre d'Israël » avec Ely Ben-Gal, Benjamin Duvshani, Benjamin Gross, Franklin Rauský.

Lundi 31 janvier 2000, à 18 h 30 : rencontre avec Raphaël Draï, professeur, « Léon Askénazi : le pharisien » à 19 h 30 : rencontre « La philosophie du Midrach » sous la présidence de Paul Fenton, avec David Banon ; 20 h 30 : table ronde « Enseigner le livre et la parole » sous la présidence de Jean Blot avec Philippe Goldmann, David Banon, Daniel Farhi.

Mardi 1<sup>er</sup> février 2000, à 19 h 30, rencontre « La dimension théologique de Manitou » avec Rivon Krygler ; 20 h 30 : « Le peuple juif : des stratégies pour l'avenir ? », leçon de Shmuel Trigano sous la présidence de Moïse Cohen, suivie d'un débat avec Philippe Haddad, Haïm Nissenbaum, Izio Rosenman.

Mercredi 2 février 2000, à 20 h 30 : dialogue « Manitou et la problématique juéo-chrétienne... » sous la présidence de Pierre Pierrard, avec Jean Dujardin, Daniel Farhi, Colette Kessler, Gérard Israël.

Jeudi 3 février 2000, à 20 h 30 : leçon de clôture « L'actualité de l'enseignement de Manitou » sous la présidence d'Ady Steg, leçon de Gilles Bernheim ; 22 h : synthèse « Manitou, l'exemplarité et l'héritage d'un maître contemporain ». Conclusion de René Samuel Sirat.

PAF. Renseignements au : 01-53-20-52-52

Nouveau Centre communautaire de Paris, 119, rue La Fayette, 75010 Paris, métro Poissonnière.

dennes), ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole supérieure de l'aéronautique, Jean-Marie Poimboeuf a servi dans l'entretien des avions de l'aéronavale avant d'entrer, en 1979, à la direction des constructions navales (DCN). Entre 1992 et 1996, il a dirigé l'arsenal de Lorient auquel il a imposé des méthodes de travail comparables, en efficacité, à celles d'une entreprise privée, y compris dans le secteur de l'exportation des frégates. Il a ensuite été chef du service de la production industrielle de la DCN à Paris et, depuis mars 1998, il dirigeait les centres d'expertise et d'essai de la DCN.]

**EDUCATION NATIONALE**

**Guy Aubert** a été nommé rec-teur, directeur du Centre national d'enseignement à distance (CNED), lors du conseil des ministres du 26 janvier, en remplacement de Michel Moreau.

[Né le 9 mai 1938 aux Costes (Hautes-Alpes), agrégé et docteur ès sciences physiques, Guy Aubert, professeur des universités, enseigne à l'université Joseph Fourier-Grenoble I depuis 1970. Il a été notamment directeur du service national des champs intenses du CNRS de 1980 à 1988, vice-président chargé de la recherche à l'université Joseph Fourier de Grenoble de 1981 à 1984, puis directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon de 1986 à 1994 et directeur général du CNRS de 1994 à 1997. Il est conseiller d'Etat en service extraordinaire depuis juillet 1997. Guy Aubert s'est vu confier, en septembre 1998 par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, la présidence du comité national de pilotage chargé de la préparation du plan Université du troisième millénaire (U3M).]

**Conférences**

**La Fédération française du Droit humain, Ordre maçonique mixte et international,** organise le

**29 janvier 2000, à 15 heures, 9, rue Pinel, Paris-13<sup>e</sup>,** une conférence publique :

**« Le Droit humain, une franc-maçonnerie moderne ».**

Intervenant : Alain Sède, ancien président du conseil national.

Pour toute demande d'invitation, s'adresser à la Fédération française du Droit humain, secrétariat : 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris. Tél. : 01-44-08-62-62. Fax : 01-44-08-62-60.

Internet : http://www.droithumain-france.org

**Débats**

**« De Nuremberg à la loi Hurriet. Expérimentations sur l'homme ».** Mercredi 2 février 2000, à 14 heures, Palais des congrès, salle 342 AB, porte Maillot, Paris-17<sup>e</sup>.

Débat animé par Antoine Spire, avec Michèle Barzach, Miguel Benasayag, André Comte-Sponville, Claude Hurriet, David Khayat, Yves Ternon. **Entrée libre.**

**La Maison des écrivains,** 53, rue de Verneuil, 75007 Paris. En débat, 2 février, à 19 h 30 : **« La responsabilité de l'écrivain ».** Avec G. Sapiro, G.-E. Clancier, Ch. Dobzynski, A. Simonin. Modérateur : L. Richard. Renseignements au 01-49-54-68-87. Programme détaillé au 01-42-84-00-08.

**Examens**

**ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE** Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique. Association loi 1901 à but non lucratif. Directeur : Olivier Leblois.

Président : Christian de Portzamparc. Rentrée printemps 2000 : 21 février 2000. Si vous ne voulez pas perdre un an, n'attendez pas septembre 2000, l'ESA propose un examen d'admission le 9 février 2000.

Les études sont semestrialisées et durent 5 ans. Le diplôme est reconnu par l'Etat et l'ordre des architectes. Inscriptions en cours de cursus par équivalences à étudier sur titre et sur dossier.

ESA - 254, bd Raspail, 75014 Paris. Renseignements : 01-40-47-40-00, fax : 01-43-22-81-16, e-mail : info@esa-paris.fr, site Web : www.esa-paris.fr

**Stages**

Ateliers d'écriture : stages séjours, île de Tatihou. 50 réservations été 2000, baz-art.com § 02-31-79-48-65.

**Soutenances de thèse**

– **Shura Fornari Riou** a soutenu, le 24 janvier 2000, à l'université de Paris-IV-Sorbonne, une thèse de doctorat d'histoire de l'art, portant sur « **Le peintre et historien romain Giovanni Baglione** ». Le jury était composé de : M<sup>me</sup> le professeur Véronique Meyer, université de Poitiers ; M. le professeur Antoine Schnapper, directeur de thèse, université de Paris-IV-Sorbonne ; M. le professeur Alain Mérot, université de Paris-IV-Sorbonne ; M. le professeur Claude Mignot, président, université de Tours. Il lui a été décernée la mention Très Honorable accompagnée des félicitations du jury.

**SOUTENANCES DE THÈSE**  
**85 F TTC - 12,96 € la ligne**  
**Tarif Etudiants An 2000**



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 28 JANVIER 2000

**SCIENCES** Des historiens, comme l'Allemand Karl Wittfogel, expliquent depuis longtemps que l'eau est un instrument de puissance politique. ● LA PÉNURIE annoncée et les

disparités des ressources hydrologiques du globe devraient, craignent certains experts, constituer dans les cent ans qui viennent une cause importante de tensions internationales,

d'affrontements sociaux et peut-être même de conflits armés. ● UNE ÉTUDE paléoclimatique menée à partir des sédiments d'un lac africain semble confirmer ces sombres pré-

dictions. ● UN RÉCHAUFFEMENT planétaire éventuel modifierait profondément le cycle de l'eau, avec des répercussions politiques et sociales inévitables mais difficiles à évaluer.

● LES EXPERTS de l'Unesco restent cependant optimistes en affirmant que la nécessité de gérer en commun les ressources en eau peut aussi être un facteur de pacification.

## L'histoire des civilisations et des conflits humains au fil de l'eau

En reconstituant le climat d'Afrique orientale durant le dernier millénaire à partir d'indices recueillis dans les sédiments d'un lac, une équipe de chercheurs confirme que l'état des ressources hydriques des sociétés humaines est intimement lié à leur développement ou à leur déclin

L'EAU peut modeler l'histoire. Faire ou défaire un roi, être instrument d'oppression ou même arme de guerre. En 1503, Léonard de Vinci conspira avec Machiavel pour détourner le cours de l'Arno et l'éloigner de Pise, avec laquelle sa ville natale, Florence, était en guerre.

L'historien allemand Karl Wittfogel est l'un des premiers à avoir montré que l'eau, c'est le pouvoir. Il défend, dans les années 30, l'idée que les sociétés asiatiques – la Chine en particulier – sont « hydrauliques », c'est-à-dire des civilisations despotiques dans lesquelles l'eau est l'instrument de la puis-



sance politique. Marxiste, Karl Wittfogel en vient peu à peu à considérer les sociétés hydrauliques anciennes de Chine et de Russie comme annonciatrices des dictatures socialistes modernes. L'irrigation y était la clé de la production et de la stabilité, exigeant d'immenses travaux doublés d'une gestion bureaucratique. Ordre social, répression, crises politiques, tout dépendait des caprices de l'eau qui tombait du ciel pour irriguer les champs.

C'est ce que confirment les recherches menées aujourd'hui sur le climat de l'Afrique orientale, dont *Nature* rend compte dans son numéro du 27 janvier. Dirk Verschuren et son équipe de l'université du

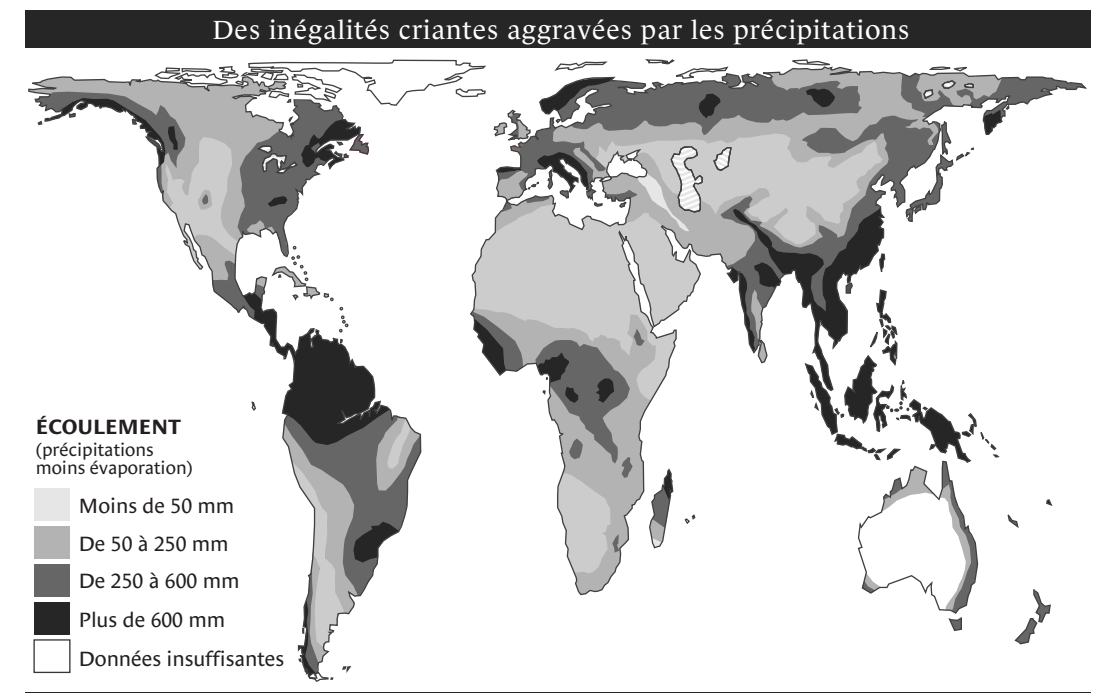
Minnesota (Etats-Unis) ont pu prouver que, depuis le Moyen Age, les désordres sociaux dans cette région coïncident avec les périodes de sécheresse.

Pour parvenir à cette conclusion, ces scientifiques s'appuient sur un relevé des précipitations en Afrique de l'Est sur une période de 1100 ans en forant les sédiments du cratère submergé de Crescent Island, sur le lac Naivasha, au Kenya. Ce lac de cratère est un indicateur extrêmement sensible du climat, son niveau d'eau fluctuant de façon visible avec les périodes sèches ou pluvieuses. Les changements qui y surviennent laissent leur empreinte dans les sédiments. Selon le niveau d'eau, la boue devient plus ou moins argileuse, ou limoneuse, plus ou moins riche en matières organiques. Si le lac s'assèche, l'eau se charge de sels dissous, ce qui augmente le taux de carbonates dans les sédiments.

### CAUSE DE TENSIONS

Ces repères ont permis à Dirk Verschuren et à son équipe de reconstituer l'histoire du lac jusqu'à l'an 900 de notre ère. Durant cette période, les variations du niveau d'eau ont pu atteindre quarante mètres, reflétant, selon les chercheurs, la hauteur des précipitations dans toute l'Afrique de l'Est. Ils ont ainsi constaté que, de l'an 1000 à l'an 1270, le climat de la région était plus sec qu'aujourd'hui. Cet épisode, qui porte le nom de « Période médiévale chaude », s'est traduit, en Europe, par des températures exceptionnellement élevées. De 1270 à 1850 environ, le climat a été, en revanche, plus humide. Cette période, appelée « Petite ère glaciaire », a correspondu, en Europe, avec des températures plus froides qu'aujourd'hui.

Mais ces siècles d'humidité ont été, en Afrique de l'Est, entrecoupés de trois épisodes de sécheresse prolongée : en gros de 1380 à 1420,



Les précipitations renforcent les inégalités : l'eau est irrégulièrement répartie sur la planète. Ce phénomène entraîne des différences considérables dans la consommation : un Américain utilise en moyenne cent fois plus d'eau qu'un habitant du Burundi ou de l'Ouganda. Là où les pluies sont rares, la maîtrise de l'eau provoque inévitablement des conflits sociaux et politiques.

de 1560 à 1620 et de 1760 à 1840. Ces trois périodes correspondent précisément aux famines, aux troubles politiques et aux grandes migrations rapportées par la tradition orale de la région. En revanche, les années humides qui les séparent sont marquées par la stabilité politique et une augmentation de la population. Ce sont les « première et seconde ères de prospérité », selon les récits locaux.

Ces conclusions renforcent les prévisions de nombre d'experts politiques selon lesquels la pénurie d'eau sera, dans les cent ans qui viennent, l'une des grandes causes de tensions internationales. En 1996, les scientifiques estimaient que l'homme utilise plus de la moi-

tié de l'eau douce qui lui est accessible. Les besoins ont triplé de 1950 à 1990 et, malgré des mesures conservatoires, ils continuent d'augmenter. Si la tendance actuelle persiste, la demande pourrait être supérieure aux réserves disponibles vers 2030.

### INÉGALITÉS RENFORCÉES

La pénurie règne déjà dans de nombreuses régions du monde et les précipitations renforcent encore les inégalités. Un Américain utilise en moyenne cent fois plus d'eau qu'un habitant du Burundi ou de l'Ouganda. Là où les pluies sont rares, la maîtrise de l'eau provoque inévitablement des conflits sociaux et politiques. C'est le cas

dans le nord et le sud de l'Afrique, au Proche-Orient, en Amérique centrale et dans l'ouest des Etats-Unis. La population continuant de croître, la demande en eau augmente. Ces tensions ne peuvent que se multiplier à l'avenir.

Un milliard d'individus n'ont pas accès à l'eau potable, et la moitié de la population mondiale ne bénéficie pas des conditions d'hygiène des plus élémentaires. Quatre-vingt pour cent de toutes les affections et un tiers de l'ensemble des décès dans les pays en développement ont pour cause une eau contaminée. D'autres effets de la pollution des eaux sont apparus plus récemment. Les PCB, des composés synthétiques utilisés

dans la fabrication des peintures, plastiques, adhésifs, composants électriques ainsi que celle du papier sont responsables de la mort d'oiseaux de mer, de phoques et de dauphins, et considérés comme dangereux pour la santé de l'homme. Les métaux lourds comme le mercure, le plomb et le cadmium sont rejetés par un grand nombre d'industries. Les nitrates, employés comme engrais, peuvent passer des sols aux cours d'eau et aux nappes phréatiques. Leur présence en grande quantité dans l'eau réduit, chez le nouveau-né, la capacité à fixer l'oxygène. Les nitrates et les phosphates des détergents provoquent une multiplication des algues qui étouffent les lacs et les eaux maritimes côtières.

### ACCROISSEMENT DES RÉSERVES

Face à ces problèmes, les esprits évoluent. De plus en plus, la tendance est à une utilisation raisonnée de l'eau. Pour Sandra Postel, qui dirige, aux Etats-Unis, le Projet mondial de politique de l'eau, « la difficulté consiste à mettre autant d'ingéniosité à apprendre à vivre avec l'eau de façon équilibrée que nous en avons mis à la maîtriser et à la manipuler ». Le temps des gigantesques ouvrages hydrauliques semble déjà révolu. Le barrage des Trois-Gorges sur le fleuve Yangtzeu, en Chine, a clairement montré combien pouvaient être pesantes, controversées et (surtout) terriblement coûteuses de telles solutions.

Dans les pays développés, des industries recyclent désormais l'eau au lieu de la jeter après usage. On commence à réutiliser les eaux usées, pour l'irrigation par exemple, après un traitement relativement léger. En Israël, 70 % de l'eau à usage domestique rejetée par les communautés sert actuellement à cet usage.

Enfin, les perspectives d'un accroissement des réserves disponibles, au plan local comme mondial, ne sont en aucun cas épuisées. Le dessalement des eaux saumâtres ou salées est coûteux en raison des grandes quantités d'énergie qu'il consomme. Il n'est vraiment exploité que dans les pays relativement prospères et manquant d'eau que sont l'Arabie saoudite, le Koweït, Israël et les Etats-Unis. Mais une énergie solaire efficace et bon marché pourrait, si elle devenait réalisable, venir tout changer.

Plus original, une idée quelque peu bizarre de redistribution consiste à transporter l'eau douce dans de gigantesques sacs plastiques, comme la Compagnie d'approvisionnement en eau nordique d'Oslo, et l'Aquarius Holdings Ltd en Angleterre, cherchent à développer cette technologie de « l'eau ensachée ».

Ph. Ba.

Philip Ball

## Un cycle complexe sensible aux changements climatiques

L'EAU de la planète est, pour l'essentiel, trop salée pour être utile à autre chose qu'aux bateaux. L'eau douce ne représente que 3,5 % du total et elle est presque toute prisonnière dans les calottes glaciaires. Seul quelque 0,01 % est directement utilisable par l'homme. C'est l'eau des cours d'eau, des fleuves, des lacs et des nappes souterraines. Pour compliquer encore la situation, plus de la moitié de ces ressources sont inaccessibles, ou se perdent avant d'avoir servi. L'avantage de cette richesse est qu'elle est renouvelable ou, plutôt, régénérée en permanence. Son inconvénient est qu'elle constitue une ressource finie : il n'existe dans le système, à un moment donné, qu'une quantité d'eau douce limitée.

Chaque jour, plus de 1 000 kilomètres cubes d'eau s'évaporent des continents et des océans. La vapeur d'eau se condense en minuscules gouttelettes qui constituent les nuages, pour finalement retourner à la terre

sous forme de pluie, de grêle ou de neige. Les échanges entre notre globe et son atmosphère recyclent ainsi une quantité d'eau équivalente à celle de l'ensemble des océans tous les 3 000 ans.

Mais le cycle de l'eau – dont dépend toute vie sur la planète – ne se limite pas à cela. Une bonne partie de la vapeur d'eau retourne simplement à la mer sous forme de pluie, une autre retombe sur les terres, où elle constitue ruisseaux et rivières, pour accomplir son voyage de retour à la mer. Elle peut aussi emprunter d'autres voies. Tombant en neige sur les calottes polaires, elle y restera piégée dans les glaces des centaines de milliers d'années. L'eau de pluie s'infiltrera également dans les roches et les sols poreux, forme des nappes aquifères avant de resurgir à la surface dans les sources ou d'être captée par les puits. Elle peut, aussi, regagner les airs en étant transpirée par les plantes. Un bouleau, par exemple, libère

plus de 36 litres d'eau par jour. Le cycle hydrologique est ainsi un ensemble de rouages enchevêtrés dont chacun évolue à sa propre vitesse. L'une des questions-clés auxquelles les scientifiques sont confrontés dans l'étude des changements climatiques est la transformation de ce cycle sur une planète que réchauffe l'effet de serre. La hausse de la température moyenne aggravera-t-elle les problèmes que pose déjà la diminution des réserves en eau au regard des besoins, ou les allégera-t-elle ? Les calottes glaciaires vont-elles croître ou diminuer (et le niveau des océans, en conséquence, baisser ou s'élever) ? Les tempêtes et les inondations vont-elles devenir plus fréquentes ?

Personne ne peut encore répondre précisément à ces questions. On pense naïvement qu'une planète qui se réchauffe devient plus sèche. Mais plus de chaleur, c'est plus d'évaporation, et la plupart des climatologues estiment aujourd'hui qu'un ré-

chauffement produira un cycle hydrologique plus rapide, qui créera, au contraire, plus d'humidité dans l'air.

Cela dit, il est difficile de connaître la suite. La planète devrait être, dans l'ensemble, plus humide, mais les conséquences des chutes de pluie différeront d'une région à l'autre. Certaines vont ainsi s'assécher. Et les variations saisonnières vont se renforcer. Aux latitudes médianes de l'hémisphère Nord, les étés pourraient être plus secs et les hivers plus humides. Parce que les tempêtes, les cyclones en particulier, sont liés aux taux d'évaporation, un cycle hydrologique plus actif pourrait entraîner des épisodes de grande agitation, avec un risque d'inondations catastrophiques. Certaines régions pourraient même être doublement pénalisées, alliant la sécheresse aux inondations.

## Janos Bogardi, chef de la section aménagement et développement durable des ressources en eau à l'Unesco

### « La gestion commune de l'eau peut être un facteur de pacification »

« Les études de l'historien Karl Wittfogel dans les années 30 et, aujourd'hui, les travaux de Dirk Verschuren en Afrique équatoriale montrent que, dans le passé, les problèmes d'approvisionnement en eau ont souvent été instruments de pouvoir, voire source de conflits. Qu'en est-il aujourd'hui ?

– Il existe deux écoles de pensée sur les problèmes de l'eau. La première, dite populiste – ou médiatique – affirme que, au XXI<sup>e</sup> siècle, des guerres auront lieu non plus à cause du pétrole, mais de l'eau, en raison de sa rareté et de la détérioration de sa qualité. Un autre courant estime, au contraire, que la gestion commune de l'eau peut être un facteur de pacification. C'est aussi notre avis à l'Unesco. L'histoire montre, d'ailleurs, que

l'aménagement des ressources hydrauliques a été au point de départ du développement de nombreuses sociétés humaines.

– Il est vrai que les tensions sont fréquentes autour de cette ressource. Il y a eu – et il y a – des conflits parfois aigus, voire des violences mais, le plus souvent, très localisés et entre utilisateurs d'un même pays. Ces conflits n'ont pratiquement jamais dégénéré en guerres. Il existe, *a contrario*, des exemples étonnants de coopération. Le plus fameux est celui de l'Inde et du Pakistan : au plus fort de la guerre qui les opposait dans les années 60, ces deux pays n'ont jamais interrompu le financement des travaux d'aménagement qu'ils menaient en commun sur le fleuve Indus.

– L'eau est une ressource telle-

ment fondamentale que les pays comprennent le plus souvent la nécessité de trouver une solution. Nous sommes persuadés que les conflits qui subsistent aujourd'hui, comme, par exemple, entre la Turquie, l'Irak et la Syrie seront résolus pacifiquement.

– Les modifications du régime des pluies que pourrait induire un éventuel réchauffement planétaire ne risquent-elles pas d'accroître encore des inégalités déjà criantes en matière d'accès à l'eau ?

– Tous les scientifiques ne sont pas d'accord, mais il existe plus ou moins un agrément pour dire qu'un changement climatique – qu'il soit ou non causé par l'homme – se traduira par une augmentation des extrêmes, même à débit total équivalent. Il y aura donc plus de

sécheresses et plus d'inondations. Pour sécuriser les approvisionnements, il faudra prendre des mesures techniques qui auront forcément un impact sur l'environnement. Les barrages et les réservoirs ne sont jamais anodins pour l'écosystème. Il faudra faire des choix. L'environnement est important, mais la survie des hommes aussi. Et l'homme est partie intégrante de l'écosystème...

– Sentez-vous, de la part des grandes puissances, une véritable volonté de traiter le problème (sous forme, par exemple, d'aide technologique) ? Quel peut être le rôle des Nations unies à cet égard ?

– Il existe une volonté, mais elle n'est probablement pas encore suffisante pour permettre une véritable prise en compte du problème. L'en-

vironnement financier et les véritables études font encore défaut. Mais les choses avancent. Du 17 au 22 mars se tiendra, à La Haye, aux Pays-Bas, le deuxième forum mondial des eaux. Il est organisé par le Conseil mondial de l'eau, une organisation non gouvernementale soutenue par l'Unesco, la Banque mondiale et par des pays comme la Suède, le Canada ou les Pays-Bas. Il s'agit d'une sorte de « centre de pensée politique internationale » qui voudrait initier une prise de conscience des problèmes de l'eau à l'échelle de la planète en proposant, notamment, un schéma d'aménagement pour les vingt-cinq prochaines années. J'espère que ce genre d'initiative influencera le débat de la Conférence ministérielle pour le développement durable des eaux, qui se réunit régulièrement depuis 1977 et dont la

prochaine session aura lieu à La Haye en même temps que ce forum.

– Je pense que c'est aussi le rôle de l'Unesco de soutenir ce genre d'initiative. Nous avons pour mandat de nourrir la culture de la paix afin d'éviter les conflits armés. Notre action pour promouvoir une nouvelle éthique visant à mettre en œuvre une exploitation rationnelle de l'eau, plus soucieuse de l'environnement et du respect de la nature, entre tout à fait dans ce cadre.

Propos recueillis par Jean-Paul Dufour

★ Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El Pais et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction de l'anglais par Sylvette Gleize.



# Un an et demi après son titre de champion, le RC Lens recherche son identité perdue

Les Nordistes ont nettement battu Le Havre (4-0)

Vainqueurs du Havre (4-0), mercredi 26 janvier, sur leur pelouse du stade Félix-Bollaert, à l'occasion de la 23<sup>e</sup> journée du championnat de France

de première division, les footballeurs lensois ont quitté la zone dangereuse du classement, se reconciliant avec une partie de leur public. Mais le

malaise demeure entre des supporters déçus par une saison mal conduite et un effectif désorienté par des résultats chaotiques.

**LENS**  
De notre envoyé spécial  
Le Racing Club de Lens a réalisé un authentique exploit, mercredi 26 janvier, au stade Félix-Bollaert : inscrire quatre buts sur une pelouse que le gel avait rendue d'avantage appropriée à l'art de la glissade qu'à celui du contrôle orienté. Défiant les lois de l'équilibre et de la gravité, les joueurs au maillot sang et or ont infligé à leurs homologues du Havre une sévère défaite (4-0), synonyme de redistribution des cartes dans le bas du classement de première division.



**FOOTBALL**  
A onze journées de la fin du championnat, Lens s'est extirpé de la zone dite de relégation, cédant son strapontin à son rival d'un soir. Les Havrais s'imaginaient peut-être, avant le coup d'envoi, que l'hiver leur servirait d'allié dans l'objectif de neutralisation du jeu qu'ils s'étaient fixés. « Rien ne pouvait nous arrêter ce soir, ni le gel, ni le froid, ni l'adversaire », commentait, après la rencontre, le défenseur lensois Valérien Ismaël.

Quatre jours plus tôt, à Besançon, dans des conditions climatiques également difficiles, les joueurs de l'entraîneur François Brissou avaient sombré corps et biens (1-2) en 32<sup>e</sup> de finale de Coupe de France face à un club évoluant deux divisions en dessous. Dépités, des supporters lensois ayant fait le long déplacement dans le Doubs avaient alors cédé à la nouvelle mode en cours parmi les fans de football : s'en prendre physiquement à ses

propres joueurs. Une boule de neige, lancée à destination d'un remplaçant qui s'en retournait aux vestiaires, donnait lieu à une bagarre.

Comment celui que l'on présente souvent comme le « meilleur public de France » en était-il arrivé là ? Un contraste tient lieu d'explication : il y a un an et demi, le RC Lens était sacré champion de France ; le voilà désormais qui lutte pour sauver sa place en première division. Deux intersaisons marquées par un nombre vertigineux de transferts ont déstructuré le club artésien, au point de le rendre méconnaissable. Pris en grippe, lui aussi, par une partie du stade, le président du RC Lens, Gervais Martel, se défend en évoquant le revers de la médaille.

« Automatiquement, après un titre, vos joueurs sont demandés par d'autres clubs plus riches, et vous ne pouvez pas les garder, explique-t-il. C'est le système et cela ne me choque pas. Je comprends parfaitement qu'un garçon qui évolue à Lens ait envie d'aller à Barcelone ou à Liverpool. Ce qui est difficile, après, c'est de reconstruire une équipe d'une année sur l'autre, de choisir les bonnes personnes au bon moment, de parvenir à un bon amalgame. Je constate que Paris Saint-Germain et Auxerre ont connu les mêmes difficultés que nous après leur titre de champion. » Les départs de valeurs sûres comme Jean-Guy Wallemme et Stéphane Ziani après le sacre de mai 1998, auxquels se sont ajoutées l'année suivante les cessions de joueurs comme Tony Vairelles, Stéphane Dalmat et Vladimir Smicer, avaient pourtant ramené une manne providentielle à ce club traditionnel

n'appartenant à aucun capitaine d'industrie mais soutenu par un myriade de PME locales. Pour la saison 1999-2000, la bagatelle de 172 millions de francs put être consacrée au renouvellement de l'effectif.

Le RC Lens s'est-il laissé éblouir par tant d'argent ? Le recrutement de deux Français qui avaient pris le wagon de l'étranger à la faveur de l'arrêt Bosman - Jocelyn Blanchard, parti à la Ju-

« Rien ne pouvait nous arrêter ce soir, ni le gel, ni le froid, ni l'adversaire »

ventus Turin, et Olivier Dacourt, parti à Everton - a vite tourné au fiasco. Têtes de turc des supporters, les deux revenants n'ont jamais pu confirmer les promesses sonnantes et trébuchantes investies sur eux (46 et 55 millions de francs). Parallèlement, alors qu'une dizaine d'autres joueurs étaient enrôlés, l'absence de meneur de jeu et le renoncement aux valeurs traditionnelles du jeu lensois se sont faits, à chaque match, plus criants.

« Il y a encore deux ans, l'équipe reposait sur de nombreux joueurs de la région qui aimaient bien le combat physique et qui se donnaient à fond. On les a remplacés par des joueurs beaucoup plus doués techniquement, mais qui sont sans doute moins costauds dans leur tête. Le fait est qu'on n'a pas réussi à compenser les vertus d'hier », constate l'un des quatre rescapés de la saison du titre, le

défenseur latéral Eric Sikora, trente-deux ans dont vingt passés au club. S'il assume les difficultés rencontrées par le RC Lens, au point de s'en expliquer en patois ch'timi devant les supporters, Gervais Martel sait qu'il n'est pas le seul responsable. L'origine du malaise remonte au milieu de la saison dernière avec le départ de Jean-Luc Lamarque, l'un des meilleurs connaisseurs en France de ce que l'on appelle le « marché des joueurs ». En récupérant la responsabilité d'une partie du recrutement, l'entraîneur Daniel Leclerc s'est enfoncé dans une série de mauvais choix.

Il s'en est d'ailleurs vite rendu compte lui-même : après neuf journées de championnat, il quitte le club, parvenant à déguiser sa démission en limogeage. Nommé à sa place, François Brissou héritait d'un groupe hétéroclite, peu solidaire et noyauté par un clan de joueurs ayant fait leurs classes dans un autre club, le RC Strasbourg. Mais le plus étonnant dans cette équipe faite de bric et de broc, c'est qu'à côté du pire elle a parfois produit le meilleur, telle cette victoire à Kaiserslautern (4-1) lui permettant d'être toujours en course en Coupe de l'UEFA.

Mercredi, les Sang et Or ont accentué le paradoxe en marquant quatre buts alors qu'ils occupaient la dernière place des meilleures attaques du championnat. « Ce n'est qu'une victoire, rien de plus », atténuait François Brissou. « Lens, ce n'est tout de même pas le Milan AC », indiquait de son côté le capitaine du Havre, Nicolas Weber.

Frédéric Potet

# Un soleil brésilien brille sur le Paris-Saint-Germain

SI L'AS MONACO, tenu en échec à Metz (1-1), mardi 25 janvier, conserve la première place du classement du championnat de France de première division, Paris-Saint-Germain a consolidé sa deuxième place grâce à la victoire emportée, mercredi 26 janvier, face à Strasbourg (4-0). Les quatre buts ont été inscrits par le Brésilien Christian. Auteur d'un match nul (0-0) à Saint-Etienne, Auxerre partage la troisième place avec Lyon, qui n'a pu venir à bout de Bordeaux (1-1), buts de Jacek Bak à la 5<sup>e</sup> minute et de Lilian Laslandes à la 17<sup>e</sup> minute.

En bas du classement, Montpellier, vainqueur de Nancy (1-0), but de Patrice Loko à la 3<sup>e</sup> minute, occupe toujours la dernière place, précédé par Troyes, battu à domicile (1-2), mardi, par Marseille, et Le Havre, dominé par Lens (4-0), mercredi.

La prochaine journée, mardi 1<sup>er</sup> et

mercredi 2 février, verra Monaco accueillir le PSG, tandis qu'Auxerre recevra Bordeaux. Un faux pas parisien conjugué à un bon match auxerrois pourrait permettre à l'équipe de Guy Roux, dotée d'une des meilleures défenses du championnat, de s'emparer de la deuxième place.

En deuxième division, Lille, vainqueur à Louhans-Cuiseaux (2-1), à l'occasion de la 24<sup>e</sup> journée du championnat de France, continue sa course en tête (57 points), comptant douze points d'avance sur Toulouse, qui a battu Sochaux (3-0) et devance Guingamp, dominé par Ajaccio (1-0), de cinq points (45 contre 40).

Les autres résultats : Caen-Cannes 1-1 ; Le Mans-Valence 4-0 ; Créteil-Nîmes 3-2 ; Nice-Laval 2-0 ; Châteauroux-Amiens 0-0 ; Niort-Lorient 1-0 ; Wasquehal-Gueugnon 1-0.

# 6<sup>e</sup>-Sens prépare déjà la prochaine Coupe de l'America

Les régatiers français cherchent des « adversaires »

AUCKLAND (Nouvelle-Zélande) de notre correspondante

Alors que les huit autres challengers éliminés de la Coupe Louis-Vuitton ont déjà plié bagages, le défi français joue les prolongations à Auckland (Nouvelle-Zélande), en vue d'une participation à la prochaine Coupe de l'America. L'expérience de cette Coupe Louis-Vuitton 1999-2000 a été « tellement positive », selon les responsables du Défi Bouygues Telecom-Transiciel, que de ne pas envisager la suite serait un vaste gaspillage.

Les Néo-Zélandais ayant indiqué qu'en cas de nouvelle victoire ils comptaient organiser l'épreuve à l'été 2002-2003, l'équipe de 6<sup>e</sup> Sens s'active déjà. Ainsi, pendant que les finalistes - Prada-Challenge et AmericaOne - disputaient leur deuxième régata de la Coupe Louis-Vuitton, à l'occasion de la finale des challengers, jeudi 27 janvier, sur le golfe d'Hauraki, le voilier français rentrait, pendant quelques minutes seulement pour cause de conditions climatiques trop instables, le deuxième bateau italien (Ita-48).

A terre, le reste de l'équipe travail-

chitectes du bateau, Juan Kouyoumdjian. Entre le premier et le deuxième tour des éliminatoires, 6<sup>e</sup>-Sens avait déjà été modifié de manière conséquente, et cette nouvelle métamorphose en fera un « lièvre » parfaitement optimisé. Un « coup double » pour les Français, puisque, outre l'avance prise sur le prochain programme technique, les modifications effectuées avant la fin de la Coupe de l'America 2000 ne seront pas comptabilisées dans les transformations - limitées par le règlement - pour la prochaine édition de l'épreuve. Les dix membres du design team, les navigants impliqués dans la rédaction du cahier des charges du bateau et les initiateurs du Défi se réuniront, à Auckland, fin février, pour faire le bilan.

« SANS ÉTAT D'ÂME »

Plus ouverts que leurs prédécesseurs des anciens Défis, ils envisagent de nouer des contacts locaux en vue de nouvelles collaborations technologiques. Sur le plan sportif, les équipiers devraient encore effectuer quelques séances d'entraînement jusqu'au 12 février. Pour rendre ces « sorties » plus intéressantes, ils ont fait savoir qu'ils cherchaient des « adversaires ». Des régates contre le défendeur de la Coupe de l'America, Team New Zealand, sont envisagées « sans état d'âme », bien que pour le moment les Français préfèrent se mesurer à des bateaux plus familiers.

Les challengers finalistes, AmericaOne et Prada, ont également été sollicités. Et il est dans leur intérêt d'occuper les Français pour éviter qu'ils ne « jouent » trop avec les Néo-Zélandais, auxquels ils pourraient donner des points de comparaison. Les équipiers français ne devraient pas rester au repos longtemps. La direction triciphale du Défi Bouygues Telecom-Transiciel envisage deux options. L'une d'elles consiste à se spécialiser dans le match-racing, à la manière de Prada, et sous-entend la construction très rapide d'un second bateau ou l'acquisition d'un autre Class America.

L'autre option, pour le moment favorisée, serait de constituer une écurie présente dans les grandes épreuves internationales, comme la course autour du monde en équipage avec escales, la Volvo Race (ancienne Whitbread). Cette perspective enchante les équipiers et passionne les architectes. Les sponsors, qui sont dans d'excellentes dispositions, attendent une proposition concrète.

Florence de Changy

**DÉPÊCHE**

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 8 effectués mercredi 26 janvier. Premier tirage : 4, 12, 19, 25, 47, 48, numéro complémentaire : 28. Second tirage : 4, 8, 11, 15, 22, 48, numéro complémentaire : 18. Les rapports ne nous sont pas parvenus.

## Le championnat de France de football de D1

23 <sup>e</sup> JOURNÉE		CLASSEMENT													
		Points		G		N		D		Diff.		Champs		Séries	
Metz-Monaco	1-1														
Troyes-Marseille	1-2	1	Monaco	49	23	15	4	4	+29	=	PGGGN				
Lyon-Bordeaux	1-1	2	Paris-SG	41	23	12	5	6	+10	=	GPNNG				
Paris-SG-Strasbourg	4-2	3	Auxerre	39	23	11	6	6	+5	=	NGNGN				
Saint-Etienne-Auxerre	0-0	4	Lyon	39	23	11	6	6	+5	=	GGNPN				
Bastia-Sedan	1-0	5	Bordeaux	32	23	8	8	7	+1	▲	PGPNN				
Rennes-Nantes	0-0	6	Sedan	32	23	9	5	9	-2	▼	NGNPP				
Montpellier-Nancy	1-0	7	Marseille	31	23	7	10	6	+3	▲	PPNNG				
Lens-Le Havre	4-0	8	Bastia	30	23	7	9	7	+2	▲	GNNPG				
		9	St-Etienne	30	23	8	6	9	0	▼	GPPPN				
		10	Rennes	30	23	8	6	9	-1	▼	PPGPN				
		11	Nancy	29	23	8	5	10	-1	▼	GGGGP				
		12	Metz	28	23	5	13	5	+2	▼	PPGNN				
		13	Nantes	28	23	8	4	11	-2	▼	GNPNN				
		14	Lens	27	23	7	6	10	-5	▲	PGPNG				
		15	Strasbourg	27	23	7	6	10	-9	▼	NPNGP				
		16	Le Havre	26	23	7	5	11	-14	▼	PNGGP				
		17	Nancy	26	23	8	2	13	-15	▼	GPPPP				
		18	Montpellier	21	23	5	6	12	-8	▼	NPPNG				

LES CARTONS	
Rouges	Jaunes
1 Nantes 0 32	
2 Bastia 0 53	
3 Saint-Etienne 1 55	
16 Paris-SG 5 53	
17 Nancy 6 53	
18 Le Havre 8 45	

LES ATTAQUES		
1 Monaco 49 buts	• 2 Paris-SG 37 buts	• 3 Bordeaux 34 buts.

LES DÉFENSES	
1 Monaco 20 buts	• 2 Auxerre et Lyon 23 buts.

LES BUTEURS		
1 Simone (Monaco) 16 buts	• 2 Anderson (Lyon) 15 buts	• 3 Trezeguet (Monaco) 14 buts.

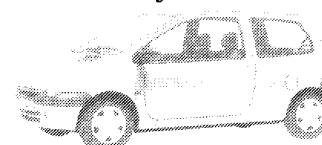
  

24 <sup>e</sup> JOURNÉE	
Mardi 1 <sup>er</sup> février : Auxerre-Bordeaux ; Monaco-Paris-SG.	
Mercredi 2 février : Marseille-Rennes ; Strasbourg-Lyon ; Saint-Etienne-Lens ; Sedan-Montpellier ; Nantes-Metz ; Nancy-Troyes ; Le Havre-Bastia.	

## Le Monde TROISIEME SEMAINE DU GRAND CONCOURS L'ANNÉE DU SIÈCLE France Inter

### COMMENT PARTICIPER ?

Vous avez jusqu'au lundi 31 janvier pour découvrir l'événement du siècle qui se cache derrière le titre suivant : "Lauriers en gélatine". Aidez-vous de l'indice du jour ci-dessous pour trouver son nom puis recherchez sa date exacte dans le cahier spécial jeu paru dans Le Monde daté du 9-10/01/00, disponible chez votre marchand de journaux.

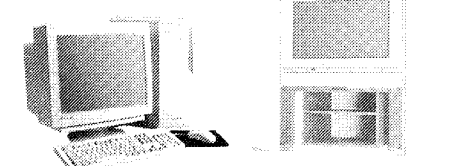


### 3 INDICES PAR JOUR !

Le 1<sup>er</sup> indice paraît dans les pages du Monde, le 2<sup>e</sup> sur le site www.lemonde.fr et le 3<sup>e</sup> sur France Inter entre 7 h et 9 h. Vous pouvez envoyer 1 réponse par participant et par jour, maximum, avant le lundi 31 janvier, sur bulletin ou papier libre, collé sur dos de carte postale.

### PLUS D'UN MILLION DE FRANCS DE PRIX À GAGNER !

Gagnez cette semaine : 1<sup>er</sup> Prix : 1 Tuingo Pack. 2<sup>e</sup> Prix : 1 PC multimédia Pentium III, 500 Mhz. 3<sup>e</sup> prix : 1 week-end à St-Petersbourg pour 2 personnes dans un hôtel 5\*. 4<sup>e</sup> prix : 1 téléviseur 16/9 82 cm Thomson. Du 5<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup> prix : 6 appareils photos numériques Fuji MX-2900. Du 11<sup>e</sup> au 100<sup>e</sup> prix : 90 radios cassettes Thomson.



A la Libération, le jugement se rendait dans un casino.

### Bulletin réponse 3<sup>e</sup> semaine -

Inscrivez ici en lettres majuscules le nom de l'événement de la semaine à trouver,

Le jour, le mois et l'année

QUESTION SUBSIDIAIRE pour départager les ex aequo, devinez le tirage du Monde daté du 30-31/01 :

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

SIGNATURE

ABONNÉ  NON

A compléter en totalité et renvoyer sur jusqu'au samedi 29/01 dernière levée postale, à :

L'ANNÉE DU SIÈCLE / BP 460 / 77838 OZOIR LA FERRIÈRE cedex.

selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 06/01/78, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant en écrivant à l'adresse ci-dessus. \*signature des parents pour les mineurs.

www.lemonde.fr

Règlement, déposé chez SCP Bourgeois, Magnier 77 Roissy en Brie, et cahier spécial disponibles sur demande écrite à l'adresse indiquée sur le bulletin ci-contre.



# La parité, le couple et les questions d'argent

De plus en plus de femmes qui travaillent ouvrent des comptes séparés pour assumer leur indépendance financière. Mais l'homme supporte toujours mal de gagner moins d'argent que sa conjointe

« **VOUS DITES** qu'il ne peut pas y avoir de vol dans un couple ? On voit bien que vous ne connaissez pas ma femme... » Cette lettre, qui figure parmi les « perles » des compagnies d'assurance, illustre à quel point les questions d'argent dans le couple sont complexes. Quel que soit le statut matrimonial – mariage, union libre, divorce... –, et sans même aborder les problèmes délicats d'enfants ou de succession, les questions d'argent reposent avant tout sur la confiance : confiance entre partenaires, ou avec son banquier. D'ailleurs l'adjectif fiduciaire (l'argent sous forme de pièces et de billets) vient du latin *fiducia*, qui signifie « confiance ».

Les couples aimeraient bien ne parler que de sentiments, mais les contingences matérielles les rattrapent vite. L'auteur de la lettre aurait dû savoir que, quel que soit

d'un certain style de vie dans le couple.

Deux options se présentent alors. D'abord, celle des « *indépendantes combatives* », qui refusent toute notion de caisse commune. Elles souhaitent garder la haute main sur leur portefeuille, et certaines vont, par exemple, jusqu'à inscrire le financement des dépenses communes sur une feuille de papier, pour veiller à l'égalité des contributions. Marine a ainsi acheté une maison en commun avec son compagnon, mais a tenu à ce que deux emprunts similaires, dans deux banques différentes, soient réalisés, chacun choisissant d'ailleurs ses propres modalités de remboursement.

A côté de cette attitude extrémiste, s'est imposé le modèle du couple à trois comptes : un chacun, plus un compte joint alimen-

relations publiques », résume ironiquement un banquier. Ainsi cet homme qui voulait remplacer d'urgence le réfrigérateur familial tombé en panne, revient-il dépité chez lui, sans avoir pu effectuer l'achat : on avait refusé de lui consentir un crédit personnel, bien qu'il ait montré une carte d'appartenance à une société de crédit. Mais celle-ci était établie au nom de sa femme et non au sien. « *Vous savez, avec les couples, on a eu trop de problèmes de divorces et d'impayés* », s'était-il entendu répondre. En théorie, ce refus est naturel, car la notion de compte joint s'applique seulement aux comptes à vue (les comptes chèques), les comptes titres et autres emprunts ne sont consentis qu'à un client unique. Mais en pratique, un réfrigérateur constitue souvent une grosse dépense, fréquemment financée en commun.

## JOUER SEUL AVEC L'ARGENT

La télématique peut aussi semer la zizanie, car elle requiert une confiance accrue. Dès que l'on connaît les divers codes secrets, il est possible de vider un compte sans rien demander à personne. Pour choisir un exemple sérieux, imaginons un achat d'actions sur Internet, dont le cours s'effondre en quelques heures... Voilà qui n'œuvre pas vraiment pour la paix des ménages. Le risque n'est donc pas seulement celui de communiquer ses coordonnées bancaires par voie informatique, c'est aussi celui de jouer seul avec l'argent du couple.

Les banques continuent de jouer sur l'inégalité du couple face aux questions d'argent pour maintenir leurs contacts avec la clientèle, donc leurs activités de conseil. « *On voit souvent des dames âgées qui, après le décès de leur mari, doivent gérer elles-mêmes des comptes bancaires dont elles n'ont aucune idée du fonctionnement. Nous les y aidons* », explique un banquier. Cette notion de conseils personnalisés et suivis devient cruciale pour les banques afin de contrer la croissance très rapide des nouveaux établissements de crédit par téléphone. Dans cet esprit, le Crédit agricole propose à ses chargés de clientèle un stage d'une semaine, intitulé « *Le patrimoine des familles recomposées : tenir compte de l'évolution des structures familiales* ». Avec des séminaires pointus, comme par exemple, « *L'acquisition ou la vente de biens en cours de procédure de divorce* ». Comme le constate tristement une mère de famille parisienne, « *dès que l'on parle d'amour, on en vient vite à parler d'argent* ». Et si le désamour survient, c'est pire...

Françoise Lazare

## Protéger son jardin secret

Certaines dépenses sont parfois jugées très privées, devant rester inconnues même au sein du couple. Comment faire alors pour protéger son « *jardin secret* », pour transférer de l'argent à un tiers sans que personne ne le sache ? Il existe en théorie des bons anonymes, au porteur ou de capitalisation, permettant de tels transferts. Mais l'Etat intervient rapidement, par le biais d'une taxation très lourde, pour rappeler qu'il apprécie peu cet anonymat... qui lui rappelle peut-être trop les transactions « *au noir* ».

En France, ces bons ne sont pratiquement plus utilisés. Par ailleurs, la loi de finances pour 2000 limite à 20 000 francs le montant autorisé des transactions en liquide entre particuliers... Elles pouvaient atteindre jusqu'à 150 000 francs jusqu'en 1990.

le statut matrimonial, il ne peut y avoir de vol entre époux. Comme le rappelle un avocat, le code civil prévoit une « *immunité familiale* », et il n'existe « *pas de qualification pénale au sein d'un couple* ».

## LA SOLUTION DES TROIS COMPTES

Au nom de cette immunité, les banques proposent depuis longtemps aux couples l'établissement de comptes joints, l'invention bancaire censée libérer l'homme et la femme des questions d'argent. Grâce à ces comptes, les époux peuvent piocher à leur guise dans la cagnotte commune, quitte à s'expliquer ensuite entre eux. Dans le modèle familial traditionnel où les revenus dépendaient du seul salaire du mari, cette solution était très pratique. Le « *M. ou Mme* » repose sur la confiance mutuelle des participants.

Mais aujourd'hui la majorité des femmes de tous les milieux travaillent (60 % de la tranche d'âge des 15-65 ans en 1997, contre seulement 49 % en 1970). Elles dérogent des revenus de plus en plus importants, qu'elles ont de moins en moins envie de partager. Mais ce deuxième salaire est souvent devenu indispensable au maintien

té et utilisé en commun pour financer les « *grosses* » dépenses (impôts, logement, enfants). Pour ouvrir ce type de compte, nul besoin d'être marié officiellement, et nul rapport avec le pacte civil de solidarité (Pacs) voté en 1999. Il suffit d'être deux, sans lien familial ou affectif distinct. A trois personnes ou plus (frères et sœurs, amis, partenaires d'entreprise...), il est possible d'ouvrir un compte collectif, tant que les « *cotitulaires, tous responsables solidairement* », assurent le bon fonctionnement du compte. Une fois de plus, la confiance est au centre de l'édifice, car en cas de chèque impayé, tous les titulaires se trouvent sous la menace d'un interdit bancaire.

Quelles que soient la commodité et la souplesse d'utilisation du compte joint, il n'est donc pas si facile de faire argent commun. Surtout lorsque la maladie, la mécontente ou le divorce viennent pointer leur nez. « *Libéré* » ou non, l'homme supporte encore mal de gagner moins d'argent que sa femme. Et s'il lui laisse volontiers tenir les comptes au jour le jour, il est présent aux rendez-vous chez le banquier, là où se déroulent les discussions « *sérieuses* ». « *Elle fait la communication interne, il s'occupe des*

## Les tracasseries financières d'un couple ordinaire

LILLE

de notre envoyée spéciale

Le téléphone sonne sans discontinuer dans les locaux, situés dans la banlieue lilloise, de la société Cofidis, l'un des leaders hexagonaux du crédit à la consommation. Parmi les bureaux immaculés se trouve celui du « *pré-rec* », alias « *pré-recouvrement* », où l'on tente d'éviter que les clients ne s'endorment dans le surendettement. « *Ici, on essaie de ne jamais considérer les clients comme de mauvais payeurs* », déclare un responsable marketing de Cofidis. S'il s'active pour les aider, c'est peut-être désintéressé, mais c'est certainement aussi parce que Cofidis et ses concurrents ont prêté beaucoup d'argent, peut-être trop, à des ménages peu solvables. Et que tous espèrent leur apporter davantage à l'avenir.

Les sociétés de prêts « *discrets, faciles, rapides* » s'adressent surtout aux couples, deux fois plus consommateurs que les célibataires. Un simple coup de fil permet d'emprunter plusieurs milliers de francs, avec des formalités réduites au minimum. Tout cela est-il bien sérieux ? Oui, car le client potentiel a en ligne « *un véritable conseiller commercial, et non un simple opérateur de centre d'appels* [call center] », rappelle-t-on. Et si les taux d'intérêt dépassent généralement les 10 %, la faiblesse des remboursements mensuels les rend indolores, fait-on encore valoir.

Mais tout n'est pas toujours si rose. Aujourd'hui, Isabelle téléphone parce qu'elle est devenue une pré-rec, et non plus une cliente or-

dinaire. Tout cela, affirme-t-elle, parce qu'elle a un peu abusé des chèques pour faire ses cadeaux de Noël, et que sa banque lui a retiré son découvert automatique de 10 000 francs. De là, elle a été frappée d'« *interdit bancaire* » et ne peut donc plus émettre un seul chèque.

## ÉVITER LA CATÉGORIE DES « NON-FINANÇABLES »

Toute la structure financière du couple a vacillé, notamment l'emprunt contracté pour l'achat d'une automobile à usage professionnel pour son mari, représentant de commerce. Isabelle est contrainte d'honorer les échéances liées à l'achat de la Citroën ZX, faute de quoi le couple risque la saisie du véhicule, peut-être la perte d'emploi. La stabilité financière de la famille en dépend...

Avec un revenu mensuel net de 11 500 francs (4 500 francs pour Isabelle, caissière dans une grande surface, 7 000 francs pour son mari), le couple et ses deux enfants vivent déjà sur la corde raide. Le crédit à la consommation était tentant, le couple dispose aujourd'hui de nombreuses cartes... et de 40 000 francs d'encours de crédit à la consommation (le mot dette est proscrit chez Cofidis). En promettant un premier règlement – par mandat – immédiat, Isabelle espère encore éviter son transfert dans la catégorie honteuse des couples « *non-finançables* »... il signifierait alors la fin des crédits à la consommation.

F. L.



## Hommes, femmes, travail

- **Activité professionnelle** : le taux d'activité des femmes a fortement augmenté au cours des dernières décennies : de 49 % des 15-65 ans en 1970, il est passé à 60 % en 1997. Parmi ces femmes, seules 30 % travaillent à temps partiel (5 % pour les hommes), contre 40 % en Suède, et 68 % en Hollande.
- **Salaire** : sur la base de l'ensemble des salariés (y compris

les temps partiels), le salaire mensuel des 10 % de femmes les moins bien payées est de beaucoup inférieur à celui de la catégorie équivalente des hommes : 2 800 francs, contre 5 500 francs. Le salaire moyen des femmes travaillant à plein temps reste inférieur, selon l'Insee, de 20 % à celui des hommes.
- **Chômage** : depuis le début des années 80, le taux de chômage des femmes est supérieur de trois points environ

à celui des hommes. Fin 1999, il s'établissait globalement à 10,8 % de la population active, dont 9,2 % pour le chômage masculin, et 12,8 % pour le chômage féminin.
- **Divorce** : le nombre de mariages atteignait annuellement 280 000 en 1996 (après un sommet de 417 000 en 1972). Mais 120 000 divorces ont été comptabilisés en 1996. On comptait donc à cette date près de 40 divorces pour 100 mariages.

# Manière de voir

Le bimestriel édité par

# LE MONDE

diplomatique

## Soixante guerres en dix ans

■ Nouvelle ère, par **Ignacio Ramonet**. ■ Un cadre pour le XXI<sup>e</sup> siècle, par **Ignacio Ramonet**. ■ Kosovo, leçons d'une guerre, par **Gabriel Kolko**. ■ Washington rêve d'une arme absolue, par **Paul-Marie de La Gorce**. ■ Faillite occidentale dans les Balkans, par **Xavier Bougarel**. ■ Sale guerre en Tchétchénie, par **Jean Radvanyi**. ■ Succession sur fond d'impasse en Azerbaïdjan, par **Vicken Cheterian**. ■ L'Asie centrale en voie de talibanisation, par **Ahmed Rashid**. ■ Comment Chypre fut épurée, par **Niels Kadritzke**. ■ L'Irlande du Nord au tournant, par **Robbie McVeigh**. ■ Inde-Pakistan, le bras de fer, par **Philip S. Golub**. ■ Massacre annoncé au Timor-Oriental, par **Noam Chomsky**. ■ La paix selon Ehoud Barak, par **Amnon Kapeliouk**. ■ Israël, une société qui se défait, par **Dominique Vidal** et **Joseph Algazy**. ■ Le Liban sud résiste, par **Walid Charara** et **Marina Da Silva**. ■ Lente agonie en Irak, par **Alain Gresh**. ■ Les Etats-Unis au secours de Luanda, par **Augusta Conchiglia**. ■ La Sierra Leone mutilée, par **Elizabeth Blunt**. ■ Rebelles et parrains se partagent le Congo, par **Colette Braeckman**. ■ Ethiopie-Erythrée, un conflit meurtrier, par **Alain Renon**. ■ En Amérique latine, le grand retour de Washington, par **Enrique Vigil**. ■ Après négociations en Colombie, par **Pascal Drouhaud**. ■ Chiapas, un combat pour la dignité, par **José Saramago**. ■ Droit d'ingérence, par **Dominique Vidal**.

*Avec de nombreuses cartes, chronologies, bibliographies (y compris les sites Internet) et un important glossaire.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €



# Dégradation au nord

**VENDREDI.** L'anticyclone régresse vers le sud, ce qui met fin à la période des belles journées ensoleillées et froides. Des nuages arrivés de l'Atlantique vont traverser une grande moitié nord du pays d'ouest en est. Cet apport d'humidité sur de l'air encore froid peut rendre localement les sols glissants. Méfiance !

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** - Contrairement aux matins précédents, le réveil se fait sous des nuages assez nombreux. Quelques gouttes peuvent tomber ça et là et rendre les sols glissants. L'après-midi, cela s'améliore légèrement, alors que le vent d'ouest se renforce sur les côtes de la Manche. Il fera de 5 à 8 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - La matinée est encore ensoleillée sur le Nord. Ailleurs, le ciel est déjà très nuageux. Les sols sont localement glissants. Le ciel de l'après-midi alterne entre passages nuageux et éclaircies. Il fera de 2 à 6 degrés.

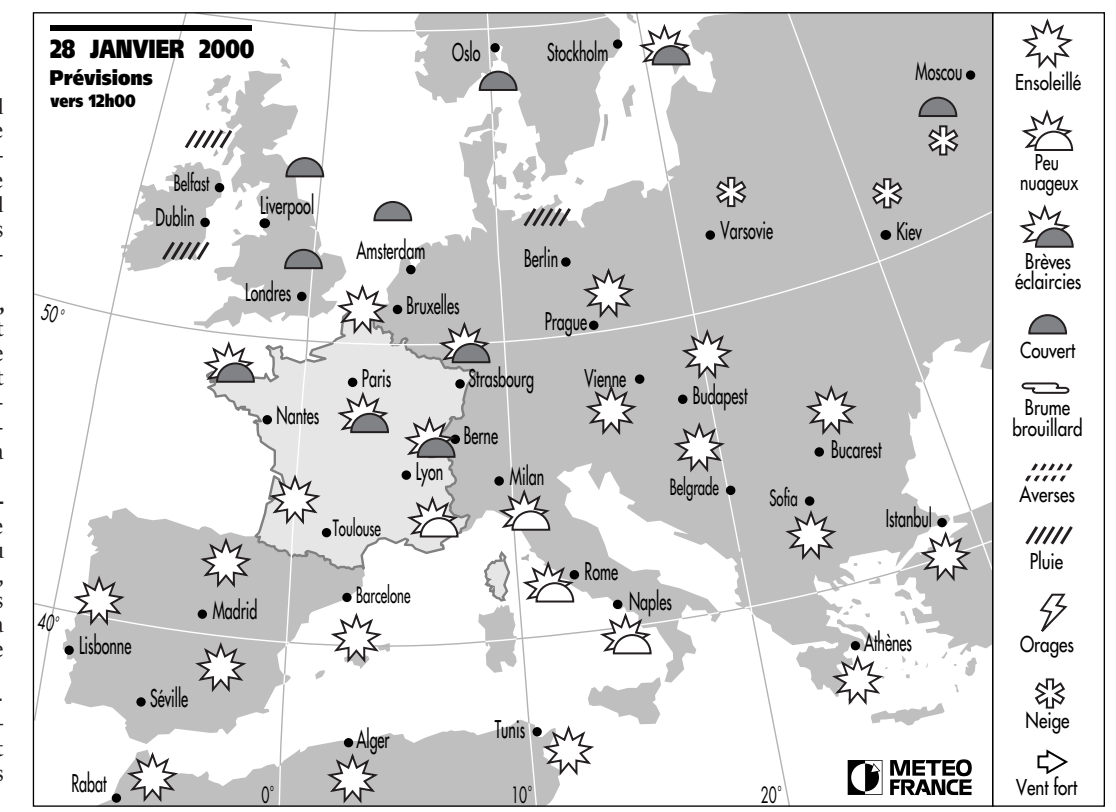
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - Il faut profiter du début de matinée encore ensoleillé, car les nuages envahissent rapidement le ciel de ce vendredi. En fin de journée, le ciel est couvert, des gouttes verglaçantes ou des flocons peuvent tomber. Il fera de 1 à 3 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - La grisaille est souvent le lot de la matinée. Puis le soleil revient sur Midi-Pyrénées et l'Aquitaine alors que le Poitou et surtout les Charentes passent un après-midi sous les nuages. Il fera de 6 à 10 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Sur le Limousin, le nord de l'Auvergne et la haute vallée du Rhône, la matinée est grise et froide, avec des sols glissants. Les nuages persistent en journée. Plus au sud, la journée est plus ensoleillée. Il fera de -1 degré à 3 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Les nuages du matin se dissipent et le soleil revient dans l'après-midi. Les températures vont de 9 à 13 degrés.



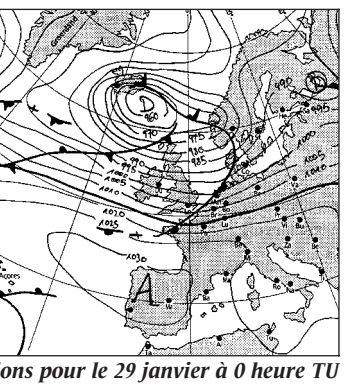
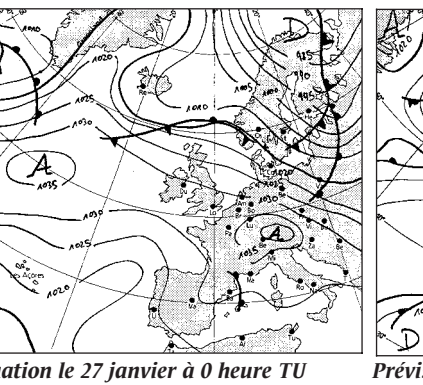
(Publicité) <http://www.ebookers.com/fr>  
**Lyon 3°C**  
**St Lucia 30°C**  
eBookers.com

## PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER 2000

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE métropole	NANCY	-7/2 N
AJACCIO	3/13 S	NANTES
BIARRITZ	4/11 S	NICE
BORDEAUX	0/10 S	PARIS
BOURGES	-4/3 N	PAU
BREST	1/7 N	PERPIGNAN
CAEN	0/6 N	RENNES
CHERBOURG	1/6 N	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	-5/5 N	STRASBOURG
DIJON	-6/2 N	TOULOUSE
GRENOBLE	-7/5 N	TOURS
LILLE	0/5 N	FRANCE outre-mer
LIMOGES	-3/7 N	CAYENNE
LYON	-5/6 N	FORT-DE-FR.
MARSEILLE	1/10 S	NOUMEA

PAPEETE	24/29 C	KIEV	-3/-2 *	VENISE	-2/6 S	LE CAIRE	4/12 P
POINTE-A-PIT.	22/28 S <td>LISBONNE<td>8/15 N<td>VIENNE<td>-5/0 S<td>NAIROBI<td>13/29 S</td></td></td></td></td></td>	LISBONNE <td>8/15 N<td>VIENNE<td>-5/0 S<td>NAIROBI<td>13/29 S</td></td></td></td></td>	8/15 N <td>VIENNE<td>-5/0 S<td>NAIROBI<td>13/29 S</td></td></td></td>	VIENNE <td>-5/0 S<td>NAIROBI<td>13/29 S</td></td></td>	-5/0 S <td>NAIROBI<td>13/29 S</td></td>	NAIROBI <td>13/29 S</td>	13/29 S
ST-DENIS-RE.	25/29 P <td>LIVERPOOL<td>4/10 C<td>AMÉRIQUES<td></td><td>PRETORIA<td>17/29 S</td></td></td></td></td>	LIVERPOOL <td>4/10 C<td>AMÉRIQUES<td></td><td>PRETORIA<td>17/29 S</td></td></td></td>	4/10 C <td>AMÉRIQUES<td></td><td>PRETORIA<td>17/29 S</td></td></td>	AMÉRIQUES <td></td> <td>PRETORIA<td>17/29 S</td></td>		PRETORIA <td>17/29 S</td>	17/29 S
EUROPE		LONDRES	1/9 C <td>BRASILIA</td> <td>20/25 P<td>TUNIS</td><td>9/19 S</td></td>	BRASILIA	20/25 P <td>TUNIS</td> <td>9/19 S</td>	TUNIS	9/19 S
AMSTERDAM	2/7 C <td>LUXEMBOURG</td> <td>6/11 S<td>BUENOS AIR.</td><td>20/32 C<td>ASIE-OCÉANIE</td><td>8/17 S</td></td></td>	LUXEMBOURG	6/11 S <td>BUENOS AIR.</td> <td>20/32 C<td>ASIE-OCÉANIE</td><td>8/17 S</td></td>	BUENOS AIR.	20/32 C <td>ASIE-OCÉANIE</td> <td>8/17 S</td>	ASIE-OCÉANIE	8/17 S
ATHENES	6/11 S <td>MADRID</td> <td>2/11 C<td>CARACAS</td><td>23/26 C<td>BANGKOK</td><td>19/28 S</td></td></td>	MADRID	2/11 C <td>CARACAS</td> <td>23/26 C<td>BANGKOK</td><td>19/28 S</td></td>	CARACAS	23/26 C <td>BANGKOK</td> <td>19/28 S</td>	BANGKOK	19/28 S
BARCELONE	4/12 S <td>MILAN</td> <td>-2/6 S<td>CHICAGO</td><td>-13/-8 S<td>BOMBAY</td><td>20/31 S</td></td></td>	MILAN	-2/6 S <td>CHICAGO</td> <td>-13/-8 S<td>BOMBAY</td><td>20/31 S</td></td>	CHICAGO	-13/-8 S <td>BOMBAY</td> <td>20/31 S</td>	BOMBAY	20/31 S
BELFAST	3/10 P <td>MOSCOU</td> <td>-9/5 C<td>LIMA</td><td>19/20 P<td>DIJAKARTA</td><td>25/29 S</td></td></td>	MOSCOU	-9/5 C <td>LIMA</td> <td>19/20 P<td>DIJAKARTA</td><td>25/29 S</td></td>	LIMA	19/20 P <td>DIJAKARTA</td> <td>25/29 S</td>	DIJAKARTA	25/29 S
BELGRADE	-5/-2 S <td>MUNICH</td> <td>-11/-3 N<td>LOS ANGELES</td><td>9/17 S<td>DUBAI</td><td>17/26 S</td></td></td>	MUNICH	-11/-3 N <td>LOS ANGELES</td> <td>9/17 S<td>DUBAI</td><td>17/26 S</td></td>	LOS ANGELES	9/17 S <td>DUBAI</td> <td>17/26 S</td>	DUBAI	17/26 S
BERLIN	-2/2 P <td>NAPLES</td> <td>4/13 S<td>MEXICO</td><td>10/19 C<td>HANOI</td><td>10/15 S</td></td></td>	NAPLES	4/13 S <td>MEXICO</td> <td>10/19 C<td>HANOI</td><td>10/15 S</td></td>	MEXICO	10/19 C <td>HANOI</td> <td>10/15 S</td>	HANOI	10/15 S
BERNE	-6/2 N <td>OSLO</td> <td>-7/3 C<td>MONTREAL</td><td>-20/-16 S<td>HONGKONG</td><td>7/15 S</td></td></td>	OSLO	-7/3 C <td>MONTREAL</td> <td>-20/-16 S<td>HONGKONG</td><td>7/15 S</td></td>	MONTREAL	-20/-16 S <td>HONGKONG</td> <td>7/15 S</td>	HONGKONG	7/15 S
BRUXELLES	-1/5 S <td>PALMA DE M.</td> <td>5/15 S<td>NEW YORK</td><td>-13/-9 S<td>JERUSALEM</td><td>7/10 P</td></td></td>	PALMA DE M.	5/15 S <td>NEW YORK</td> <td>-13/-9 S<td>JERUSALEM</td><td>7/10 P</td></td>	NEW YORK	-13/-9 S <td>JERUSALEM</td> <td>7/10 P</td>	JERUSALEM	7/10 P
BUCAREST	-9/4 S <td>PRAGUE</td> <td>-5/3 S<td>SAN FRANCIS.</td><td>8/13 S<td>NEW DELHI</td><td>8/19 S</td></td></td>	PRAGUE	-5/3 S <td>SAN FRANCIS.</td> <td>8/13 S<td>NEW DELHI</td><td>8/19 S</td></td>	SAN FRANCIS.	8/13 S <td>NEW DELHI</td> <td>8/19 S</td>	NEW DELHI	8/19 S
BUDAPEST	-7/2 N <td>ROME</td> <td>4/13 S<td>SANTIAGOCHI</td><td>12/28 S<td>PEKIN</td><td>-13/-2 S</td></td></td>	ROME	4/13 S <td>SANTIAGOCHI</td> <td>12/28 S<td>PEKIN</td><td>-13/-2 S</td></td>	SANTIAGOCHI	12/28 S <td>PEKIN</td> <td>-13/-2 S</td>	PEKIN	-13/-2 S
COPENHAGUE	2/4 P <td>SEVILLE</td> <td>7/17 N<td>TORONTO</td><td>-15/-8 S<td>SEOUL</td><td>-8/1 S</td></td></td>	SEVILLE	7/17 N <td>TORONTO</td> <td>-15/-8 S<td>SEOUL</td><td>-8/1 S</td></td>	TORONTO	-15/-8 S <td>SEOUL</td> <td>-8/1 S</td>	SEOUL	-8/1 S
DUBLIN	-2/5 N <td>ST-PETERSB.</td> <td>-7/5 *<td>WASHINGTON</td><td>-10/4 S<td>SINGAPOUR</td><td>25/28 P</td></td></td>	ST-PETERSB.	-7/5 * <td>WASHINGTON</td> <td>-10/4 S<td>SINGAPOUR</td><td>25/28 P</td></td>	WASHINGTON	-10/4 S <td>SINGAPOUR</td> <td>25/28 P</td>	SINGAPOUR	25/28 P
FRANCFORT	-5/3 S <td>STOCKHOLM</td> <td>-4/1 N<td>AFRIQUE</td><td><td>SYDNEY</td><td>20/24 S</td></td></td>	STOCKHOLM	-4/1 N <td>AFRIQUE</td> <td><td>SYDNEY</td><td>20/24 S</td></td>	AFRIQUE	<td>SYDNEY</td> <td>20/24 S</td>	SYDNEY	20/24 S
GENEVE	-2/4 C <td>TENERIFE</td> <td>11/16 P<td>DAKAR</td><td>18/24 S<td>TOKYO</td><td>1/7 S</td></td></td>	TENERIFE	11/16 P <td>DAKAR</td> <td>18/24 S<td>TOKYO</td><td>1/7 S</td></td>	DAKAR	18/24 S <td>TOKYO</td> <td>1/7 S</td>	TOKYO	1/7 S
HELSINKI	-8/4 * <td>ISTANBUL</td> <td>1/4 S<td>KINSHASA</td><td>22/29 S<td></td><td></td></td></td>	ISTANBUL	1/4 S <td>KINSHASA</td> <td>22/29 S<td></td><td></td></td>	KINSHASA	22/29 S <td></td> <td></td>		
ISTANBUL	1/4 S <td>VARSOVIE</td> <td>-2/0 *<td></td><td></td><td></td><td></td></td>	VARSOVIE	-2/0 * <td></td> <td></td> <td></td> <td></td>				



## VENTES

**DU VENDREDI 4** au dimanche 6 février, le 21<sup>e</sup> Salon de l'Antiquité de Bourges réunit près de soixante antiquaires qui sélectionnent pour cette manifestation une marchandise de bon niveau, dont l'authenticité est contrôlée par deux experts. Dans cet achalandage très diversifié, les secrétaires restent une pièce toujours demandée, décorative, pratique et de peu d'embarras. Un large choix de

prix est proposé aux amateurs, avec des modèles XVIII<sup>e</sup> siècle entre 50 000 et 100 000 F, 7 622 et 15 244 €, et XIX<sup>e</sup> siècle à partir de 10 000 F, 1 524 €.

Apparu vers 1740, le secrétaire est issu du cabinet des siècles précédents, qui lui a légué sa conception de meuble à tiroirs, à laquelle s'est mêlée l'idée d'un bureau, l'abattant où l'on peut s'installer pour écrire. Son succès immédiat

lui vaut de se répandre rapidement dans les hôtels aristocratiques comme dans les demeures bourgeoises, phénomène qui s'amplifie encore au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce succès explique le grand nombre d'exemplaires parvenus jusqu'à nous dans les catégories les plus variées. Quelle que soit son époque de fabrication, on apprécie ce meuble suivant l'harmonie des proportions (avec une préférence

pour le secrétaire un peu large), la beauté du décor, le soin apporté aux finitions et l'ancienneté. Quelques éléments significatifs de sa qualité d'exécution lui apportent plus de valeur : la doucine, sorte de profil sinueux qui surmonte le meuble, lui donnant un aspect plus fini et lui permettant de s'intégrer dans son environnement, un tiroir secret ouvrant à l'aide d'un mécanisme, la présence d'un théâtre intérieur au décor raffiné.

Les modèles Louis XV ou Louis XVI, ornés de marqueterie légère (« ailes de papillon ou filets à la grecque ») ou en placage d'acajou, se négociaient à partir de 40 000 à 45 000 F (6 000-6 900 €).

Les prix atteignent allègrement 50 000 à 100 000 F (7 622-15 244 €) avec les exemplaires Louis XV aux galbes plus affirmés, à un décor de marqueterie élaboré. A la fin de l'époque Louis XVI, le secrétaire se démocratise encore avec l'utilisation de bois naturel, en général du noyer. Ces meubles simples se vendent de 30 000 à 35 000 F (4 573 à 5 335 €).

**UN THÉÂTRE INTÉRIEUR SOIGNÉ**  
Sous l'Empire, les modèles courants les plus raffinés offrent un théâtre intérieur soigné, encadré de colonnes, des montants en colonnes détachées, des poignées en bronze ciselé et doré, un placage

d'acajou ou de poirier. Leur prix se situe de 25 000 à 30 000 F (3 811 à 4 573 €) et baisse jusqu'à 20 000 F (3 048 €) pour les « demi-colonnes » de facture moins soignée. Très nombreux dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les secrétaires de type Louis-Philippe en placage d'acajou valent de 12 000 à 15 000 F (1 829 à 2 286 €), les modèles en bois naturel, 10 000 à 12 000 F, 1 524 à 1 829 €. De manière générale, les parties inférieures en vantaux ouvrant sur tiroir sont plus appréciées que les tiroirs apparents.

Les visiteurs du Salon pourront découvrir sur place une rétrospective des œuvres de Magdeleine Hue (1882-1944), peintre de l'école de Rouen dont elle est la seule représentante féminine, et, dans le même parc des expositions, admirer plus de cinquante véhicules de collection, de 1909 à 1959.

Catherine Bedel

★ 21<sup>e</sup> Journée de l'antiquité, parc des expositions, boulevard Lamarck, 18000 Bourges, du vendredi 4 au dimanche 6 février, vendredi de 18 à 21 heures ; samedi de 10 à 20 heures ; dimanche de 10 à 19 heures. Entrée : 25 F (3,81 €).

# Un large choix de secrétaires proposé au Salon de Bourges

## Calendrier

### ANTIQUITÉS-BROCANTE

- **Bordeaux-Lac (Gironde)**, du vendredi 28 janvier au dimanche 6 février, tél. : 05-56-81-80-88.
- **Blois (Loir-et-Cher)**, du vendredi 28 au dimanche 30 janvier, tél. : 02-47-67-25-51.
- **Reims (Marne)**, du vendredi 28 au dimanche 30 janvier, tél. : 03-26-02-04-06.
- **Paris**, espace des Blancs-Manteaux 4<sup>e</sup> arrondissement, du vendredi 28 au dimanche 30 janvier, tél. : 01-45-89-32-07.
- **Rouen (Seine-Maritime)**, du vendredi 28 au dimanche 30 janvier, tél. : 02-35-18-28-28.

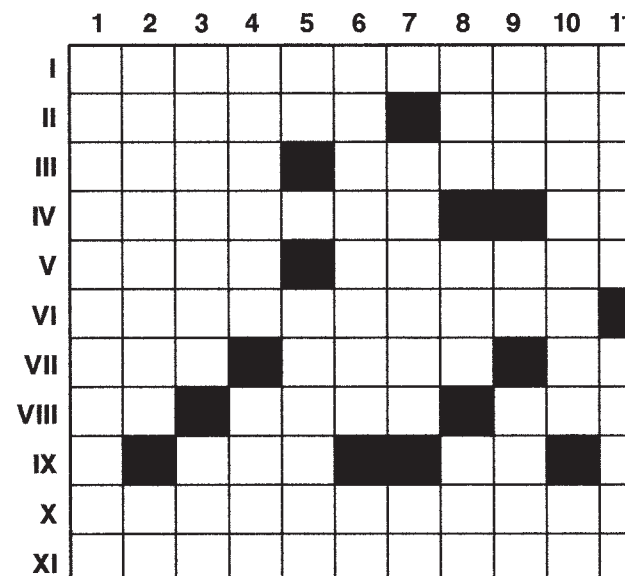
- **Saint-Jean-de-Muzols (Ardèche)**, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 04-75-90-37-82.
- **Chaumont (Haute-Marne)**, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 03-25-03-35-69.
- **Thiers (Puy-de-Dôme)**, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 06-84-57-06-82.
- **Paris**, square Adolphe-Chérioux (15<sup>e</sup> arrondissement), samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 01-40-62-95-95.
- **Antony (Hauts-de-Seine)**, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 01-40-71-07-63.
- **Enghien-les-Bains (Val-d'Oise)**, samedi 29 et lundi 31 janvier, tél. : 03-44-27-67-60.

### COLLECTIONS

- **Nîmes (Gard)**, minéraux-fossiles, du vendredi 28 au dimanche 30 janvier, tél. : 04-66-02-40-22.
- **Paris-Bercy**, 12<sup>e</sup> arrondissement, Numi-carta, vendredi 28 et samedi 29 janvier, tél. : 01-43-36-23-01.
- **Guéret (Creuse)**, cartes postales et timbres, samedi 29 janvier, tél. : 05-55-52-14-29.
- **Nîmes (Gard)**, salon multicollecion, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 04-90-62-69-65.
- **Argenteuil (Val-d'Oise)**, cinéma, samedi 29 et dimanche 30 janvier, tél. : 01-39-47-12-02.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 00 - 024



### HORIZONTELEMENT

- Met dans le coup. - II. Son essence fleurit bon l'oranger. Sans traitement. - III. Pour suspendre. Que l'on aura du mal à retenir. - IV. Espaces musicaux. En fin de dictée. - V. Maréchal de France. Pour mener les bêtes. - VI. S'occupe de la fin. - VII. Pression d'autrefois. L'avoir donne faim. Possessif. - VIII. Bien arrivé. Pour le repos du militaire. Point de départ. - IX. Délice félin. Sur la portée. - X. Pour tous ceux

qui ne souhaitent pas se mouiller. - XI. Fais un mouvement.

### VERTICALEMENT

- Incapable de se retenir. - 2. La même aux boutons. Fin d'infinifit. - 3. Cousin de la hyène et amateur de termites. Changement dans les cordes. - 4. Propre à la région. Peuvent être mâchés avant de servir. - 5. Personnel. Plus ou moins agréables selon leurs origines. - 6. Excellentes en friture. Coule

dans le Nord. - 7. Entrepreneurs. Donne la mesure au pied de la Muraille. - 8. Sans changement. Essaie d'être à la pointe des revendications. Son coup peut faire plaisir. - 9. Au Pérou. Dans les lois. Sale et n'importe comment. - 10. S'accrochent aux bords des paupières. Personnel. - 11. Descentes en nombre. Foyers.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 00 - 023

#### HORIZONTELEMENT

- Histogramme. - II. Antidouleur. - III. Na. Pou. Erse. - IV. Drains. Ci. - V. It. Aspe. An. - VI. Cid. Tee. DDT. - VII. Acéré. Pliée. - VIII. Pu. Isolée. - IX. Elus. Cuisse. - X. Uélé. Rm. Eon. - XI. Remèdes. Lut.

#### VERTICALEMENT

- Handicapeur. - 2. Inarticulée. - 3. St. Aède. ULM. - 4. Tipi. Risée. - 5. Odonates. - 6. Gousse. Ocre. - 7. Ru. Péplums. - 8. Alèse. Lei. - 9. Mer. Diesel. - 10. Muscade. Sou. - 11. Ereintement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gunschourg  
94852 Ivry cedex

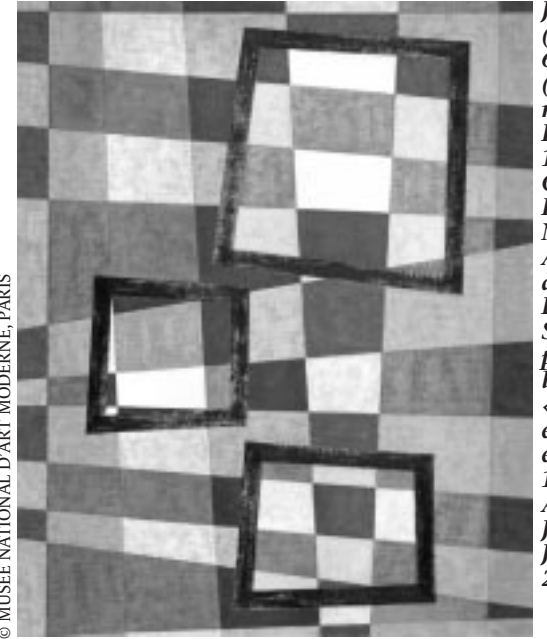
PRINTED IN FRANCE

## L'ART EN QUESTION

N° 154

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

# Changer l'homme



Jean Leppien (1910-1991), 6/53 LXVI (Trois fenêtres rouges), 1953. Huile sur toile, 100 x 78 cm. Centre Pompidou, MNAM/CCI. Actuellement à l'Ancienne Douane de Strasbourg, pour l'exposition « Abstractions en France et en Italie, 1945-1975. Autour de Jean Leppien ». Jusqu'au 20 février.

a été aidé par la femme d'un de ses professeurs. S'agit-t-il de :

- Sonia Delaunay ?
- Nina Kandinsky ?
- Sophie Taeuber-Arp ?

Réponse dans Le Monde du 4 février.

Réponse du jeu n° 153 paru dans Le Monde du 21 janvier.

Les peintres des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle qui se sont intéressés aux sujets médiévaux sont désignés sous le nom de peintres du style troubadour.

Le Monde  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corra  
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26







# Franck Amsallem, un Français à New York

Le pianiste, qui a collaboré avec de grands noms du jazz, s'installe pour un soir au Duc des Lombards

EN JUIN 1999, la venue du trio de jazz Prysm au festival de la Knitting Factory avait été l'occasion pour quelques musiciens français installés à New York de prendre des nouvelles du pays, saluer des amis. Certains sont là depuis quelques mois, d'autres ont été adoptés par la ville depuis plusieurs années. Parmi eux, Franck Amsallem pourrait faire figure de vétéran. Il a vu bien des arrivées et bien des retours. « Rester ici, dit-il, c'est du provisoirement définitif. » En 1981, ce pianiste né le 25 octobre 1961 à Oran (Algérie), qui a grandi à Nice, entre pour trois ans à la Berklee School of Music à Boston, la plus célèbre école d'enseignement du jazz. « Au-delà de la musique, j'avais appris la langue, les codes, le fonctionnement de la société américaine, se souvient Franck Amsallem qui revient en Europe pour une tournée. A New York, quand j'ai entendu le son, la puissance, l'énergie que transmet cette ville, j'ai su que je devais rester. »

Pour un musicien de jazz, français ou pas, la règle est simple à New York. Il faut jouer, beaucoup, avec le maximum de gens, dans toutes les situations. Cela permet de vivre, payer le loyer, sortir pour

voir ce que font les autres ; il n'y a quasiment pas d'aides, pas d'Orchestre national de jazz, la concurrence nécessite d'être disponible, la ville est chère même pour ceux qui résident à Brooklyn plutôt que Manhattan. « On ne refuse rien, explique Franck Amsallem. Le piano-bar dans des hôtels où personne n'écoute, des remplacements dans des orchestres pour des soirées. Ici, ce n'est pas considéré comme artistiquement dégradant parce qu'il y a toujours quelque chose à en retirer. Il y a aussi les shows de Broadway mais c'est plus difficile avec les syndicats, qui sont très protectionnistes. »

## « J'ÉTAIS UN PEU EXOTIQUE »

En 1987, Franck Amsallem se marie et obtient sa carte de séjour. Pour la nationalité américaine, il n'a pas sauté le pas, comme la plupart de ses compatriotes. Peut-être pour conserver son identité, laisser une porte ouverte vers des racines, même si le jazz afro-américain est en lui depuis son adolescence. « Je viens de l'histoire du jazz, celle des années 40 à 60, Bud Powell, Errol Garner, Wynton Kelly, mais aussi tout ce qui a ses sources dans le music-hall, les chansons qui sont devenues les standards du ré-



« Quand j'ai entendu l'énergie que transmet cette ville, j'ai su que je devais rester. »

pertoire. Autant dire qu'ici il y a du monde pour jouer ça. Pendant un temps, j'étais aussi un peu exotique à vouloir jouer sur ce terrain-là. Je suis là depuis longtemps, j'ai enregistré aux États-Unis, j'ai eu des commandes pour des compositions, des arrangements... maintenant je fais partie de la scène new-yorkaise. » Le saxophoniste David Liebman a fait son éloge en évoquant la variété des ambiances, l'utilisation savante des harmonies, un goût certain pour la mélodie, le talent d'écriture en particulier dans les ballades, le genre le plus difficile du jazz.

La liste des musiciens avec qui Amsallem a mené des groupes ou

collaboré continue de l'étonner. Le tromboniste Bob Brookmeyer, les contrebassistes Gary Peacock ou Ron Carter, les saxophonistes Charles Lloyd, Bobby Watson, Gerry Mulligan ou Sonny Fortune, les trompettistes Randy Brecker, Kenny Wheeler, l'arrangeur Bob Belden, le chanteur Harry Belafonte... Avec le saxophoniste Tim Ries s'est nouée une relation à long terme. « Ici il est fondamental, vital, d'avoir envie de jouer, plus que cela même. Les musiciens le sentent vite, c'est pour cela que l'on te sollicite ou qu'on accepte de participer à un de tes groupes. Mulligan, si tu jouais un accord qui ne lui plaisait pas, il arrêterait l'or-

chestre immédiatement. » A Paris, Franck Amsallem est programmé pour la première fois au Duc des Lombards, le club qui, avec le New Morning, est devenu le lieu d'accueil des plus grands. Amsallem est là avec son expérience et cette énergie venue de New York, qui pour tenir un peu du cliché est toutefois réelle, palpable. A Paris, il sera de fait à nouveau un peu exotique.

Sylvain Siclier

★Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Le 27, 21 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.

## DÉPÊCHES

■ EXPOSITIONS : 270 000 visiteurs ont visité le Jardin planétaire présenté à La Villette. Événement d'ouverture des célébrations de l'an 2000 en France, cette exposition organisée par le paysagiste Gilles Clément, à la Grande Halle de La Villette, s'est ouverte le 15 septembre 1999 pour fermer ses portes le 23 janvier. Parmi les 270 000 visiteurs, 55 000 jeunes sont venus en groupes scolaires. Tous les éléments de l'exposition, végétaux et dispositifs muséographiques, seront réutilisés.

■ THÉÂTRE : l'édition 2000 du Guide de la diffusion théâtrale vient de paraître. Région par région, y sont répertoriés 836 théâtres en activité en France. Un index détaillé permet de retrouver les 2 500 pièces, 1 233 auteurs, et 1 693 metteurs en scène à l'affiche cette saison. Centre national du Théâtre, 6, rue de Braque, Paris 3<sup>e</sup>. 886 p., 170 F [25,92€].

■ ARCHÉOLOGIE : deux des six fours gallo-romains découverts, à Lyon, lors du chantier de construction d'une école seront conservés et déplacés. Ils sont liés à un atelier de céramique. La découverte de cet atelier, le plus important de par sa superficie et son contenu, jamais exhumé dans l'ancienne capitale des Gaules, avait provoqué une polémique opposant les partisans d'une conservation et ceux qui insistaient sur l'urgence de la construction d'une crèche-maternelle. Après 3,8 millions de francs (580 000 €) dépensés pour la fouille de l'atelier, 1 million (150 000 €) sera nécessaire pour son déplacement et son remontage.

# L'industrie du disque ébranlée par la fusion AOL-Time Warner-EMI

Réunis au Midem, les professionnels ont été obligés de réagir face au phénomène de concentration induit par la révolution de l'Internet

## CANNES

de notre envoyée spéciale

Le marché international du disque, de l'édition et de la vidéo musicale (Midem) s'est clos à Cannes le 26 janvier, alors que l'industrie du disque était encore sous le choc de la fusion de Warner Music Group (WMG), branche musicale du nouveau géant AOL-Time Warner, et du britannique EMI. Confirmée à Londres, le 24 janvier par les présidents de WMG, Roger Ames, et d'EMI, Ken Berry, la constitution de Warner EMI Music va rassembler environ deux mille cinq cents artistes sous contrat, et pourra faire usage, en vertu des droits d'édition et de copyright, de plus de deux millions de titres, recoupant un siècle de patrimoine musical (*Le Monde* du 25 janvier).

Dans les mois à venir, les autorités de la concurrence euro-

péenne et américaine, devront examiner les conditions de cette fusion. Faut-il prendre peur, faut-il se réjouir ? Internet « est probablement sans égal parmi les révolutions du secteur de la musique », a affirmé le 24 janvier Gerald Levin, PDG de Time Warner, et futur directeur général du nouveau groupe AOL-Time Warner, affirmant que la musique serait désormais vendue moins chère grâce notamment au réseau AOL.

## UN ESPACE DE LIBERTÉ

Les quelque onze mille professionnels inscrits cette année au Midem ont été forcés par les événements à réfléchir sur les phénomènes de concentration auxquels les industries culturelles n'échappent pas. Les acteurs de la filière disque sont souvent inquiets des profonds bouleversements in-

troducts par la distribution *on line* de la musique, soit sous forme de vente par correspondance de CD, soit sous forme de diffusion de titres en vue de téléchargement, via un ordinateur personnel ou un baladeur de type Rio. D'autres, notamment les labels indépendants consacrés aux musiques électroniques, tel le français F Communications (Laurent Garnier, Mr Oizo), ont appris à utiliser Internet. F Communications a d'ailleurs distribué au Midem une compilation, *Electronic With No Limit*, où il est indiqué, en anglais : « Si vous n'attrapez pas les vibrations du labo F Comm, pas de problème, parlez-en à vos enfants. Ils l'aimeront !!! », tout en prévenant que la copie illicite tue la création.

Pour ces derniers, fusion ou non, Internet reste un immense espace de liberté. Eric Morand,

fondateur de F Communications, estime que la création d'un mastodonte de la musique « représente une bouffée d'air frais et va contraindre les professionnels à faire preuve d'inventivité et d'imagination ». Bernard Coutaz, créateur d'Harmonia Mundi, société de production et distribution, qui possède trente et un magasins spécialisés en France, parle « d'un boulevard ouvert aux indépendants, à condition de repenser la distribution. Le marché du classique, du jazz, de la world, n'est pas en baisse par manque de public, mais de points de vente et de vitrines ».

Les indépendants, qui représentent en France environ 10 % de la distribution et 25 % de la production, espèrent occuper tous les créneaux que de lourdes machines telles qu'AOL-Warner-EMI seraient incapables d'atteindre. « Déjà

qu'EMI et Warner ne savaient plus exactement ce qu'il y a dans leurs catalogues, leur mariage ne va pas faciliter la clarté », observe un éditeur.

Pour Patrick Zelnik, nouveau président de l'Union des producteurs français indépendants (UPFI), « il aurait fallu davantage s'interroger sur le rachat de Warner, de Ray Charles et de tout le jazz, par AOL, un géant d'Internet qui perdait de l'argent ». Lors de la traditionnelle conférence de presse du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) au Midem,

## La responsabilité des portails Internet

Depuis la discussion au Sénat de la loi sur l'audiovisuel, le 19 janvier, les producteurs de disques et les sociétés de droits d'auteur et droits voisins ne décolèrent pas contre la ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann. Au nom de la liberté du Web, elle a combattu un amendement proposé par le sénateur Michel Pelchat (UDF) qui faisait suite à un précédent amendement proposé par le député Patrick Bloche (PS) et adopté par l'Assemblée nationale.

Aux termes de l'amendement Bloche, un portail Internet ne pouvait être poursuivi quand il abrite un site qui se livre à des activités illicites - quelles qu'elles soient. L'amendement Pelchat, qui vise, au contraire, à responsabiliser pénalement les portails n'a été adopté qu'à une voix de majorité. Les reproches des professionnels portent également sur les quotas de diffusion radio du répertoire francophone, que la ministre voulait légèrement réviser à la baisse.

Paul-René Albertini, vice-président de Sony Europe, avait insisté sur le fossé culturel séparant « les nouvelles économies et les industries traditionnelles de contenu ». Les majors du disque, toutes géantes qu'elles sont, se trouvent confrontées à des opérateurs ignorant apparemment tout du droit d'auteur, du métier d'artiste ou de la juste rémunération du producteur discographique.

## « LE MIDEM DE TOUS LES RECORDS »

Les nouveaux venus du Net étaient aussi au Midem pour « acquérir du contenu susceptible de faire grimper leur cotation en Bourse », ironise un musicien. Pour le Midem, ces vagues de fond sont une aubaine. « C'est le Midem de tous les records », explique Xavier Roy, PDG de Reed-Midem Organisation. Les gens de la musique connaissent Internet, ceux d'Internet connaissent moins bien la musique. Le Midem, qui s'est ouvert cette année par une journée consacrée au Net, le MidemNet, est aussi le salon des indépendants. Il y a quatre majors, mais nous avons 450 exposants [dont 58 sociétés de service de l'Internet]. »

Avec un millier de musiciens présents à Cannes, le Midem a parcouru les extrêmes du marché musical, de la variété ultracommerciale des NRJ Awards, soirée retransmise sur TF 1, aux musiques électroniques, aux jeunes talents de la chanson, aux musiques du monde, au rock espagnol ou anglais. Le Midem n'a pas pour autant suivi la dictature des parts de marché. A preuve, un programme de concerts multiplié par deux pour le Midem classique, dirigé par Hervé Corre, qui avait invité à Cannes le grand réconciliateur des générations, Pierre Henry.

Véronique Mortaigne

■ L E  
B O N  
M A R  
C H É

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél : 01 48 00 20 20 - Fax : 01 48 00 20 33  
Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17  
Internet : http://www.gazette-drouot.com

*Expositions :*  
la veille de la vente, 11h à 18h  
le matin de la vente, 11h à 12h  
Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc,  
92984 LA DEFENSE CEDEX - 01 49 04 01 83

**JEUDI 3 FEVRIER**

S.16- Tableaux anciens et du XIXe. Objets d'art et d'ameublement. **PIASA**

**VENDREDI 4 FEVRIER**

S.4- Chirurgie. Chirurgie plastique et anatomie.  
Livres anciens 1505 - 1940. **PIASA**

---

**PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES**  
5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10







EN VUE

« Comme le ferait toute personne douée de bon sens », Margaret Thatcher, éditée par le cas de son ami Pinochet, se préoccupe de ce qui pourrait lui arriver si elle voyageait « dans un mauvais pays ».

Quand l'armée birmane s'est emparée, mercredi 26 janvier, du quartier général des maquisards preneurs d'otages de l'hôpital de Ratchaburi, leurs chefs Johnny et Luther Htoo, colonels de l'Armée de Dieu, jumeaux de douze ans, « dotés de pouvoirs magiques », avaient disparu.

Mardi 25 janvier, à Ancône, un bloc de glace mystérieusement tombé du ciel, à l'aube, n'a fait que blesser Massimo Giunchi, ouvrier qui, pour se protéger du froid, portait deux chapeaux sur la tête.

Jugé sur sa trogne, condamné pour conduite en état d'ivresse en 1996, un sexagénaire souffrant d'un erythème vient d'obtenir réparation devant un tribunal de La Spezia.

Quatre responsables de la mission humanitaire « Arc-en-Ciel » en faveur des réfugiés kosovars ont été mis en examen, lundi 24 janvier à Rome, pour « détournement de fonds aggravé et continu, enrichissement personnel, faux et usage de faux en actes publics ».

Un commerçant de Zambrow, en Pologne, sera poursuivi pour « séquestration illégale », s'il persiste à vouloir enfermer les voleurs à l'étalage dans une cage portant l'inscription « En attendant la police » installée devant son magasin.

Les héritiers du sculpteur Edward Eriksen poursuivent le fabricant d'une cassette pornographique illustrée en couverture par la Petite Sirène de Copenhague, œuvre commandée par un brasseur pour immortaliser une danseuse du Théâtre royal.

Le colonel Jens Greve a relevé de ses factions, devant le Palais de la reine Margrethe, Ulla Hedegaard Juul, première femme admise dans la garde royale danoise, las de l'entendre se vanter de son travail d'appoint dans un bureau d'escort girls.

Le salon « Mipples », où les clients viennent se faire couper les cheveux par des coiffeuses aux seins nus, choque les villageois de New Bradwell, dans le Buckinghamshire profond.

Le tribunal de Birmingham donne raison à Judy Owen contre son employeur, l'Association des golfeurs professionnels, qui lui interdisait le port du pantalon.

Après le naufrage de son bateau, Chafih, Pakistanaï des Emirats arabes unis, repêché par un méthanier, a vécu six jours, sans vivres, sans eau, sur une mer agitée, ballotté dans un tonneau.

Christian Colombani

ADRIANO SOFRI a retrouvé la même cellule qu'il occupait cinq mois auparavant à la prison de Pise. Ce fut un retour difficile pour l'ancien dirigeant de Lotta continua dont la cour d'appel de Venise a refusé la révision du procès. Il s'y attendait et avait préparé sa valise afin de ne pas être pris à l'improviste. Ses deux coaccusés, Ovidio Bompresi et Giorgio Pietrostefani, tous deux reconnus coupables de l'assassinat d'un commissaire de police, Luigi Calabresi, le 17 mai 1972, à Milan, ont apparemment refusé de reprendre le chemin de la prison. Giorgio Pietrostefani serait retourné en France, pays qu'il avait

DANS LA PRESSE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard
La violence a cessé d'être exceptionnelle; elle fait désormais partie d'un système caïdal, où l'extorsion de fonds et les privilèges sexuels sont régis par un ensemble de règles tacites, protégées par la loi du silence: silence des acteurs, des témoins, des victimes, omerta quasi mafieuse encouragée par l'administration et les autorités locales qui redoutent de l'établissement dans la zone rouge. Toute cette face sociale n'a qu'un objet: cacher le déprissement probablement irréversible de l'école comme lieu de transmission du savoir et des valeurs au profit d'une entreprise de

quitté il y a trois ans, pour se soumettre à la justice de son pays. Ovidio Bompresi a disparu dans la nature.

Le sort de ces trois militants du mouvement gauchiste et l'acharnement de la justice à vouloir leur faire payer un meurtre commis il y a vingt-huit ans dans des circonstances mal éclaircies a soulevé l'indignation de la presque totalité de la presse transalpine. Le moment n'est-il pas venu de tirer un trait sur les « années de plomb » qui ont ensanglanté l'Italie au cours de cette période plurielle de « réactiver les vieilles rancœurs, de rouvrir les vieilles plaies nous contraignant à avancer

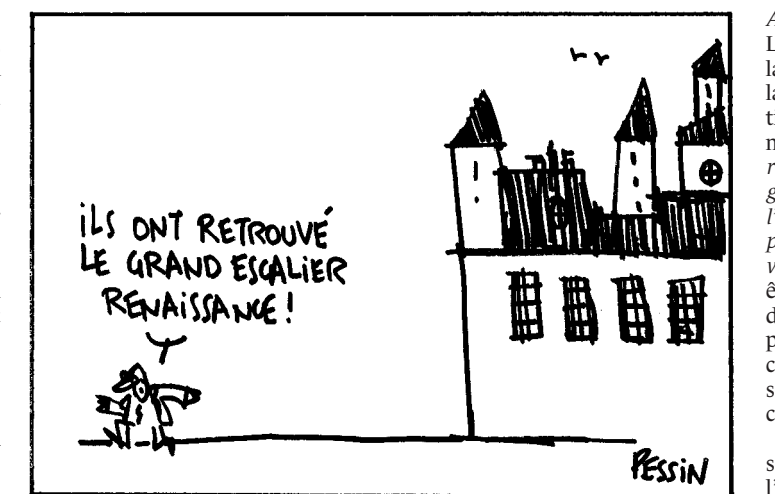
gardiennage de l'enfance et de l'adolescence. Si l'école n'existait pas, on ne l'inventerait plus. Dans son essence, l'école était un lieu fermé, « sanctuarisé ». C'est à cette condition seulement qu'elle pouvait fonctionner comme un espace public sans obligations ni sanctions. Or les jeunes des quartiers difficiles - et des autres - ont découvert qu'à défaut de changer la vie l'école était le lieu où la transgression des règles sociales comportait le moins de risques. Comment la démolition sociale peut-elle produire autre chose que la démolition scolaire ?

LA CROIX

Bruno Praxat
La délinquance juvénile, le rajeunissement de cette délin-

COFFRET à musique, pendulette capucine, commode Louis XV, longue-vue ancienne, fauteuil Louis XVI...: en tout, plus de cinq cent objets de valeur, présentés par catégories, avec des photographies et des descriptifs détaillés. Depuis le début de l'année, ce magnifique catalogue est affiché sur le site de la gendarmerie d'Angers. Il s'agit de biens volés par le célèbre « gang des châteaux », qui a sévi dans toute la France pendant une décennie. La section de recherches de la gendarmerie d'Angers a arrêté toute la bande en décembre 1998, et a retrouvé les receleurs en octobre dernier. A présent, elle recherche les propriétaires afin de leur restituer leurs biens: « Avant l'ouverture du site, nous avons déjà eu 400 correspondances avec des personnes victimes de vols dans des châteaux », explique le lieutenant Jean-Yves Jourdain, directeur de la cellule judiciaire chargée de l'enquête, mais, compte tenu de la quantité de matériel découvert - plus de 3 000 objets - et de l'étendue du territoire concerné par

les vols, il faut toucher un maximum de victimes en un minimum de temps. » Les personnes non connectées ne sont pas oubliées: « Nous sommes en train de mettre les données sur un CD-ROM, qui pourra être consulté dans tous les groupements de gendarmerie de France. »



Le succès de curiosité a été immédiat: « Dès les deux premiers jours, il y a eu 1 734 visiteurs sur 8 700 pages consultées. Et, surtout, deux personnes ont reconnu des biens qui leur appartenaient... Nous communiquons par courrier électronique, et nous leur donnons des directives pour qu'elles viennent à

Claire Charpy

Le retour en prison d'Adriano Sofri

La presse italienne dénonce l'acharnement de la justice contre l'ancien dirigeant de Lotta continua, condamné sur le seul témoignage d'un « repent » pour l'assassinat d'un commissaire de police à Milan en 1972

LA STAMPA

avec la tête à l'envers comme nous le faisons depuis des décennies », ainsi que le souligne Indro Montanelli dans le Corriere della Sera. Cette figure respectée du journalisme lance un appel au chef de l'Etat, Carlo Azeglio Ciampi, afin qu'il accorde sa grâce aux trois condamnés à vingt-deux années de réclusion, à ces trois hommes qui ont tous aujourd'hui plus de cinquante ans. Dans le quotidien de Milan, Gad Lerner, lui aussi ancien militant de Lotta continua, explique qu'il se sent complice de

ses trois compagnons, approuve la fuite de deux d'entre eux et fait remarquer que, « dans un autre pays, Sofri pourrait être un homme de gouvernement comme Daniel Cohn-Bendit ou Joschka Fischer. En revanche, il est le symbole du paradoxe national. Il paye parce qu'il défend l'honneur collectif de notre histoire. La justice italienne n'est pas assez forte pour reconnaître ses propres erreurs ».

Il s'agit en effet de la huitième décision de justice, les unes innocentant, les autres condamnant, à partir du témoignage d'un seul homme, un repent, Leonardo Marino qui, seize ans après les faits, a chargé ses anciens cama-

rades de lutte. « Pensez-vous qu'il soit juste de condamner sur la base de la seule parole d'un accusateur ? Moi pas », s'indigne Giuliano Ferrara dans Il Messaggero. « Où est la preuve ? Où sont les autres témoignages à l'appui ? Où est la vérification matérielle, une écoute, un quelconque élément démontrant l'ordre de tuer », poursuit ce journaliste qui, dans son quotidien Il Foglio offrait la possibilité à Adriano Sofri d'écrire chaque jour un billet.

« Pour les juges de Pérouse et de Palerme, les repentis qui ont accusé Giulio Andreotti ne sont pas crédibles alors que pour ceux de Venise, Marino l'est », fait remarquer Giorgio Bocca dans La Repubblica avant d'affirmer que la cour d'appel de Venise a « manqué une occasion de faire la lumière dans cette obscure affaire ». « Procès au procès », titre Il Manifesto dans lequel Rossana Rossanda écrit que « la Cour peut affirmer sans hésiter que la culpabilité est prouvée. Elle ne l'est pas et ne l'a jamais été ».

Alors présomption de culpabilité ? Francesco La Licata souligne dans La Stampa que les trois condamnés « ont déjà expié une dure peine et que, s'ils sont vraiment coupables, les vingt-huit ans qu'ils ont passés, portant avec eux le poids de ce crime, sont déjà une condamnation ». Pour sa part, la veuve du commissaire assassiné, Gemma Capra, est prête au pardon ainsi qu'elle l'a déclaré au Corriere della Sera.

Michel Bôle-Richard

SUR LA TOILE

MESURE D'AUDIENCE

L'institut Médiamétrie s'est associé à deux sociétés américaines, AC Nielsen et NetRatings, pour fonder une filiale commune baptisée Médiamétrie e-Ratings, chargée de réaliser en France des mesures d'audience sur Internet. La société a lancé une première expérience à partir d'un panel de 6 000 foyers connectés. Le système nécessite l'installation d'un logiciel de contrôle sur les ordinateurs des membres du panel. (AFP) www.mediametrie.fr

HÔTELLERIE

Le groupe hôtelier Accor a annoncé l'ouverture prochaine d'un service centralisé de réservation directe sur Internet, pour ses 3 200 établissements répartis dans le monde entier. (Reuters.)

MARKETING

Le procureur général de New York a conclu un accord à l'amiable avec la société de marketing en ligne InfoBeat, accusée d'avoir transmis à des agences publicitaires les adresses des utilisateurs de son service de courrier électronique gratuit. InfoBeat s'est engagée à ne plus recommencer et devra simplement rembourser l'Etat pour les frais de l'enquête. (AP)

www.advance.fr/sr-angers

Les gendarmes angevins se servent du Net pour retrouver les victimes du « gang des châteaux »

Angers, où sont gardés les biens. » Les procédures de restitution sont lancées quand les gendarmes ont la certitude que les pièces appartiennent bien à ceux qui les réclament: « Une baronne a récemment récupéré une horloge dont elle avait gardé un morceau, manquant sur l'objet. D'autres viennent avec des photos de famille sur lesquelles on voit les meubles volés. » Le site doit être mis à jour quotidiennement: dès qu'un bien est rendu à son propriétaire, l'objet est retiré du catalogue en ligne. D'autres pièces seront sans doute ajoutées prochainement.

Vu le succès de l'expérience, elle sera probablement renouvelée à l'occasion d'autres affaires. Comme le reconnaît le lieutenant Jourdain, « les malfaiteurs sont de plus en plus mobiles et les objets volés sont souvent retrouvés très loin de leur région d'origine. D'où parfois une certaine difficulté pour identifier les propriétaires par les moyens traditionnels ».

Claire Charpy

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois. Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à: LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex. Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

La fin d'un tabou par Alain Rollat. L'HOMOSEXUALITÉ n'est plus, en France, un sujet tabou. Le Parlement en avait pris acte, la télévision n'est plus à la remorque. Il n'y a pas si longtemps encore, le téléfilm que France 2 diffusait, mercredi soir, en première partie de soirée, aurait provoqué beaucoup de vagues. Les dernières lignes de vertu se seraient indignées de voir une chaîne publique programmer cette histoire d'amour entre deux garçons à une heure de grande écoute. Le gouvernement aurait été interpellé. Heureusement, le PACS, Roselyne Bachelot, Bertrand Delanoë, Pascal Sevran et quelques autres sont passés par là pour accélérer le recul des préjugés. Il n'y aura donc eu que Télé 7 jours pour rester dans l'ambiguïté en jugeant cette histoire « choquante » tout en la recommandant à ses lecteurs parce que « belle, racontée avec beaucoup d'émotion ».



JEUDI 27 JANVIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.25 et 23.30 Débat. Mémoire(s) de la Shoah. Arte  
 23.00 C'est la mer qui prend l'homme. Forum

MAGAZINES

18.20 Nulle part ailleurs. Invité : Geoffrey Oryema ; Daniel Pennac ; Bettina Rheims. Canal +  
 18.30 et 21.30 L'Invité de PLS. LCI  
 19.30 et 23.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première  
 20.05 Temps présent. Pas de retraite pour le sexe. TSR  
 20.50 Envoyé spécial. Mexico : la radio qui veille sur le monstre. La spoliation des juifs en France : la mémoire retrouvée. PLS-Planète McDo. France 2  
 22.15 Pulsations. Les maladies psychosomatiques. RTBF 1  
 22.30 Boléro. Invité : Stéphane Bern. L'actualité des films d'amour. TMC  
 23.40 Prise directe. Stop école : Stop la violence. En direct de Nantes. France 3  
 0.20 Vol de nuit. Spéciale bande dessinée. TF 1

DOCUMENTAIRES

20.15 Reportage. K2, Tragédie au sommet. Arte  
 20.30 Fabuleusement riches. Crimes et profits. Odyssee

20.40 Thema. Mémoire(s) de la Shoah. Arte  
 21.25 Les Mystères du langage des enfants sourds. Planète  
 21.55 Nova. Top Gun au-dessus de Moscou. Odyssee  
 22.15 Lumière, le cinéma à vapeur. Planète  
 22.50 Les Cueilleurs de miel. Odyssee  
 23.10 Perspectives américaines. [4/8]. Le style industriel. Planète  
 23.45 Les Celtes. [3/6]. Histoire  
 0.40 La Guerre de Corée. [3/4]. Histoire

SPORTS EN DIRECT

19.30 Football. Coupe d'Afrique des Nations : Afrique du Sud - RD Congo. Eurosport  
 21.00 Handball. Championnat d'Europe. Groupe A : France - Croatie. Pathé Sport  
 1.30 Tennis. Internationaux d'Australie. Demi-finales. Eurosport

DANSE

19.55 « Tarass Boulba », de Janacek, par Pavel Smok. Ballet. Par le ballet de chambre de Prague. L'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Karel Ancerl. Mezzo

MUSIQUE

21.00 Le Trio Wanderer et Florent Héau. Transclassics 1999. Muzzik

22.25 Karajan dirige Strauss. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Paris Première  
 22.30 Charlie Haden & the Liberation Music Orchestra. Lors du Festival de jazz en 1994. Muzzik  
 0.20 « Et expecto resurrectionem mortuorum », de Messiaen. Lors de la Triennale de musique de Cologne, en 1997. Par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. sir Simon Rattle. Mezzo  
 0.30 Chopin. RTBF 1

TÉLÉFILMS

20.55 Créature. Stuart Gillard [1 et 2/2]. O. M 6  
 22.15 Entre terre et mer. Hervé Baslé [4/6]. TV 5  
 22.35 Made in America. La Loi du cœur. Michael Dinner. TF 1  
 0.00 Un amour presque parfait. Lutz Konermann. Arte

SÉRIES

20.15 Happy Days. Le combat de Fonzie. Série Club  
 20.50 Une femme d'honneur. Les Pirates de la route. TF 1  
 22.45 Le Caméléon. Nouvelle donne (v.o.). Le père et le fils (v.o.). Série Club  
 0.00 Homicide. Le vieil homme et la mort. TSR  
 0.10 Highlander. Retour aux sources. O. M 6  
 0.55 New York Police Blues. L'assassin de Dolores Mayo (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

21.20 Le Cavaleur ■■ Philippe de Broca (France, 1978, 95 min). Cinétoile  
 22.25 La Force d'un destin ■■ Hector Babenco (Etats-Unis, 1987, 140 min). Cinéstar 1  
 22.30 Vidéodrome ■■ David Cronenberg (Canada, 1983, v.o., 85 min). 13<sup>ème</sup> Rue  
 22.45 Le Dernier Baiser ■■ Dolores Grassian (France, 1977, 100 min). Téva  
 22.45 Maudite Aphrodite ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1995, 95 min). Ciné Cinémas 2  
 22.50 Jeux d'été ■■ Ingmar Bergman (Suède, 1951, N., v.o., 90 min). Ciné Classics



22.55 Et pour quelques dollars de plus ■■ Sergio Leone. Avec Clint Eastwood, Lee Van Cleef (Italie, 1965, v.o., 130 min). Cinétoile  
 23.05 Le Dernier Tango à Paris ■■ Bernardo Bertolucci (Italie, 1972, 130 min) O. France 2  
 23.20 Calme blanc ■■ Philip Noyce (Australie, 1989, v.o., 95 min). Cinéstar 2  
 0.45 Yentl ■■ Barbra Streisand (Etats-Unis, 1983, 125 min). Cinéstar 1  
 0.50 Fort Saganne ■■ Alain Corneau (France, 1984, 175 min). Ciné Cinémas 1  
 1.40 Un seul dieu tu adoreras ■■ Krzysztof Kieslowski (Pologne, 1988, 55 min). France 2  
 1.55 Four Sons ■■ Archie Mayo (Etats-Unis, 1940, v.o., 90 min). Ciné Classics  
 2.35 Tu ne commettras point de parjure ■■ Krzysztof Kieslowski (Pologne, 1988, 55 min). France 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
 18.25 Excluf. 19.05 Le Bigdíl. 19.55 et 1.33 Clic et net. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Une femme d'honneur. Les Pirates de la route. 22.35 Made in America. La Loi du cœur. Téléfilm. Michael Dinner. 0.20 Vol de nuit. Spéciale bande dessinée. 1.20 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.25 Nash Bridges. 19.15 Qui est qui ? 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Envoyé spécial. Mexico : la radio qui veille sur le monstre. La spoliation des juifs en France : la mémoire retrouvée. Post-scriptum : Planète McDo. 23.05 Le Dernier Tango à Paris ■■ Film. Bernardo Bertolucci. O. 1.15 Journal, Météo. 1.40 Le Décalogue. 1. Un seul dieu tu adoreras ■■ Film. Krzysztof Kieslowski. 2.35 2. Tu ne commettras point de parjure ■■ Film. Krzysztof Kieslowski.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa si la. 20.35 Tout le sport. 20.46 Consomag. 20.55 Harcèlement. Film. Barry Levinson. O. 23.05 Météo, Soir 3. 23.40 Prise directe. 0.50 Saga-Cités. Daeninckx d'Aubervilliers. 1.15 Espace francophone.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.40  
 18.20 Nulle part ailleurs. 20.40 Au cœur de la tourmente ■■ Film. Bebban Kidron. O. 22.30 Surprises. Spécial Imagina. 22.35 Toni ■■ Film. Philomène Esposito. O. 0.10 Le New-Yorker ■■ Film. Benoît Graffin (v.o.) O.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Moscou. 19.45 Arte info, Météo. 20.15 Reportage. K2, tragédie au sommet. 20.40 Thema. Mémoire(s) de la Shoah. 20.45 La mort est un maître d'Allemagne. [2/2]. 22.25 et 23.20 Débat. 23.05 Le Mémorial de l'Holocauste. Un débat sans fin ? 0.00 Un amour presque parfait. Téléfilm. Lutz Konermann.

M 6

18.30 Sliders, les mondes parallèles. 19.20 Cosby Show. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Une nounou d'enfer. 20.40 Décrochages infos, Passé simple. 20.55 Créature. Téléfilm. Stuart Gillard [1 et 2/2] O. 0.10 Highlander.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 En vivant, en écrivant. Les petites-filles de Virginia Woolf. 20.30 Equinoxe. Voix kurde de Siwan Perwey, accompagné au tanbur, luth à long manche, au théâtre de la ville le 29 janvier ; Akosh Unit, souffleur d'origine hongroise. 21.30 Fiction 30. L'interrogatoire, de Marie-Hélène Clément. 22.10 Multipistes. 22.30 Surpris par la nuit. 0.05 Du jour au lendemain. 0.35 Chansons dans la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. Œuvres de Prokofiev, Ravel, Bizet. 22.30 Jazz, suivez le thème. Cry Me a River. 23.00 Le Conversatoire. 0.00 Tapage nocturne. Actualité discographique. 20.15 Les Soirées. Œuvres de Vivaldi, Heinenchen. 20.40 Itzak Perlman, violon. Œuvres de Prokofiev, Tchaïkovsky, Mozart, Weber, De Bérioz, Kreisler. 22.38 Les Soirées (suite). Œuvres de Grieg, Sibelius, Strauss.

RADIO CLASSIQUE

Le Monde TELEVISION

PARIS PREMIÈRE

21.00 Les Ecumeurs ■■ Alaska, 1890. Un prospecteur, amant d'une patronne de saloon, est victime d'une jeune intrigante et d'un commissaire à l'or qui lui a fait perdre ses parts d'une mine. Le scénario sacrifie tout à une action mouvementée. Marlene Dietrich, dont le personnage en robes extravagantes est très attachant, est ici la partenaire de John Wayne et Randolph Scott, les deux « cow-boys » de l'époque. En v.o.

CINÉ CLASSICS

22.50 Jeux d'été ■■ Un pèlerinage sans illusion construit sur des retours en arrière marquant le cheminement d'une idée à travers la conscience de Marie, danseuse étoile troublée par les réminiscences d'un amour pas-mouvementée. Marlene Dietrich, dont le personnage en robes extravagantes est très attachant, est ici la partenaire de John Wayne et Randolph Scott, les deux « cow-boys » de l'époque. En v.o.

FRANCE 3

0.50 Daeninckx d'Aubervilliers L'écrivain Didier Daeninckx a entraîné une équipe de « Saga-cités » à la découverte de « sa » ville depuis vingt-cinq ans : Aubervilliers, à la lisière nord de Paris. Une cité ouvrière où les traditions et la mémoire de la « ceinture rouge » sont toujours vives et où il fait encore bon vivre. Une balade agréable et inédite qui montre surtout la banlieue comme on ne la voit pas souvent à la télévision.

VENDREDI 28 JANVIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Ces merveilleux fous volants. Invités : Gérard Bichet ; Claudette Feuillette ; Philippe Jeorgeffaguet ; Jean Pus ; Lucien Robineau. Forum  
 21.10 Imbert/Julliard. LCI  
 22.00 Infidélité, mon amour... Invités : Claude Habib ; Maurice Levert ; Catherine Vidal ; Isabelle Yhuel ; Gabrielle. Forum  
 23.00 Le Poète dans la cité. Forum

MAGAZINES

14.35 La Cinquième rencontre... Famille, école. La Cinquième  
 16.30 Le Club. Invité : Jean Becker. Ciné Classics  
 17.00 Les Lumières du music-hall. André Claveau. Paris Première  
 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Louise Attaque ; Djamel Bourras ; Didier Bourdon ; Tony Hawk. Canal +  
 19.00 Tracks. Tribal : LAN-Party freaks. Dream : Barry White. Live : Suède. Arte  
 19.30 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première  
 20.05 C'est la vie. Vivre avec un alcoolique. TSR  
 20.50 Succès. Invité : Marc Jolivet. TF 1  
 20.50 Thalassa. Les larmes sèches de l'Aral. France 3  
 21.00 Recto verso. Patrick Bruel. Paris Première  
 21.05 T'as pas une idée ? Avec Michèle Bernier. Canal Jimmy  
 21.30 L'Invité de PLS. LCI  
 22.00 Faut pas rêver. Burkina Faso : La mare aux crocos. France : L'instrument du roi. Espagne : Les sociétés gastronomiques. Invitée : Nathalie Guillat. France 3  
 22.45 Bouillon de culture. Les aventures de Jean-Paul Sartre. Invités : Denis Bertholet ; Michel-Antoine Burnier ; Bernard-Henri Lévy ; Philippe Petit ; Olivier Wickers. France 2  
 23.05 C'est quoi l'amour ? TF 1

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Actors Studio. Sally Field. Paris Première  
 18.30 Le Monde des animaux. La Cigale d'Amérique, 17 ans pour naître. La Cinquième  
 19.35 Nova. Top Gun au-dessus de Moscou. Odyssee  
 20.15 Reportage. La Revanche des lions de mer. Arte  
 21.00 Les Celtes. [4/6]. Histoire

21.55 Les Grandes Expositions. Cinq mille ans d'art en Inde. Planète  
 21.55 Intégrales coulisses. Jean-Marie Bigard. Paris Première  
 22.00 La Guerre de Corée. [4/4]. La sortie de la crise (avril 1951-juillet 1953). Histoire  
 22.05 David Bowie, Changes. Canal Jimmy  
 22.25 Le Génie d'Igor Sikorsky. Planète  
 23.10 Autour de Pinget. RTBF 1  
 23.45 Le Musée d'Orsay. [1/6]. D'Ingres à Monet, l'art du Second Empire. Histoire  
 23.55 Irish Ways, la guerre oubliée. Planète  
 0.45 Les Ateliers du rêve. [4/6]. Egypte, le murmure de la passion. Histoire  
 0.50 Les Mystères du langage des enfants sourds. Planète

SPORTS EN DIRECT

15.00 Luge. Coupe du monde. Eurosport  
 16.00 Football. Coupe d'Afrique des Nations (1<sup>er</sup> tour) Groupe 4 : Nigeria - Congo. Eurosport  
 18.30 Football. Coupe d'Afrique des Nations (1<sup>er</sup> tour) Groupe 3 : Egypte - Sénégal. Eurosport  
 20.30 Football. Coupe d'Afrique des Nations. (1<sup>er</sup> tour) Groupe 1 : Cameroun - Côte d'Ivoire. Eurosport  
 1.15 Coupe de l'America. Voile. Coupe Louis-Vuitton. Finale. Paris Première  
 1.30 Tennis. Internationaux d'Australie. Finale dames. Eurosport

DANSE

19.30 Don Quichotte. Ballet. Chorégraphie de Mikhail Baryshnikov. Musique de Minkus. Par l'American ballet Theatre. L'Orchestre du Metropolitan Opera House, dir. Paul Connelly. Muzzik

MUSIQUE

18.30 Rostropovitch interprète Bach. Suite pour violoncelle seul n° 3 en ut majeur BWV 1009 ; Suite pour violoncelle seul n° 4 en mi bémol majeur BWV 1010. Mezzo  
 19.40 Concerto pour violoncelle, de Dvorak. Avec Mischa Maisky, violoncelle. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Petr Altrichter. Mezzo  
 21.00 Concertos, de Bach. Lors de la Folle Journée Bach. Avec Alain Planès, piano ; Jean-François Heisser, piano ; Huseyin Sermet, piano. Par le Collegium Instrumentale Burgense, dir. Patrick Peire. Mezzo  
 21.00 Marciac Sweet 99. Bireli & Friends. Bill Carrothers & Didier Lockwood. Muzzik

22.55 David Bowie and Friends. Au Madison Square Garden, à New York, le 9 janvier 1997. Canal Jimmy  
 23.00 Concert à la mémoire d'Herbert von Karajan. Œuvre de Mozart. Avec Rachel Harnisch, soprano ; Karita Mattila, soprano ; Sara Mingardo, mezzo-soprano ; Bryn Terfel, baryton-basse ; Michael Schade, ténor. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin et le Chœur de la radio suédoise, dir. Claudio Abbado. Mezzo  
 23.30 Concerto n° 2 pour piano et orchestre, de Rachmaninov. Avec Harvey Lavan Van Cliburn, piano. Par l'Académie Symphony Orchestra de la Philharmonie de Moscou, dir. Kirill Kondrachine. Muzzik  
 0.30 Chopin. RTBF 1

THÉÂTRE

20.30 L'Excès contraire. Pièce de Françoise Sagan. Mise en scène. Michel Blanc. Festival

VARIÉTÉS

0.30 Souvenir. Pop 2, Cat Stevens. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

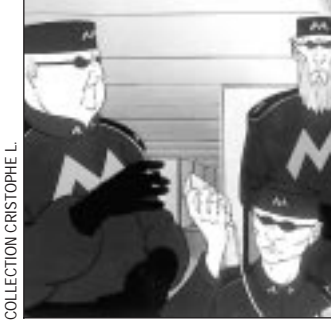
18.15 Entre terre et mer. Hervé Baslé [4/6]. TV 5  
 19.50 Mission secrète sur Internet. Eric Champnella. Disney Channel  
 20.40 Meurtres en sourdine. Christian Górlitz. Arte  
 20.50 La Chute. Michael Steinke. O. M 6  
 21.00 Nuit des pilotes. Alien Nation, les mutants 1. Kenneth Johnson. Série Club  
 22.40 Notes sur le rire. Daniel Losset. Festival

SÉRIES

19.25 Mission impossible. Meurtre en différé. Série Club  
 20.15 Happy Days. Le choix de Joanie. Série Club  
 20.50 Dossier, disparus. Richard et Ben. Amanda. O. France 2  
 20.50 First Wave. L'agave bleue. 13<sup>ème</sup> RUE  
 21.35 Susan ! [2/2]. Combat électoral. Téva  
 21.35 La Planète des singes. Le tyran. 13<sup>ème</sup> RUE  
 22.30 I Love Lucy. The Amateur Hour (v.o.). Téva  
 22.35 X-Files, l'intégrale. [1 et 2/2]. Tunguska. M 6  
 23.15 St Elsewhere. [2/2]. La maladie du légionnaire. Le nid. Téva  
 1.55 Seinfeld. Le yaourt maigre (v.o.). O. Canal +  
 2.20 Friends. The One After Las Vegas (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

14.45 Bob le flambeur ■■ Jean-Pierre Melville (Fr., 1955, N., 100 min). Cinétoile  
 15.15 Tess ■■ Roman Polanski (Fr. - GB, 1979, 170 min). Ciné Cinémas 1  
 15.55 Calme blanc ■■ Philip Noyce (Australie, 1989, 95 min). Cinéstar 1  
 16.05 Le Cri de la lavande dans le champ de sauterelles ■■ Marcello Gassena (France - Italie - Espagne, 1994, 95 min) O. Cinéfaz  
 16.30 Maudite Aphrodite ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1995, 90 min). Ciné Cinémas 2  
 18.05 L'Or de Naples ■■ Vittorio De Sica (Italie, 1954, N., v.o., 135 min). Ciné Classics  
 21.05 Torrents d'amour ■■ John Cassavetes (EU, 1984, v.o., 145 min). Cinétoile



21.10 Les Maîtres du temps ■■ René Laloux (France, animation, 1981, 85 min). Cinéfaz  
 21.25 Quality Street ■■ George Stevens (EU, 1937, N., v.o., 85 min). Ciné Classics  
 22.20 La Moindre des choses ■■ Nicolas Philibert (France, 1996, 100 min) O. Arte  
 22.45 The Crying Game ■■ Neil Jordan (GB, 1992, v.o., 110 min) O. Cinéstar 2  
 22.50 Fort Saganne ■■ Alain Corneau (France, 1984, 175 min). Ciné Cinémas 2  
 23.00 Les Aventures de Pinocchio ■■ Luigi Comencini (It - Fr. - All., 1972, 135 min) O. Canal + Vert



23.05 Le Petit Homme ■■ Jodie Foster. Avec Jodie Foster, Diane West (Etats-Unis, 1991, v.o., 100 min). Ciné Cinémas 3  
 23.25 La Grande Bouffe ■■ Marco Ferreri (France - Italie, 1973, 140 min) O. France 3  
 23.40 Jeux d'été ■■ Ingmar Bergman (Suède, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Classics  
 0.00 Martin et Léa ■■ Alain Cavalier (France, 1979, 90 min). Arte  
 2.50 Malevil ■■ Christian de Chalonge (France, 1980, 115 min). Cinéfaz

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1  
 15.40 Magnum. 16.40 Sunset Beach. 17.35 Melrose Place. 18.25 Excluf. 19.05 Le Bigdíl. 19.55 et 1.18 Clic et net. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Succès. 23.05 C'est quoi l'amour ? 0.30 Les Coups d'humour. 1.05 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

16.00 La Chance aux chansons. 16.50 Des chiffres et des lettres. 17.20 Un livre, des livres. 17.55 Friends. 18.25 Nash Bridges. 19.15 Qui est qui ? 19.50 Un gars, une fille. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Dossier, disparus. Richard et Ben. 21.40 Amanda. O. 22.35 X-Files, l'intégrale. Tunguska [1 et 2/2]. 0.15 Cracker. En souvenir de Hillsborough [1/2] O. 0.05 Journal, Météo. 0.30 Histoires courtes. Soins et beauté. Alejandra Rojo. 1.10 Mezzo l'Info.

FRANCE 3

16.20 Les Zinzins de l'espace. 16.35 Les Minikeums. 17.40 Le Kadox. 18.13 Comment ça va aujourd'hui ? 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa si la. 20.35 Tout le sport. 20.50 Thalassa. Les larmes sèches de l'Aral. 22.00 Faut pas rêver. 23.00 Météo, Soir 3. 23.25 La Grande Bouffe ■■ Film. Marco Ferreri. O.

CANAL +

15.30 L'Ere du temps. En un rien de temps. 15.55 Surprises. Spécial Imagina. 16.00 Code Mercury ■■ Film. Harold Becker. O. 17.45 C'est ouvert le samedi. ► En clair jusqu'à 21.00  
 18.20 Nulle part ailleurs. 19.05 Le Journal du sport. 20.30 Allons au cinéma ce week-end. 21.00 Un cri dans l'océan ■■ Film. Stephen Sommers. O. 22.40 Jackie Brown ■■ Film. Quentin Tarantino. O. 1.10 L'Œil du cyclone. Blaxploitation. 1.35 South Park. 1.55 Seinfeld. 2.25 Las Vegas Parano ■■ Film. Terry Gilliam (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA  
 O Tous publics  
 O Accord parental souhaitable  
 O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
 O Public adulte  
 O Interdit aux moins de 16 ans  
 O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films  
 ■■ On peut voir  
 ■■ A ne pas manquer  
 ■■ Chef-d'œuvre ou classique  
 Les symboles spéciaux de Canal +  
 DD Dernière diffusion  
 ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde TELEVISION

FRANCE-INTER

20.00 Ecoutez... des anges passent Reporter, Zoé Varier tricote dans son émission vespérale « Ecoutez... des anges passent » ce qu'elle appelle joliment des « reportages-portraits ». Ce soir, elle dresse de sa voix de petite fille étonnée le portrait d'une directrice d'école indonésienne qui s'est placée comme domestique dans une famille saoudienne avant de finir esclave à Paris.

ARTE

22.20 La moindre des choses ■■ Un film de plus d'une heure et demie, réalisé par Nicolas Philibert, qui décrit les répétitions d'une pièce de Witold Gombrowicz, Opérette, à la clinique de La Borde, haut lieu de l'antipsychiatrie. « Fous » et soignants y travaillent ensemble jusqu'à en devenir indiscernables. Un film juste et beau, récompensé par plusieurs prix internationaux.

CINÉ CINÉMAS 3

23.05 Le Petit Homme ■■ L'histoire d'un petit garçon surdoué, Fred, et ses rapports avec sa mère de substitution - la directrice d'un institut de « jeunes cerveaux » - et avec sa mère biologique. Jodie Foster, elle-même jeune prodige, signe ici sa première réalisation, adaptée d'un livre de Scott Frank. Un film simple et sobrement sentimental, où éclate le personnage solitaire et surdoué de Fred. En v.o.



## Une mémoire autrichienne

par Pierre Georges

AVEC des précautions entomologistes, la communauté internationale se penche sur l'animalcule autrichien. Voyons cela de plus près et disséquons la bête. Ce petit monsieur de Vienne est-il de l'espèce populiste, plus véhémente que méchante, et en voie de repentance démocratique ? Ou bien, carrément, un néo-nazi grimé républicain comme diable en défroque d'ermite ?

C'est prendre bien des précautions pour dire que le noir reste noir, et le brun parfaitement brun. Car ici, et si les mots ont encore un sens, on se limitera à deux citations, pas si anciennes, des propos tenus par Jörg Haider, chef du Parti « libéral » autrichien. Février 1995, lors d'un débat parlementaire, qu'évoque-t-il ? « Les camps de correction du national-socialisme. » Il voulait parler, comme il le précisera plus tard, des « camps de concentration ». Décembre 1995, le même : « Les Waffen SS faisaient partie de la Wehrmacht, et à ce titre ils méritent tous les honneurs et le respect de l'armée. »

Simple extraits d'un florilège douteux, le brave garçon les ayant multipliés. Des mérites, célébrés en 1991, de « la politique de l'emploi, sous le III<sup>e</sup> Reich, qui était bien structurée » au discours, en 1995, devant d'anciens combattants autrichiens et notamment d'anciens Waffen SS : « Il existe encore des gens bien, de bonne réputation, qui restent fidèles à leurs engagements en dépit d'une vive opposition. »

Voilà ce que disait, il y a cinq ans seulement, Jörg Haider. Et ce qu'il ne dit plus maintenant. Comme si le fait d'avoir été choisi par 27 % des électeurs autrichiens valait vernis d'honorabilité et label d'amendement pour

un homme et un discours détestables. Comme si, cinq ans après, Jörg Haider et d'autres avec lui, pour justifier la tentation d'alliance, pouvaient entamer le grand air du changement et de la repentance, du « il ignorait ce qu'il disait », du trop commode alibi des déclarations de jeunesse comme il en est des péchés.

Eh bien, non ! Pas question de croire un instant à ces balivernes, de couper dans ce ravalement de façade. Jörg Haider, néo-nazi à quarante-cinq ans, populiste à cinquante ? Admissible. Et quoi encore ? Un miracle de la transmutation par la sainte onction des urnes ! Ou alors, pour rester dans une férocité veine entomologiste, la métamorphose du cloporte !

Cet homme a ses idées, détestables. Et ce n'est pas parce qu'il les met dans sa poche à suffrages qu'elles le deviennent moins. Le fond reste pourri, comme une vieille affaire autrichienne, refoulée à fond de cale, s'accommodant des apparences nouvelles de respectabilité pour nier cette réalité aveuglante : Jörg Haider est une honte pour l'Autriche d'abord, pour l'Europe ensuite. Il donne le sentiment d'un sinistre hoquet de l'Histoire, comme si l'Histoire ne leur avait rien appris à Vienne.

Car si l'on écrit ici, on l'admet, avec quelque véhémence, c'est parce qu'aussi, parce que surtout, tout cela, cette chose, se passe en Autriche. N'ont-ils donc rien retenu du passé et du malheur obscurantistes, des catastrophes auxquelles peuvent conduire le racisme et la xénophobie, du nazisme inventé par un natif ? N'ont-ils donc rien compris de ce qui fit leur malheur et le malheur du siècle ?

## Dominique Baudis a annoncé à l'UDF sa décision de quitter la mairie de Toulouse en 2001

### Avec son accord, Philippe Douste-Blazy briguera sa succession lors des prochaines municipales

MAIRE de Toulouse depuis 1983, date à laquelle il avait succédé à son père, Dominique Baudis ne briguera pas un nouveau mandat lors des élections municipales de 2001. Le député de Haute-Garonne a fait part de sa décision aux membres du comité exécutif de l'UDF, qui était réuni à huis clos, mercredi 26 janvier. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et maire de Lourdes, Philippe Douste-Blazy - dont le nom était régulièrement cité parmi les prétendants possibles à la mairie de Paris - a confirmé pour sa part qu'il se porterait candidat à la succession de M. Baudis.

Souhaitant réserver la primauté de sa décision aux Toulousains, M. Baudis - qui a reçu, mardi, le prix Trombinoscope de l'élu local de l'année - laissait planer le doute sur ses intentions depuis son éditorial du numéro de septembre-octobre de la revue municipale *Capitole infos*. Il affirmait alors : « La seule question que je me pose - légitimement, je crois - est celle-ci : dans quelle durée dois-je inscrire mon action municipale ? Dix-huit ou vingt-quatre ans ? (...) Quand j'apporterai

ma réponse, la campagne électorale commencera » (*Le Monde* des 28 septembre et 16 octobre 1999).

#### « UN CHOIX NATUREL »

Lorsqu'il arrive au milieu de la réunion du comité exécutif de l'UDF, le maire de Toulouse est toutefois décidé à clarifier la situation. Le débat, lancé par le président de l'UDF, François Bayrou, porte alors sur l'opportunité d'une candidature centriste à la mairie de Paris. Plusieurs intervenants ont déjà exprimé leur souhait que les intentions des uns et des autres soient clairement affirmées. Implicitement visé par ces propos, M. Douste-Blazy a esquivé, en invitant ses collègues à « arrêter d'alimenter la presse en fausses rumeurs ». L'intervention de M. Baudis modifie la tournure de la discussion : « Ecoute, lui dit-il, il faut que les choses soient plus claires, puisque cela fait un peu plus de deux ans et demi qu'on en parle tous les deux. Philippe va me remplacer. »

M. Douste-Blazy confirme alors que la première discussion qu'il a eue à ce sujet avec M. Baudis remonte à la période où il était en-

core ministre de la culture, au printemps 1997, et annonce qu'il a effectivement décidé de briguer sa succession. « Ce sera Toulouse. On a déjà commencé à y travailler ensemble », précise-t-il. La tension étant retombée d'un cran, le président du conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet, peut plaisanter : « Compte tenu de ce que vient de dire Philippe, je vais me présenter à Lourdes... Il faut bien un miracle pour permettre ma résurrection en politique ! »

Tout en se refusant à confirmer ces informations, M. Baudis nous a indiqué, mercredi après-midi, que M. Douste-Blazy ferait « un excellent maire pour Toulouse », soulignant notamment que le président du groupe UDF de l'Assemblée, qui a fait toutes ses études et a exercé son activité de médecin dans la « ville rose », est « un Toulousain », et que « bon nombre de réalisations culturelles avaient pu voir le jour lors de son passage au ministère de la culture ». « La durée est nécessaire mais elle a ses limites. Toute chose a un terme dans la vie », nous a précisé l'ancien

présentateur de journaux télévisés, en rappelant qu'aucun maire de Toulouse « depuis 1789 » n'avait effectué plus de deux mandats successifs. M. Douste-Blazy, qui ne souhaite pas s'exprimer davantage avant que M. Baudis ait rendu public sa décision, nous a indiqué, jeudi matin, que Toulouse était pour lui « un choix naturel » à partir du moment où son maire avait décidé de passer la main.

Jean-Baptiste de Montvalon

■ CHASSE : le président de CPNT, Jean Saint-Josse, reçu, mercredi 26 janvier, par Jacques Chirac (*Le Monde* du 27 janvier), lui a parlé du contentieux concernant la fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs et au gibier d'eau. « Le président m'a indiqué qu'il verrait avec le premier ministre, le président de la commission [européenne], Romano Prodi, et le Parlement européen comment on pourrait, au niveau européen, trouver une solution d'apaisement », a déclaré M. Saint-Josse.

## A Paris, douze familles campent devant l'immeuble dont elles ont été expulsées

DANS LE QUARTIER, on les appelle « les Africains du 108 » et leur sort est devenu l'affaire de tous. Les dames leur apportent du café, du chocolat, des biscuits. Les messieurs passent proposer des couvertures, des bouteilles thermos. Les paroissiens de Saint-Jean-Baptiste signent des tracts en leur faveur... Voilà maintenant huit jours que ces douze familles africaines campent devant un immeuble insalubre du 108 rue de Belleville (Paris XX<sup>e</sup>) dont la police les a expulsés le 19 janvier. Huit jours dans le froid, à attendre un improbable relogement, à dormir tant bien que mal sous des bâches attachées aux grilles de l'école voisine.

Dans la journée, quand la plupart des vingt-huit enfants sont en classe et leurs parents au travail, les effectifs sont réduits. Mais le soir, à l'heure où la température chute, tout le monde regagne le campement. A l'entrée de la tente, le visiteur peut s'asseoir et discuter un moment autour d'un engin diffuseur de chaleur.

Les porte-parole du groupe expliquent que le cœur du problème n'est pas l'expulsion en elle-même. A les entendre, l'immeuble du 108, touché par un incendie en juin 1999 et en état de décrépitude, était bel et bien dangereux. « J'avais honte de dire à mon frère que j'habitais ici », confirme M<sup>me</sup> Fofana, actuellement dans son huitième mois de grossesse. « Au 108, des enfants ont pris le plomb », insiste son mari, en référence aux cas de saturnisme (maladie due aux vieilles peintures) signalés dans ce bâtiment qui appartient au Consortium de réa-

lisation (CDR), un organisme d'Etat chargé de céder les actifs du Crédit lyonnais.

A les entendre, le « scandale » tient avant tout à l'impossibilité d'obtenir des logements sociaux, malgré les innumérables démarches effectuées en ce sens. Voilà des mois, des années pour certains, qu'ils en font la demande, fiches de salaire à l'appui. M. Fofana, de nationalité française et fils d'un ancien combattant, détient le record avec vingt et un ans d'attente. « Nous ne demandons pas les Champs-Élysées, s'empresse-t-il de préciser, juste un appartement, n'importe où dans Paris ! Je pourrais payer 2 500 à 3 000 francs pour un F4 ! » En dormant dans la rue, et en refusant les chambres d'hôtel exigües que leur proposaient dans un premier temps la préfecture et la Mairie de Paris, ils ont voulu montrer leur détermination à régler au plus vite ce dossier connu des pouvoirs publics depuis des années.

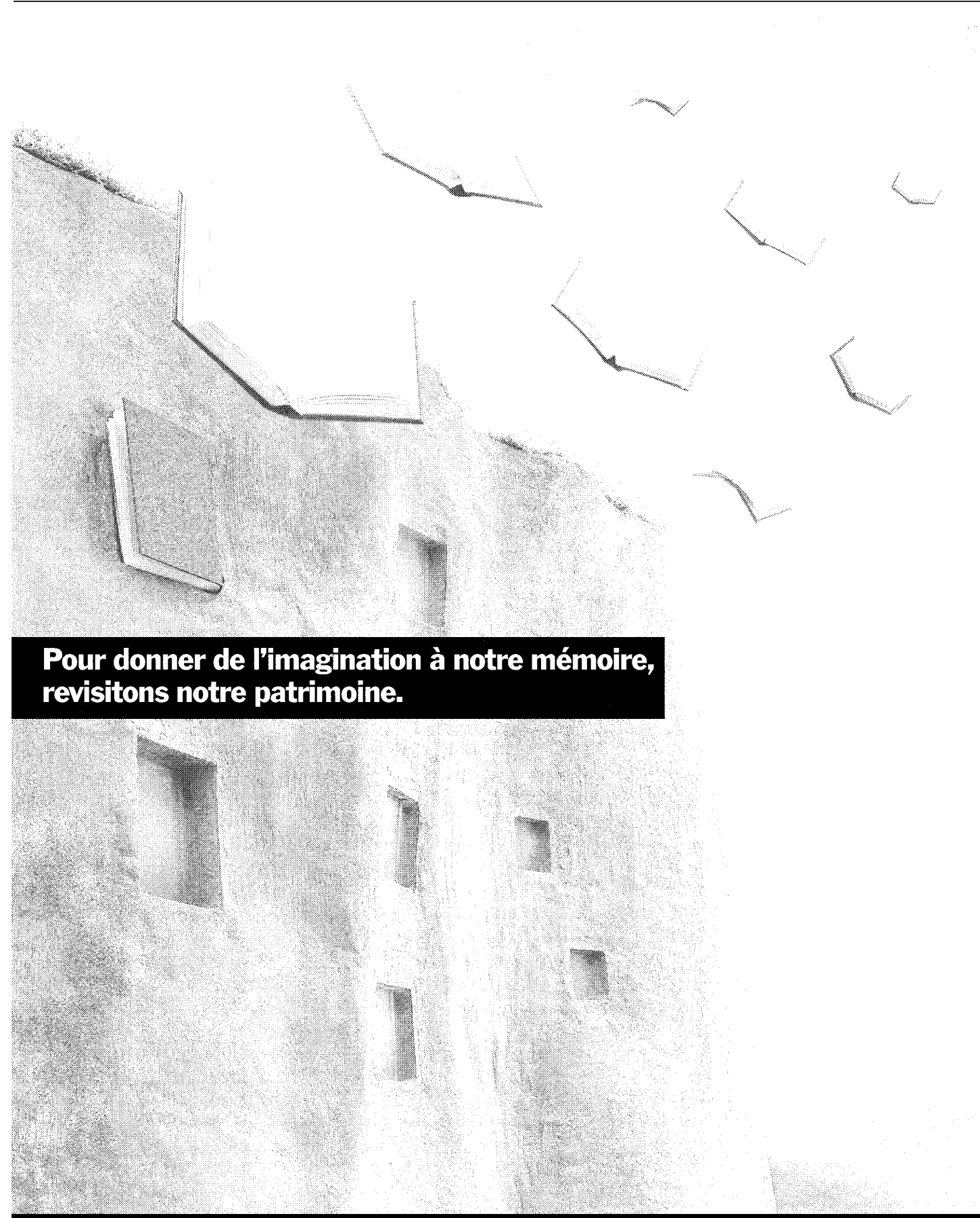
#### PROPOSITIONS DE LA MAIRIE

Une table ronde a été organisée, mercredi 26 janvier, à la préfecture de Paris, en présence des parties concernées. Selon l'association Droit au logement, seul le propriétaire, le CDR, manquait à l'appel. La Mairie de Paris et la préfecture ont assuré aux familles qu'elles bénéficieraient de logements dans un délai de « quatre à six mois ». En attendant, elles devraient se contenter de meublés. La mairie s'est également dite prête à acheter l'immeuble de la rue de Belleville, à condition que le CDR n'ait pas d'exigences financières trop importantes.

Malgré ces avancées, le problème n'était pas réglé pour autant puisque la promesse de relogement ne concernait en fait que six familles sur douze. Dans ces conditions, elles ont décidé de rester solidaires : mercredi soir, après une journée de tractations, les « Africains du 108 » ont passé une nuit de plus sur leur trottoir de Belleville.

Philippe Broussard

Tirage du Monde daté jeudi 27 janvier : 487 904 exemplaires 1 - 3



Pour donner de l'imagination à notre mémoire, revisitons notre patrimoine.

France Télévision est le seul groupe à proposer autant de fictions françaises originales. Qu'ils soient d'hier ou d'aujourd'hui, qu'ils viennent de l'imaginaire ou de la réalité, vos héros préférés sont sur France 2 et France 3.

**France Télévision**  
Donnons de l'imagination à nos images

France Télévision

**paringer**

De 4 900 F à 8 500 F

Le corps est votre monture la plus sûre ! Ne le flâchez pas, ne le désarticulez pas. Voici un nouvel art de dormir.

Lit double gigogne directoire sur lattes, métal noir. 2 matelas "densiflex" ou laine et crin.

Double housses déhoussables, coton écru, 2 oreillers, 2 traversins.

121, rue du Cherche-midi, 6<sup>e</sup> - Tél. 01 42 22 22 08  
12, rue de la Chaise, 7<sup>e</sup> - Tél. 01 45 44 10 44



# Le Monde

# DES LIVRES

LITTÉRATURE ● ESSAIS

VENDREDI 28 JANVIER 2000



**JEAN-PIERRE RICHARD**

Le Feuilleton de Pierre Lepape page II



**GAMAL GHITANY**

page III



**LES JOURNAUX**

**INTIMES**

page IV

**YVES CHARLES ZARKA**

La chronique de Roger-Pol Droit page VII



**ACTUALITÉ**

Le PDG des éditions Flammarion explique sa stratégie, après le rachat de Casterman et l'entrée dans le capital des PUF page X



**ARMAND GATTI**

page V

## Un temps à la Tardi

**L'**horreur économique en cage ? Au Jardin des plantes, les visiteurs affluent. On a découvert un drôle de singe. Derrière les grilles, entre les orangs-outangs et les chimpanzés, un spécimen de type hirsute, décafé, hagard. Une pancarte indique : *Homo sapiens, labore carens, Europeanus*. Les médias trépigment de curiosité malsaine. Micros et caméras branchés sur ce nouveau phénomène de société : le chômeur, animal mis « dans la boîte à images, digéré, manufacturé, calibré, inoffensif » après avoir été licencié. *La Débauche*, album écrit par Daniel Pennac et dessiné par Tardi, est dédié « aux virés, aux lourds, aux éjectés, aux dégraissés, aux restructurés, aux fusionnés, aux mondialisés, bref à tous ceux qui se retrouvent sur le carreau ».

Vouée au martyre du SDF, cette bande dessinée « engagée » fustige la récupération de la misère par un directeur des ressources humaines. Elle dénonce l'indifférence générale et l'hypocrisie des utilisateurs du « robinet à tremolos », assène que l'on ne gagne rien à se ravalier soi-même au rang de bête, et rappelle que les bêtes sauvages ne sont pas celles que l'on croit. Griffée d'humour noir, l'enquête démasque

Jean-Luc Douin

en effet un patron cynique « à côté de qui Pinochet est un non-violent et Bouygues une entreprise caritative ». Egayée par le strip-tease des *Full Monty* (victimes du libéralisme Thatcherien), rythmée par des allusions aux *Misérables*, de Victor Hugo, la fresque réhabilite une belle brune, Lili, vétérinaire gironde accusée d'assassinat, pour laquelle toute la ménagerie, digne de la clique de Gédéon, se met en grève de la faim.

Préméditée par Pennac, cette BD

contemporaine à mort n'est pas sans évoquer le ton bon enfant de la saga des Malaussène. Sa fliquesse, adepte du « genou dans les couilles », a l'allure d'une ogresse évadée de *La Fée Carabine*. C'est néanmoins le crayon de Tardi qui l'emballa. Magie d'un décor urbain honoré comme un patrimoine, et de trognes de répertoire, une galerie d'individus arborant les stigmates d'une culture graphique (l'école Jacobs, Hergé, Franquin) et d'une culture cinématographique (la Bécassine patibulaire qui fait office de Galabru en jupons est aussi le sosie de l'inspecteur Laumanne, amateur de gros cigares dans *Les Aventures d'Adèle Blanc-Sec*, lequel était une réplique du commissaire Lohmann dans *M Le Maudit*, de Fritz Lang).

Tardi, prénom : Jacques, né en 1946 à Valence, est un arpenteur de sites (géographiques et mentaux) en voie de disparition. C'est mû par la nostalgie qu'il dessine avec le plus de flamme : les lieux d'une ville

écrit par Pennac, noirci par l'humour du dessinateur, un album dédié aux « virés », « restructurés » et autres « fusionnés » de tout poil

encore épargnés par les plans d'urbanisme, vieux immeubles, métro aérien, quais de la Seine, prison de la Santé, jardins publics. Dans ses planches, le Museum d'histoire naturelle a gardé son charme de capharnaüm fantastique d'antan, et, s'il montre le Centre Pompidou, c'est recouvert d'une gigantesque affiche annonçant une rétrospective d'un peintre qui se nomme : Hélas. Longtemps ses albums ont honoré le noir et blanc des photographes du Paris d'autrefois : Doisneau, Brassai, Willy Ronis. Il a abandonné les gris tramés avec lesquels il reproduisait toutes les nuances de « la tristesse poétique de la rue » (Jerome Charryn), s'est converti aux impacts multicolores, mais n'a jamais fini de traquer le vieux bistrot, le vestige de Paname, l'impasse, la mesure, le paysage jadis immortalisé par Carco, Fargue, Caussimon. Avant tout, Tardi est un piéton, un adepte de la balade. Dessiner, pour lui, c'est perpétuer la mémoire.

Tardi n'a jamais été subjugué par l'étoffe des héros. Il préférerait les tronches de losers, paumés, gueules cassées. A l'heure de Buck Danny et Blueberry, des supermen en slip et des pin-up décolletées, il choisit de ressusciter des guerriers moins triomphants : les poilus de 14-18, les esclaves des tranchées. Les cauchemars de son grand-père au milieu des rats et des cadavres, de son père en stalag, de son oncle troué par un éclat d'obus. La véritable histoire du soldat inconnu, telle que l'avaient contée Barbusse, Genevoix ou Chevalier. Débuts difficiles au magazine *Pilote*, où René Goscinny publie des histoires « pour les mômes ».

Tardi n'a jamais quitté l'enfance, mais ce fut celle d'un gamin solitaire, élevé dans un quartier comme celui du *Jour se lève*, de Carné-Prévert, et hanté par un imaginaire peuplé de monstres, les gravures des Jules Verne de la collection Hetzel, la peinture expressionniste d'Otto Dix, et les feuilletons du début du siècle. C'est à contre-courant qu'il invente des personnages plus proches des romans de Gaston Leroux que des séries à la mode, où caracolent cow-boys, pilotes de course, flics et Mata-Hari espionnes : Lucien Brindavoine, le soldat qui s'inocule volontairement la gangrène pour être évacué du front, ou Adèle Blanc-Sec, sœur virtuelle de Fantomas et d'Arsène Lupin, intré-

pide aventurière de la Belle Epoque propulsée avec jupes ras des chevilles sur la piste d'un ptérodactyle, d'un savant fou, de la secte Pazuzu, du démon de la tour Eiffel, et que Tardi envisagera de faire ressurgir en vieille dame sur les barricades de 68. Au fil des exploits de l'indomptable Adèle, le dessinateur brasse des images rétro, délicieuses références au monde d'avant les pollutions esthétiques d'Internet : une actrice nommée Clara Bernhardt poignantardant un certain Antonin Artaud, une Musidora aux grosses fesses, Catwoman antidote à Barbarella.

Comment cet anar aurait-il pu rester étranger aux brumeuses enquêtes de Nestor Burma, le détective désabusé de Léo Malet ? De *Casse-pipe à la Nation à 120*, rue de la Gare, Tardi pioche dans les « putain de brouillard » de l'auteur de polar aux rancœurs sombres, reprend une rasade de Foire du Trône, en profite pour « photographier » les décors du cinéma français d'avant-guerre, pavé luisant, reverbères à la Trauner, ambiances glauques à la Chenal ou Clouzot, période *Corbeau* (une fille de la Météo annoncera un matin à la radio des lendemains bruineux, « un temps à la Tardi »). Les vedettes du samedi soir sont convoquées dans le même flash-back mélancolique : un loufiat aux mines de Raimu, une Madeleine Morlain ressemblant

comme deux gouttes d'eau à Michèle Morgan et piquant la réplique d'Arletty (« *Atmosphère ? Atmosphère ?* »), des clones de Carette, Gabin ou Le Vigan.

Après escales chez Manchette ou Daeninckx, Tardi et son crayon charbonneux s'attaquent (en dépit des risques d'accusation de racisme et de xénophobie) à des adaptations des romans de Céline, *Voyage au bout de la nuit* et *Mort à crédit*. « *Quelquefois, je me dis que j'aurais mieux fait de faire de la randonnée dans le Périgord plutôt que d'illustrer Céline, vu qu'il est terriblement gênant.* » Mais Céline, pour Tardi, restitue « l'ambiance familiale dans laquelle j'avais grandi : mon père toujours en pétard, qui piquait des colères mais s'écrasait devant tout un chacun, ma mère qui traînait ses maladies... Et les angoisses du petit commerce, la vie si dure à gagner, le travail épuisant, tous ces trucs qui m'ont gâché l'existence quand j'étais gosse. » Spectre obsédant d'une époque qui condamnait déjà le peuple à la fatalité de « la débauche ».

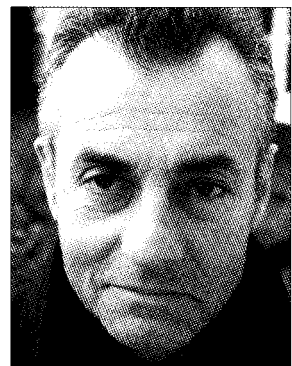
**LA DÉBAUCHE**  
de Tardi-Pennac.  
Futuropolis/Gallimard, 76 p.,  
93,50 F, (14,25 €).

**TARDI**  
Entretiens avec Numa Sadoul.  
Ed. Niffle-Cohen, 176 p.,  
105 F, (16,01 €).



Illustration pour le tirage de l'album « *Le Der des ders* » (Casterman, 1997)

**JEAN ROLIN**



**CAMPAGNES**

récit

« C'était le début de la guerre, il faisait beau, les pertes étaient encore limitées de part et d'autre, et tout neuf le plaisir de porter des armes et de s'en servir pour imposer sa loi... »

**GALLIMARD**





# Paysages de lectures

**ESSAIS DE CRITIQUE BUISSONNIÈRE**  
de Jean-Pierre Richard.  
Gallimard, 224 p., 120 F (18,29€).

**E**st écrivain celui pour qui le langage fait problème, qui en éprouve la profondeur, non l'instrumentalité ou la beauté. » Roland Barthes écrivait cela en 1966 dans un court essai intitulé *Critique et vérité*. On était alors au plus chaud d'une de ces batailles littéraires comme la France les aime tant. Elle n'opposait pas des écrivains mais des critiques ; non pas des œuvres, mais la manière de les évaluer. Ce qui permettait à quelques beaux esprits de se placer avantageusement au dessus de la mêlée et de considérer avec ironie ces querelles de boutiquiers.

C'est le libelle d'un savant universitaire, Raymond Picard, qui avait mis le feu aux poudres. Picard, éminent prototype de la tradition critique historique telle qu'on la pratiquait à la Sorbonne depuis Gustave Lanson, n'avait pas du tout aimé la façon dont Roland Barthes avait écrit *Sur Racine*. Qu'il ait osé convoquer Freud, Marx et la linguistique de Saussure au chevet de l'auteur de *Bérénice* lui paraissait un crime de lèse-classicisme et une manifestation de l'anti-France. Et il n'était pas le seul, comme en témoignent les collections du *Monde* de l'époque.

On aurait pu s'en tenir là si Raymond Picard s'en était tenu à tancer ce flouquet de Barthes, pas même titulaire de titres universitaires. Mais Picard avait l'oreille fine : derrière Barthes et ses brillantes, si brillantes analyses, il avait senti monter un mouvement de fond, plus sourd, plus diffus, plus massif et donc plus dangereux. Barthes n'était que le mousquetaire rutilant d'une armée discrète bien décidée à jeter bas l'hégémonie stérilisante de la Sorbonne sur l'évaluation de la littérature. Bien qu'il s'en prit essentiellement au *Sur Racine* de Barthes, son pamphlet s'intitula *Nouvelle critique ou nouvelle imposture*. La « nouvelle critique » était née, sans l'avoir voulu. Deux ans, et ce n'est évidemment pas un hasard, avant l'explosion universitaire de 68.

Taxés collectivement d'imposture, réunis sous les mêmes accusations d'incompétence, de snobisme, de pratique jargonnière, de terrorisme, d'immoralité et de destruction des valeurs nationales, des critiques, d'âges, de formations, d'orientations, de philosophies et de sensibilités différents, se retrouvaient sous une même étiquette infamante, bientôt revendiquée. Une certaine confusion s'ensuivit. Effet fatal de tout phénomène de groupe, on attribua aux uns les positions théoriques parfois insoutenables ou outrées des autres. On oublia le multiple sous l'unique. Certains cherchèrent à doter cette assemblée de hasard d'un corps de doctrine, bien sûr introuvable. Bref, la « nouvelle critique » devint une coquille vide ou un passe-partout. Ce que Barthes avait prévu dans son essai de 1966 : « Si la critique nouvelle a quelque réalité, elle est là : non dans l'unité de ses méthodes, encore moins dans le snobisme qui, dit-on commodément, la soutient, mais dans la solitude de l'acte critique, affirmé désormais, loin

des alibis de la science ou des institutions, comme un acte de pleine écriture. Autrefois séparés par le mythe usé du "superbe créateur et de l'humble serviteur, tous deux nécessaires, chacun à leur place, etc.", l'écrivain et le critique se rejoignent dans la même condition difficile, face au même objet : le langage. »

Le critique est devenu écrivain, explorant par la langue, dans l'affrontement avec la langue, la pluralité des sens d'une œuvre. C'est parce que Jean-Pierre Richard est écrivain que ses analyses de Flaubert, de Stendhal ou de Mallarmé peuvent atteindre à une certaine vérité de ces auteurs, jamais atteinte avant lui. Jean-Pierre Richard n'a pas attendu les anathèmes de Picard ou les contre-réquisitoires de Barthes pour affirmer la nouveauté de sa démarche. Dès 1954, dès *Littérature et sensation*, cet universitaire de formation classique, normalien et agrégé de lettres avait consommé sa rupture avec les méthodes purement biographiques et stylistiques – la vie et l'œuvre – de la vulgate sorbonnarde. L'ironie des choses et le sort des batailles littéraires ont fait qu'après un détour par les universités étrangères plus accueillantes à la nouveauté, il s'est retrouvé professeur à la Sorbonne en 1978.

**M**ais il n'a rien perdu ni rien oublié – ces *Essais de critique buissonnière* le prouvent – de sa manière si personnelle et si attentive d'écouter les textes afin d'en reconstituer et d'en décrire les paysages et les puissances de l'imaginaire. Il y a bien évidemment dans le travail critique de Richard tout un fondement théorique. Il l'a lui-même exposé dans ses grandes interprétations orchestrales que sont *Littérature et sensation*, *Poésie et profondeur*, *L'Univers imaginaire de Mallarmé ou Proust et le monde sensible*. Il y a dit l'influence de Marcel Raymond, d'Albert Beguin et de Georges Poulet ; la dette à l'égard de Sartre et de son *Baudelaire*, le tribut, essentiel, dû à Gaston Bachelard et à sa poétique des substances et des symboles. Mais on oublie vite cet appareillage conceptuel dès qu'on accompagne Jean-Pierre Richard dans l'une de ses lec-

*C'est une belle expérience que de plonger avec Jean-Pierre Richard dans la prose du « Chant du monde » de Giono, « Le Gui », un poème de Francis Ponge, ou les images météorologiques de « La Recherche » de Proust. Grâce à une poétique de la critique, l'essayiste parvient à conjuguer distance et empathie avec les plus subtiles inflexions du « monde » de l'auteur*

tures. C'est, à chaque fois, comme une aventure et comme un bain. On plonge dans un texte, *Les Travailleurs de la mer*, de Victor Hugo, *Lorenzaccio* d'Alfred de Musset, mais aussi *Trop sensibles* de Marie Desplechin ou *La Première Gorgée de bière* de Philippe Delerm, tant Richard se préoccupe peu d'établir des hiérarchies. Au cours de cette immersion dans la langue d'un livre, le critique repère des motifs, souvent passés inaperçus du lecteur et peut-être de l'auteur lui-même : une forme, une métaphore, un objet, une figure, une odeur. Lesquels, happés au détour d'une phrase, dans le flux continu du sens, vont courir tout au long du roman, du poème ou de la pièce de théâtre, se transformer, s'articuler avec d'autres motifs. Et, peu à peu, grâce à ce travail d'approche, à cette chasse aux signes, si sensible, si attentive, si proche de l'objet de sa quête, c'est tout un paysage jusqu'alors invisible qui apparaît. C'est comme s'il y avait un discours de surface des

écrivains, conscient de lui-même, de ses moyens, de ses effets rhétoriques, de son impact sur les lecteurs, de l'efficacité de son discours, bref une machinerie informative et esthétique dont l'écrivain contrôle matériellement tous les rouages. L'écriture du métier, pourrait-on dire, celle qui vise explicitement les lecteurs. Mais à l'intérieur de ces grandes nappes de langue, sous elles, dans les profondeurs, il y aurait une autre écriture dont il importe peu de déterminer si elle est consciente ou inconsciente : celle par laquelle affleurent les désirs, les phantasmes, les hantises et qui assure l'unité organique de l'œuvre toute entière, la forme de son imaginaire.

**C'**est une belle et émouvante expérience que de plonger avec Jean-Pierre Richard dans la prose du *Chant du monde* de Giono, dans *Le Gui*, un poème tiré du *Grand recueil* de Francis Ponge ou dans les images météorologiques de *La Recherche* de Proust. Une expérience à chaque fois différente tant chaque texte semble imposer déjà sa méthode d'approche, son rythme d'accompagnement, le tempo de ses rêveries, le choix de son vocabulaire critique. La force de Jean-Pierre Richard est de ne jamais surplomber l'auteur dont il parle mais de donner l'illusion que le texte critique s'écrit en même temps que celui dont il parle, qu'il en épouse les désirs et les répulsions, les attirances magnétiques et les rejets. Grâce à une véritable poétique de la critique, Jean-Pierre Richard parvient à conjuguer sans cesse la distance indispensable à tout discours sur un objet et l'empathie avec les plus subtiles inflexions du « monde » de l'auteur.

Si bien qu'on se laisse parfois aller jusqu'à ce paradoxe d'aimer le texte critique pour lui-même, sans la moindre référence à ce dont il parle. Ainsi, sous le titre *Histoires d'amour*, Jean-Pierre Richard analyse en une vingtaine de pages les motifs et les « gerbes de convergence » de l'œuvre d'une romancière contemporaine peu connue, Anne Serre (1). Ici, l'attrait de la surprise ne joue pas ; nous ne risquons pas, comme cela se passe à propos de Proust, de Michelet ou de Hugo, de découvrir des mouvements du texte et des niveaux de perception que nos lectures antérieures avaient ignorés. Un pas de plus, et Anne Serre ne serait qu'un prétexte à la prose sensuelle et électrique de Jean-Pierre Richard ; un motif dans sa propre tapisserie imaginaire.

Mais ce pas, Richard sait ne pas le franchir. Ces livres que nous risquons de ne pas connaître, il les cite, en abondance ; il ne s'évade pas d'eux, il les cerne, les pénètre, les caresse, les écoute, les presse. Il ne décide pas s'ils sont « bons » ou « mauvais », il ne cherche pas à les situer dans le paysage de la littérature contemporaine ni à les classer sur une échelle de valeurs. Il dit simplement la singularité, l'originalité et la cohérence d'un écrivain, c'est-à-dire de quelqu'un pour qui chaque mot compte.

(1) *Les Gouvernantes* (Champ Vallon, 1992) ; *Eva Lone* (Champ Vallon, 1993), *Un voyage en ballon* (Champ Vallon, 1993) et *La Petite Epée du cœur* (Le Temps qu'il fait, 1995).

## Butor fin de siècle

L'auteur de « La Modification » à travers

L'ensemble des entretiens qu'il donna de 1956 à 1996

**ENTRETIENS, QUARANTE ANS DE VIE LITTÉRAIRE**

de Michel Butor.  
Trois volumes (1956-1968, 1969-1978, 1979-1996) sous la direction d'Henri Desoubeaux Joseph K., chaque volume 380 p., 128 F, (19,51 €).

**L'**un des plus célèbres romanciers français n'écrit plus de romans depuis quarante ans. On ne peut toutefois pas dire qu'il ait chômé durant ces quatre décennies. Témoin exceptionnel de l'art et de la création littéraire, Michel Butor aime répondre à des entretiens. Plus d'un millier de pages constituent à présent ce considérable corpus de réflexions à voix haute. Ses interlocuteurs sont le plus souvent des universitaires pour lesquels son œuvre représente une matière d'autant plus mystérieuse qu'elle est changeante et contradictoire.

Amené à s'expliquer sur les diverses mutations par lesquelles il a infléchi sa carrière (double, d'enseignant et de créateur), Michel Butor apparaît comme un écrivain parfois amer, parfois positif, jamais inactif ni découragé. Le roman, genre qu'il abandonne, mais auquel régulièrement il annonce un retour, a cédé la place à une littérature d'une grande liberté. Une littérature prolifique qui lui fait dire en 1993 : « Non seulement j'ai écrit, mais j'ai publié beaucoup plus de textes qu'on ne le sait ! Ce qui fait que personne n'a lu tous mes livres, j'ai tendance à dire : même pas moi ! » Mais il avoue ne pas être un grand lecteur de romans contemporains. Ceux auxquels il a été associé à ses débuts, Nathalie Sarraute, Claude Simon, Claude Ollier ne suscitent plus au cours de ces années aucune curiosité. En tout cas, ils ne sont guère commentés dans ces dialogues. Seul Robbe-Grillet, qui en gros exerce

le même métier que lui, en multipliant les conférences à travers le monde, croise son chemin. Mais il parle de lui sans grande sympathie, regrettant qu'on ait pu, à leurs débuts, les confondre.

En revanche, Butor, par son enseignement, a beaucoup lu les classiques, auxquels il a consacré de nombreux essais et, curieusement, cet écrivain qui s'est écarté du roman est un des plus grands connaisseurs du roman du XIX<sup>e</sup> siècle. Le romancier moderne, dont il voit le dernier représentant digne d'intérêt en Perec, ne lui semble désormais n'être plus qu'un écrivain médiocre, qui aspire à une reconnaissance rapide, superficielle, commerciale, si possible couronnée de prix littéraires.

Ce discours, obsessionnellement négatif, au long de ces entretiens par ailleurs profonds, érudits et souvent d'une agréable légèreté, manifeste plus un désintérêt qu'une véritable analyse de la littérature du XX<sup>e</sup> siècle, tant en France qu'à l'étranger. Mais cela tient probablement au systématisme des questions de certains de ses interlocuteurs, qui attendent ce type de réponse. Et également aux circonstances spécifiques dans lesquelles les entretiens ont eu lieu ou à leurs supports. C'est dans son dialogue avec la peinture et la musique que Michel Butor est le plus brillant, et dans sa réflexion sur l'évolution du livre, en fonction des progrès technologiques et de la récession de la librairie.

Si l'on remonte dans le temps, on sera ému par l'extrême valorisation de la littérature « pure », non seulement dans la hiérarchie intellectuelle de l'écrivain, mais dans sa conception générale des rapports humains. On pourra vérifier le rôle novateur qu'a joué son livre *Moblie, étude pour une représentation des Etats-Unis*, (Gallimard, 1962). Les voyages sont, dès lors, la principale source d'inspiration de l'écrivain.

René de Ceccatty

## BANDE DESSINÉE

• par Yves-Marie Labé

## Internationale de la BD

**COMIX 2000**

(ouvrage collectif),  
Ed. L'Association, 2048 p., 365 F.  
(55,64 €)

**C'**'est de l'avis même des ses éditeurs un « *Frankenstein éditorial* ». Plus de 2000 pages de bandes dessinées, en noir et blanc, qui pourrait être un guide mais qui n'en est pas un, sans pour autant être un dictionnaire (il a oublié d'être complet) ni une encyclopédie. *Comix 2000* gros pavé maqueté par le graphiste Etienne Robial (Futuropolis et Canal+) est surtout le reflet des goûts et des enthousiasmes de quelques fondateurs fêlés de L'Association.

En 1998, Anne Baraou, Jean-Yves Duhoo, Lewis Trondheim, David B., Jean-Claude Menu, Placid et Killofer, épaulés par d'autres membres de la jeune maison d'édition, réfléchissent à l'an 2000 et à la meilleure façon graphique de le célébrer. Naît l'envie de demander à des auteurs de BD de plancher sur l'an neuf, en évitant les poncifs de la science-fiction. Le cahier des charges est vite élaboré : le livre devra être international, les cases muettes (ce qui évite les traductions difficiles), et chacun disposera, au plus, de trois à quinze pages. A l'automne dernier, plus de 7000 planches arrivent au siège de L'Association. Après le « tri », forcément partiel et subjectif, il en restera un peu plus de 2000, réalisés par 324 auteurs issus de vingt-neuf pays, tous nés entre 1940 et 1982.

Les dessinateurs et scénaristes français sont, bien sûr, les plus nombreux mais on trouve aussi d'autres Européens (Belges, Suisses, Espagnols, Portugais, etc.), ainsi que des Argentins, des Japonais, des Néozélandais, des Américains, etc., un Egyptien (Golo), un Israélien (Tamir Shefer) et même un vrai-faux Thaïlandais (Joann Sfar). Les puristes se demanderont où sont passés les auteurs des pays d'Europe centrale et orientale – paradoxalement représentés par des auteurs serbes –, et surtout ceux d'Afrique blanche et noire (le continent est personifié par les seuls Sud-Africains). Cela n'empêche pas ce travail de titan, présenté bizarrement sous une reliure toilée de couleur rouge qui rappelle celles d'un Petit Larousse des années 70 ou d'un Guide Michelin, d'être étonnant.

Les styles et les thèmes sont pléthore. On s'y balade, l'œil attiré ou fasciné, l'esprit en alerte ou en émoi. Quoi de commun entre le sujet et le trait d'un Jan-Willem de Vries (Pays-Bas), tout en tendresse dramatique, et ceux d'un Edmond Baudoin (France), dont le dessin apparaît aujourd'hui prophétique (une tête de mort lunaire se levant sur un décor de rocs et de mer) ? Qu'est ce qui rapproche le tachisme de Stefano Ricci (Italie) et l'univers chahuté de Rick Trembles (Canada) ? On serait bien en mal de trouver des liens et des correspondances dans cet ouvrage follement rigoureux, sinon la volonté de dresser un panorama graphique inventif, et souvent généreusement intelligent, qui donne tout son suc et son sens à cette entreprise hors du commun, et hors des frontières. L'exposition des dessins originaux de *Comix 2000* devrait d'ailleurs constituer l'un des moments forts du vingt-septième Festival international de la BD d'Angoulême.

• **CARTON JAUNE 1**, de Didier Daeninckx et Assaf Hanouka

Un jeune Tunisien, Jacques Benzara, est remarqué par un journaliste du *Miroir des Sports*. Nous sommes dans les années 36-38. En métropole, il commence une carrière de footballeur au Red Star, devient la coqueluche du Tout-Paris, épouse une jeune actrice, avant d'être raflé et d'être déporté. Le scénario de Didier Daeninckx est basé sur une histoire réelle, celle de Victor Perez, boxeur français, tunisien et juif, qui fut champion du monde

de sa catégorie à vingt ans, fêté, puis déporté. L'écrivain donne une densité particulière à la tragédie personnelle de son héros footballeur, en liant à la montée du fascisme (Jacques Doriot à Saint-Denis) et du nazisme. On y évoque la guerre d'Espagne et le fantôme de Bousquet. Assaf Hanouka a prêté à ce récit de mémoire un trait expressionniste, agile et humain. Une BD magistrale, d'après Coupe du monde, infiniment plus éloquentes sur les miroirs aux alouettes du sport et ses liaisons (parfois) putrides avec la politique (éd. du Masque, « Atmosphères », 56 p., 79 F, [12,04 €]).

• **VAGUES A L'AME**, de Grégory Mardon

Aventure casse-gueule pour un jeune auteur : conter l'histoire de son grand-père. Grégory Mardon échappe aux pièges, en déroulant la vie d'un jeune boucher de Douai, Adolphe Hérault (sic), dit « Dodo », qui, pour quitter les terrils, embarque comme cuisinier sur un vaisseau de guerre. Au gré de sa dérive des continents, il épousera une héritière d'origine italienne, vivra la douceur coloniale du Maghreb avant de s'installer à Fécamp, après les accords d'Evian. Ses rêves de voyages et ses frasques de matelot peupleront dorénavant l'imaginaire de son petits-fils. A la fois gai et triste, touffu et aéré, le dessin imaginaire de Grégory Mardon charrie des bourrasques de nostalgie, avec en toile de fond le chaos de l'histoire (Les Humanoïdes associés, « Tohu Bohu », 112 p., 69 F, [10,52 €]).

• **LA FILLE QUI RÉVAIT D'HORIZON**, de Benoît Sokal

Croisement de Philip Marlowe et de Donald Duck, l'inspecteur Canardo renaît dans cet onzième épisode grâce à la magie de Benoît Sokal. Canardo, toujours aussi désabusé, toujours habillé de son imperméable exténué, alume cigarette sur cigarette comme son modèle Bogart. L'album démarre sur un air – torride –, à la *Neuf semaines et demie*, dans un garage crasseux de l'Ouest américain, entre un couple de malfrats et une star déchue. Sokal a beaucoup lu de romans noirs, beaucoup vu de polars, et compulsé beaucoup de ces faits divers qui racontent comment, aux Etats-Unis ou au Canada, des bandes de hells angels mettent des petites villes en coupe réglée. Une vieille connaissance est de retour : Gregor Raspoutine. Ces cadrages perfectionnistes et des couleurs sépulcrales donnent le ton à cette tragédie (Casterman, 48 p., 54 F, [8,23 €]).

• **REPLAY, LE DÉBUT ET LA FIN**, de David Sala et Jorge Zentner

Deux gamins rêvent de leur destin dans une petite ville américaine du milieu des années 70. Don est prêt à tout pour quitter « sa vie de merde » et obtenir bagnoles, argent et femmes. Chuby est plus craintif, plus tendre aussi. Le premier va entraîner le second dans un meurtre. L'histoire d'une amitié, de sa complexité, des attirances sado-masochistes entre deux jeunes hommes en train de se construire. Un récit d'une violence contenue, dessiné avec hauteur et mis en couleur avec un sens extraordinaire des nuances par David Sala (Casterman, 48 p., 79 F, [12,04 €]).

• **LE TOUR DE FRANCE DU CRIME**, de Riss

On sort à la fois émerveillé et nauséux de ce *Tour de France du crime* en dix-huit tableaux. D'Amiens à Epinal, de Bourges à Tarbes, on tue à coups de hache, on assassine pendant une mi-temps sportive, on torture un enfant au point de le rendre handicapé, ou poignarde sa mère... L'œil de Riss, cette manière qu'il a de rendre proche et vivante la chronique des prétoires, est un modèle de compte-rendu journalistique. A la manière d'un Balzac ou d'un Daumier, Riss traque avec minutie le détail qui tue – un regard, un geste, un mot de moins ou de trop – rendant palpables le cynisme, l'absence d'humanité et l'inventivité démesurée de bourreaux ordinaires. Un ouvrage salutaire (éd. Rotatives, Charlie-Hebdo hors-série n° 11, 96 p., 30 F, [4,57 €]).

• **PÊLE-MÊLE : MONOGRAPHIE ANDRÉ JUILLARD**

On savait André Juillard d'une discrétion et d'une modestie inégalables. On ignorait la profusion et l'éclectisme de ses œuvres, en noir et blanc comme en couleurs, de la carte postale à l'affiche de publicité ou événementielle, en passant bien entendu par les ex-libris et les tirages de tête. Le dessinateur précis des *Sept vies de l'épervier* et l'auteur intimiste du *Cahier Bleu* a sélectionné 500 documents dont il ne voit que les défauts « quand il repassent sous ses yeux ». Le lecteur, lui, s'extasie devant la perfection d'un trait, d'un geste, d'un regard ou d'un décor, et devant l'humanité joyeusement triste qui sourd de ces images (éd. Le Pythagore, 420 p. 240 F, [36,59 €]).



# Voyage au bout du jour

De tout temps, le monde arabe a préféré se dire en poésie ou par des contes. Fidèle à cette tradition et dans l'esprit des « Mille et une nuits », Gamal Ghitany propose un merveilleux périple initiatique au pays du Soleil couchant

**L'APPEL DU COUCHANT** de Gamal Ghitany. Traduit de l'arabe (Egypte) par Valérie Creusot. Seuil, 348 p., 140 F (21,34 €).

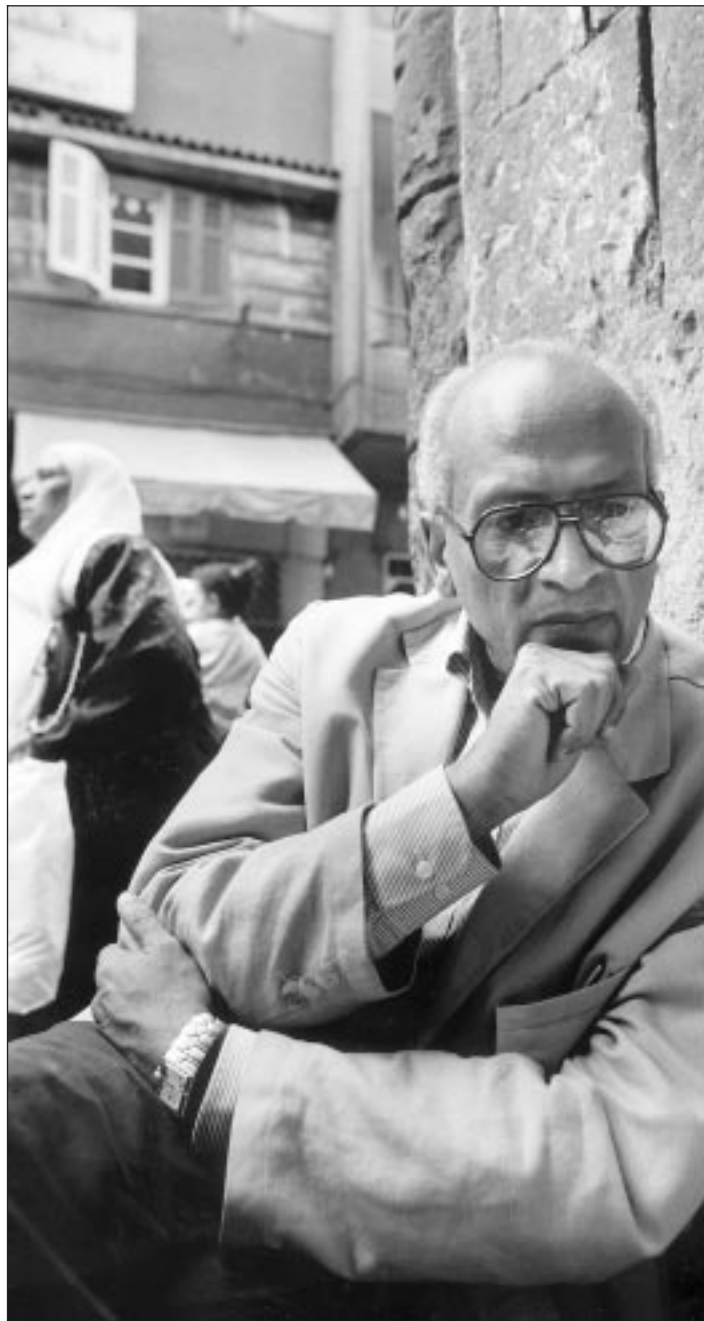
**L**es *Mille et Une Nuits* hantent la plupart des écrivains arabes. Même s'ils ne l'avouent pas, c'est bien cet héritage collectif et quelque peu flou qui s'insinue dans leurs récits. Cela fait presque un siècle que le roman, au sens occidental, a fait son apparition dans le monde arabe. Après un séjour en France, des intellectuels égyptiens ou libanais décidèrent d'importer chez eux le roman. Lecteurs de Flaubert et de Zola, ils pensaient que l'imaginaire arabe pouvait adopter ce genre littéraire. Il allait s'y glisser sans être convaincant ni tout à fait naturel. A l'époque, la société arabe était encore plus attachée au clan et à la tribu qu'à la singularité de l'individu. Aujourd'hui encore, l'émergence de l'individu est lente et difficile. Sans cet être « unique et singulier », comme le définit Max Stirner, pas de roman, surtout si on définit ce genre comme l'exaltation d'une propriété inaliénable, laquelle se raconte à travers un moi libre, c'est-à-dire « propriétaire de ce qui est en son pouvoir ou ce dont il est capable ». L'Orient, dans son acception globale, ne s'encombre pas avec ce genre de liberté. Que ce soit au Proche-Orient ou en Méditerranée, toute revendication de ce type est perçue comme une provocation ou une volonté de faire scission.

Le monde arabe a, de tout temps, préféré se dire en poésie ou à travers des contes qui ne sont pas toujours merveilleux. Le conte est l'écran où toute identification avec un des personnages du récit est quasi impossible. On

découpe du réel, on se moque de la crédibilité et on laisse libre cours à l'imagination. On éloigne le lecteur de l'auteur, lequel est souvent anonyme ou collectif. Le conte correspond peut-être mieux à un imaginaire où le temps n'est ni précis ni rationnel. Il conforte en cela les lecteurs dans leurs manies de préférer la rêverie à l'action, de se réfugier dans les mythes et légendes pour ne pas affronter les difficultés d'une vie quotidienne étroite.

L'écrivain a recours aux symboles et métaphores tout en essayant d'être le témoin de son époque. C'est ce que fait Gamal Ghitany dans son dernier livre avec brio et finesse. Il fait preuve d'une capacité d'imagination exceptionnelle. Comme dans *Zayni Barakat*, premier roman traduit en France (Seuil, 1985), il mêle l'investigation historique et politique au soufisme, mystique musulmane.

*L'Appel du couchant*, remarquablement traduit par Valérie Creusot n'est pas un roman. C'est une série de contes foisonnant d'histoires s'emboîtant les unes dans les autres avec un fil conducteur, un voyageur, un étranger marqué par le chiffre sept, et qui connaît des épreuves extraordinaires. Pour tout bagage, il a sept livres anciens, passera sept jours avec le cheikh, maître des marabouts, avant de se confier au secrétaire du sultan. Le livre est la confession des aventures incroyables d'Ahmad qui aura répondu à l'appel, lequel est venu de nulle part, peut-être du dedans. Il sait qu'il lui faut quitter Le Caire et aller là où le soleil se couche. Il voyagera en suivant son ombre, entraîné malgré lui sur la route du destin. Le désert et l'absence de tout repère lui donnent un fort sentiment d'exil et de ruine. Il sera apaisé en découvrant l'île



LARA BALADI POUR « LE MONDE »  
Gamal Ghitany au Caire

de Tinnis, là où pousse la fleur du balsamier. Il apprendra que l'île sera engloutie le jour où cette fleur viendrait à disparaître. C'est l'île de l'enfance, celle que nous portons en nous comme un secret, comme un mystère, l'île des oiseaux qui meurent dès qu'ils ne volent pas en ligne droite, l'île de la soie rare, de l'arbre millénaire d'une essence rare, chargé de toutes sortes de fruits, l'arbre qui donne la fertilité aux femmes stériles.

Ahmad continuera son voyage en suivant le soleil. Il fera la connaissance de Hadramaouti, le guide qui s'oriente d'instinct, déchiffre le mouvement des ombres et se tait longuement quand il a quelque chose à dire. Ses silences lui permettent d'écouter les signes précurseurs d'une tempête, les secousses des entrailles de la terre, la colère des sables et le mouvement des dunes.

Celui qui marche vers le couchant n'a aucune chance de s'arrêter un jour. C'est le mythe de Sisyphus se déroulant entre oasis et désert. Ahmad fera halte dans l'oasis intérieure, celle qui possède deux sources d'eau, l'une froide, l'autre chaude. D'un bassin, des canaux se ramifient jusqu'à l'intérieur des maisons, permettant aux jeunes vierges de se laver. On raconte qu'un jour, un étranger se baigna dans ce bassin, se laissa aller et fut emporté par le courant. Depuis, les vierges ne font plus leurs ablutions avec cette eau. D'autres femmes y trouvent de quoi être ivres de plaisir.

Lorsque le guide le quitte, le lui donne un livre relié en parchemin de gazelle. Ce sera le compagnon de la traversée solitaire des sables. Mais, très vite, une autre oasis l'accueille. C'est Oumm El-Saghir, là où des femmes de noble lignée lui

lavent les pieds selon une des lois de l'hospitalité. Durant trois jours, il ne lui sera demandé ni son nom, ni d'où il vient, ni pourquoi il est là. Un homme sans âge - il aurait vécu des siècles et connu l'année de l'éléphant ainsi que le prophète et ses compagnons -, appelé l'Eclaireur, règne sur ce campement. On dit qu'il serait l'homme du couchant, celui qui décèle les traces et empreintes du secret. Ahmad sera initié à l'amour par l'Eclaireur. Il rencontre une jeune fille ardente et impétueuse, un être à part, une fille ailée, fugitive, turbulente, capable de lire au-dedans des êtres. Elle prendra entre ses bras Ahmad, se coulera en lui jusqu'à le rendre fou. Ce sera sa femme. Elle tombera enceinte. On apprend que, dans cette oasis, à toute naissance correspond un décès. Il quittera ce lieu, un peu malgré lui, sans voir son enfant, condamné à avancer vers le pays du soleil couchant, à rencontrer des êtres insolites, à faire face à des expériences nouvelles et souvent extravagantes.

Il ira de découvertes en découvertes, de surprise en étrangeté, et comme dit le conteur : « *Et malgré toute la perspicacité et l'intuition dont il était doué, jamais il n'aurait pu deviner ni seulement concevoir ce qui l'attendait alors !* » Il connaîtra d'autres peuples et d'autres fables, il sera toujours l'homme étonné, à jamais sans racines, habité éternellement par l'appel du couchant.

C'est pour cela qu'il faut prendre le temps de lire ce remarquable conte infini, superbe métaphore du désespoir et de la futilité, un long cheminement vers l'inconnu, là où toute vanité est vaine, où l'être est petit dans l'immensité des sables, où seuls ses rêves fous ou mystiques ont droit d'asile.

Tahar Ben Jelloun

## Comment ne pas être anglais ?

A travers une fable satirique qui met aux prises une vieille Angleterre fardée avec une sorte d'« Englandland », Julian Barnes aide ses compatriotes à s'interroger sur eux-mêmes

**ENGLAND, ENGLAND** de Julian Barnes. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Aoustin, Mercure de France, « Bibliothèque étrangère », 368 p., 125 F (19,06 €).

**D**ans un classique de l'humour anglais, *How to be an Alien*, George Mikes raconte cette anecdote : une jeune Anglaise, amoureuse d'un Hongrois, lui demande de l'épouser. Impossible, répond le jeune homme : ma mère ne supporterait pas l'idée d'un mariage avec une étrangère. L'Anglaise se récrie : « *Moi, une étrangère ! Quelle stupidité. L'étranger, c'est vous, c'est votre mère. Où que vous vous trouviez.* » Elle explique que l'Angleterre incarne, « *la vérité* ». Et de conclure : « *La vérité ne dépend pas de la géographie. Ce qui est vrai en Angleterre l'est aussi en Hongrie, à Bornéo et au Venezuela !* »

La boutade date de 1946. Mais ses enjeux sont encore suffisamment actuels pour constituer le thème du dernier livre de Julian Barnes. « *Lorsqu'on croit représenter la norme, confie ce dernier, ce sont les autres qui ont un problème d'identité, pas vous. C'est la raison pour laquelle l'Angleterre, ancien pays puissant et colonialiste, a tant de mal à se penser elle-même.* »

Avec *England, England*, Barnes offre à son île natale une plaisante occasion de le faire. Attablé devant un verre de sauternes, l'auteur du *Perroquet de Flaubert* sourit, charmeur. Il a l'œil bleu des grands jours et l'aisance qu'on lui connaît. Il plaisante dans un français impeccable, avec une pointe d'accent si fine qu'on le soupçonne de l'entretenir coquettement. Il parle de Montaigne, Verlaine et Rimbaud comme d'amis d'autrefois. Au passage, il salue ses contemporains préférés, Kazuo Ishiguro ou Penelope Fitzgerald, qu'il tient pour « la

meilleure romancière vivante en Grande-Bretagne ». Il montre un brin d'amertume pour s'être vu souffler le Booker Prize, en 1998, par *Amsterdam* de Ian McEwan. Mais il se félicite, quoi qu'il en soit, d'avoir renoué avec le roman. Et surtout, il ne semble pas mécontent, lui que l'on sait particulièrement tourné vers le continent, de dédier pour une fois ce livre, le dixième, à son propre pays.

L'Angleterre y tient en effet le rôle vedette. Celui d'une dame



Julian Barnes

Né à Leicester en 1946, Julian Barnes, diplômé d'Oxford, est chroniqueur au *New Statesman* puis à *The Observer* jusqu'en 1986. En 1984, il publie *Le Perroquet de Flaubert* (Stock, 1986), qui lui vaut le prix Médicis essai. Suivent notamment *Une Histoire du monde en 10 chapitres et demi* (Stock, 1990), *Love, etc.* (Denoël, 1992, prix Femina étranger) et *Lettres de Londres*, sa correspondance pour le *New Yorker*. *England, England*, son dixième livre, marque son retour au roman. *Outre-Manche*, son recueil de nouvelles sur la France, vient de paraître en poche (Folio n° 3285, « Le Monde des poches » du 7 janvier). Julian Barnes a également signé un certain nombre de romans policiers sous le nom de Dan Kavanagh.

d'âge mûr, refusant d'affronter les miroirs et « *se barbouillant de maquillage tous les matins, en sifflant Tant qu'on se sent jeune...* » L'art de Barnes consiste à soulever au scalpel les couches de fard pour faire apparaître le visage nu. Avant d'y jeter, subrepticement, un petit dé à coudre de vitriol...

L'intrigue est simple. Un certain Jack Pitman, milliardaire mégalo-mane, décide de se lancer dans un projet extravagant : installer sur l'île de Wight un « Englandland », sorte de Disneyland centré sur une Angleterre-spectacle qui déplierait là ce qu'elle a de plus typique - depuis la famille royale jusqu'au Manchester United en passant par Stonehenge, le thé à la crème caillée, Harrod's ou le snobisme... Comme si une poignée d'attributs caricaturaux pouvaient résumer le

génie d'un peuple, au point que celui-ci s'y reconnaisse. Comme si l'attachement aux symboles pouvait remplacer la réflexion sur l'identité. Et comme si l'Histoire, prédisposée pour mieux répondre aux attentes de citoyens-consommateurs, devenait plus convaincante, plus alléchante surtout, que le simple réel ! On l'aura deviné : c'est évidemment ce qui se passe. Le succès dépasse tous les pronostics. Le public ne tarde pas à préférer la réplique à l'original. Et le titre

toujours manquante. Quant à l'effrayant Jack Pitman, méchant, vulgaire et ultra-intelligent, son portrait, inspiré de Robert Maxwell, est à l'image du livre : ironique de bout en bout.

*England, England* n'est donc pas un roman à message. « *Vous connaissez le mot de Hemingway, s'amuse Barnes. "Si vous cherchez un message, allez à Western Union" - qui était la grande compagnie télégraphique de l'époque.* » Pour autant, l'auteur ne serait pas fâché s'il plongeait ses compatriotes dans « *une sorte de rêverie* ». Et les aidait à s'interroger sur... leur difficulté à s'interroger. Est-elle liée au fait que leur pays n'a pas été envahi pendant la guerre, qu'il est resté « *une île intacte* », ou qu'il ne s'est jamais défini « *contre* » ? « *L'Ecosse, le pays de Galles, l'Irlande ont un sens plus aigu de leur identité parce qu'ils se définissent contre l'Angleterre. Mais l'Angleterre, contre quoi se définit-elle ?* » Contre son passé, semble dire Julian Barnes. Contre la vision de tous les « *déprimés historiques* », ceux qui pensent qu'après « *avoir appris à jouer au cricket au monde entier* », l'ex-Empire doit maintenant, par culpabilité, « *baiser les bras* » et « *laisser tout le monde [le] battre à ce jeu* ». Faut-il le suivre dans ses vaticinations espieuses ? Faut-il le croire lorsque, sarcastique, il fait dire à l'un de ses personnages : « *Nous sommes une nation (...) dotée d'une grande sagesse accumulée. Nous sommes déjà ce que les autres peuvent espérer devenir (...). Nous sommes les nouveaux pionniers. Nous devons vendre notre passé aux autres nations en le présentant comme leur avenir !* »

Dans son allocution de mi-mandat, Tony Blair qui voyait au XXI<sup>e</sup> siècle la Grande-Bretagne en « *phare du monde* », n'était pas, au fond, si loin de ce point de vue. Ni de celui de George Mikes, d'ailleurs. Mais lui n'avait pas l'air de plaisanter.

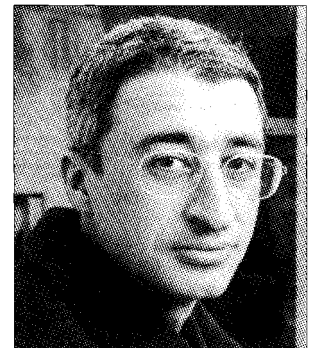
Florence Noiville

### Livraison

● **LETTRES D'HUMOUR**, de Gilbert Salachas  
C'est en traquant les secrets phonétiques de la lettre, minuscule ou majuscule, les malices de la langue et les libertés que le graphisme octroie à ses « *polices* » que Gilbert Salachas a composé ce livre-pied de nez, digne de Raymond Queneau. Résultat : une cascade de gags, dans lesquels l'œil se prête à l'art du double sens, « *JJJJJ* » est qualifié de « *lettres de feu* » ; « *O* » est à la fois la « *lettre et le néant* » ; « *ACCORDEON* », amène ce commentaire « *petit R d'accordéon* » ; et « *SABLE* » cette légende : « *petit A de sable* »... Pire : « *Sain Ropez* », dont le sous-titre est « *Vacance des T à Saint-Tropez* ». On se prend au jeu... (éd. Atelier Kimbo, 22 av. de la Porte-Brunet, 75019. tél : 01-42-03-18-96, 120 p., 175 F [26,67 €]).  
J.-L. D.

### A BOUILLON DE CULTURE LE 28/01

OLIVIER WICKERS



TROIS AVENTURES EXTRAORDINAIRES DE JEAN-PAUL SARTRE

L'UN L'AUTRE

GALLIMARD



# Diverses hypothèses du souci de soi

Le journal intime, tel qu'on le connaît aujourd'hui, a été inventé au XIX<sup>e</sup> siècle. Sous des formes variées, il perdure. Mais il faut se méfier de certaines évidences : dans les pages qu'il noircit, l'intimiste dévoile moins son âme que son théâtre intérieur

Il y a trente-cinq ans, en 1966 exactement, Roland Barthes diagnostiquait une « crise » du journal intime en tant que genre littéraire. Auparavant, il avait défini en ces termes la « vraie nature » de celui-ci : « Parti pour occuper cette mince plage qui sépare l'écriture de l'œuvre, il ne s'en est pas moins constitué très vite, sous la pression de l'histoire, de la société, en genre pleinement littéraire : le paradoxe du journal intime, c'est précisément d'être un genre. » En ces années où le structuralisme, notamment psychanalytique, prêtait le pouvoir, le moi destitué était ravalé au rang d'un avatar de l'inconscient. Pendant son statut de sujet écrivant, l'intimiste était invité à se reconnaître lui-même « écrit » – l'art n'étant que la mise en forme des forces obscures ou étroitement sociales qui lui imposaient leur dictée. C'en était bien fini, croyait-on, des illusions romantiques des épanchements lyriques impunis. La crise du sujet triomphait, et la lumière tamisée sous laquelle l'intimiste se livrait à son coupable penchant s'éteignait.

« Face à la problématique de la personne mise en branle par le journal intime, continuait Barthes, la littérature contemporaine, du moins par son avant-garde, tient pour acquise la vérité des expériences de dépersonnalisation. » Si l'auteur des *Mythologies* avait pu lire ce chef-d'œuvre hautement paradoxal de la littérature de l'intime qu'est le *Livre de l'intranquillité*, de Fernando Pessoa, alias Bernardo Soares, nul doute qu'il y aurait repéré comme les prémices de cette « crise ».

Mais ce ne fut qu'un moment. La résistance intérieure s'organisait. On vit le sujet revenir. En fanfare. L'autobiographie sous toutes ses formes avait encore de beaux jours devant elle. Et rien ne pouvait décréter la fin de ce besoin, impérieux, insistant : établir le compte des états successifs de son âme au bénéfice de quelque « cher cahier » – Même si Delacroix, se mettant lui-même en garde contre cette

météorologie, écrivait au début de son journal : « Ce papier me reprochera mes variations... Le Roland Barthes par lui-même et les dernières ébauches de l'écrivain démontraient qu'il n'en avait pas lui-même fini avec l'écriture de soi. En 1991, Philippe Lejeune – qui ne s'était pas contenté d'exploiter une discipline universitaire mais s'en était fait l'un des acteurs – créa une Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique (1), dont la vocation est de recueillir et conserver tous les documents relevant de cette catégorie littéraire. A ce travail, Lejeune continue d'associer une rigoureuse et cohérente réflexion théorique (2).

## CLASSIQUE DU GENRE

Michel Polac, qui a confié à un autre le soin d'établir un florilège à partir de la masse de ses feuillets journaliers (*voir ci-dessous*) – il faudrait peser les motifs de cette délégalation – n'est donc pas du tout un cas isolé. De même l'exercice convenu (éventuellement sincère) de détestation de soi, et accessoirement des autres, auquel il se livre constitue, depuis Amiel, une sorte de classique. Quoi qu'on en dise, et surtout quoi qu'en disent les intéressés, l'amour et la haine de soi sont les deux sources jumelles auxquelles s'abreuve l'intimiste.

C'est même une constante, sociologiquement vérifiable : le journal est le lieu où se consignent l'échec social, affectif, esthétique, le dénigrement mélancolique de soi, l'examen de conscience, de préférence sévère, le doute généralisé quant à sa propre existence... et finalement la posture un peu désolante de celui qui ne veut avoir d'autre souci que celui de sa personne, même s'il considère l'exercice comme une « méditation du zéro sur lui-même » (Amiel). En opposition, le si beau Journal de Delacroix (Plon) comme, dans un autre sens, celui de Charles Du Bos (introuvable) sont des tentatives de sortir, de s'extraire de cette désola-

tion intérieure. Parfois ce souci, cette aigreur, se retournent contre le monde, réduit alors à une caricature. Les Goncourt (Laffont, « Bouquins ») ou Paul Léautaud (Mercure de France) excellaient dans cet exercice. Marcel Jouhandeau, justifié par une prose superbe, ou quelquefois élever son propos au-dessus de ces contingences (Gallimard).

Plus près de nous, Matthieu Galey lesta le jeu de massacre de son affrontement pathétique avec la maladie et la mort (Grasset). Dans cette tonalité sombre, mais avec plus de gravité et moins de ricanement, Charles Juliet mène un profond travail d'introspection : on peut le juger naïf, mais en aucun cas contester sa dignité (Hachette, puis POL). Renaud Camus, lui, dont le journal constitue une part volumineuse de l'œuvre, a mis au point un dispositif autobiographique singulier : difficile de le juger si l'on a

décidé de passer à l'écart de son excès... (POL). Les vastes ensembles posthumes publiés ces dernières années – Queneau, Leiris – montrent les esquisses ou les chantiers de l'œuvre. Dans ces pages non destinées d'abord à la publication, l'intime n'est pas omniprésent. Sauf à se faire directement littérature, comme dans le cas de Cioran, ou dans celui plus récent des étonnants « Cahiers d'un vivant », de Roland Dubillard (tous chez Gallimard).

Malgré tout, le caractère posthume des journaux intimes, s'il n'est pas une loi – Bloy et Gide, dans le passé, publièrent leurs journaux –, est souvent une constante. Cependant, la conscience de la valeur – et donc le souci de conservation – de ces écritures habite beaucoup de diaristes. Jacques Copeau tint un magnifique journal révélé longtemps après sa mort. Mortes jeunes, les remar-

quables Marie Bashkirtseff (L'Age d'homme) ou Catherine Pozzi (éd. Claire Paulhan) « savaient » que le destin de leurs cahiers ne s'éteindrait pas avec elles. Henri-Pierre Roché (éd. André Dimanche) fit en sorte que la recension scrupuleuse et cryptée de sa vie amoureuse ne reste pas lettre morte...

## FAUSSES ÉVIDENCES

Il faut se méfier de certaines évidences. Celle par exemple qui affirme qu'un journal intime est le lieu du dévoilement, de la mise à nu de l'auteur. La sincérité ou, mieux, l'authenticité aurait là, dans ces pages dûment datées, dans ces cahiers pieusement conservés – il y aurait une histoire à faire des archives de l'intime, de leur rétention et de leur divulgation – son espace naturel. Comme le souligne Pierre Pachet dans *Les Baromètres de l'âme* (Hatier, 1990), la double tradition qui remonte à saint August-

tin : protestante d'un côté – avec Rousseau, Constant, Amiel... –, catholique de l'autre – Maine de Biran, Maurice de Guérin, Baudelaire, Du Bos, Green... –, donne une sorte de légitimité à cette idée du « cœur mis à nu ». Pour accéder à ce que Fénelon et après lui Benjamin Constant nommèrent le « sanctuaire intérieur », il suffirait de lire ces notations journalières où s'inscrivent, en temps réel, les températures de l'âme et du cœur. Mais, justement, l'évidence est trop belle. Il faudrait, pour la défendre, cesser de compter avec les ambivalences et les paradoxes du sujet en général, et du sujet qui écrit en particulier. Même s'il est intérieur, le théâtre existe, avec son décor, ses jeux, ses chausse-trappes.

Paul Claudel, dont l'admirable journal n'est pas du tout « intime », et Paul Valéry, qui détestait la pose autobiographique, nous mettent en garde, indirectement, contre cette illusion. Une illusion qui, paradoxe ultime, reste féconde de quelques belles « hypothèses ».

Patrick Kéchichian

(1) APA : La Grenette, 01 500 Ambérieux-en-Bugey.

(2) Les livres de Philippe Lejeune sont essentiellement publiés au Seuil.

★ Signalons : *L'Œuvre des jours*, de Pierre Pachet, texte des « Leçons de poésie » données à la Villa Gillet à Lyon en 1995-1996, (Circé, 114 p., 98 F [14,94 €]).

*L'écriture de soi*, de Louis Marin. On continue de réunir les écrits de ce grand spécialiste de l'âge classique, mort en 1992. Les études rassemblées dans ce volume traitent des écrits autobiographiques de Montaigne, saint Ignace de Loyola, Stendhal et Barthes (PUF, « Collège international de philosophie », 166 p., 98 F [14,94 €]).

*Écriture de soi et sincérité*, recueil d'études rassemblées par Jean-François Chiantaretto (In press éditions, 12, rue Texel, 75014 Paris, 190 p., 140 F [21,34 €]).



« Journal de M. M. », par Catherine Noury

## L'intimité du monde

Les journaux intimes des auteurs viennois dépassent largement les frontières du moi

### JOURNAUX INTIMES

de Jacques Le Rider.  
PUF « Perspectives critiques »  
435 p., 163 F (24,85 €).

Obscur fragment ou véritable matière d'une œuvre, la tentation du journal intime habite presque tous les écrivains. Souvent considéré comme la production de ceux qui ne savent pas véritablement « travailler », il peut malgré tout atteindre des proportions telles qu'en donnant justement la mesure de cette incapacité il devient paradoxalement le grand œuvre. C'est le cas d'Amiel qui, en près de 17 000 pages rédigées sur une période de trente ans, se livre à l'analyse de son moi pour finalement en tirer la conclusion désenchantée que le journal intime n'est qu'« une paresse occupée et un fantôme d'activité intellectuelle », la lente agonie d'un esprit subtil mais incapable de se dégager de la tentation narcissique qui ne promet que la noyade.

Goethe, ce monstre de santé et de productivité, avait très tôt stigmatisé ce danger, et son jugement négatif sur le journal intime a longtemps marqué les lettres allemandes. Il rédigea pourtant une autobiographie (*Poésie et vérité*), à laquelle il faut ajouter les célèbres *Entretiens avec Eckermann*. Même Kafka, dont le journal est pourtant l'un des plus riches et des plus indispensables, a souffert de cette conception goethéenne qui n'a eu de cesse d'engendrer la mauvaise conscience, rappelant toujours à l'écrivain écrivant son journal qu'il était incapable de véritablement écrire et de prendre ses distances par rapport à un moi inquiet, souffrant, torturé. Si cette conception n'est pas entièrement fautive, si le journal intime peut révéler une incapacité de la forme puisqu'il suffit de noter au jour le jour ses impressions, s'il peut être un refuge pour ceux qui, comme Hebel, se sentent appelés à écrire et en

même temps rejetés, il est aussi le lieu où se reflète de la manière la plus précise les crises d'un « moi » exposé aux aléas du monde ; il n'enregistre pas seulement les frémissements de l'âme mais aussi les tremblements du monde. Dès lors, il est intéressant de se pencher sur les journaux intimes de ceux qui ont vécu au cœur d'un séisme dont les secousses ont engendré ce qu'on appelle un raccourci commode la modernité : la Vienne à la charnière du siècle, entre 1880 et 1938, lorsque l'Autriche a été annexée au III<sup>e</sup> Reich et que le monde a irrémédiablement basculé dans la barbarie. C'est ce que fait Jacques Le Rider qui, après *Modernité viennoise et crise de l'identité* (1) se penche sur les journaux intimes des écrivains de cette époque où le sens de l'existence personnelle et de l'histoire collective fait l'objet d'un questionnement quotidien.

### ZWEIG, BROCH, SCHNITZLER

Après sa rencontre avec Stefan Georg, Hofmannsthal, l'un des auteurs qui saisit le mieux le besoin de se livrer à un tel travail d'introspection – qui est en même temps un travail sur la mémoire et l'oubli –, a brusquement rompu les liens avec ce qu'il faut bien appeler désormais un genre littéraire. Restent tous les autres, Schnitzler, Zweig, Broch, Lou Andreas-Salomé mais aussi Freud ou Musil, qui tous ont fait œuvre de diaristes à des degrés divers. Qu'ils mêlent ou non le secret au souci de la postérité, leurs journaux réfléchissent le monde et l'œuvre jusqu'à s'intégrer parfois dans cette œuvre, comme on le voit dans *L'Homme sans qualités*, créant un « je » qui est autre que le « moi ». C'est aussi ce que fait Karl Kraus avec *La Torche*, « journal intime en public » qui, mieux qu'une fiction, reflète l'intimité des derniers jours de l'humanité.

Pierre Deshusses

(1) PUF, 1994.

## Michel Polac, un amour de soi

Depuis cinquante ans, l'ancien animateur de « Droit de réponse » tient son journal intime. Pierre-Emmanuel Dauzat a choisi, dans les cahiers des années 1980-1998, la matière de ce volume

### JOURNAL

de Michel Polac.  
Pages choisies par Pierre-Emmanuel Dauzat.  
PUF, « Perspectives critiques »,  
564 p., 148 F (22,56 €).

Michel Polac, journaliste, écrivain, créateur d'une émission de télévision qui fut célèbre pour son côté foire d'empoigne, « Droit de réponse », écrit son journal intime depuis plus de cinquante ans. A soixante-dix ans, il vient de décider d'en publier une partie, infime en dépit de ses quelque 550 pages, puisqu'elle ne concerne que certains passages des années 1980-1998. Le choix de ces extraits a été fait par Pierre-Emmanuel Dauzat, qui s'en explique dans une postface. Voilà qui change légèrement la perspective de lecture. Habituellement, que le journal publié soit intégral ou non, qu'il soit retravaillé ou, comme le dit Polac à propos du sien, dans un avant-propos, « brut de décoffrage », on sait qu'il dessine un auto-portrait. Ici, on est, non pas devant l'image que Michel Polac a voulu reconstruire de lui-même, mais devant ce qui a intéressé Dauzat, « ce qui était véritablement intime, c'est-à-dire par nature réservé à l'écrivain qui se regarde dans le miroir du papier, précise-t-il. Et, dans l'intime, j'ai choisi de ne retenir que ce qui échappait à la pudeur intéressée, à l'idée de se faire une statue, fût-elle inachevée ». Ainsi « encadré » – avant-propos de Polac, post-scriptum de Dauzat –, le lecteur est prévenu : si ce qu'il lit ne lui plaît pas, ce n'est qu'une facette de Michel Polac. Qu'il patiente, le reste arrive. Toutes ces précautions sont inutiles, ce journal sera lu comme ce qu'il est : un texte.

D'entrée de jeu on comprend qu'on est dans le ressassement de

la détestation. Sur ce terrain, Michel Polac a des devanciers prestigieux avec lesquels la comparaison risque d'être périlleuse. Il n'empêche. En cette époque de révérence, du retour forcené de la déférence, des fausses polémiques intellectuelles et télévisuelles (auxquelles il a largement participé) pour éviter les vrais affrontements existentiels, on a plutôt envie de prêter une oreille attentive à cette hargne que cultive Polac : contre lui-même et l'œuvre qu'il veut écrire, contre ce qui l'entoure, contre sa mère (ce sont sans doute les passages les plus intéressants, les hommes ont toujours quelque chose à dire sur leur mère), contre les écrivains vivants et les morts aussi, contre les femmes, contre le corps qui, l'âge venant, se détraque, etc. Malheureusement, il lui manque ce qui rend la haine supportable : soit une vraie noirceur, soit une étrange allégresse. Et un style pour les porter. Alors on a du mal à lutter contre l'accablement. Cet homme qui méprise Shakespeare, ne sauverait pas dix vers de Mallarmé, trouve Montaigne assommant de « bon sens », Genet « inauthentique », estime qu'Henri Michaux fait du « remplissage », ce grand lecteur qui n'est pas « convaincu » par l'art de Proust, ni celui de Nabokov et de dizaines d'autres, est obsédé par sa propre œuvre, comme tous les grands écrivains. L'ennui, c'est qu'il se désole sans cesse de ne pas l'avoir accomplie, cette œuvre.

Comme il faut juger sur pièces, voici un exemple de sa prose : « Oh que j'étais troublé par ses seins qui pointaient sous le haut de danseuse, avec la bride qui tombait de ses épaules dénudées, troublé par ses jambes qu'elle tendait au soleil en relevant sa jupe de gitane des chevilles au-dessus de ses genoux, et même révélait en pliant ses jambes ses cuisses blanches et

son bras qu'elle repliait derrière la nuque me dévoilant une aisselle non rasée, ce qui m'émeut au-delà de tout, autant, plus même que la révélation de son sexe. Et ce regard bleu qu'elle me jetait jusqu'au fond de mes prunelles. » On est moins étonné après cela de lire que, selon Michel Polac, « les Français ont un goût excessif pour le style ».

### AUTOportrait RETOURNÉ

Enfin, la négativité radicale ne peut se passer de la lucidité, qui n'apparaît pas ici. Ce discours étouffant n'est qu'un intense amour de soi, ancré dans une impossibilité à admirer, dans une triste absence de générosité, humaine comme intellectuelle (on comprend ses remarques acerbes contre Roland Barthes qui a si bien décrit le « poujadisme » profond de ces attitudes). Pour résumer, on pourrait retourner à Michel Polac ce qu'il écrit sur le Journal de Marc-Edouard Nabe : « Du papotage de jeune homme narcissique, mégalo et sans charme (...). Pas sans talent, mais le gâchant par manque absolu de modestie, de lucidité, d'intelligence (...). La méchanceté de Nabe rend tout le monde hideux. » Et puis, mêlant Nabe et les Mémoires de Pierre-Jean Rémy : « Nabe et lui s'étaient sans vergogne, sans précautions, sans autre ambition que cet étalelement-là, comme si leur moi était si exceptionnel qu'il n'était nul besoin de métamorphoser leur petite personne en personnage. Comme si une photo Polaroid avait le moindre intérêt et pouvait nous réjouir autant qu'un autoportrait de Rembrandt. C'est répugnant de vulgarité cet étalelement-là. » Comme quoi la malveillance systématique revient parfois en boomerang, en autoportrait déformé.

On l'aura compris, ce journal ne prête pas particulièrement à rire. Michel Polac a été « éparpillé » par l'humour – ou bien

Pierre-Emmanuel Dauzat l'a exclu de son choix. Si l'on veut terminer sur une note comique, il faut la chercher dans la postface. Dauzat écrit, avec le plus grand sérieux : « Je me suis vite rendu compte que ce journal possédait les qualités que j'avais le plus appréciées parmi les journaux féminins (A. Frank, J. Bowles, S. Plath et même V. Woolf) : celui de dire sa vérité dans toute la nudité de son âme, avec un vocabulaire quasi clinique qui ne souffre ni palinodie ni pose. » On pourrait en discuter longuement, mais admettons. « Quand on s'use à ce point à tenir la chronique de ses jours (...) il en ressort une âme à nu (...) et vraie que je n'avais jamais fréquentée que chez les femmes, ajoute-t-il. C'est ce que j'appellerai volontiers le « devenir-femme » de Michel Polac. » Là, on ne regrette plus de s'être épuisée à tenir jusqu'à la page 561. On vient de lire, non le journal d'un homme, mais le journal d'un « mec », jusqu'à la caricature – « Misogynie, moi ? Ben... oui, ce n'était qu'un sexe, sa vie, ses problèmes, ses sentiments, je m'en foutais. » – et voilà que, pour finir, on veut nous le vendre en femme ! Au nom de quoi ? Pour établir quelle proximité ? Pour corriger quoi ? Toutes les femmes seraient-elles si sottes qu'elles ne pourraient apprécier un propos radicalement haineux à leur égard, une annulation totale (sauf dans le rapport singulier à la mère évidemment) ? Sûrement pas. Flaubert, Baudelaire, Genet et quelques autres, que Michel Polac tient en piètre estime, n'avaient aucun « devenir-femme » et sont lus par les femmes avec bonheur. Parce qu'ils sont, d'abord, des écrivains.

Josyane Savigneau

★ Signalons : *La Luxure, fragments d'un autoportrait en luxurieux*, de Michel Polac (éd. Textuel, « Pêchés capitaux », 208 p., 285 F [43,44 €]).



# L'odyssée utopique d'Armand Gatti

Autobiographie épique, « La Parole errante » retrace l'itinéraire d'un homme pluriel, d'un « Indien » insoumis redessinant, dans les failles du siècle, de nouveaux chemins

**LA PAROLE ERRANTE**  
d'Armand Gatti.  
Verdier, 1 758 p., 285 F (43,44 €).

Gatti, Armand, soixante-seize ans le 24 janvier : cinéaste, journaliste, franc-tireur, déporté, ouvrier, dramaturge, écrivain public, parachutiste, poète. A condition que chacun de ces « états » – comme il les nomme – se reconnaissent dans tous les autres. Un auteur qui nie en être un. Qui se refuse à n'être qu'un. Sinon il ne serait pas le « miroir éclaté des utopies du siècle ». Et l'utopie est ce qui l'anime, une raison d'être d'autant plus exigeante que les forces considérables mobilisées pour la détruire l'ont placée en un péril extrême. *La Parole errante* vient à son renfort, en manifeste de sa diversité et de sa vitalité présentes. Elle est l'utopie faite chant, et Armand Gatti son récitant.

L'utopie vraie ne connaît qu'un langage : celui de l'épopée. Ce souffle, porté hors du commun par un héros. Une figure en péril, elle aussi, dont le non-auteur vient ici occuper la place avec une assurance inédite. A l'appui, il présente des états de service sans équivalent. Avec ses stations : barricade à Madrid, camp de la Baltique, vallée d'Amérique centrale, usine à Berlin, montagne chinoise, place de La Havane, quartier de Derry, zone de Montbéliard. A charge pour lui de faire lever, sur l'horreur parfois, la part de merveilleux que ces lieux recèlent. A faire découvrir l'extraordinaire sous les chemins qui les relie. Alors, chaque trace devient homme pour ce « Indien » pistant les failles du siècle. Car Armand Gatti est « Indien » d'ascendance, « Indien » d'élection, « Indien » de conviction, « Indien » d'emportement, « Indien » de comportement, attaché à redessiner par le verbe, chaque pouce du

territoire perdu-gagné par les siens.

Ainsi, *La Parole errante* serait d'un genre peu fréquenté : l'auto-biographie épique. Un essai de reconstitution de l'homme-héros par lui-même. Homme pluriel, pour qui l'identité unique et son encartage sont à la mesure de la pensée du même nom : une démission devant les possibles. Et le pluriel lui sied d'autant mieux qu'il en est né porteur. Il n'a eu qu'à cultiver ses gatti (chats) au gré des rencontres, des combats, pour que noms et matricules forment autant de visas d'entrée dans l'écriture. Ceux que lui accordent l'enfant nageur amoureux ; le concentrationnaire découvrant le théâtre ; le journaliste confronté au martyr amérindien ; le maquisard brandissant Rimbaud devant l'ennemi ; le saint (cubain) à la caméra ; le responsable artistique de *workshop* en Ulster ; et l'anarchiste – « mort à Cronstadt, lui et les autres » – par lequel tout commence (numéro de code 00).

## TOURMENTE D'INTERROGATIONS

S'il se reconnaît des « maîtres » (Michaux, Tchouang-Tseu, Gramsci, Rabbi Aboulafia et quelques autres), c'est par fidélité à l'anarchie. Ses référents portent le drapeau noir des aventuriers, comme certains arbres deviennent, à leur insu, repères dans la forêt. Ils orientent les mal-nés, ceux que le droit remise à la marge et ne se prive pas d'écraser. En toute justice. Mais Armand Gatti voit plus large. La liberté de la page blanche par exemple, qui s'en soucie ? Lui, qui se contente de la chapitrer légèrement, après avoir indiqué qu'elle n'était jamais plus blanche que son « maquis » de 1942. Et la liberté du point d'interrogation ? *La Parole errante* vibre d'une tourmente d'interrogations, que n'hésitent pas à s'interroger elles-mêmes jusqu'au vertige, à prendre la parole, puis à la céder à la sui-

vante, avec toutes les précautions requises.

Dans ces passages de relais, le chant du rouge-gorge n'est pas moins important qu'une phrase de Rosa Luxemburg. Tous deux appartiennent à ces « génies de l'univers », dont les propos associés, retenus par la police de Vichy sous le nom d'« élucubrations », se déversent dans le fleuve qui vient cogner cent et mille fois au doute de ses rives. Dans une geste torrentielle, dédiée à la liberté, qu'en est-il en effet de celle des mots ? Comment continuer d'écrire devant cette vision, cette conviction première : « Les mots me lisent. » Comment accepter, célébrer leur affranchissement ? Et que les Chinois ne se croient pas quittes : cela vaut aussi pour les idéogrammes. Dénommer, c'est dénombrer. Pas de profération sans prolifération. Et voici un, deux, trois... puis douze gatti engagés dans l'énumération des énumérations pour tenter d'approcher le cœur des possibles.

## « CO-ERRANCE »

Jamais il ne semble plus à l'aise que dans son rôle d'écrivain public. Sa simple présence attire à lui par lambeaux la parole (épique) d'un temps de déchirures. Il est un intercesseur d'existences, et leur intercesseur auprès du poème, du film ou du livre. Une preuve vivante que les sans-voix n'existent pas. De gens que l'on dit plus bas que terre, parce que la terre prend appui sur eux. Avec lesquels il constitue, patiemment, la « cohérence » de ses réseaux dans leur « co-errance » – c'est lui qui signe le jeu de mots. En cela, écrire, c'est être fidèle à la Résistance. *La Parole errante* s'enracine dans trois quarts de siècle d'opposition à l'occupant.

De la langue, des esprits, des corps, des collectivités. Armand Gatti tire, détaille, délivre la provenance humaine ramenée par son filet. Un net, plus internationaliste que l'Internet, qui ne se lasse pas

de poser la même question : comment en sortir ?

Exemple : « Pourquoi quand comment une évasion s'arrête-t-elle ? » Le jeune Woopsie – douzième d'Armand Gatti – sera réorienté une centaine de pages plus loin : « L'évasion, c'est la traversée du désert. » Et plus loin encore, il tombera sur cette inscription : « Seul le désert est fondateur d'écriture. L'écriture a inventé le créateur, et peut-être aussi la créature, l'un par l'autre – comme le pas de la chamele a inventé les caractères arabes et leur respiration dans le désert bédoïn. » *La Parole errante* n'est rien d'autre que cela : un ouvrage d'évasion. Un guide pour sortir des repères trompeurs, de la corruption généralisée des mots, y semer ce qu'il faut de désordre pour y tracer l'ébauche de nouveaux chemins où chacun serait entendu.

« Le dialogue, c'est la naissance renouvelée de l'autre, l'une des plus grandes aventures dont les hommes, les mots et les grammaires aient pu être témoins. » C'est en redistributeur de paroles qu'Armand Gatti se pose. Une richesse mobile, encore non monnayable, qui s'oppose à la sédentarisation des hommes et des idées, à leur établissement, à l'establishment. Une parole chantante, qui loue, à sa manière le monde. Tantôt se lamente, « Nos écritures ont un pouvoir. Désigner les ruines », tantôt se réjouit, « Ecrire, la langue n'est jamais seule ». Manière et matière à refonder ce « plagiat » (le monde) par le langage. Une utopie pour laquelle l'avenir est tous azimuts : « Chat, pourquoi écris-tu ? Pour changer le passé... »

Jean-Louis Perrier

★ Armand Gatti lira des extraits de son livre lundi 31 janvier à 19 heures, Bibliothèque de l'Arсенal, 1, rue de Sully, à Paris. Par ailleurs, signalons l'exposition « Le mot forêt quand il devient résistance » au Musée d'histoire vivante (31, boulevard Théophile-Sueur, Montreuil-sous-Bois. Jusqu'au 31 janvier).

## Livraisons

### ● REGISTRES VI, de Jacques Copeau

Six ans en France et deux saisons à New York : l'aventure du Théâtre du Vieux-Colombier menée par Jacques Copeau a duré un temps infime, en regard de l'histoire du théâtre du XX<sup>e</sup> siècle. Mais elle est, avec la Fondation du Théâtre d'art de Stanislavski en Russie, celle qui a le plus influencé les scènes de France et d'Europe (il fallait entendre Giorgio Strehler parler de Copeau !). Avec ces *Registres VI*, admirablement édités par Claude Sicard, nous voilà au cœur du projet du Vieux-Colombier : l'école, dont Jacques Copeau pensait qu'elle était essentielle dans le grand œuvre du renouveau du jeu qu'il ambitionnait, « dépouiller le vieil homme », faire naître un comédien qui transcende la technique pour atteindre au rêve de Copeau : la scène comme idéal de vie (Gallimard, 446 p., 250 F [38,11 €]).

### ● LETTRES DE SAINT-CLÉMENT ET D'AILLEURS, les années d'apprentissage de Bernard-Marie Koltès, documents choisis et présentés par Philippe Hoch

Du 26 au 30 octobre 1999, la ville de Metz organisait une série de manifestations consacrées à Bernard-Marie Koltès, à l'occasion des dix ans de la mort de l'écrivain né dans la ville lorraine en 1948. La médiathèque de Pontiffroy mit sur pied une exposition réunissant des documents originaux (photos, manuscrits, lettres...) que Philippe Hoch restitue en partie dans un livre extrêmement attachant. On y voit Koltès enfant et adolescent (ah, cette photo où il est déguisé en ange !), on mesure à travers ses lettres l'amour infini qu'il portait à sa mère, on lit le talent dans ses dissertations, dont une fit écrire en marge au professeur : « Peut-être trop bien. » (éd. Bibliothèques-Médiathèques de la ville de Metz, 108 p., 50 F [7,52 €]).

### ● ESSAYER ENCORE, ÉCHOUER TOUJOURS, entretiens de Peter Stein avec Georges Banu

En avril 1999, Peter Stein est venu à Paris où il a lu, chaque soir pendant une semaine, une partie du *Faust II*, de Goethe, ce *Faust* dont il va présenter l'intégralité (vingt-trois heures de représentation), en juillet 2000, à Hanovre. L'universitaire Georges Banu a profité de cet événement (magnifique) pour interroger longuement le metteur en scène allemand, qui restera comme une figure majeure du XX<sup>e</sup> du théâtre. En mots vifs, précis, ironiques et terriblement intelligents, Peter Stein livre le fil de son histoire, indissociable de l'Allemagne nazie dans laquelle il a grandi (il est né en 1937) et contre laquelle il a édifié son théâtre, la Schaubühne de Berlin, au début des années 70. Peter Stein est un fondateur et un imprécateur inénarrable, qui, à soixante-deux ans et à travers *Faust*, poursuit le combat de restauration de la langue allemande détruite par les nazis. Un livre bref, exemplaire (éd. Ici bas/théâtre, 72 p., 20 F [3,95 €]).

### ● GUIDE DES PROMENADES THÉÂTRALES À PARIS, d'André Degaine

André Degaine est l'auteur d'une rareté : une *Histoire du théâtre dessinée*, qu'il a rédigée, illustrée et maquetée lui-même, en s'appuyant sur ses connaissances énormes et sa fréquentation assidue du théâtre, en amateur, depuis les années 50. Son *Guide des promenades théâtrales à Paris* est bâti sur le même principe : il est calligraphié, ponctué de plans et dessins de l'auteur et maqueté par ses soins. C'est un régal, qui nous emmène rive gauche puis rive droite, sur les traces des salles disparues, au cœur des salles existantes. L'histoire se mêle à l'anecdote (indispensable au théâtre), la vivacité du récit incite à se mettre en marche, dare-dare, et à traverser Paris, le livre sous le bras (éd. Nizet, 260 p., 100 F [15,24 €]).

B. Sa

# Un « jardin parmi les flammes »

Fragments inédits, pièces de théâtre, écrits journalistiques... Trois ouvrages, trois entrées pour pénétrer dans le labyrinthe mouvant de l'œuvre de Kateb Yacine, saltimbanque révolté

**L'ŒUVRE EN FRAGMENTS**, de Kateb Yacine.  
Sindbad-Actes Sud, 440 p.,  
169 F (25,76 €).

**BOUCHERIE DE L'ESPÉRANCE**, (œuvres théâtrales).  
de Kateb Yacine.  
Seuil, 564 p., 140 F (21,34 €).

**MINUIT PASSÉ DE DOUZE HEURES** (écrits journalistiques)  
de Kateb Yacine.  
Seuil, 360 p., 130F (19,81€).

*herbes qui refléurissent* (1964) qui fait le lien entre *Nedjma* et *Le Polygone étoilé*.

Quoi de plus propice au goût du chambardement et des fondations instables de Yacine que le théâtre ? Il lui arrivait, la veille d'une générale, d'apporter des ajouts de dernière minute, en fonction des improvisations et des soubresauts de l'actualité politique, de reconsidérer l'ordre même de la pièce. C'est le grand mérite de Zabeida Chergui de nous proposer, en tenant compte de toutes les variantes préalables, une version « définitive » des principales pièces de Yacine. En dehors du *Bourgeois sans-culotte* qui, écrit pour le public français et centré sur le personnage de Robespierre, devait contribuer à la célébration du bicentenaire de la Révolution française, *Boucherie de l'espérance* ou *Palestine trahie*, *La Guerre de deux mille ans*, *Mohamed ou le Roi de l'Ouest*, prend ta valise, fruits de sa collaboration avec la troupe de l'Action culturelle des travailleurs qu'il aimait à Bab el Oued, à partir de 1970, ont manifesté, incarné son désir de magnifier, de redonner ses lettres de noblesse à l'arabe populaire. Face à l'arabe classique officiel des tenants du pouvoir, des mandarins, des pseudo-militants, des faux idéologues, il veut, s'enchantant lui-même de l'irrespect de sa syntaxe, de la verbeur insolente des termes qu'il recrée et passant de la tragédie à la satire au burlesque acide, que chaque pièce soit « taillée dans la langue de chaque jour, celle de la rue, des ouvriers », son désir étant de faire resurgir « du fond de l'oued ses savates pour apprendre à marcher et faire que ce théâtre sache frapper dans les tibias ».

Sans doute a-t-il frappé un peu trop fort dans les jambes du pouvoir en place (qui semble ne pas lui avoir pardonné la joie provocante avec laquelle il a conduit l'épopée rebelle de *Mohamed*, prend ta valise

jouée à travers toute l'Algérie, dans les cours des fermes de la Mitidja) puisqu'il a été condamné à s'exiler à Sidi Bel Abbès.

## LE POING HAUT

Mais Kateb Yacine reste ce saltimbanque révolté, fidèle à son amour des pauvres (dès sa première ébauche romanesque, *Le Dshérité des Aurès*, paru à Alger en 1950, il célébrait déjà les gamins démunis de Lambèse, ses frères qui, en compagnie des chômeurs, des fumeurs de haschisch et des ivrognes, « confrontaient leur jeunesse sacrifiée avec les débris des empires ») ; fidèle à cette « espérance obscure et ferme qui l'avait soutenu tant de fois lorsque son père et lui restaient sans pain et sans lumière » ; à sa volonté de défendre les peuples pas encore vraiment libérés de « la vieille Afrique au cœur percé de flèches » et de les engager à soulever, tenir très haut leur poing ; à son amour pour Nedjma, cette « fleur » dont il a besoin « pour lancer ses grenades », qu'il regardait marcher vers la forêt des mythes jusqu'à ce qu'elle demeure « avec Dieu confondu » ; à son attachement aux ancêtres ; à son respect des morts, dont il refusait qu'ils soient morts « pour Rien ».

Et l'on voit, dans les écrits journalistiques (1948-1989) rassemblés par Amazigh Kateb sous le titre *Minuit passé de douze heures*, combien il n'a cessé de vouloir donner un sens aux paroles, aux actes de tous ceux qui se sont sacrifiés pour une possible avancée de l'Histoire. Il croit – et c'est ce qui donne cette

vigueur tranquille à toutes ses conférences, à toutes ses lettres ouvertes, à tous ses articles, à la révolution, ce mot dont il n'admet pas qu'il devienne archaïque, usé, qu'il soit un jour rangé dans l'arrière-boutique des accessoires révolus de l'Histoire. « La révolution, c'est une chose très naturelle. Elle est inscrite dans les étoiles. Le monde est en révolution perpétuellement. Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'être en harmonie avec le monde. Il suffit d'épouser le mouvement du monde. » Mais il y a toujours des gens qui sont ennemis de ce mouvement : il ne cessera de les dénoncer, que ce soit ceux qui ont tiré sur la foule, le 8 mai 1945, à Sétif (cette date vers laquelle il reviendra toujours, qui est la source sanglante de son engagement, de tous ses combats), ou ceux qui ont décimé à coups de mitraillette la jeunesse algérienne révoltée pendant les émeutes de 1988. Cela aura été sa dernière blessure, sa dernière indignation. Il aurait voulu que le FLN, qui s'est renié lui-même, remonte vers son origine, retrouve sa vraie nature, celle du temps des « rôdeurs » qui espéraient dessiner « le grand cercle de justice ». Jusqu'à sa mort en octobre 1989, il restera cet éternel réfractaire, cet hors-la-loi amoureux des autres et du monde, ce vieux sauvage, émacié à force d'insoumission, que l'on entend encore chanter pour les lendemains peut-être heureux de l'Algérie, au cœur de Constantine, là-bas, au bord des gorges rouges du Rhummel.

Jean-Noël Pancrazi

## revues

### ● FRICTIONS

Surgie des frottements entre théâtre et écritures, *Frictions* croise dans sa première livraison les réflexions et les passions d'auteurs, de metteurs en scène, de philosophes, d'universitaires et d'acteurs. Aux professions de foi tonitruantes, la revue préfère les découvertes en marchant, et s'élanche d'emblée dans la foule d'Edward Bond : « La structure de travail de l'imagination est la forme dramatique. » Image et imagination : tel pourrait d'ailleurs être son thème inaugural, si l'on s'en tient à André S. Labarthe : « Le théâtre peut être tout sauf une image » et à Marie-José Mondzain : « Même les gens qui sont spécialisés dans l'image mobile, dans le spectacle vivant, travaillent avec le temps, et travaillent avec le temps, c'est freiner, c'est ralentir. » Un long et dense entretien avec Giorgio Barberio Corsetti fait le point sur la situation du théâtre en Italie en traçant le portrait d'une génération – celle des quadras – sur laquelle reposent maintenant les espoirs de renouveau dans la péninsule (27, rue Beaunier, Paris 14<sup>e</sup>, n° 1 : 136 p., 85 F [12,96 €]).

### ● MOUVEMENT

« Revue trimestrielle du spectacle vivant et des arts visuels », *Mouvement* occupe depuis deux ans maintenant une place originale dans le paysage des revues. Exigeante, et donc polémique, elle pratique la transversalité des genres au naturel. Ce numéro le rappelle dès l'ouverture en reconsidérant la place occupée par le théâtre dans le cinéma des Straub-Huillet. Au sommaire, se rencontrent notamment le cinéaste Atom Egoyan, le plasticien Mike Kelley, la chorégraphe Régine Chopinot et Anatoli Vassiliev, dont POL vient de publier *Sept ou huit leçons de théâtre* (223 p., 10 F [22,87€]). Entre mystique et numérologie, le metteur en scène russe lance quelques phrases à méditer : « L'acteur grec n'était que le passeur du mythe. L'acteur moderne, lui, est le passeur de son voisin » ou encore : « Le summum du boulevard, le plus répugnant de la vulgarité, ce n'est pas dans le théâtre dramatique qu'on le trouve, mais dans l'art musical ! Le summum du mensonge, on le trouve dans l'art de la musique. » (83, rue Léon-Frot, Paris 11<sup>e</sup>, n° 7, 162 p., 40 F [6,10€]).

### ● CASSANDRE

Elle aussi pluridisciplinaire, *Cassandra* change de format mais pas d'engagements. Attentive depuis ses débuts aux marges et aux banlieues, elle consacre son nouveau numéro, sous le titre : « Ailleurs et autrement », aux expériences menées dans les « friches, lieux alternatifs et squats ». Parfois appelés par les pouvoirs, parfois mis en péril par eux, ces lieux portent les noms de Brise-Glace à Grenoble ou Tanneries à Dijon. Conclusion avec Peter Brook, qui répond à la question : « Comment et où faire du théâtre en dehors des cadres rigides qui en tuent la vitalité ? » (49 A, avenue de la Résistance, Montreuil, Seine-Saint-Denis. n° 32, 52 p., 30 F [4,60€]).

J.-L. P.

alapage.com  
www.alapage.com

Vous devriez trouver le livre dont vous avez envie.

\*1 000 000 de références anglaises + 700 000 références françaises



## Aventures à bâbord

Embarquement immédiat avec Tim et l'un des maîtres de l'illustration anglaise, Edward Ardizzone

**TIM FAIT NAUFRAGE** (Little Tim and the Brave Sea Captain)  
**TIM, LUCIE ET LES MUTINS** (Little Tim and Lucy Go to Sea) d'Edward Ardizzone.  
Ed. Autrement Jeunesse, chaque volume 52 p., 79 F (12,04 €). **A partir de 5 ans.**

Quelle belle idée de redonner vie à Edward Ardizzone ! On connaît peu, en France, cet illustrateur très populaire en Grande-Bretagne qui, à partir des années 30, y a publié près de cent soixante-dix albums. D'Ardizzone (1900-1979), dont les collectionneurs anglais et américains s'arrachent les éditions originales, l'auteur pour la jeunesse Philippe Dumas n'hésite pas à dire que, « comme illustrateur, [il] a dépassé son idole, Honoré Daumier ». « Dans ce genre mineur parce que descriptif, et réservé bien souvent à des artistes secondaires, il a su égaler les gloires picturales du siècle », écrit Philippe Dumas. Mais ce qui fait l'éclat de son génie, c'est son sens littéraire. Cet instinct lui a donné un tact infatigable, lui permettant toujours d'accompagner les mots du dessin le plus juste ».

On ne pouvait guère en juger dans *Triste journée pour Johnny*, réédité en 1992 par les éditions Circonflexe – et qui reste l'un de ses rares livres disponibles à ce jour. Tout simplement parce que l'album est sans texte. Mais tous ceux qui découvraient Ardizzone n'en avaient été que plus frappés par son incroyable coup de crayon, sa fraîcheur, sa sensibilité. Tant d'expression dans une histoire sans un seul mot et pourtant inépuisable : oui, *Triste journée pour Johnny* avait été un coup de foudre.

On ne peut pas exactement en dire autant de la saga des *Little Tim*, qui a pourtant rendu son auteur célèbre et dont les deux premiers titres, parus en 1936 aux Presses universitaires d'Oxford, ressortent ces

jours-ci chez Autrement. Tout simplement parce qu'Ardizzone joue ici sur un registre plus classique, celui de l'aventure. Reste que le résultat est délicieux. Et peut-être d'autant plus qu'il devient difficile, aujourd'hui, de trouver ainsi, à l'état pur, le plaisir de la grande aventure dans les albums pour petits.

### PÉRIPLÉS MULTIPLES

Car rien ne manque aux tribulations « maritimes et venteuses » du jeune Tim. Ni les « gigantesques déferlantes » ni les récifs menaçants. Ni les périls terrifiants sur des flots déchaînés ni les canots de sauvetage « ballottés comme des bouchons ». Ni les cartes marines qui font rêver ni les radeaux en perdition. Ni enfin les mutins qui complotent pour s'emparer du navire ! Et quel soulagement, après tant d'émotions, lorsque, assis devant un feu, les pieds dans des bassines d'eau chaude, on boit avec notre marin en herbe un bon bol de chocolat pour reprendre des forces ! Tout cela est fort moral, il est vrai. Mais à prendre au second degré. « Avec leur humour pince-sans-rire, toutes les histoires sont narrées sur un ton pompeux qui imite les ouvrages victoriens », note Maurice Sendak, l'auteur de *Max et les Maximonstres*, pour qui *Little Tim* est « l'une des séries pour enfants les plus excitantes et les plus charmantes ».

Encore une fois, la précision et la grâce sont au rendez-vous. Les hachures rapides des croquis, souvent en noir et blanc, leur « apparente décontraction », confèrent à l'ensemble une étonnante spontanéité. L'image du capitaine McFee, racontant ses voyages en sirontant son grog, ou celle de la bougonne Mrs Smawley, refermant le panneau d'écouille sur la main d'un mutin, risquent fort de s'imprimer durablement dans les mémoires.

Si l'on en croit l'éditeur, la suite de ces pérégrinations est pour bientôt. Bonne nouvelle !

Fl. N.

## Dans le jardin merveilleux d'Antoon Krings

Après avoir fait ses armes chez un grand couturier, ce passionné de peinture hollandaise s'est lancé dans l'illustration. Rencontre avec le père de Mireille l'Abeille, Léon le Bourdon ou encore Carole la Luciole

Les petits animaux bigarés, tous les enfants les connaissent. Une abeille, un bourdon, une puce ou un mille-pattes répondant à des prénoms comiquement humains tels que Mireille, Léon, Luce, Pat et encore beaucoup d'autres. Avec la série des *Drôles de petites bêtes*, cette grande famille qui ne compte pas moins de vingt neuf membres, Antoon Krings est devenu l'un des auteurs vedettes de Gallimard Jeunesse. Déclinés en mini-livres à tirettes et, bientôt, en dessin animé – avant, peut-être, une comédie musicale dont Antoon Krings concevrait les costumes et les décors –, ses albums aux couleurs vives se sont vendus à un demi-million d'exemplaires en 1999. Un succès toujours croissant, que cet auteur de trente-sept ans analyse comme une sorte de victoire du rêve.

Dans le jardin qui forme l'univers des drôles de petites bêtes, « tout est imaginaire, remarque Antoon Krings. On est assez loin du quotidien et j'ai l'impression que cette atmosphère touche les enfants, qu'ils l'emportent avec eux en grandissant ». Un contexte onirique et pourtant plein de références au monde réel, à commencer par les prénoms des personnages. Ces créatures dorment le plus souvent dans des lits (ou des hamacs), vivent parfois dans des maisonnettes et vont à leur travail quand le jour se lève. De plus, elles sont souvent agitées par des états d'âme, des sautes d'humeur (ainsi *Solange la Mésange*, furieuse d'être empêchée de pondre par la présence d'un coucou tombé d'une pendule) ou même des querelles comme celles qui opposent l'ineffable *Mireille l'Abeille* à tous ceux qui approchent de près ou de loin sa réserve de miel.

La planète-jardin représente cependant un monde de rêve dans la mesure où il s'agit d'un espace



clos, à l'intérieur duquel tous les conflits et les chagrins finissent par se dissiper. Même *Oscar le cafard*, qui traînait un tempérament dépressif au fond d'un égout maldorant, ne manquera pas de se déridier pour l'anniversaire de *Carole la luciole*. Dans cet eden sans perversité, la nature est opulente et magnifiquement peinte, aussi bien pour les paysages d'été que pour ceux de l'hiver. Les décors de neige où évolue *Georges le Rouge-gorge*, teintés de rouge sombre, de brun et de bleu ardoise, sont extrêmement délicats. Avant de se lancer dans la littérature de jeu-

nesse, Antoon Krings a travaillé, cinq ans durant, comme dessinateur textile chez le couturier Emmanuel Ungaro. C'est là, dans le monde de la mode, qu'il a commencé à développer un amour des formes et des couleurs hérité de l'enfance.

« J'ai toujours dessiné. Et depuis très longtemps, je savais que je voulais orienter ma vie autour de cela. » Installé dans son appartement du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Antoon Krings jette un regard par la fenêtre qui donne au-dessus des toits. « Enfant, je passais des heures à dessiner dans ma

chambre des choses petites, très détaillées, proches de la miniature. A une époque, j'aurais aimé travailler pour un musée d'histoire naturelle, faire des planches de botanique ou devenir peintre animalier. » Ce passionné de peinture hollandaise, en particulier celles de Bosch, Cranach ou Dürer – « peut-être à cause de mes origines », observe ce fils d'un père allemand, lui-même rattaché à la Belgique et à la Hollande par ses parents – peint ses illustrations à la peinture acrylique, dans le calme de son salon où trône un sofa de velours cramoisi.

Après ses études à l'École supérieure des arts graphiques de Paris (Penningen), puis son passage chez Ungaro, Antoon Krings s'est lancé dans l'illustration par souci d'indépendance. Un premier album, paru à l'École des loisirs sous le titre *Amédée* (1991) remporte aussitôt un certain succès. Suivront d'autres, parmi lesquels le très drôle et joli *Zaza au bain* (L'École des loisirs, 1992) et la série des *Fennec* (Gallimard), en collaboration avec Alexis Lecaye. Progressivement, Antoon Krings s'est perfectionné dans l'écriture, jusqu'à produire des textes où il se montre visiblement soucieux d'éviter toute mièvrerie. « Une fois que le texte est terminé, c'est comme si le livre l'était aussi, dit-il. Toutes les images me viennent au fur et à mesure. » Comment faire pour ne pas se laisser emprisonner par le succès des petites bêtes qui ont fait sa gloire ? « Cette collection n'est en rien codifiée, affirme l'auteur. On m'a parfois reproché de m'éloigner du côté cartoon des débuts, mais justement, je fais ce que je veux. » Y compris glisser des humains dans la série des petites bêtes, où la toute nouvelle et absolument ravissante *Lorette la Pâquerette* vient promener ses joues roses et ses mollets rebondis.

Raphaëlle Rérolle

## Maison d'images

Afin de promouvoir l'illustration pour la jeunesse vient de se créer la Maison des illustrateurs

Ah, si les anciens avaient eu ça ! On imagine le dessinateur Bayard venant s'y consoler après une lettre assassine de la comtesse de Ségur qui ne l'aimait guère. Et les jeunes, donc : ceux que l'on voit déambuler à la Foire de Bologne, perdus avec leur carton à dessins sous le bras, ne sachant pas à quelle porte frapper. Dès l'abord, la Maison des illustrateurs semble une bonne idée.

On la doit à Régine Liliensten, fondatrice et directrice jusqu'en 1998 des éditions du Sorbier. Le principe en est simple : elle sera un lieu de ressources, d'information et de promotion de l'illus-

tration pour la jeunesse. Elle centralisera les données intéressantes la profession, projetant, par exemple, la réalisation périodique d'un cédérom ou DVD diffusé auprès des éditeurs et répertoriant, dossiers d'images à l'appui, les travaux les plus intéressants. Elle organisera des expositions clé en main, des animations, des ateliers. Elle pourra renseigner les créateurs sur leurs droits. Elle souhaite aussi créer un prix annuel qui pourrait prendre la forme d'une aide à la publication pour un premier album.

Une cinquantaine de personnes ont manifesté leur enthousiasme lors de la première assemblée générale qui s'est tenue en décembre 1999. Parmi les parrains du projet, figurent des artistes comme May Angeli ou Anne Brouillard, mais aussi des éditeurs comme Jean Delas (L'École des loisirs) ou Patrice Amen (Milan), des libraires, comme Alain Fievez, président de l'Association des librairies spécialisées jeunesse, des chercheurs comme Christian Poslaniec ou le proviseur adjoint de l'École Estienne, Anne Provost.

La Maison des illustrateurs cherche encore son adresse définitive, mais le maire du 13<sup>e</sup> arrondissement, Jacques Toubon, s'est déclaré prêt à lui apporter son soutien, estimant qu'elle « s'inscrit parfaitement dans le cadre du développement culturel » du quartier, « en raison du grand nombre d'ateliers d'artistes, de la présence de plusieurs écoles d'art graphique dispensant des formations autour des métiers du livre et de l'implantation de la Bibliothèque nationale de France. »

Fl. N.

★ Maison des illustrateurs, 51, rue Barrault, 75013 Paris. Tél-fax : 01-45-88-04-06.

## La Pucelle et l'an 2000

Récits biographiques, dictionnaires, contes... une série d'ouvrages historiques pour les années collège

En course pour les Césars 2000, le film de Luc Besson consacré à Jeanne d'Arc a remis à l'honneur la Pucelle d'Orléans. Avec des angles et des ouvertures contrastés. On pourra choisir le fort bon *Jeanne d'Arc et son temps*, de Philippe Zwang (Casterman, « Repères », 64 p., 83 F [12,65 €]) – le passionnant chapitre sur les vies artistiques posthumes de l'héroïne et un dossier complémentaire sur la femme et l'enfant à la fin du Moyen Age font la singularité du titre. Plus inattendu, Jean-Jacques Greif, lauréat du Sésame 2000 pour *Le Ring de la mort* (L'École des loisirs), signe deux livres sur un sujet qui le fascine : *Jeanne Darc* (L'École des loisirs, « Médium », 64 p., 68 F [10,37 €]), où il mène un récit biographique à la première personne, et, co-signé par Michel Coudeyre, *Jeanne d'Arc & son temps* (Mango, « Regard d'aujourd'hui », 64 p., 99 F [15,09 €]), strictement centré sur la jeune femme avec cet humour facétieux qui fait le charme de la collection. S'apprêterait-il à prendre la relève de Régine Pernoud ? Il envisage d'écrire une uchronie où Jeanne échapperait au bûcher. Christian Grenier a d'ores et déjà sauté le pas avec *Faut-il brûler Jeanne ?*, nouvel épisode des aventures de la jeune Aïna, utopienne du XXIII<sup>e</sup> siècle, chargée de rectifier l'Histoire pour faire échec à la toute-puissance des MMM, les Maîtres des Mondes Marchands (illustré par Nicolas Wintz, Nathan, « Pleine lune », 208 p., 48 F [7,32 €]).

Paradoxalement, la Pucelle n'a pas droit à une entrée dans la *Dictionnaire du Moyen Age européen* de Gaston Duchet-Suchaux (Le Livre de poche « Jeunesse », 288 p., 37 F [5,64 €]), il est vrai peu axé sur les biographies, mais n'apparaît pas même dans l'article consacré aux « Femmes ». Si l'ouvrage a le sérieux didactique qui suffit à le rendre recommandable, on s'étonne de certains retards histo-

riographiques. L'article sur « l'an mil » reprend ainsi sans distance la fable d'une peur diffuse à la fin du premier millénaire. On sait l'invention tardive de cette légende et on aurait souhaité épargner aux plus jeunes la survie de ce fantasme.

Fantôme qui a la vie dure puisque les *Contes et légendes de l'an mil*, de Claude Cénac (illustré par Irina Karlukovska, Nathan, 224 p., 48 F [7,32 €]), le reprennent sans vergogne. Les histoires éducatives et savoureuses qui mettent en jeu les peurs naïves et les pêcheurs impénitents distrairont ; on s'inquiète néanmoins des notions induites que les professeurs devront ensuite dissiper : « nos ancêtres les Gaulois », Purgatoire trop précoce ou simplement un souci de mesure du temps totalement inadapté... Rien à craindre de tel en revanche, si c'est l'an 2000 qui fascine. Le *Méfiez-vous de l'an 2000 !*, d'Hubert Ben Kéroum (Nathan, « Demi-lune », 44 p., 38 F), est une fable amusante dont Zoé Lewis, abusivement saluée comme la « première enfant du millénaire » qui en fait une star, est la piquante héroïne. Ce pied de nez aux leures médiatiques et publicitaires est salutaire et plus civique que les quatorze récits, qui mobilisent autant d'auteurs et d'illustrateurs différents, des *Contes et légendes de l'an 2000* (Nathan, 316 p., 48 F [7,32 €]).

Une brassée de songes, parfois terrifiants, sur l'avenir proche qui éloigne de l'Histoire. La palme de la singularité revient aux *Rêves de futurs*, de Brigitte Coppin (Nathan, 120 p., 109 F [16,62 €]), qui, à la suite des délires visionnaires de More, de Rabelais, de Verne ou de Wells, confronte pronostics anciens et réalités accessibles ou probables. Le corps, le travail, la conquête de l'univers, l'urbanisme, entre projet farfelu et mutation en marche... Parce que décidément les calendriers n'arrêtent pas plus les rêves que les audaces.

Philippe-Jean Catinchi

## Livraisons

### ● LA FEMME EN NOIR, de Michel Chevron

Il n'y a pas que les cerfs-volants que le vent rend fous sur cette plage de l'Atlantique. Le Furet, héros d'une série policière écrite par autant d'auteurs différents, en fait la douloureuse expérience. Fraîchement débarqué dans une station balnéaire, il remarque une femme étrange, toujours vêtue de noir. Une silhouette inquiétante sur laquelle circulent de sombres rumeurs, qui va l'attirer dans sa toile et bientôt le retenir prisonnier. Jouant avec maestria des atmosphères lugubres de son décor, la petite ville en hibernation, fouettée par une mer grise et furieuse, métaphore troublante des tempêtes mentales de son héroïne, Michel Chevron réussit un remarquable suspense servi par une écriture élégante et précise. (Albin Michel, « Le Furet enquête », 141 p., 35 F [5,33 €]). **A partir de 10 ans.** M. Ab.

### ● MONGO ET LES SORCIERS, de George Chesbro

A l'image de son héros, « Mongo le magnifique », ex-acrobate de cirque, professeur de criminologie, détective privé et... nain, l'Américain George Chesbro joue les funambules entre roman policier et fantastique. Le résultat est une savoureuse série (publiée chez Rivages) et une belle leçon d'humanité. Mongo fait aujourd'hui son entrée en littérature jeunesse. Pour sauver une petite fille, il doit affronter un monde étrange, celui des sorciers et une question très difficile, celle du mal. Diabolique. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Jean Esch, Syros, « Souris noire », 81 p., 29 F [4,42 €]). **A partir de 12 ans.** M. Ab.

### ● CLOWN, RIS !, de Jacques Duquennoy

Un moment de grâce simple, de bonheur contagieux et de poésie tendre... Le personnage de *Clown, ris !* est bien sûr un clown ; maladroit, mais astucieux, qui fait de déboires ordinaires un spectacle unique. Un album peu bavard qui laisse sans voix, des rêves pleins les yeux. Après l'épatant *Snowman*, après *Pôle Nord, pôle Sud* et surtout après les fantômes attendrissants qui l'ont lancé au milieu des années 90, un nouveau héros attachant du subtil Jacques Duquennoy (Albin Michel, 112 p., 79 F [12,04 €]). **A partir de 3 ans.** Ph.-J.C.

### ● MOLIÈRE & SES PERSONNAGES, de Thierry Colignon et Christine Monnet

La réalité fait place à la fiction dans ce nouvel album de la collection « Regard d'aujourd'hui » – déjà trente titres parus. Rien que de très logique puisqu'il s'agit d'accueillir Molière et, avec lui, les caractères-clés de sa théâtrale comédie humaine. Avec toujours beaucoup d'humour, une mine d'informations, plaisantes ou plus graves (les subventions, le « politiquement correct » du temps, le rôle de la critique) et les bonnes surprises graphiques habituelles (Kathy Couprie, Hélène Convert). Un must pour les CDI de collège. (Mango, 64 p., 99 F [15,09 €]). **A partir de 10 ans.** Ph.-J.C.

### ● LE ROMAN DU RENARD, de Benjamin Rabier

Après la réédition de *Fables de La Fontaine*, la ménagerie de Benjamin Rabier revient avec *Le Roman du Renard*. On retrouve Ysengrin le loup, Tibert le chat, Chanteclair le coq, Tiercelin le corbeau, victimes des tours du Renard. Ce chef-d'œuvre du Moyen Age, revisité au début du siècle par le père de Gédéon, n'a pas pris une ride. Les épisodes sont restés célèbres : comment Renard berne les marchands d'anguilles, en faisant le mort, comment il flatte le corbeau pour attraper un fromage et les multiples pièges tendus à sa cible préférée : Ysengrin. Admiré par Hergé, Benjamin Rabier apporte la gaieté de son trait à cette comédie animale et humaine. (Tallandier, 168 p., 99 F [15,09 €]). **A partir de 6 ans.** A. S.

## COMMUNIQUÉ

La Librairie des Presses Universitaires de France et son personnel informent leur fidèle clientèle – Universitaires, Auteurs, Amateurs de livres – de la continuité de leur activité au 49, boulevard Saint Michel et remercient l'ensemble des personnes ayant exprimé leur souhait de voir leur librairie poursuivre son action culturelle au centre du quartier latin.



**COURT TRAITÉ  
DU POUVOIR TYRANNIQUE**  
de Guillaume d'Ockham.  
Traduction du latin  
et introduction  
par Jean-Fabien Spitz,  
PUF, « Fondements  
de la Politique », 338 p.,  
180 F (27,44 €).

**CITÉS**  
N°1-2000  
Sociétés sans droits ?  
PUF, 286 p., 98 F (14,94 €).

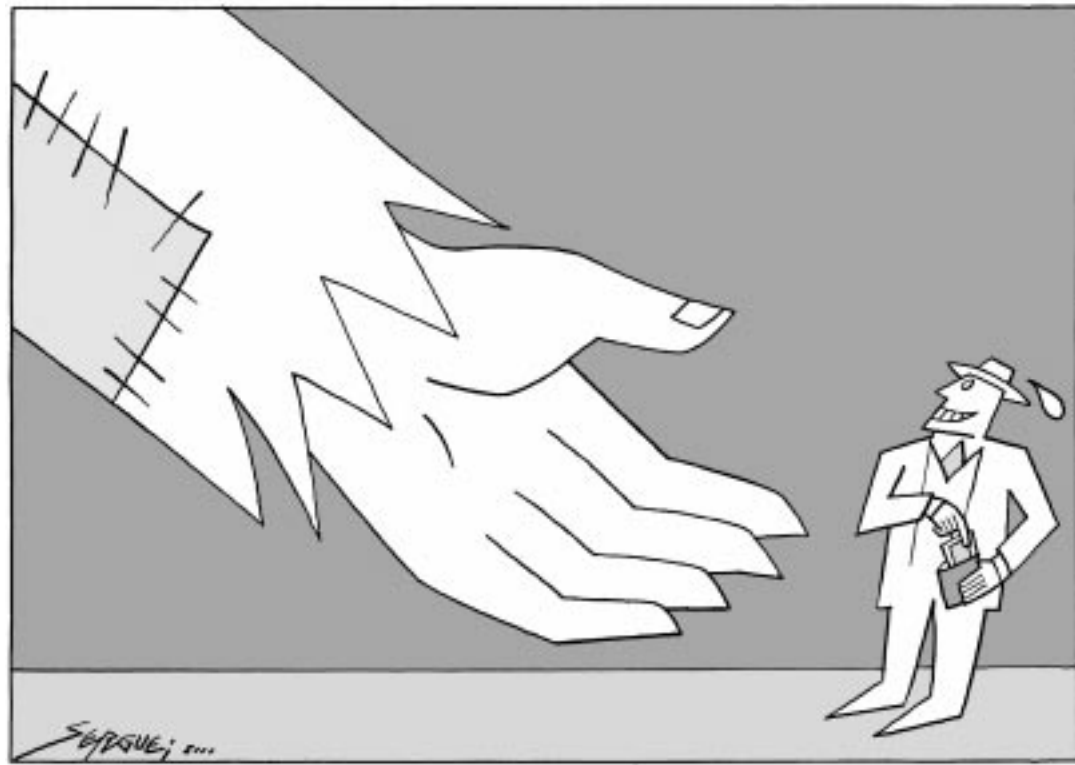
On ne se méfie pas assez du passé ni des intellectuels. Les trouvailles des historiens illuminent parfois de manière inattendue problèmes du jour et faits d'époque. Il arrive qu'une doctrine philosophique ou politique délaissée se révèle pertinente pour comprendre, indirectement, une situation actuelle. Doit-on croire que tout peut faire lumière ? Suffirait-il de prendre dans le stock inépuisable des antiques – querelles obscures, théories anciennes, disputes oubliées – quelque chandelle éteinte et de la ranimer pour trouver un nouvel éclairage ? Ce n'est pas si simple, évidemment. Une continuité historique doit exister pour que les grimoires retrouvent une pertinence. Par « continuité », il faut entendre par exemple : l'existence d'une relation entre deux évolutions sociales comparables, la possibilité d'un déplacement des concepts, une rupture dans l'histoire des idées dont nous dépendons encore. En ce cas, il est possible de tenter, entre les écrits d'autrefois et les interrogations de l'heure, des allers-retours féconds. Leurs conséquences dépassent le seul souci de la connaissance historique.

Dans le domaine de la philosophie politique, Yves Charles Zarka œuvre à ce type de rencontres. Il ne s'est pas contenté d'éditer les œuvres de Hobbes et de renouveler l'approche de ce penseur en soulignant le caractère déterminant de sa « décision métaphysique ». Son enquête s'est progressivement orientée vers la

*Entre les intellectuels et les réalités politiques d'aujourd'hui, un fossé existe. Comment le combler ? Une nouvelle revue, fondée par Yves Charles Zarka, veut y contribuer*

Renaissance et le Moyen Age. Comment les concepts modernes se sont-ils mis en place ? Qu'ont-ils hérité des réflexions antérieures sur la théocratie, le droit divin ou la loi naturelle ? (1) Que pouvons-nous en apprendre ? Et surtout : que peuvent faire bouger ces découvertes ? De quelle façon les utiliser pour saisir notre temps ? Telles sont les principales questions qui rassemblent les activités de ce bourreau de travail. Dirigeant des groupes de recherches au CNRS, organisant des colloques et séminaires multiples, animant trois collections aux Presses universitaires de France (« Fondements de la politique », « Interventions philosophiques », « Débats philosophiques » (2), et maintenant la revue *Cités*, poursuivant cependant ses propres travaux, Zarka est un homme occupé. Mais cette quantité de responsabilités semble bien avoir pour dénominateur commun la volonté de ne pas laisser les chercheurs s'enfermer dans un ghetto. Zarka suscite des rencontres : entre concepts philosophiques et analyse politique, entre travaux de recherche et étudiants. Il rêve même de combler le fossé qui s'est creusé entre les intellectuels et les réalités présentes et de ranimer un débat public alanguiné. Bref, il n'est pas étonnant qu'il ait du pain sur la planche.

Illustrons. Qu'on réfléchisse, par exemple, aux rapports de la pauvreté et du pouvoir entre le Moyen Age et cette année 2000. Nous voyons revenir le temps des



vagabonds, des gens « sans » (ressource, domicile, papier...). Il se pourrait que lire Guillaume d'Ockham, méditant sur la pauvreté évangélique et le pouvoir des papes, ne soit pas inutile. Précisons. 1279. Le pape Nicolas III affirmait, dans la bulle *Exiit qui seminavit*, que le Christ et les apôtres n'avaient rien possédé *en droit*. Ils avaient seulement utilisé *en fait* les choses dont ils avaient besoin. Conséquence : les Franciscains pouvaient imiter ces saints modèles et renoncer à toute propriété au profit de l'Eglise, ne conservant de leurs biens que l'usage. Cette argumentation rencontre, jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle, un accord qui semble unanime. Le pape Jean XXII va tout changer, entre 1322 et 1324, soutenant que la pauvreté ne réside que dans la

disposition intérieure à la charité et non dans l'abstention de tout empire sur les choses du monde, déclarant même hérétique de nier que le Christ et les apôtres aient possédé quoi que ce soit, allant pratiquement jusqu'à conclure que le Christ, possédant tout, cache ses richesses mais n'est pas pauvre.

C'est l'absurdité de telles affirmations que le logicien Guillaume d'Ockham s'emploie à faire voir au grand jour dans ce *Court traité (Breviloquium)*, rédigé vers 1335-1340 et traduit pour la première fois en français. Le philosophe se propose de « scruter le pouvoir du pape, pour déterminer sa nature et son étendue ». Il se trouve que ce roi est nu. Car le ministère confié à Pierre ne saurait constituer un pouvoir plé-

nier, requérant marques d'honneur et obéissance aveugle. Il n'a de sens au contraire que s'il est au service de tous les chrétiens et de leur liberté. Ce qui importe, dans ce texte bien peu connu, c'est sans doute moins les signes avant-coureurs de la Réforme que la naissance d'une distinction radicale entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. En conduisant cette tentative pour distinguer nettement, dans les attributs de l'Eglise, l'essentiel de l'accessoire, Ockham contribue à fonder la modernité qui débouchera sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Des ordres mendiants à la société d'aujourd'hui, le lien n'est pas tellement difficile. Sous le pouvoir écrasant de l'abondance et de l'information, au sein du

triomphe apparent de l'Etat de droit et des normes juridiques, notre époque engendre en effet des « sans droits », des gens exclus de tout, incapables de se faire entendre. A ce scandale politique et moral ne doivent pas seulement répondre des actions humanitaires et des initiatives militantes. Il s'agit aussi de s'appliquer à comprendre pourquoi, la propriété ayant changé, les pauvres sont sans statut. La revue *Cités* a le mérite de contribuer à cette tâche qui évidemment reste à mener. Les objectifs de cette nouvelle publication sont ambitieux : réorienter la philosophie politique vers les débats contemporains, ramener les philosophes vers le réel, ne pas renoncer pour autant à la dimension critique qui rappelle « comment les choses pourraient ou devraient être autrement ». Une belle idée, à l'évidence, soutenue par une équipe solide et une formule où se combinent dossier, entretien, débat, lexique, bibliographies, etc.

Pour tenir ses promesses, il faudra sans doute à cette revue beaucoup d'audace, et le sens de la bonne provocation. Ne pas hésiter à multiplier les angles d'attaque, ne pas oublier de faire converger les approches. Comme il se doit, la quadrature du cercle. Au détour d'un texte, il y a pourtant toujours quelque détail qui marque. Comme cette ancienne règle : « Si quelqu'un a refusé le couvert ou le foyer à un voyageur, qu'il soit frappé d'une amende ». C'était la loi des Burgondes. Elle est citée par Michelet, en 1863. On en se méfie pas assez du passé, décidément.

(1) Voir notamment, sous la direction d'Yves Charles Zarka, le volume collectif *Aspects de la pensée médiévale dans la philosophie politique moderne*, PUF, « Fondements de la politique », 284 p., 188 F, (28,66 €).

(2) La collection *Débats philosophiques* vient de s'ouvrir avec quatre premiers titres, consacrés respectivement à Montaigne, Descartes, Spinoza et Diderot. Chaque volume rassemble plusieurs articles de recherche accessibles aux étudiants (de 59 à 89 F).

## « La mort de la métaphysique est une triste légende »

Pour Yves Charles Zarka, les théories politiques contemporaines n'effacent plus l'horizon métaphysique. La crise de la modernité, marquée par le foisonnement du discours juridique, met en danger la notion même de droit

« Vos deux premiers livres étaient consacrés à Hobbes. Pourquoi ce choix ?

– Yves Charles Zarka : Cette œuvre me semblait fournir des clés sans lesquelles on ne peut pas comprendre la politique, telle qu'elle se développe dans le monde moderne. Par exemple, la question du désir. Hobbes définit l'homme comme être de désir. La question, également, du pouvoir. Hobbes est un des seuls à donner une définition du pouvoir politique permettant de comprendre comment le pouvoir s'émancipe de la propriété.

– Il s'agit d'abandonner la conception patrimoniale du pouvoir ?

– Tout à fait. C'est nécessaire pour saisir un trait fondamental de la politique moderne : le pouvoir sur les hommes n'est plus pensé dans les termes de la propriété des choses. Hobbes pose également cette question fondamentale : peut-on arrêter la guerre ? L'ensemble de sa philosophie politique consiste en une réponse positive à cette question. On peut arrêter la guerre, et les formes d'organisation de la vie en société ne sont pas des prolongements de la guerre. Cette question sera abordée dans le numéro 2 de la revue *Cités*, en mars 2000, qui portera sur Foucault. Hobbes est un auteur central pour Foucault. Il s'oppose à lui mais le comprend fort bien.

– Parce que Foucault écarte la question de la souveraineté ?

– Il écarte la question de la souveraineté comme une duperie, la duperie du pouvoir, et il prend une position qui est absolument opposée à celle de Hobbes. Foucault assure que la guerre se poursuit dans la société. La paix est le prolongement de la guerre sous d'autres formes, une guerre silencieuse, réinscrite dans les institutions et les inégalités économiques. Pour Hobbes, au contraire, la peur modifie la dynamique rationnelle, et

la raison met fin à la guerre. Avec des résurgences toujours possibles. Un retour de l'archaïque est toujours possible, et même quelquefois réel. Mais l'idée du politique, chez Hobbes, est que l'on peut mettre fin à la guerre dans son principe. Autre question fondamentale chez Hobbes, la formation du contrat, avec ses formidables implications intellectuelles, jusqu'à aujourd'hui, avec tout ce qu'on peut lire autour de Rawls.



**Yves Charles Zarka**

Yves Charles Zarka, né en 1950, est directeur de recherche au CNRS. Il enseigne actuellement à l'Ehess et à l'Université Paris-I. Il dirige trois collections aux PUF. Philosophe et historien de la pensée politique, spécialiste de Hobbes, il a depuis la fin des années 80 poursuivi un double projet de réexamen de l'histoire de la pensée politique moderne et des lieux de crise de la politique et de la société contemporaines. Il anime une nouvelle revue, *Cités* (PUF).

– Au fondement des conceptions politiques de Hobbes, vous évoquez tantôt des positions métaphysiques, tantôt une modification des principes anthropologiques. S'agit-il de deux manières de formuler une même idée ?

– L'anthropologie est elle-même sous-tendue par des positions métaphysiques, par une définition de l'étant comme corps, par une théorie de l'événement aussi. Donc il y a un horizon métaphysique à partir duquel se met en place un certain type d'anthropologie de l'homme désirant, de l'homme comme machine désirante. Les théories politiques contemporaines se déploient également sur un horizon métaphysique. La mort de la métaphysique est une triste légende.

– Comment s'est établi le lien entre la réévaluation de l'histoire de la pensée politique moderne et vos propres recherches sur les lieux de crise de la politique et de la société contemporaine ?

– Il faut distinguer deux choses. D'une part, les travaux d'histoire de la pensée politique et, d'autre part, les travaux de philosophie politique contemporaine. Sur le premier point, mes études sur Machiavel, Bodin, Grotius, Botero, Naudé, Pufendorf, Pascal, Domat, Locke et Bayle avaient pour enjeu de comprendre comment a fonctionné la politique moderne, quels en étaient les concepts ma-

– Qu'est-ce qui caractérise selon vous la crise de la modernité ?

– On passe ici à l'approche de la réalité politique elle-même. C'est l'objet principal de la nouvelle revue *Cités*. La crise tient précisément à ce que, d'un côté, le discours juridique envahit tout l'espace politique, social et économique. Nous sommes ainsi passés des droits libérés aux droits créances et aux droits mœurs. Mais, d'un autre côté, cette société saturée de droit produit des individus et des groupes sans droits. Est-ce une fatalité ? Y a-t-il un possible au-delà du clivage entre droits et sans droits ?

– Un autre lieu de crise est celui qui affecte profondément le concept de souveraineté. La capacité pour un pays de maîtriser son propre destin s'est considérablement réduite. Aucun Etat ne peut

aujourd'hui prétendre posséder la souveraineté au sens de la plénitude de puissance, ni à l'intérieur de ses frontières, ni à l'extérieur. L'interdépendance des économies, l'expansion de la communication, la multiplication des échanges, la circulation des personnes sont telles qu'il n'est plus possible de penser le politique en termes de souveraineté autrement que comme un motif idéologique.

– Faut-il s'en plaindre ? Tout dépend de ce qui s'y substituera, c'est-à-dire des modalités selon lesquelles seront définies les constitutions internes des Etats et l'ordre juridique international.

– Si la notion de souveraineté n'est plus celle qu'il faut retenir, quels sont les concepts – anciens ou à inventer – qui nous permettraient de penser et de maintenir le caractère irréductible du politique ?

– Qu'on m'entende bien ! Je ne dis pas du tout que le concept de souveraineté soit caduc, je dis seulement qu'il a besoin d'être repensé et restreint dans ses prétentions. Il y a d'autres concepts, par exemple l'idée d'une Constitution de l'Europe, mais aussi celui d'un ordre juridique international qui, à petits pas, commence à se dessiner. On peut également concevoir une citoyenneté à étages. Nous sommes à la fois citoyen d'un Etat particulier, mais nous le serions également d'une fédération d'Etats, et au-delà du monde, en raison de notre solidarité avec les autres hommes, où qu'ils soient. L'idée d'humanité prendrait une consistance et une conscience d'elle-même plus forte qu'auparavant. Il y a un destin collectif de l'humanité. »

Propos recueillis par Jean-Paul Thomas







# Des vérités préfabriquées sur l'Affaire

Régulièrement paraissent des livres annonçant de nouvelles révélations sur la conspiration qui perdit Dreyfus. Dans cette lignée, où le pire côtoie le meilleur, s'inscrit l'enquête erronée d'Armand Israël présentant le capitaine en victime consentante

**LES VÉRITÉS CACHÉES DE L'AFFAIRE DREYFUS**  
d'Armand Israël.  
Albin Michel, 496 p.,  
145 F (22,11 €).

**GASTON PARIS DREYFUSARD**  
**Le savant dans la cité**  
d'Ursula Bähler.  
CNRS éd., 232 p., 140 F (21,34 €).

On croyait tout savoir de la conspiration qui perdit Dreyfus et du crime d'Esterhazy, disposer des réponses aux questions en débat grâce à l'essentiel *L'Affaire sans Dreyfus* de Marcel Thomas (Fayard, 1961) et à *L'Affaire* de Jean-Denis Bredin (nouvelle édition : Fayard/Julliard, 1993). Et pourtant vient de paraître ces *Vérités cachées de l'affaire Dreyfus, « révélations capitales »*.

Ce n'est pas la première fois que nous est annoncée la révélation. Régulièrement, paraît l'ouvrage qui doit nous dire le vrai fond de l'Affaire, en révéler les mystères, en éclairer les zones d'ombre. Jean Doise avait expliqué en 1994, sans apporter la moindre preuve, que Dreyfus avait été victime d'une « intox » du service de renseignement visant à protéger le nouveau canon de 75, et Jean-François Deniau, en 1998, avait présenté Dreyfus, toujours sans la moindre preuve, comme la victime consentante d'une même « intox » visant à protéger le même canon. Aujourd'hui, Armand Israël, aidé d'une « équipe de chercheurs », revient sur le populaire canon et nous livre, en prime, l'histoire de la fabrication « collégiale » du bordereau par le service de renseignement, le nom de l'assassin du faussaire Henry et les détails du « pacte secret entre le gouvernement et la famille Dreyfus ». Un hybride, en quelque sorte, du Doise et du Deniau.



Lucien Herr (au centre) bibliothécaire à l'École normale supérieure anime le combat des intellectuels dreyfusards.

Passons sur la bibliographie habilement sélective, les erreurs, les naïvetés, les contradictions, passons sur l'intox, thèse hallucinée qui fut mise en pièces par Marcel Thomas, Bertrand Joly et Vincent Duclert, passons encore sur cette ahurissante histoire de fabrication du bordereau, dont la preuve principale repose sur un rapport de police mal lu, et qui n'est en réalité que le compte rendu d'un article de presse, passons enfin sur l'assassinat d'Henry, possible, et sur la preuve avancée relativement à l'identité de l'assassin fondée sur une déposition devant la Cour de cassation inventée de toutes pièces et intéressons-nous à ce fameux « pacte secret ». Il aurait été question, pour sauver l'honneur de l'armée, de faire accepter par le capitaine

et sa famille un verdict de culpabilité en échange de la grâce. Cette assertion, cent fois contredite par les souvenirs de Mathieu Dreyfus (qu'Israël utilise par ailleurs), par l'attitude qui fut toujours celle de Dreyfus et par ce qu'il écrivit lui-même dans ses Carnets, est inacceptable et sert les « thèses » des derniers attardés de l'antidreyfusisme. Et que permet d'échafauder pareille « vérité » ? Les « notes manuscrites » de Labori, « retrouvées » par l'auteur, et dont mention est faite dans la bibliographie, sans localisation, parmi les « archives » consultées. C'est là l'essentiel des « fonds d'archives jusqu'alors inaccessibles » qu'annonce la quatrième de couverture. Et c'est là qu'est la vérité cachée : il faut dire

qu'Israël n'a pu consulter les archives Labori, qui ne seront que bientôt accessibles, et également que les passages cités viennent tout simplement de Labori. Ses notes manuscrites. Absent de la bibliographie, cet ouvrage, bien

Philippe Oriol

connu des historiens, a été publié en 1947 par l'épouse de Labori chez Attinger (le passage, fautiveusement retranscrit et intelligemment coupé dans le but qui est celui de la démonstration, s'y trouve aux pages 156-160).

S'il fallait à tout prix de l'inédit, pourquoi en fabriquer ? De nombreux fonds accessibles se trouvent dans les bibliothèques françaises et étrangères, et, à Paris, la BNF met à la disposition

des chercheurs des fonds importants et peu travaillés, essentiels et indispensables à toute étude sérieuse sur l'Affaire.

Ces fonds, Ursula Bähler les a exploités pour son remarquable *Gaston Paris dreyfusard*. Elle n'a rien à révéler, et pourtant nous apprend tout ou presque de ce dreyfusard modéré, discret mais ferme et assuré que fut le célèbre philologue. A partir des correspondances des fonds Paris, Havet, Lavisse, Reinach, elle nous livre, pour reprendre le titre du livre d'Albert Réville, autre professeur au Collège de France engagé en dreyfusisme, les étapes d'un intellectuel. Mais, au-delà de Paris, c'est le monde des savants, de l'Université et de l'Académie, qu'elle nous révèle. Toutes les questions qui sont celles de l'affaire Dreyfus sur la place du savant, ou plus largement de l'intellectuel, dans la Cité, celles sur les domaines de compétence (ces fameux intellectuels qui s'occupèrent de « ce qui ne les regardait pas »), l'universalité du savoir et l'importance de la méthode scientifique « prédisposant et non déterminant, comme le souligne Ursula Bähler, à une attitude dreyfusarde », y apparaissent, faisant de son ouvrage une étude stimulante et réellement éclairante. Cette méthode, qui manque à Israël, Ursula Bähler la connaît et l'applique, plus bel hommage qu'il était possible de rendre à Gaston Paris. Elle nous prouve surtout que, contrairement à ce qu'affirme le préfacier Claude Charlot, un « pavé indigeste » n'est pas nécessairement celui qui serait censé « s'adresser exclusivement à quelques érudits » et que seul un travail scientifique, sérieux, rigoureux, modeste aussi, peut servir la vérité, mot qui concernant la célèbre Affaire ne devrait pas être totalement vide de sens.

# Reclus sort de l'ombre

**ÉLISÉE RECLUS ÉTONNANT GÉOGRAPHE**  
de Joël Cornuault.  
Ed. Fanlac (BP 2045,  
24002 Périgueux),  
160 p., 118 F (17,98 €).

Avec une passion communicative, Joël Cornuault poursuit sa défense obstinée de l'œuvre d'Elisée Reclus (1830-1905). Boudé par les grandes maisons d'édition, ce géographe d'exception, qui renouvela le regard de sa science, semble payer encore son engagement éthique, puisque les dictionnaires le tiennent encore autant pour un « théoricien français de l'anarchisme » que pour un savant ou un écrivain remarquable. Certes, les *Cahiers Elisée Reclus* entretiennent la pensée de cet humaniste turbulent (Librairie La Brèche, 24100 Bergerac), et on n'échappe guère à l'entrepreneur Joël Cornuault, déjà animateur desdits cahiers, qu'il donne une « lecture » d'*Histoire du ruisseau* (Actes Sud, « Babel », 1995) ou préface *Histoire d'une montagne* (Actes Sud, « Babel », 1998). Voici un recueil de onze essais si cohérents dans leur diversité même (son rapport aux sons, à l'espace, à la notion de beauté, son engagement didactique comme ses liens avec les peintres Pissarro ou, capitaux, Frantisek Kupka (1871-1957), qui, avant de s'adonner à l'abstraction, illustra l'un des chefs-d'œuvre de Reclus, *L'Homme et la Terre*) qu'il rend autant l'esprit du géographe que sa généreuse curiosité. De quoi donner raison à Richard Heath, ami du géographe qui saluait moins son travail inlassable, l'étendue de ses connaissances, ses idées sociales, sa fidélité et l'« énergie indomptable de sa volonté » que la combinaison exceptionnelle de tous ces traits. Ajoutons la plume toujours vive et critique de Cornuault, et gageons que Reclus sera bientôt lu comme l'égal d'un Michelet.

Ph.-J. C.

# Etudes homériques

L'intérêt pour l'œuvre d'Homère reste toujours aussi vif. Pour preuve, ce bouquet d'ouvrages, dont le passionnant travail d'Olga Polychronopoulou sur l'histoire de l'archéologie homérique

**L'EUROPE À L'ÂGE DU BRONZE**  
**Le temps des héros**  
de Jean-Pierre Mohen et Christiane Eluère.  
« Découvertes »  
Gallimard - Réunion des musées nationaux,  
160 p., 82 F (12,5 €).

**HOMÈRE**  
de Pierre Carlier.  
Fayard, 416 p., 140 F (21,34 €).

**ESSAIS SUR HOMÈRE**  
de Marcel Conche.  
PUF, 192 p., 128 F (19,51 €).

**ARCHÉOLOGUES SUR LES PAS D'HOMÈRE**  
d'Olga Polychronopoulou.  
Ed. Noësis, 384 p.,  
240 F (38,59 €).

Une exposition, au titre pour le moins contestable, plaçait récemment une fois de plus Homère sous les feux de l'actualité. Mais, à dire vrai, la littérature qui lui est consacrée ne tarit guère, quelles que soient les circonstances, tant il y a de manières d'aborder les problèmes que soulève cette œuvre unique en son genre.

Jean-Pierre Mohen et Christiane Eluère, les commissaires de l'exposition précitée et rédacteurs du catalogue, ont saisi l'occasion de faire le point à travers un « Découvertes » Gallimard. Mais on notera que les auteurs ont été plus prudents dans le titre du livre que dans celui de l'exposition, et que *L'Europe au temps d'Ulysse* est devenue *L'Europe à l'âge du bronze*. Ce qui a priori n'est pas la même chose, à moins de supposer la question homérique résolue à la manière de Schliemann. En réalité, les auteurs adoptent un point de vue complexe, assez en vogue aujourd'hui, qui consiste à distinguer dans l'œuvre d'Homère des strates d'époques différentes, dont les plus

anciennes remonteraient à l'époque mycénienne. De toutes façons, ils n'y consacrent que peu de place car l'intérêt du livre se situe ailleurs : établir des correspondances chronologiques entre les différentes cultures qui se partagent l'Europe à un moment donné de notre histoire. De là à parler d'une culture européenne, il y a tout de même un pas qu'il semble difficile de franchir.

## BONNE MISE AU POINT

Pierre Carlier affronte de façon plus classique l'exercice redoutable de la biographie. Graphique impossible, à dire vrai, que celle d'un homme dont l'existence même est douteuse, dont l'unité de l'œuvre ne cesse de susciter des interrogations, dont l'époque enfin est objet de polémiques (1) ! En réalité, Pierre Carlier propose une mise au point de la question homérique en livrant les informations indispensables sur trois points : nos connaissances actuelles sur la période qui s'étend de l'époque mycénienne au haut archaïsme (IX<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle), le monde décrit par les poèmes homériques, enfin la difficile question du rapport entre le monde d'Homère et la réalité de l'histoire. Était-il utile de résumer en 146 pages *l'Illiade* et *l'Odyssée* ? Sans doute, puisque chacun en parle sans les avoir lus, mais cela contribue à alourdir l'ouvrage sans grand profit. Malgré cela, son livre constitue une excellente mise au point par l'un des meilleurs spécialistes des hautes époques grecques, et on lui saura gré d'avoir fui aussi bien le jargon que les simplifications excessives.

Marcel Conche ne se pose aucune des questions qui agitent le livre de Carlier. Et il en prévient le lecteur dès les premières lignes : il ne veut considérer Homère que pour ce qu'« il s'est offert aux Grecs anciens, en tout cas après Pisistrate ». Rien de plus éloigné, donc, qu'une archéologie des poèmes homériques, mais au contraire des analyses fondées sur l'œuvre constituée, telle que les Grecs ont pu la lire depuis la fin du

VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Analyse purement littéraire et philosophique de quelques moments privilégiés, tous tirés de *L'Illiade* sauf un, brillamment écrits mais devant lesquels l'historien reste de marbre.

Tout compte fait, dans ce bouquet homérique, le plus bel ornement nous vient d'Olga Polychronopoulou, qui donne un superbe livre sur l'histoire de l'archéologie homérique. Certes, plus d'un lecteur restera stupéfait qu'un maquetiste ait pu choisir une police de caractères à peu près illisible pour imprimer un livre aussi passionnant. Mais cela vaut la peine de persévérer, quitte à chausser de nouvelles lunettes et à suivre avec le doigt pour ne pas perdre le fil ! Car Olga Polychronopoulou retrace avec précision et un réel talent une formidable aventure intellectuelle, celle qui conduit d'une vision entièrement littéraire du monde homérique à la découverte du monde mycénien puis à l'archéologie homérique d'aujourd'hui. Si Heinrich Schliemann se taille la part du lion, à juste titre, l'auteur ressuscite des figures majeures comme Wilhelm Dörpfeld qui, en dehors de ses fouilles d'Olympie, prolongea l'œuvre de Schliemann à Troie (en plaçant à Troie VI la ville d'époque mycénienne) et à Tyrnthe, comme celle encore de Christos Tsountas (à Mycènes), Heinrich Bulle (à Orchomène) ou Antonios Keramopoulos (à Thèbes de Béotie). Mais plus encore, toute la seconde partie de son livre tente de sonder « l'esprit des pionniers », de broser le cadre intellectuel dans lequel naît et se développe leur esprit d'entreprise archéologique.

Ainsi, à la vision romantique d'une Grèce « orientale » ou « orientalisée », dont Chateaubriand ou Delacroix témoignent à leur manière, succède dans les années 1830-1840 une approche plus réaliste mais aussi plus misérabiliste, d'où l'exclamation de Flaubert en 1851 que la Grèce est « bien plus sauvage et bien plus inconfortable que toutes les Turquies et toutes les Syries ». Les archéologues

sont tributaires de ces images d'une époque et voient la Grèce d'Homère à travers le filtre des préoccupations du temps. Mais ils cherchent aussi bien à faire coïncider la réalité archéologique avec l'idée qu'ils se font des descriptions homériques et finissent toujours, évidemment, par trouver ce qu'ils cherchent. Quitte à inventer les objets archéologiques qu'ils attendent : c'est Keramopoulos retrouvant les sept portes de Thèbes perceant une muraille imaginaire. C'est encore le mytique *mégaron*, cœur de la vie domestique des héros, que l'on retrouve nécessairement dans chaque palais mycénien, puisque l'on n'imagine pas qu'il puisse exister un palais sans *mégaron*. Certes, le modèle vitruvien de la maison antique n'est pas pour rien dans cette démarche, mais l'anachronisme ne choque guère tant il paraît naturel de rechercher en amont les traits marquants de la civilisation classique ; de là l'invention d'un ordre proto-dorique ou des rapprochements stupéfiants entre les temples archaïques de Sélinonte et les entablements supposés d'un palais mycénien par Georges Chipiez. La recherche systématique d'une origine orientale, notamment phénicienne, peut se prévaloir des enrichissements du comparatiste, mais conduit à tout autant d'aberrations et il faut tout le bon sens d'un Georges Perrot pour affirmer le caractère tout bonnement humain de certains procédés de construction, sans qu'il soit nécessaire de rechercher des filiations insolites ou improbables.

Richement illustrée, l'étude d'Olga Polychronopoulou séduit sans réserve, tant par son érudition que par la sympathie qui s'en dégage pour des hommes dont elle s'efforce de comprendre les démarches intellectuelles et de mettre en évidence le modernisme au-delà des aspects nécessairement vieillissés de leurs travaux.

Maurice Sartre

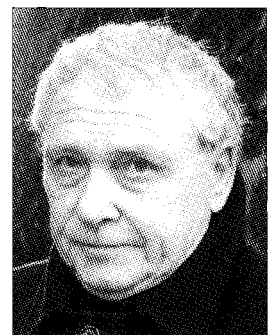
(1) « Le Monde des livres », 15 janvier 1999.

## Livraison

**PROMÉTHÉE**, de Jacqueline Duchemin  
Retour d'un classique, dont le sous-titre (« Histoire du mythe, de ses origines orientales à ses incarnations modernes ») dit l'engagement sur le terrain de la généalogie, du comparatisme (la lecture de Gide y côtoie celle d'Hésiode, de Shelley, d'Eschyle ou de Péladan) et de la complémentarité des sciences humaines. Paru en 1972, il inaugurerait alors aux Belles Lettres une collection d'études mythologiques sous le patronage d'un centre de recherches de Paris-X. Près de trente ans plus tard, Bernard Deforge accueille sans changement ni mise à jour, sans même de pistes bibliographiques actualisées, l'ouvrage de Jacqueline Duchemin (1910-1988), spécialiste de poésie archaïque, qui fut l'un de ses maîtres. Une reconnaissance de dette bienvenue. (Les Belles Lettres, « Vérité des mythes », 224 p., 130 F [19,82 €]). Ph.-J. C.

**BOURSE GONCOURT DE LA POÉSIE 1999 POUR L'ENSEMBLE DE SON ŒUVRE**

JACQUES RÉDA



**LA COURSE**

Nouvelles poésies itinérantes et familières (1993 - 1998)

GALLIMARD



## L'ÉDITION FRANÇAISE

● **Gallimard et Gault Millau signent un accord de partenariat.** Antoine Gallimard, PDG de Gallimard et des Guides Gallimard, et Philippe Faure, PDG de Gault Millau, ont signé « un accord de partenariat exclusif pour leurs publications liées au tourisme et aux loisirs ». Dans un communiqué daté du 24 janvier, ils précisent qu'ils ont choisi « d'associer leurs savoir-faire complémentaires pour la découverte des patrimoines culturels, touristiques et gastronomiques ». Le communiqué indique que « les premiers résultats de cette collaboration verront le jour au printemps, notamment avec des coéditions d'ores et déjà prévues pour de nouvelles collections ». Gallimard a cherché à renforcer la qualité des parties pratiques de ses guides touristiques, en confiant progressivement la mise à jour des adresses d'hôtels et de restaurants aux équipes rédactionnelles de Gault Millau. Les Guides Gallimard compteront cent titres après la sortie, dans les deux prochaines semaines, de *La France des gares et Lyon Rhône*.

● **Relookage pour « La Cosmopolite ».** Sous l'impulsion de Jean-Marc Roberts, « Le Nouveau Cabinet cosmopolite » et la « Bibliothèque cosmopolite » fusionnent. Désormais, la littérature étrangère chez Stock se regroupe sous le nom de « La Cosmopolite », dirigée par Christiane Besse. Vingt-quatre titres par an (une dizaine de nouveautés et une quinzaine de rééditions) se déclineront en trois formats, sous une couverture rose pâle. Le grand format, correspondant aux paginations les plus importantes, propose, pour 160 F (24,39 €), deux inédits, tandis que le moyen format accueille des titres d'une pagination moindre autour de 110 F (16,76 €). Hormis quelques inédits, le petit format offre essentiellement des rééditions de titres phares et fondateurs de la collection, comme *Le Fusil de chasse*, de Yasushi Inoué ; *Le Joueur d'échecs*, de Stefan Zweig et *Le Perroquet de Flaubert*, de Julian Barnes, proposés entre 50 F et 60 F (7,62 € et 9,14 €).

● **« Eux & nous ».** Tel est le nom de la nouvelle collection dirigée par Charles Dantzig aux Belles Lettres. Elle vise à publier des jeunes écrivains français qui parlent, « sous la forme d'un essai libre », d'écrivains de l'Antiquité grecque et romaine. *Horace à la campagne*, de Xavier Patier, sera suivi de *Salluste, déserts, exils, jardins*, de Jérôme Leroy ; *Pline le Jeune*, de Michel Crépu, et *Pétrone*, de Charles Dantzig.

● **Prix littéraires. Le grand prix du Livre de mode** a été remis à Laurence Benaïm pour *Le Pantalon, une histoire en marche* (éd. de l'Amateur). Le **prix des Deux Magots** a été décerné à Philippe Hermann pour *La Vraie Joie* (Belfond). Le **prix des Écrivains croyants** a été attribué à Sylvie Germain pour *Etty Hillesum* (éd. Pygmalion). Le **12<sup>e</sup> prix Simone Genevois** a récompensé Frédéric Raphaël pour *Deux ans avec Kubrick* (Plon).

## Précision

● Dans l'article consacré à Louise Michel (« Le Monde des livres » du 7 janvier) nous avions omis de signaler la brochure de *Graine d'Ananar* consacré à la militante révolutionnaire ; texte de Claire Auzias (éd. du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris, éd. Alternative libertaire, Belgique, 56 p., 20 F [3,05 €]).

## FRANÇOIS VALLEJO

## PIROUETTES DANS LES TENEBRES

« Un festival de galets jetés à la surface de l'eau qui ne cessent de ricocher. On boit beaucoup de chablis, ce qui délire les langues et ouvre les yeux. »

A. ROLLIN,  
*Le Canard enchaîné*

ÉDITIONS  
*Viviane Hamy*

## « La priorité de Flammarion est hors de France »

Le PDG, Charles-Henri Flammarion, explique sa stratégie, après le rachat de Casterman et l'entrée dans le capital des PUF

« Après avoir repris Casterman en novembre, vous entrez dans le capital des PUF en décembre. Pourquoi vous êtes-vous intéressé à un éditeur de bande dessinée ? »

– Il y a peu d'occasions d'acquisition de maisons d'édition de taille significative qui ne soient pas éloignées de nos activités. Nous étions présents dans les deux domaines de Casterman : la bande dessinée, avec *Fluide glacial* ; la jeunesse, avec le Père Castor, et la société belge Caramel, que nous avons reprise il y a un an. Pour Flammarion, il s'agit de la première opération significative en dehors de la France. Casterman a une très bonne implantation dans l'ensemble du Benelux. C'est aussi un éditeur en langue néerlandaise, avec une centaine de livres par an. Nous voulons développer cette production et y joindre des éléments du fonds Flammarion.

» La prochaine étape se situera dans d'autres pays, principalement latins. La contrainte du développement européen est forte pour les maisons d'édition. Nous sommes sur un marché stagnant depuis vingt ans. Le développement doit passer par des implantations dans d'autres bassins linguistiques, même si nous le faisons de façon mesurée.

– **La taille et la structure familiale de Flammarion sont-elles un avantage ou un inconvénient à ce développement ?**

– La structure du capital de Flammarion est un élément fort de sa personnalité. Le fait que nous affirmions clairement notre indépendance et que nous restions un acteur qui garde des valeurs familiales est davantage un atout qu'un inconvénient. Les gens se posent des questions sur les capacités des grands groupes à appréhender les activités éditoriales. De plus, nous sommes une société cotée, même si on n'a pas rencontré tous les succès en Bourse. Notre forme de capitalisme est un bon compromis sur le long terme.

– **Quels sont vos projets pour Casterman ?**

– Nous allons d'abord réunifier l'entreprise autour d'un ancrage fort à Bruxelles. Casterman a souffert de la séparation entre la France et la Belgique. Il faut clairement réaffirmer son importance sur le plan européen. Casterman doit être capable de retrouver la capacité d'innovation, qui a laissé sa marque dans la bande dessinée adulte et de vendre les productions plus populaires, tout en conservant son label de qualité et en créant des nouvelles collections.

– **Les auteurs et le personnel ont manifesté leur inquiétude. Tardi, Juillard, Boucq publient des albums ailleurs. Ne craignez-vous pas une « fuite » ?**

– Les auteurs de BD ont l'habitude de travailler pour plusieurs maisons d'édition. L'exclusivité

n'existe pas dans ce secteur, c'est plutôt sain et naturel. Nous avons des projets avec ceux que vous citez. La société a connu des difficultés financières. Tout le monde a vécu une période d'incertitude pendant le processus de vente, qui a été long. Aujourd'hui, les choses sont claires. Nous présenterons un plan d'organisation globale de la société au personnel à la fin du mois de février. Les activités de distribution en Belgique ont été cédées à ses cadres. La maison d'édition n'est pas en sureffectif. Nous avons deux chantiers importants pour retrouver la rentabilité. Casterman a beaucoup souffert de son intégration à un groupe d'imprimerie, avec des prix de revient qui ne sont pas ceux du marché. Ensuite, il faut développer tous les droits annexes (coédition, ventes au clubs, produits annexes, audiovisuel, multimédia). C'est sur ce secteur que se fait la rentabilité d'une maison d'édition.

– **Mais Tintin vous échappe.**

– Les droits dérivés de Tintin nous échappent, mais nous diffusons les produits des éditions Moulinsart. Il y a beaucoup de personnages chez Casterman. La série des *Martine*, par exemple, est connue de toutes les petites filles. Enfin, Casterman a un fonds formidable. 60 % de son chiffre d'affaires – qui est de 220 millions de francs en 1999 – vient du fonds. On a vendu 1,5 million d'albums de

Tintin en 1999, une progression de 50 %. Casterman a les richesses nécessaires pour envisager un avenir prometteur. Evidemment, dans un univers qui est celui de l'édition et pas celui du téléphone portable.

– **Vous avez créé la surprise en entrant dans le capital des PUF ?**

– Les affaires se font dans la discrétion. Les difficultés des PUF ressemblent à celles de Casterman. Ce sont des maisons qui intégraient verticalement leurs activités, où l'actionnariat dilué perdait son rôle et se délitait. Elles vivaient sur des acquis et ne se remettaient pas en cause. Nous participons à leur augmentation de capital et prenons en charge leur distribution. On peut avoir des actions communes sur un certain nombre de plans : la numérisation, la promotion universitaire. En termes de distribution, nous augmentons notre volume de 40 %, avec Casterman et les PUF, et nous nous approchons de la Sodis [filiale de Gallimard].

– **Ce sont deux entreprises en difficultés financières et endettées. Ne craignez-vous pas que cela ne plaise pas aux marchés financiers, que vous avez du mal à convaincre ?**

– Ma responsabilité est d'assurer le futur de Flammarion et pas forcément le résultat net part du groupe 2000. Je suis convaincu que ces opérations sont bénéfiques, à moyen terme, pour Flammarion.

– **Quels sont vos projets dans le**

**multimédia ? Quels sont vos autres axes de développement ?**

– Face à Internet, on peut avoir deux attitudes. Être distributeur sur Internet, mais ce n'est pas fondamentalement l'objectif d'un éditeur. Par contre nous devons diffuser nos contenus sur Internet. C'est un enjeu important pour nous. Nous avons plusieurs sites (Casterman, Delagrave *Fluide glacial* et *A Suivre*, qui renaît grâce au Web) ; on en met en place d'autres chez Flammarion.

» L'autre projet de développement concerne la presse. Nous avons *Fluide glacial* et *Beaux-Arts magazine*. Nous voulons acquérir ou créer d'autres mensuels. Nous sommes à la recherche d'occasions dans ce secteur qui soient conformes à l'esprit Flammarion : atteindre avec une offre de qualité le plus grand nombre.

– **Face à la concentration et à l'internationalisation du monde de la communication, les éditeurs indépendants ne sont-ils pas condamnés à essayer de se rapprocher ?**

– On est tellement concurrents. Nous sommes tous distributeurs et éditeurs de poche. On peut regretter qu'il n'y ait pas davantage de synergies, mais c'est ainsi. Notre priorité est hors de France, et nous devons réussir le passage de nos activités sur Internet. »

Propos recueillis par Yves-Marie Labé et Alain Salles

## Les « Empêcheurs » menacés

Dans le secteur en difficulté de l'édition de sciences sociales, une collection avec un drôle de nom, « Les empêcheurs de penser en rond », s'est imposée pour la qualité de son catalogue, dans le domaine de la pensée médicale, notamment de la psychiatrie, avec des auteurs comme François Dagognet, Bruno Latour, Tobie Nathan et de nombreuses traductions. Cette collection, créée en 1990 par Philippe Pignarre, avait une autre particularité : elle s'est construite dans le giron d'un laboratoire pharmaceutique. Commencée avec les laboratoires Delagrangre, elle est rapidement intégrée à Synthélabo, dont elle devient une filiale, jusqu'à ce que Synthélabo fusionne avec Sanofi au printemps 1999... et que les soucis commencent.

Cet abri un peu insolite d'un laboratoire pharmaceutique avait un avantage : il assurait à l'éditeur une tranquillité financière. Philippe Pignarre, également responsable de la communication, estime avoir joui d'une « totale indépendance ». En contrepartie, le nom de Synthélabo, bénéficiait de la bonne image de la collection. Depuis la fusion, les choses sont plus compliquées. Les rapprochements d'entreprises, avec des hommes et des histoires différentes, sont souvent délicats. « Une réflexion s'est engagée depuis la fusion sur la politique de communication. C'est exceptionnel qu'un laboratoire fasse de l'édition. Nous sommes en train d'établir les priorités », explique-t-on chez Sanofi-Synthélabo, en précisant qu'une décision sera prise dans quelques mois. En fait, il semble que Sanofi-Synthélabo ait décidé d'arrêter son soutien à la collection, mais le laboratoire se donne un délai pour lui permettre de poursuivre son existence ailleurs.

Les affaires des Empêcheurs ne se sont pas arrangées

avec la publication, fin novembre 1999, d'un article du *Canard enchaîné* mettant en cause un livre du philosophe américain Ian Hacking, pour avoir soutenu des thèses ambiguës sur la pédophilie, dans un livre publié, début 1998, *L'Âme réécrite*. L'article a suscité la colère de nombreux médecins et universitaires, qui contestent une telle interprétation, prennent la défense de Ian Hacking et de la collection de Philippe Pignarre. Parmi les premiers signataires, figurent : Paul Sloterdijk, Dominique Lecourt, Daniel Bounouh, Jean Laplanche, François Dagognet, Daniel Bensaïd, Raymond Bellour, Tobie Nathan, François Gèze, etc. « Tout se passe comme si l'on avait tenté ainsi d'empêcher l'élection d'un auteur de cette collection au Collège de France et provoquer la disparition de cette collection en discréditant ses responsables et sa ligne éditoriale », écrivent-ils. Hacking a été élu au Collège de France, mais la collection est bel et bien priée d'aller penser ailleurs.

Des discussions ont lieu avec d'autres éditeurs, notamment Le Seuil et les Presses universitaires de France (PUF), qui confirment leur intérêt pour la collection et son fonds. Les PUF, qui diffusent Les Empêcheurs et ont publié le dernier ouvrage de Philippe Pignarre, semblent pour l'instant tenir la corde. Evidemment la situation financière des PUF est loin d'être comparable à celle de Synthélabo. Le président du directoire, Michel Prigent, prévoit de diminuer le nombre de collections, de titres et de traductions. Or Les Empêcheurs publiaient ces dernières années environ 35 titres par an et de nombreuses traductions. Quel que soit le repeneur, ils continueront à empêcher de penser en rond, mais risquent de le faire sur un périmètre plus réduit.

A. S.

## AGENDA

● **LES 28 ET 29 JANVIER. PROUST.** A Paris, la Société des amis de Marcel Proust et des amis de Combray organise un colloque autour du thème : « La réception de Proust à l'étranger » (à 9 h 30, BNF, quai François-Mauriac, 75013 Paris. Inscriptions : 02-37-24-30-97).

● **LE 29 JANVIER. MARX.** A Fontenay-aux-Roses, une « journée Marx » sera l'occasion de nombreux débats, en présence notamment d'Etienne Balibar, Georges Labica, Isabelle Garo, Emmanuel Renault (à partir de 10 heures, ENS, 31, av. Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses. Rens. : 01-41-13-25-54).

● **LE 29 JANVIER. SCIENCE.** A

Paris, un débat est organisé autour du livre *La Science, Dieu ou diable ?*, de Guitta Pessis-Pasternak, paru chez Odile Jacob (à partir de 16 heures, Fnac Forum des Halles, 1, rue Pierre-Lescot, 75002 Paris).

● **LE 7 FÉVRIER. LECTURE.** A Lyon, la Villa Gillet propose une lecture de *La Conversation*, de Lorette Nobécourt, par Elizabeth Macocco (à 19 h 30, 25, rue Chazière, 69004 Lyon. Réservations : 04-78-27-02-48).

● **LE 17 FÉVRIER. RENCONTRE.** A Lyon, dans le cadre des Rencontres éditoriales, un entretien avec Arlette Farge est organisé par Valérie Picaut et Olivier Christin (à 19 h 30, 25, rue Chazière, 69004 Lyon. Réservations : 04-78-27-02-48).

**PALLADIO**  
TOURISME CULTUREL

27 rue de Lisbonne 75008 Paris  
Tel. : 01 58 56 20 22  
Fax : 01 58 56 20 21  
N° de Licence : 075 95 0559

25 promenades et voyages proposés chaque année, en France et à l'étranger  
Conférencier : **Jean-Marie Doumas**, spécialiste du voyage littéraire depuis 20 ans

25 au 27 février 2000 : La Côte d'Opale de Calais à Dunkerque, avec Paul Léautaud (*Le Petit Ami*), Alphonse de Lamartine et Robert Merle (*Week-End à Zuydcoote*).

18 au 25 mai 2000 : Le Rhin Romantique de Düsseldorf à La Lorelei avec Goethe, Heine, Hugo et les musiciens Schumann, Mendelssohn, Beethoven

20 au 24 septembre 2000 : Turin et le Montferrat avec Cesare Pavese et Primo Levi

Programme de la saison sur demande au 01 58 56 20 22

## “Je suis parce que je sens”



Casanova  
l'admirable

folio